

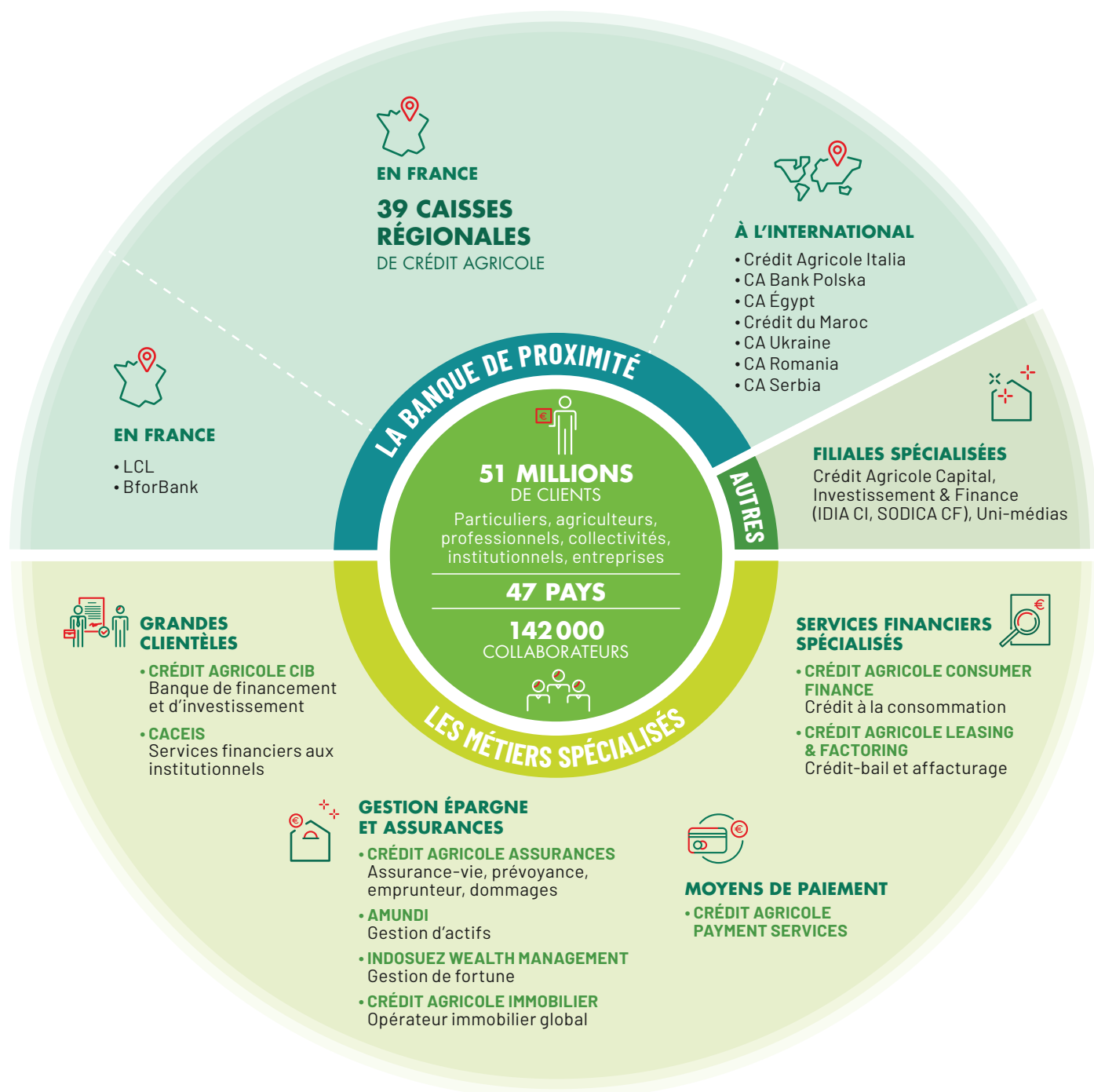


RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2019

LA BANQUE UNIVERSELLE DE PROXIMITÉ

Le Crédit Agricole déploie un modèle unique de Banque universelle de proximité, fondé sur la complémentarité entre les activités du Groupe. Ainsi, ses réseaux de proximité offrent à tous ses clients, selon leurs besoins, une palette complète de produits et services bancaires et extra-bancaires, par tous les canaux, élaborés avec des métiers spécialisés leaders dans leur domaine, en France et à l'international.



LA RAISON D'ÊTRE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

**La finalité du Crédit Agricole,
c'est d'être le partenaire de confiance
de tous ses clients :**

Sa solidité et la diversité de ses expertises lui permettent d'accompagner dans la durée chacun de ses clients dans leur quotidien et leurs projets de vie, en les aidant notamment à se prémunir contre les aléas et à prévoir sur le long terme.

S'engage à rechercher et protéger les intérêts de ses clients dans tous ses actes. Il les conseille avec transparence, loyauté et pédagogie.

Revendique la responsabilité humaine au cœur de son modèle : il s'engage à faire bénéficier tous ses clients des meilleures pratiques technologiques, tout en leur garantissant l'accès à des équipes d'hommes et de femmes, compétents, disponibles en proximité, et responsables de l'ensemble de la relation.

**Fier de son identité coopérative et mutualiste,
s'appuyant sur une gouvernance d'élus représentant ses clients,
le Crédit Agricole :**

Soutient l'économie, l'entrepreneuriat et l'innovation en France et à l'International, il se mobilise naturellement pour ses territoires.

S'engage délibérément sur les terrains sociétaux et environnementaux, en accompagnant progrès et transformations.

Est au service de tous : des ménages les plus modestes aux plus fortunés, des professionnels de proximité aux grandes entreprises internationales.

**C'est ainsi que s'expriment l'utilité et la proximité du Crédit Agricole
vis-à-vis de ses clients, et que s'engagent ses 142 000 collaborateurs
pour délivrer excellence relationnelle et opérationnelle.**

10^e
banque
mondiale

1^{ère}
coopérative
mondiale

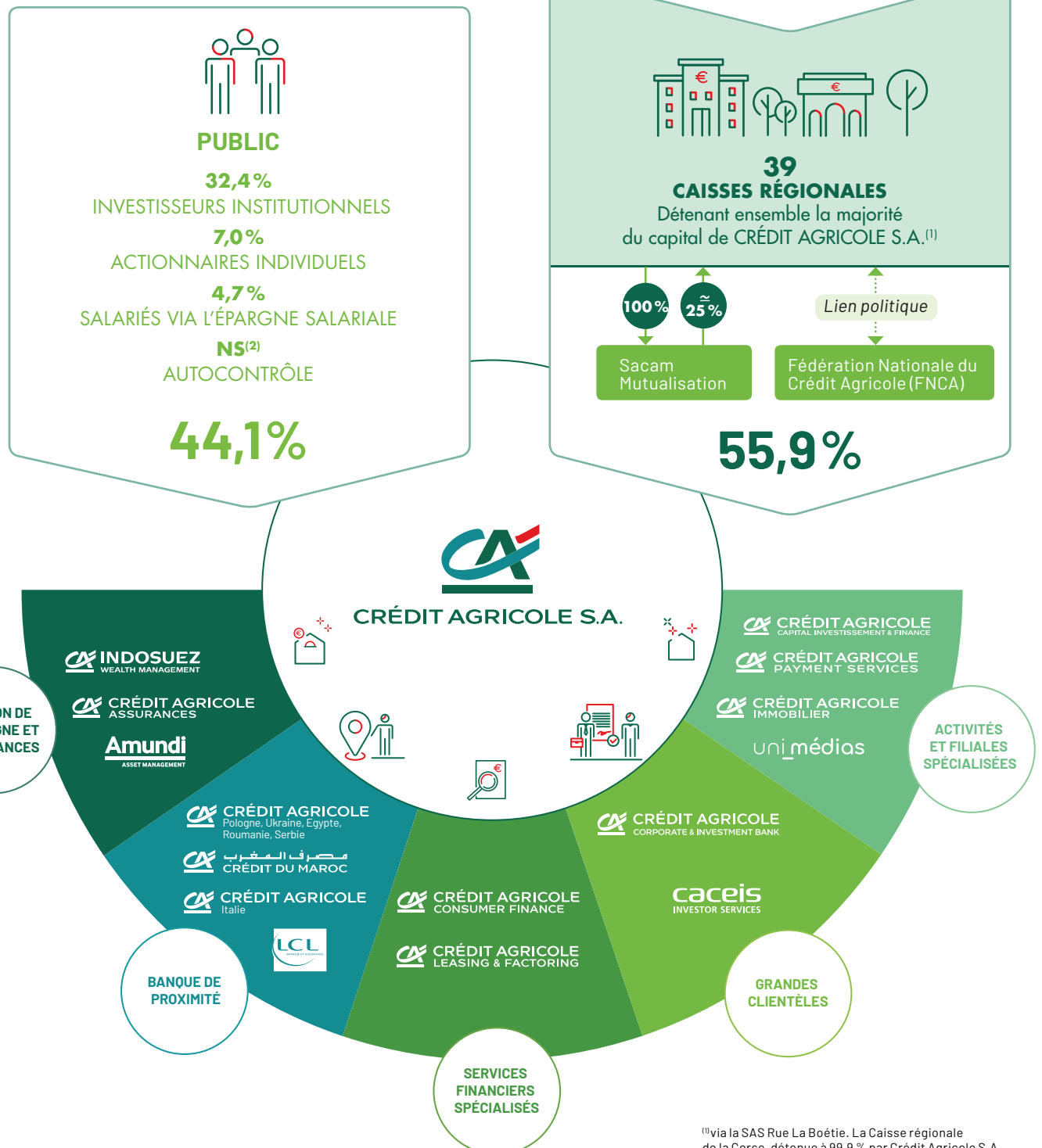
1^{ère}
banque
en France

1^{er}
assureur
en France

1^{er}
gestionnaire d'actifs
européen

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du Groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



⁽¹⁾ via la SAS Rue La Boétie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9 % par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.
⁽²⁾ non significatif.

Sommaire

Présentation de la Caisse Régionale.....	3
Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF)	15
Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise.....	21
Examen de la situation financière et du résultat 2019	46
Facteurs de risques et informations prudentielles.....	66
Documents comptables et annexes des comptes consolidés.....	95
Documents comptables et annexes des comptes individuels	235
Déclaration du responsable	307
Rapports de commissaires aux comptes.....	311
Projet des Résolutions de l'Assemblée Générale Mixte	335

212
AGENCES DE
PROXIMITÉ

CHIFFRES
CRÉDIT AGRICOLE
BRIE PICARDIE
AU 31/12/2019

Plus de
1,1 MILLION
CLIENTS (à titre privé ou professionnel)

2
AGENCES
CRÉDIT
AGRICOLE
EN LIGNE (CAEL)

1
AGENCE
E-IMMOBILIER

4
AGENCES
COURTIERS

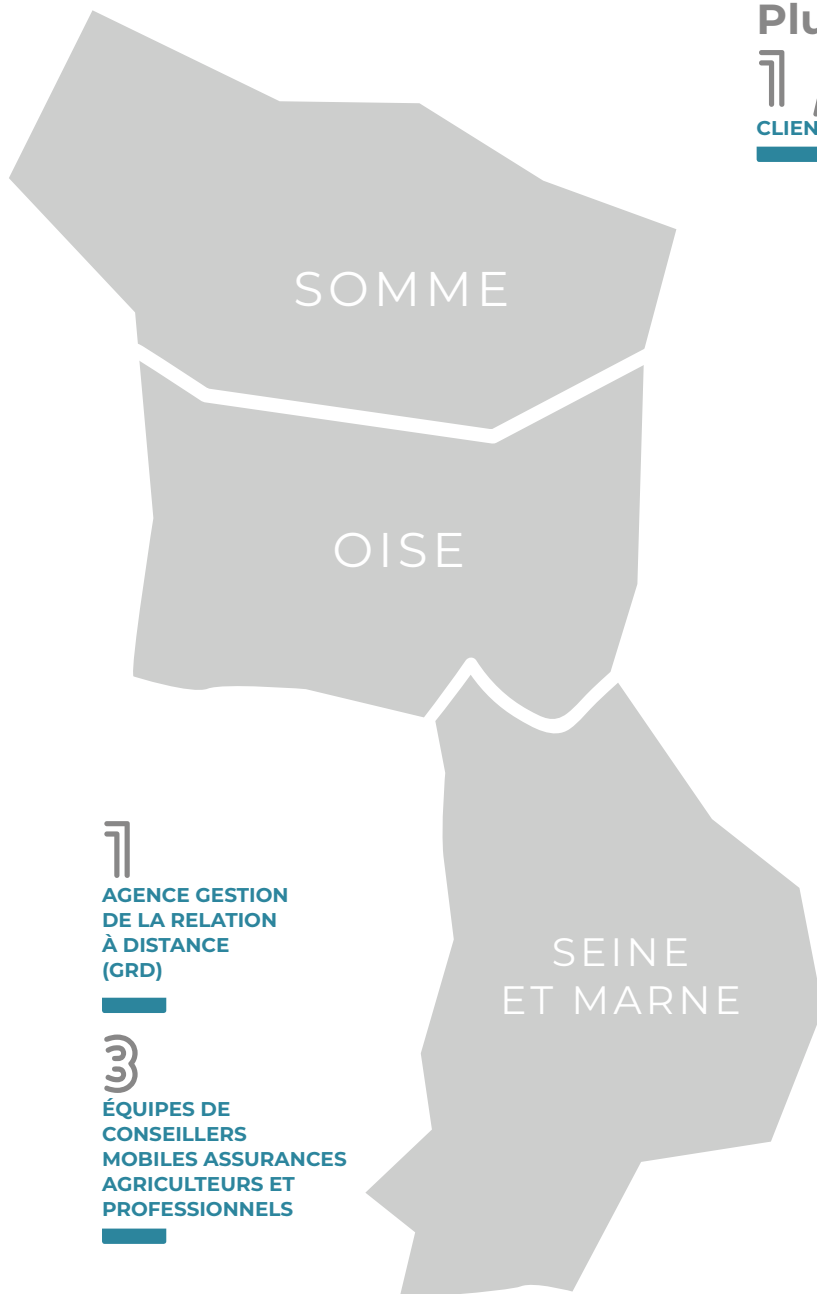
4
AGENCES
BANQUE
PRIVÉE

5
CENTRES
D'AFFAIRES
ENTREPRISES

3
AGENCES
COLLECTIVITÉS
PUBLIQUES

3
AGENCES
PROMOTION
IMMOBILIÈRE

2
PÔLES
INSTITUTIONNELS
ET ASSOCIATIONS



1
AGENCE GESTION
DE LA RELATION
À DISTANCE
(GRD)

3
ÉQUIPES DE
CONSEILLERS
MOBILES ASSURANCES
AGRICULTEURS ET
PROFESSIONNELS

1
PLATEFORME
ALLOCATION
D'ACTIFS

1
BANQUE
D'AFFAIRES

35
CAISSES LOCALES

1
AGENCE
EVENEMENTS DE
LA VIE

19
ADMINISTRATEURS
DE LA CAISSE
RÉGIONALE

915
ADMINISTRATEURS
DE CAISSES LOCALES

1
PLATEFORME
ASSURANCES
AGRICULTEURS ET
PROFESSIONNELS

Plus de
330 000
SOCIÉTAIRES

1. Présentation de la Caisse Régionale

1.1 Le territoire Brie-Picardie

1.1.1 Territoire et démographie

Notre territoire se compose de 3 départements : la Somme, l'Oise et la Seine-et-Marne qui comptent respectivement 570 000 Samariens, 825 000 Isariens et 1 422 000 Seine-et-Marnais, soit un total de 2 817 000 habitants.



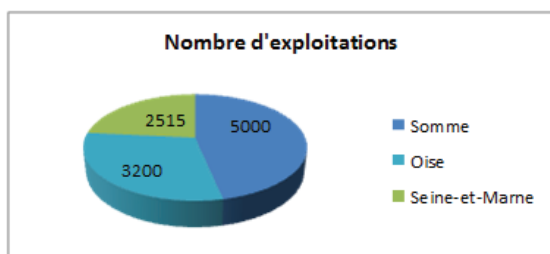
Les principales villes du territoire sont pour les 3 départements :

- **Somme** : Amiens (133 755 hab), Abbeville (23 231 hab)
- **Oise** : Beauvais (56 020 hab), Compiègne (40 258 hab), Creil (35 747 hab)
- **Seine-et-Marne** : Meaux (54 331 hab), Chelles (54 196 hab), Melun (40 228 hab)

1.1.2 Agriculture

Notre territoire est fortement ancré dans la production agricole. Il est le premier territoire producteur de blé et de pois protéagineux, le troisième territoire producteur de colza et le cinquième territoire producteur d'orge et d'escourgeon sans oublier les pommes de terre et le lin qui tiennent une place importante. Le territoire produit également 35% des endives en France.

On compte près de 11 000 exploitations pour un total d'1,2 million d'hectares de terres exploitées.



Ce secteur emploie près de 23 000 personnes sur le territoire.

Le secteur agroalimentaire est également très présent sur les trois départements. De grandes entreprises s'y sont implantées et l'on compte près de 550 établissements pour un total d'environ 16 000 employés.

1.1.3 Industrie

L'industrie représente une part importante des emplois sur le territoire. On y retrouve des spécificités propres à chaque département.

En Seine-et-Marne l'industrie emploie plus de 50 000 salariés, avec un certain nombre de points forts : le chocolat à Noisiel, la métallurgie à Montereau-Fault-Yonne ou l'industrie du verre de la vallée du Loing. Le secteur de la logistique est particulièrement dynamique en Seine-et-Marne, grâce au fort potentiel du département en matière de disponibilité foncière et d'accessibilité au réseau routier. On estime que le secteur de la logistique emploie dans le département 14.000 salariés, ce qui le place en 2ème position derrière la Seine Saint Denis.



La Somme et l'Oise peuvent quant à elles compter sur un paysage industriel varié. On y retrouve de grandes entreprises

de sous-traitance automobile à Amiens, un constructeur international de machine agricole à Beauvais, un pôle important de sous-traitance aéronautique à Albert- Méaulte mais aussi des activités plus anciennes tel que le travail des métaux comme les robinetteries du Vimeu. La plasturgie, très présente dans le Sud-Oise, le caoutchouc dans la zone d'Amiens, et la chimie à Compiègne composent un secteur assez concentré géographiquement.

La filière cosmétique représente également un bassin d'emploi important sur le territoire, notamment dans l'Oise où elle emploie plus de 4 800 salariés pour 50 établissements. L'Oise accueille 55% des salariés de la fabrication de cosmétiques avec les zones d'emploi de Compiègne, Beauvais et Roissy-Sud Picardie.

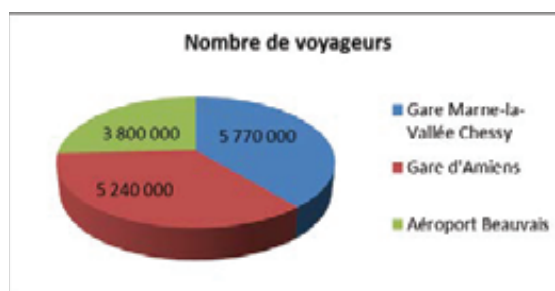
1.1.4 Transports

Le territoire possède de nombreuses infrastructures routières, ferroviaires et aériennes.

La Seine-et-Marne est bien desservie par sa proximité avec Paris. Elle compte 81 gares dont 2 gares TGV, 4 lignes de RER, 3 lignes Transilien et bénéficie de sa proximité avec l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle accueillant plus de 21.5 millions de passagers par an. La Seine-et-Marne fait également partie du projet « Grand Paris » visant à transformer l'agglomération parisienne en une grande métropole mondiale par le biais de la modernisation de réseaux actuels notamment.

La gare d'Amiens accueille plus de 5 millions de passagers par an et celle TGV Haute-Picardie près de 400 000 usagers par an. La Somme possède également un aéroport situé à Albert-Méaulte spécialisé dans le transport de marchandises et ouvert aux vols privés.

L'Oise bénéficie quant à elle de gares situées à proximité de Paris ainsi que de l'aéroport international de Beauvais-Tillé, 10ème aéroport français, qui a accueilli 3.8 millions de passagers en 2018 et qui génère près de 4 750 emplois dont 957 emplois directs. 45% des employés résident dans le Beauvaisis, L'aéroport est ouvert au trafic commercial et aux vols privés.



Les nouveaux bus NEMO à Amiens

Les nouveaux bus à haut niveau de service (bus ayant des caractéristiques de service et techniques spécifiques et performants) ont été mis en service le 11 mai 2019. Ces bus sont 100% électriques. Amiens est désormais équipée de 4 lignes de bus électriques parcourant toute la ville. Ces derniers sont

baptisés Némé, en référence au capitaine du Nautilus, le capitaine Némé du livre de l'écrivain Jules Verne qui vécut à Amiens de 1871 jusqu'à sa mort.

Les travaux du canal Seine-Nord

Le canal, qui doit parcourir les 107 kilomètres séparant Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord), est considéré comme stratégique. Grâce à ses plates-formes multimodales, il doit en effet relancer le transport par voie fluviale entre le nord de l'Europe, le port d'Anvers par exemple, et le Bassin parisien. L'ouverture est prévue pour 2027.

1.1.5 Tourisme

Le tourisme est un moteur très important du territoire. Il emploie plus de 44 000 personnes sur les trois départements

Plusieurs formes de tourisme sont présentes :

- Les grands parcs de loisir situés à Marne-la-Vallée, Plailly, Saint-Paul, Ermenonville ou encore Crisolles.
- Le tourisme historique avec Samara, la Cité médiévale de Provins, le Château de Fontainebleau, le Château de Vaux-le-Vicomte, le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, le Domaine de Champs-sur-Marne, la Cathédrale d'Amiens, le Chemin de Fer de la Baie de Somme, le Domaine de Chantilly, le Village de Gerberoy, le Musée de la Nacre, le Château de Pierrefonds etc.
- Le tourisme de mémoire avec le mémorial de Thiepval, le mémorial de Beaumont-Hamel, l'Historial de la Grande Guerre à Péronne, l'Historial de Meaux, la Clairière de l'Armistice à Compiègne, le Circuit du souvenir etc.
- Le tourisme naturel avec la Forêt de Compiègne, le Parc du Marquenterre, les Hortillonnages, la Baie de Somme, la Forêt de Fontainebleau etc.

Plusieurs projets sont en cours, notamment dans le département de la Somme, pour développer l'économie liée au tourisme le long de la Vallée de la Somme, aménagement de plus 120km de vélo-route.

La Cathédrale d'Amiens et le Musée de Picardie

L'année 2020 marquera la célébration des 800 ans de la pose de la première pierre de la cathédrale Notre-Dame d'Amiens. 365 jours pour célébrer ce fleuron de l'architecture gothique, qui attire chaque année près de 700 000 visiteurs, et inscrit à deux reprises au titre du patrimoine mondial.

Les travaux du Musée de Picardie à Amiens, fermé au public depuis juillet 2017, doit ré ouvrir en mars 2020. Les travaux concernent la rénovation du premier étage de 2000m² et la restauration des décors peints. Les travaux prévoient aussi la mise en accessibilité de tout le bâtiment construit au 19^{ème} siècle. Le nombre de visiteurs attendu est de 100 000, deux fois plus qu'avant la réouverture.

Le théâtre de Beauvais

Le nouveau théâtre du Beauvaisis, seule Scène nationale de l'Oise, la deuxième de Picardie (avec la Maison de la Culture d'Amiens), comportera deux salles de spectacle, l'une de 675 places, l'autre modulable de 200 places et une grande salle

polyvalente consacrée à l'éducation artistique. Le chantier devrait prendre fin en début d'année 2020 et le théâtre accueillir ses premiers spectacles dès septembre 2020.

1.1.6 Enseignement

Le territoire possède des pôles d'enseignement variés et complémentaires.

On retrouve sur la Seine-et-Marne 3 pôles universitaires situés à Marne-la-Vallée, Melun et Seine-et-Marne Sud. Ces 3 pôles comptent aujourd'hui près de 15 000 étudiants et comprennent plusieurs universités, des IUT, de grandes écoles et des unités de recherche. On retrouve notamment l'Ecole nationale des ponts et chaussées, l'Ecole d'Architecture de la Ville et des Territoires ou encore l'Institut Européen d'Administration des affaires.

Dans l'Oise et dans la Somme on dénombre plus de 60 000 étudiants de l'enseignement supérieur. On retrouve l'ESIEE (école d'ingénieur), l'ESAD, (école d'art et de design), l'UPJV (université de Picardie Jules Verne), l'UTC, (université de technologie de Compiègne), LaSalle Beauvais (Institut polytechnique en agriculture).

On trouve sur les trois départements des centres de recherche avec par exemple CRITT Polymères Picardie (Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie), l'Institut d'excellence « PIVERT » (Picardie Innovations Végétales Enseignement et Recherches Technologiques) ou encore l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique).

Sense-city, de la recherche portée par l'Université Paris-Est

Sense-City est un Equipement d'Excellence du Programme d'Investissement d'Avenir de l'ANR (agence nationale de la recherche), courant sur la période 2011-2019 et doté d'un budget de 9 millions d'euros. Sense-City est une chambre climatique de 400m² qui permet de programmer des conditions météorologiques spécifiques sur des durées déterminées et de recommencer des expériences autant que nécessaire. Implanté au cœur de la Cité Descartes à Paris Est, cet équipement se positionne comme un démonstrateur d'innovations urbaines.

1.1.7 Pôles d'excellence

Le territoire possède des pôles d'excellence dans différents domaines.

Le développement durable

Le territoire est activement impliqué dans le développement durable et sa promotion. La ville d'Amiens a par exemple décidé de s'engager dans une politique d'autosuffisance énergétique à l'horizon 2050. C'est dans ce but qu'elle compte s'entourer de start-up européennes intéressées pour travailler sur un modèle de ville autonome en énergie. Elle a accueilli le congrès Amiens Energy Summit en novembre 2019, colloque d'envergure européenne sur la thématique de l'autonomie énergétique.

La Seine-et-Marne possède également un pôle de compétitivité nommé Advancity qui regroupe les acteurs de l'aménagement, de l'habitat et du transport. Il vise à améliorer la qualité de vie dans les villes. Les recherches menées par ce pôle de compétitivité portent sur le concept de « villes durables », tout en considérant les besoins de la population et le respect de l'environnement.

Le raccordement d'Amiens au réseau chaleur

Amiens s'est dotée en 2019 d'un réseau de chaleur innovant et original en France. Au total, cinq sources d'énergies renouvelables et de récupération sont mobilisées (eaux usées, méthanisation, géothermie, biomasse et biogaz).

Il devrait chauffer l'équivalent de 19 000 logements, y compris des bâtiments publics et des entreprises privées avec un taux de 62,5 % d'énergies renouvelables.

La centrale photovoltaïque de Meaux

La centrale photovoltaïque de Meaux a été inaugurée en octobre 2019 et permet d'alimenter en énergie durable près de 20% de la population de Meaux. Aujourd'hui le parc solaire compte 39 996 panneaux photovoltaïques sur une surface de 10 hectares. La centrale est située entre la Marne au sud et le canal de l'Ourcq au nord, à l'est du parc du Pâtis.

Aéronautique

La Somme est le département le plus engagé dans ce pôle de compétitivité. Elle compte en effet plus de 50 établissements comprenant près de 4 000 salariés. On y retrouve un aéroport à Albert – Tillé destiné principalement au transport de pièces aéronautiques vers Toulouse. On retrouve également une plateforme d'innovation et de formation et près de 40 formations spécialisées dans ce domaine.

La Seine-et-Marne soutient quant à elle AsTech Paris Région, un pôle de compétitivité aérospatial, premier bassin d'emplois en France dans le domaine de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués.

La ville de Meaux soutient également ce secteur d'activité avec la création d'un campus d'excellence qui forme des étudiants du CAP au Bac+5.

Santé

Le Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens, qui emploie près de 6000 personnes, propose de nombreuses formations pour près de 1400 étudiants.

Le CHU est un pôle d'excellence médical à la pointe de la recherche grâce notamment à un espace de formation nommé SimUsanté, le plus grand centre européen de pédagogie active et de simulation de santé comprenant 51 espaces de simulation dont 43 équipés de capture vidéo, 150 mannequins et simulateurs, 1 plateforme e-learning mais aussi par l'Institut Faire Faces, pôle de référence européen spécialisé dans la chirurgie maxillo-faciale et par le GRECO, Groupement de recherches et d'études en chirurgie robotisée qui utilise l'assistance robotisée pour une chirurgie sûre, facilement reproductible et moins invasive, réduisant le temps de récupération des patients.

La Seine-et-Marne, bien que touchée par la pénurie de personnel médical, s'est dotée depuis 2009 d'un Plan en faveur de la Démographie Médicale permettant notamment de créer des bourses en faveur des étudiants en médecine en contrepartie d'un engagement à exercer dans les territoires déficitaires en médecins et d'accompagner par différents moyens l'installation des professionnels de santé.

L'Oise quant à elle a mis en place depuis 2018 son Plan Oise Santé doté d'une enveloppe budgétaire de 4.5 millions d'euros. Ce plan vise à favoriser le renforcement d'une offre de soins de qualité et de proximité afin de lutter contre la désertification médicale. Ainsi ce sont 55 nouveaux professionnels qui ont été accompagnés depuis 2018.

Les trois départements se sont également engagés dans des projets de santé régionaux afin de définir une stratégie de santé pour le futur.

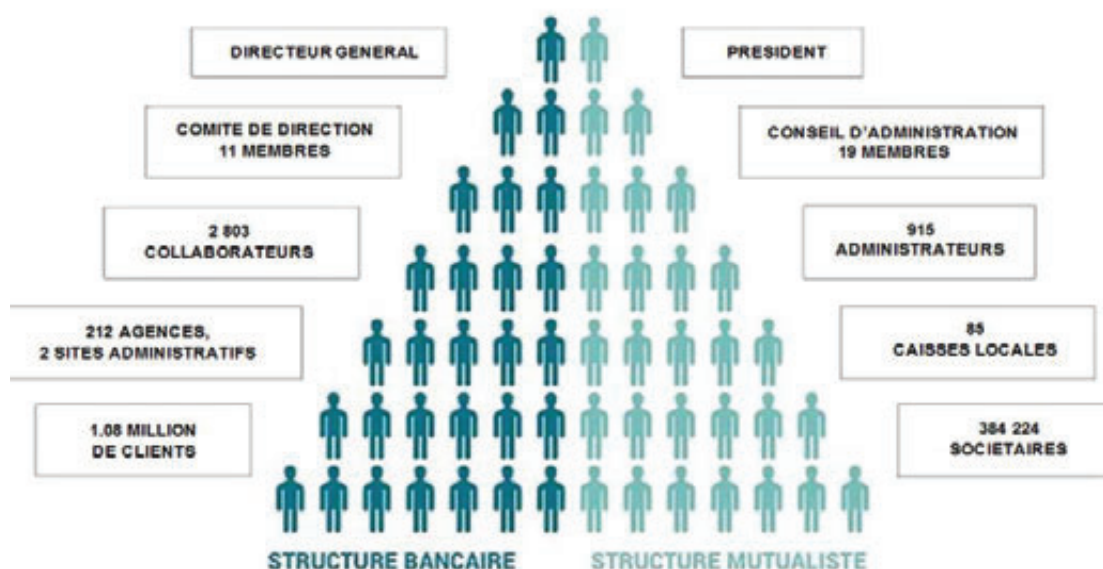
1.2 Le modèle d'affaires

1.2.1 Une banque coopérative proche de ses clients

Banque de plein exercice du Groupe Crédit Agricole, le Crédit Agricole Brie Picardie accompagne ses clients dans la réussite de leurs projets de vie et contribue au développement socio-économique de son territoire, la Somme, l'Oise et la Seine-et-Marne.

Elle repose sur un modèle coopératif performant par un principe de vote démocratique où une personne = une voix.

Notre modèle coopératif



1.2.2 Une banque utile à tous et utile au territoire

Un employeur responsable



2 803 salariés



230 embauches en CDI en 2018 (106 Hommes et 124 Femmes)

Des formations prestigieuses, en partenariat avec des établissements renommés SKEMA, ITB, ESSEC, IUP Caen



107 034 heures de formation

Le budget formation représente 5,8% de la masse salariale



97 % des collaborateurs ont bénéficié d'une formation

Une utilité reconnue



14 785 projets immobiliers soutenus



1 498 créateurs d'entreprises et 262 caisses locales accompagnées



418,7 millions d'euros consacrés aux prêts à l'agriculture



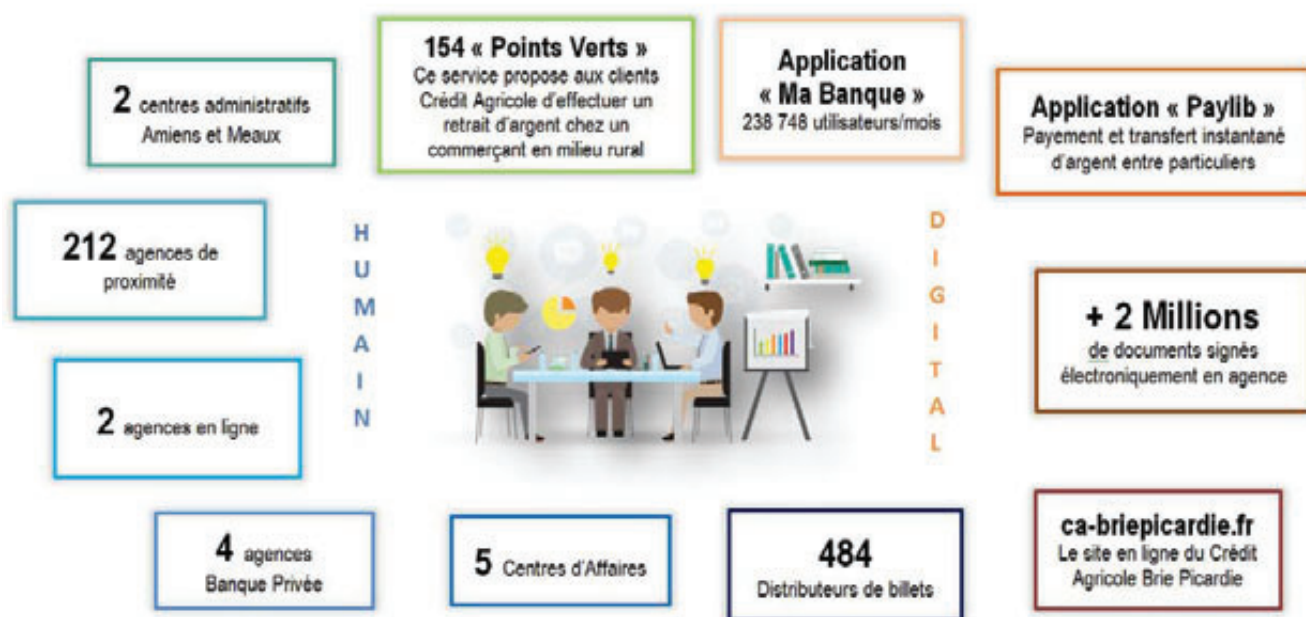
8,3 sur 10 de note de recommandation

4,3 Mds€ de réalisation de crédit soit 56 € financés sur le territoire



143 740 cartes bancaires collectées pour

1.2.3 Une banque qui n'oppose pas digital et humain



1.2.4 Une banque fière de ses valeurs mutualistes

178 projets soutenus pour plus d'1 million € *

Accordé aux projets associatifs et au développement du territoire (fonds IL, fonds CABPM&, appel à projets, « J'aime mon territoire »)

**Appel à projets de CABP Mécénat & Solidarité**

Sur le thème « Valorisation du patrimoine et création d'emplois » lancé par le fonds de dotation en avril 2019. Sur 20 candidatures, 4 projets lauréats ont reçu une dotation d'un total de 65 688€. Cet appel à projets vient compléter les 10 autres projets qui en 2019 ont reçu une subvention de 227 700€ par le fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat & Solidarité.

**« J'aime mon territoire »**

Cette opération a été lancée en novembre 2019 afin d'impliquer les collaborateurs, les clients et les sociétaires dans l'attribution de dotations pour soutenir 18 projets locaux. Cette action vient compléter le dispositif Initiatives locales, d'aide aux projets associatifs, sportifs, solidaires ou culturels du territoire, qui a totalisé cette année 146 projets soutenus pour un montant de 591 000€.



BRIE PICARDIE
MÉCÉNAT ET SOLIDARITÉ

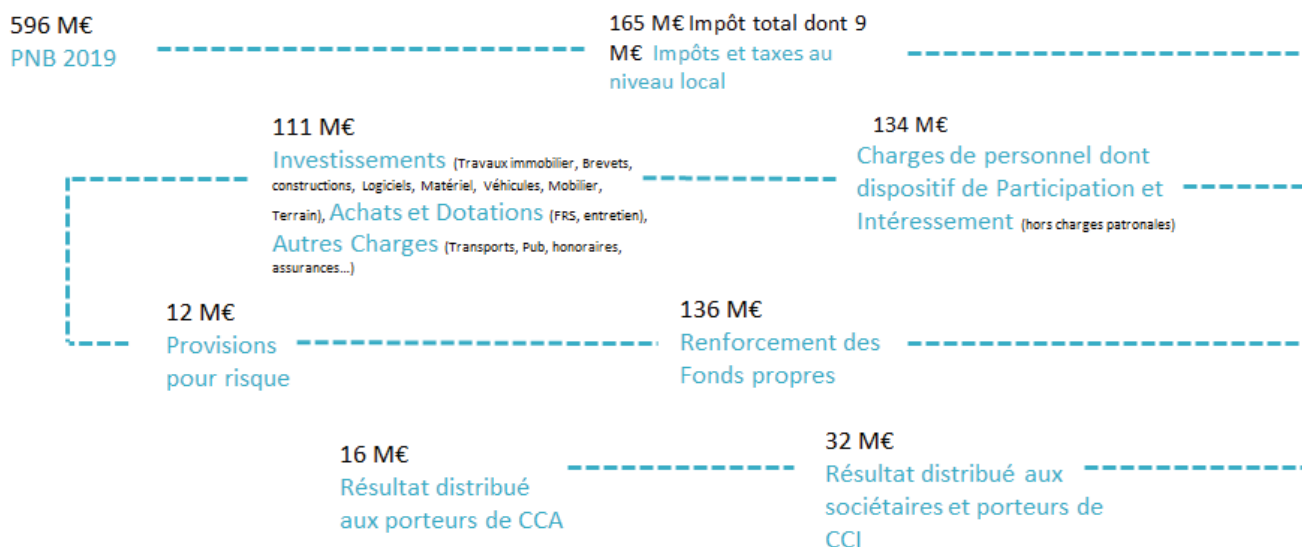
**Passerelle Brie Picardie**

Cette structure basée à Beauvais, accompagne les clients et non clients qui traversent une période de difficulté financière temporaire. Ce dispositif complète les offres du Crédit Agricole « Compte Budget Protégé » et « l'Autre Carte ».

(*subventions versées en 2019 par : Fonds Initiative Locale : 591 000 €, fonds CABP Mécénat & Solidarité: 293 388€, appel à projets « J'aime mon territoire » : 119 900 €)

NOS RESSOURCES	NOTRE CRÉATION DE VALEUR	NOS RÉSULTATS
<p>NOTRE PRÉSENCE TERRITORIALE</p> <ul style="list-style-type: none"> 212 agences de proximité 85 caisses locales 2 agences en ligne 154 Points verts 484 distributeurs de billets 2 sites administratifs (Amiens, Meaux) 19 administrateurs de la Caisse Régionale (31,6 % de femmes) 915 administrateurs de Caisses Locales (30,8 % de femmes) <p>NOS RESSOURCES HUMAINES</p> <ul style="list-style-type: none"> Effectif total de 2803 salariés (dont 2541 CDI) Répartition : 1065 H / 1738 F Âge moyen de l'effectif : 40 ans Taux d'emploi des personnes handicapées : 2,2% 230 nouveaux CDI dont 106 H et 124 F 124 apprentis Plus de 105 millions d'euros de masses salariales 107034 heures de formation totale des salariés 99,4 % Taux de formation contre la corruption 32320 heures de formations e-learning Taux de promotion de 8,23% <p>NOS RESSOURCES FINANCIÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> 4,1 Mds€ de capitaux propres Capital social de 277 M€ <p>NOS FILIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> CA Assurances CA Paiement CA Immobilier CA Technologies et Services CACIB Amundi CA Leasing & Facturing 	<p>Domaines d'activité</p> <p>ASSURANCES</p> <ul style="list-style-type: none"> 485 000 contrats d'assurance de biens et de personnes 450 000 contrats d'assurance vie et prévoyance <p>COLLECTE</p> <ul style="list-style-type: none"> Encours de collecte 29,2 Mds€ Encours livret LDDS : 1369 M€ <p>CREDITS</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisations de crédit : plus de 56 000 projets financés pour 4,3 Mds€ Encours de crédit : 24,3 Mds€ <p>Répartition des réalisations de crédits (nombre & pourcentage)</p> <ul style="list-style-type: none"> Consommation : 29 157 (51,4%) Habitat : 16 301 (28,7%) Agriculture : 6 976 (12,3%) Professionnels : 3 472 (6,1%) Entreprises : 547 (1%) Collectivités publiques : 309 (0,5%) <p>Répartition de la clientèle (nombre)</p> <ul style="list-style-type: none"> Particuliers : 964 000 Professionnels : 84 000 Agriculteurs : 24 000 Entreprises : 4 500 	<p>TERRITOIRES</p> <ul style="list-style-type: none"> 2,4 Mds€ de prêts dédiés à l'habitat 139 jeunes agriculteurs soutenus 160 projets soutenus par le fonds de dotation CABPM&S et les initiatives locales 5,6 Mds€ de contribution au PIR sur le territoire de la Caisse Régionale* 32 539 emplois soutenus sur le territoire* (*enquête socio-économique 2017) <p>CLIENTS</p> <ul style="list-style-type: none"> Note de recommandation : 8,3 sur 10 Taux d'IRC : 47,3 * 1,08 millions clients dont 384 224 sociétaires 51 000 nouveaux clients (dont 23 000 de - 25 ans) 26 537 nouveaux sociétaires (+ 7,4%) <p>FINANCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> PNB de 595,8 millions€ 1,5 Mds€ dédiés aux Agriculteurs, Professionnels, Entreprises et Collectivités 9,4 M€ d'impôts et taxes versés au service du territoire

1.2.5 Une valeur utile et redistribuée sur le territoire



1.3 Les orientations du Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole formalise sa Raison d'être : « Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société ».

Il confirme son modèle de banque universelle de proximité fondé sur un modèle relationnel unique qui s'appuie sur trois piliers :

- L'excellence relationnelle : pour occuper le premier rang en satisfaction client en devenant la banque préférée des particuliers, des entrepreneurs et des institutionnels ;
- La responsabilité en proximité : pour accompagner la digitalisation en offrant aux clients compétence humaine, responsable et accessible ;
- L'engagement sociétal : pour amplifier notre engagement mutualiste pour nourrir notre position de leader européen en investissement responsable.

Ce dernier volet consiste à poursuivre notre engagement mutualiste en faveur d'un développement pour tous et faire de la finance verte, une des clés de la croissance du Crédit Agricole.

Plusieurs axes se détachent de cette orientation :

- s'appuyer sur l'ancrage territorial pour permettre un développement économique pour tous.
- développer les financements à impact social.
- maintenir le lien sociétal dans les territoires.
- mobiliser le Groupe autour d'une stratégie Climat en ligne en Accord de Paris.
- renforcer notre engagement en faveur de la transition énergétique.
- promouvoir des politiques d'investissements verts et responsables.

Dans les dix ans qui viennent, le Groupe Crédit Agricole veut être reconnu comme un acteur mobilisé sur les enjeux sociétaux dans les territoires.

1.4 La RSE au Crédit Agricole Brie Picardie

« **Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société** » est la raison d'être du groupe Crédit Agricole SA présentée dans le Plan 2022. Le Crédit Agricole Brie Picardie s'inscrit dans cette directive à travers cinq engagements :

- Diffuser notre modèle coopératif au service du bien commun.
- Avoir une responsabilité Sociétale et Environnementale.
- Accompagner durablement nos territoires.
- Rechercher l'excellence dans nos relations avec nos clients
- Être un employeur responsable.

Diffuser notre modèle coopératif au service du bien commun



Le modèle coopératif et mutualiste du Crédit Agricole repose sur un socle de valeurs, (proximité, solidarité et responsabilité), qui s'incarnent dans notre relation avec nos clients et la manière de soutenir le développement de nos territoires.

La Caisse régionale engagée, présente sur son territoire et qui enregistre plus de 100 000 nouveaux sociétaires en 3 ans

Offrir une formation au numérique à tous



En octobre, s'est ouvert le premier rendez-vous numérique hebdomadaire à l'agence de Friville-Escarbotin. Des ateliers numériques proposés à tous, clients et non clients, qui abordent chaque jeudi un thème différent, sécuriser son ordinateur, réserver un billet de train sur internet, découvrir les réseaux sociaux, acheter en toute sécurité sur internet... Ces séances, animées par un professionnel des outils numériques de l'association amiénoise Old'In, ont accueilli jusque fin janvier de nombreux participants.

Financeur engagé des Entreprises Sociales et Solidaires

La volonté d'être un financeur engagé des Entreprises Sociales et Solidaires est l'un des axes importants de l'action du Crédit Agricole. Cette volonté est inscrite dans le Projet Groupe et les Ambitions 2022 du Crédit Agricole Brie Picardie.

Depuis plusieurs années le Crédit Agricole Brie Picardie est aux côtés de la BGE Picardie, du Réseau Entreprendre et du réseau Initiative France pour soutenir l'aide à la création d'entreprises. Dans ce cadre, lors du « Concours TALENTS de la

création d'entreprise 2019 », le 10 septembre 2019, la Caisse Régionale a présidé le jury des Talents pour le concours de la BGE Picardie 2019 dans la catégorie « Economie Sociale et Solidaire ». Ce jury a récompensé l'association Viva Historia (Ateliers pédagogiques) qui propose des Interventions dans les établissements scolaires et les centres de loisirs différents ateliers : le cuir, le tailleur de pierre, le forgeron,....

Une autre aide à la création d'entreprise, le partenariat avec l'Adie sur l'Oise et la Somme. En 2019, le Crédit Agricole Brie Picardie a renouvelé son engagement par une enveloppe de crédit d'un montant de 140 000 € pour le 1er semestre 2019 et de 150 000 € pour le 2nd semestre, permettant ainsi d'accompagner 74 créations de microentreprises.

* ADIE : L'association pour le droit à l'initiative économique est une association française reconnue d'utilité publique depuis 2005, dont le but est de permettre à des personnes qui n'ont pas accès au système bancaire traditionnel de créer leur propre entreprise, grâce au microcrédit accompagné.

Être toujours présent sur les territoires et aider les initiatives locales

Un exemple parmi les nombreux projets soutenus par le Crédit Agricole Brie Picardie. En décembre dernier, la Caisse Locale de Creil remettait un chèque à la coopérative "Créons la Coop". Ce premier magasin coopératif de l'Oise, situé dans un local de 200 m² à Creil, s'inspire de la Louve, premier supermarché coopératif de France. Ouvert depuis mai 2019, il compte plus de 200 adhérents issus de différents horizons pour favoriser la mixité sociale et culturelle et les échanges intergénérationnels. Chaque coopérateur investit 3 heures tous les mois au fonctionnement du supermarché selon ses compétences. Tous les articles proposés sont rigoureusement sélectionnés pour leur qualité, produits de saison issus de producteurs locaux bio ou d'agriculture raisonnée.

Avec des outils de développement du territoire, le Fonds Initiatives Locales et le Fonds Crédit Agricole Brie Picardie Mécénat & Solidarité, le Crédit Agricole Brie Picardie a soutenu en 2019 plus de 170 projets associatifs pour un montant global de plus de 1 million d'euros. Les actions soutenues touchent les domaines du développement durable, de la culture, de la santé, du sport, etc. sur les départements de la Somme, l'Oise et de la Seine et Marne.

Carte sociétaire et Appel à Projets

Le Crédit Agricole Brie Picardie a souhaité donner à ses clients sociétaires l'opportunité de soutenir des projets entrepreneuriaux sur ses territoires. Grâce au vote de près de 30 000 clients sociétaires sur « j'aimemonterritoire.fr », 18 projets locaux se partageront une dotation de 119 900 euros. Les lauréats sont tous implantés dans l'Oise, la Somme et la Seine-et-Marne et sur tous les domaines d'activité, de la micro crèche, à la créatrice de bonbons 100% bio ou encore l'agriculteur urbain de micro-pousse.... Cette initiative a été financée par le fonds « carte sociétaire » alimenté par le Crédit Agricole Brie Picardie qui s'engage à verser 1 centime d'euro à chaque

opération de paiement ou de retrait réalisée par le porteur d'une carte sociétaire.

Affirmer notre responsabilité Sociétale et Environnementale



Limiter le dérèglement climatique, préserver la biodiversité, accompagner la révolution numérique, plus de solidarité et d'inclusion sociale, ces grandes mutations nous confortent dans notre engagement historique du

Crédit Agricole en faveur de l'intérêt collectif.

Financier du réseau chaleur amiénois

Accompagnée par le Crédit Agricole, la ville d'Amiens est la première ville en France à se doter d'un réseau de chaleur associant 5 sources d'énergies renouvelables et/ou de récupération : eaux usées, méthanisation des déchets ménagers, géothermie, biomasse locale, biogaz. Le réseau constitué par ce mix énergétique inédit chauffera et transportera de l'eau sur 40 kilomètres pour alimenter le chauffage des établissements publics, des logements sociaux, des établissements scolaires, des structures sportives etc. du site amiénois de la Caisse Régionale. Gage de son utilité au territoire, le Crédit Agricole Brie Picardie intervient en partage de risque sur ce dossier.

Financier incontournable de la méthanisation

Le Crédit Agricole Brie Picardie devient année après année la banque de référence dans le financement des unités de méthanisation sur le territoire. Cette expertise se traduit par la nomination de deux experts au sein du marché de l'agriculture afin d'étudier, de conseiller, d'accompagner et de financer les projets d'installation d'unités de méthanisation.

« La méthanisation permet de produire un biogaz issu de la fermentation des déchets, des effluents d'élevages, des résidus de cultures... Au 1er janvier 2019, la France comptait 710 unités de méthanisation. En 2030 les quantités de bio méthane injectées dans le réseau de gaz naturel pourraient représenter 10 % de la consommation nationale de gaz, soit 40 000 GWh », (source Ademe).

Une Offre Bio pour accompagner la transition de l'agriculture

Pour accompagner les différents modèles d'agriculture et pour répondre aux spécificités des conversions à l'agriculture bio, le Crédit Agricole Brie Picardie propose une offre « Bio » au travers de produits et services, de financements, de produits d'assurances, de formules d'épargne et d'outils de commercialisation (vente directe, vente en ligne).

Des impacts exceptionnels de nature économique, climatique ou accidentel, ont touché en 2019 certains agriculteurs clients de la Caisse Régionale. Afin de soutenir ces agriculteurs bette-raviers lors de la chute des prix du sucre, lors des épisodes de

sécheresse ou encore lors de la catastrophe de Lubrizol le 26 septembre 2019, la Caisse régionale a mis en place un accompagnement adapté et personnalisé à chaque situation difficile.

Le risque climatique

Le risque climatique est un facteur de plus en plus impactant pour notre clientèle d'agriculteurs.

Le marché de l'agriculture a souhaité sensibiliser notre clientèle d'agriculteurs aux risques climatiques et à la gestion des impacts à l'occasion d'un cycle de réunions publiques où les sujets suivants ont été abordés :

- Changements climatiques, quelles conséquences sur les marchés ?
- Des infos climatiques à la décision de vente, les paramètres à intégrer pour établir sa stratégie de commercialisation.
- Les conséquences de la variabilité de la météo locale sur les exploitations.
- Sécuriser les marges de l'exploitation via les marchés à terme.
- Sécurisation des cycles en réponse aux différents aléas.

Lancement d'une offre verte

Afin de répondre aux objectifs de la transition énergétique, une réflexion a été initiée pour proposer une gamme de crédits plus responsables de l'environnement pour financer des véhicules propres ou des travaux d'économies d'énergie de son logement. Ainsi en 2019, plus de 1000 dossiers « verts » ont été financés pour un montant de plus de 14 millions d'euros.

Achats responsables

Le Groupe Crédit Agricole a mis en place une Politique d'Achats Responsables signée par l'ensemble des entités du Groupe. C'est dans ce contexte que la Caisse Régionale s'est également dotée d'une Charte des achats et d'une Politique d'achats, qui intègrent des critères sociaux et environnementaux dans les pratiques d'achats. Une attention particulière est portée aux entreprises régionales, favorisant les circuits courts, les produits locaux et le développement économique du territoire. Le service achat de la Caisse Régionale s'attache également à suivre pour chaque fournisseur en relation avec la banque un niveau de dépendance économique à ne pas franchir.

Une démarche sociale et solidaire

Le CA Brie Picardie est engagé depuis plusieurs années dans une démarche de réduction de ses consommations à fort impact environnemental, notamment pour ses consommations de papier. Afin de répondre à cet objectif, le parc des imprimantes individuelles a été remplacé par des imprimantes centralisées.

Ce déploiement a offert à la Caisse Régionale l'opportunité de recycler son parc d'imprimantes individuelles, en en faisant don à des associations de son territoire.

Depuis le début de l'année, 900 imprimantes ont ainsi été distribuées à des associations, clientes ou non du territoire. Action emblématique de cet engagement à caractère solidaire, le don récent d'une imprimante à l'association Génération 77 de Savigny Le Temple, qui lutte contre le gaspillage en récupérant auprès des GMS des denrées destinées à la destruction redistribuées à des familles en précarité alimentaire sur notre territoire.

Le Crédit Agricole Brie Picardie aux côtés de la fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement a relayé sur son territoire l'appel à projets « la santé pour tous », doté de 250 000 € pour soutenir entre 15 et 20 projets en France. Le jury délibérera le 28 février 2020.

Accompagner durablement nos territoires



Les évolutions sociétales dessinent de nouveaux enjeux locaux et nous amènent à soutenir plus que jamais la croissance et l'innovation de nos territoires en accompagnant tous les acteurs économiques.

Un Village by CA à Chessy



En juin 2019, pour soutenir et dynamiser notre territoire nous avons souhaité relayer ce dispositif, présent dans la majorité des Caisses Régionales. Le Village By CA Brie

Picardie privilégie 3 thèmes : l'économie du tourisme, la ville durable construction logement et l'agroalimentaire.

Les start Up présentes dans le Village trouvent un accompagnement vers de nouvelles relations d'affaires, des mises en relation avec de nombreux partenaires, une offre d'hébergement, une visibilité augmentée et une participation à des événements dédiés, par l'accès à un réseau d'experts.

Lors du premier appel à candidature, 8 start-up ont été sélectionnées : 2 start-up de l'agroalimentaire, 3 start-up de la ville durable et 3 start-up du tourisme.

Premier réseau d'accélération de start-up en France avec 33 Villages, 726 start-up et plus de 500 partenaires, les Villages by CA accompagnent les porteurs de projet dans les territoires en leur offrant hébergement, logistique, conseils et contacts. De nombreux services leur sont proposés : formations, conférences d'experts, ateliers de co-création, visibilité renforcée et soutien d'entreprises partenaires...

Un nouveau site administratif à Chessy, accueillant, fonctionnel et respectueux de l'environnement



C'est le cahier des charges fixé pour la construction du nouveau site administratif de CHESSEY qui s'élèvera sur près de 9 000 m² de bureaux répartis sur 2 bâtiments, aux normes HQE, et situés à 200 m de la gare RER et de la gare routière de Chessy. Soucieux de réduire son empreinte carbone et pour soutenir les profes-

sionnels son territoire, le CRÉDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE a fait appel à des entreprises locales.

Bureaux, conciergerie, agence bancaire, auditorium de 400 places, boutique coopérative, crèche privée inter-entreprises et restaurant d'entreprise se déploieront sur cet espace et offriront aux collaborateurs un cadre de travail remarquable.

40 places de parking équipées de borne de charge pour véhicules électriques, un parking vélos, une gare RER et une gare routière à proximité sont les équipements qui inviteront les collaborateurs à limiter l'empreinte environnementale de leur mobilité.

« Amiens Energy Summit »

Dans un contexte de lutte contre le réchauffement climatique, la ville d'Amiens a décidé d'être aux avant-postes pour faire partie des premières villes d'Europe autonomes en énergie d'ici 2050. Les 27 et 28 novembre 2019, Guillaume ROUSSEAU directeur général du Crédit Agricole Brie Picardie et Eric CAMPOS directeur de la RSE au Crédit Agricole S.A. ont participé à « L'Amiens Energy Summit », une rencontre européenne réunissant chefs d'entreprise, chercheurs, entrepreneurs et institutionnels autour des enjeux de l'autonomie énergétique des villes, des stratégies de mise en œuvre, des technologies de pointe liées au stockage de l'énergie et des technologies du futur. Après avoir accompagné l'installation du réseau chaleur amiénois le Crédit Agricole Brie Picardie reste naturellement présent aux côtés de la ville d'Amiens dans ses projets avenir.

Rendez-vous au café



Une rencontre informelle et gratuite, dans un lieu convivial et ouvert, moins intimidant que le cabinet d'un avocat, d'un expert-comptable ou d'une agence bancaire. Lancés fin 2017 à Amiens, les "Cafés de la Création" réunissent porteurs de projets et auto-entrepreneurs, venus challenger leurs idées et chercher des leviers de développement auprès d'un panel d'experts de la création d'entreprise. Ce concept national, rencontre des échos très favorables, tant auprès des porteurs de projet qui apprécient de pouvoir trouver réponse à leurs questions, que des acteurs qui y voient également une opportunité d'entretenir leur réseau d'affaires.

Yapla

Yapla est une plateforme web multi-applications spécialisée pour les organisations à but non lucratif. En novembre 2019, un partenariat avec Yapla a été conclu afin d'apporter aux associations clientes une solution 100% digitale. Elles peuvent désormais bénéficier d'une plateforme de gestion et de paiement gratuite : une offre exclusive au Crédit Agricole BRIE PICARDIE.



Atteindre l'excellence dans nos relations avec nos clients

Passerelle, un dispositif d'aide ouvert à tous



La Caisse Régionale a souhaité rejoindre le réseau national Passerelle Crédit Agricole par la création d'une association et d'un bureau ouvert à Beauvais. Ouverte

en juin 2018, à l'espace St Quentin de Beauvais, l'association Passerelle Brie Picardie est la preuve et la traduction des valeurs mutualistes de responsabilité et de solidarité vis-à-vis des habitants de nos territoires que la vie a maltraités. Elle accueille grâce à ses trois conseillers les personnes confrontées un accident de la vie, chômage, divorce, maladie. Elle les accompagne, les conseille et réalise des micro-crédits personnels pour remettre en piste ces bénéficiaires. Sur 2019, 183 bénéficiaires ont été reçus et 49 micro-crédits ont été instruits.

Innovation

PAYLIB, Le transfert instantané d'argent entre particuliers. Le service Paylib, qui offre la possibilité de régler ses achats en magasin ou sur internet sans sortir sa carte bancaire, permet désormais de transférer de l'argent à un proche sans RIB. Ce processus de transfert ultra simple a été lancé en 2019 sur la nouvelle version de l'application Ma Carte.

Ethique et protection des données

Le respect, la transparence, la loyauté et la sécurité bancaire font parties intégrantes de l'identité du Crédit Agricole comme la protection des données de nos clients.

Une charte des données personnelles a été déployée pour assurer la bonne utilisation des données à caractère personnel des clients. Elle a été adaptée en 2018 pour intégrer les dispositions du nouveau règlement général européen sur la protection des données.

Le groupe Crédit Agricole renforce son dispositif de lutte contre la corruption, un des piliers de son engagement éthique et sociétal. Porté par le plus haut niveau de responsabilité, cet engagement des instances dirigeantes du Groupe s'est traduit en juillet 2017 par la certification du groupe Crédit Agricole, 1ère banque française à bénéficier de la norme internationale ISO 37 001 pour son système de management anticorruption. Elle atteste que les risques de corruption ont été correctement identifiés et analysés et que le programme appliqué par le Crédit Agricole est conçu de façon à limiter ces différents risques, en déclinant les meilleures pratiques internationales. L'obtention de cette certification illustre l'engagement de longue date du Crédit Agricole en matière d'éthique dans les affaires, élément clé de sa politique de responsabilité sociale d'entreprise.

L'organisme de certification EuroCompliance a attesté que le système de management anti-corruption du Crédit Agricole Brie Picardie répond aux exigences de la norme ISO 37001 pour ses activités bancaires, d'assurance, de construction, de leasing, d'affacturage et autres services financiers.

Être un employeur responsable

Nouveaux métiers, nouvelles formes d'engagement professionnel, nouveaux modes de management, le Crédit Agricole a l'ambition d'accompagner ces transformations et de valoriser les collaborateurs et managers engagés.

Des lauriers pour le CABP



Le prix DRH Entrepreneur 2019, décerné à la directrice des ressources humaines du Crédit Agricole Brie Picardie, a mis en lumière le caractère bâtisseur et visionnaire sur le moyen et long terme de la politique RH menée par la Caisse Régionale.

Une entreprise où les collaborateurs lors d'une enquête de satisfaction ont plébiscité le thème « plaisir et fierté à travailler dans la Caisse Régionale Brie Picardie », par un taux de 94%.

La qualification d'être un employeur responsable se traduit également par un nombre important de recrutement en CDI, 550 nouveaux collaborateurs depuis 2017, ainsi qu'un fort engagement pour donner à tous les possibilités d'une évolution et d'un épanouissement professionnels enregistrant un taux de plus de 8% de promotion. Le service formation de la Caisse Régionale par ses actions, ses parcours diplômants a totalisé plus de 107 000 heures de formation tout en développant des circuits d'intégration et d'accompagnement.

La Caisse Régionale accueille chaque année de nombreux étudiants alternants, 124 en 2019, totalisant 293 alternants depuis 2017.

2. Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF)

2.1 Méthodologie

En 2019, la Caisse Régionale Brie Picardie s'est concentrée sur les enjeux, identifiés en 2018 par :

- la matrice de matérialité de Crédit Agricole SA (documents présentés en fin de DPEF)
- la matrice VIGEO réalisée suite à l'audit de notre politique RSE en 2017 (documents présentés en fin de DPEF)

Ces deux matrices sont complétées cette année par :

- les recommandations RSE du Groupe Crédit Agricole.

- les orientations du PMT (Plan à moyen terme) 2022 du Groupe Crédit Agricole
- la consultation à dire d'expert, des services impactés de la Caisse Régionale.

Chaque enjeu a été soumis aux responsables des services concernés pour identifier et coter les risques potentiels selon une méthode proposée par la direction de la RSE de Crédit Agricole SA

2.2 Actions mises en place et Analyse des écarts 2018 / 2019

1) Valoriser et Renforcer notre modèle sociétal et soutenir les projets associatifs

2018 / 2019, Augmentation de 7,4 % du nombre de clients sociétaires

Un cycle de réunion d'information trimestrielle a été mis en place entre les Présidents de Caisse Locale et animé par un membre du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale et du comité de direction. Ces réunions ont pour objectifs de favoriser les échanges mutualistes entre Présidents, de renforcer les liens sur le territoire pour être plus proches des élus, de mieux comprendre et mieux intégrer la stratégie de la Caisse Régionale, de partager des informations avec les conseils d'administration de Caisse Locale et de partager les bonnes pratiques entre tous.

L'appel à projets « *J'aime mon Territoire* » a permis aux clients sociétaires de voter pour leurs projets préférés. Les lauréats plébiscités ont bénéficié d'une dotation de 119 900€ pour réaliser leurs projets. Les entreprises plébiscitées sont toutes implantées dans l'Oise, la Somme et la Seine-et-Marne (Micro crèche, créatrices de bonbons 100% bio ou encore agriculteur urbain de micro-pousses...)

2) Accompagner notre clientèle fragile et/ou défavorisée

2018 / 2019, Augmentation de 15,2 % CAC Budget protégé

Par des dispositifs adaptés, la Caisse Régionale poursuit la détection et l'accompagnement de sa clientèle fragilisée et engage de nouvelles actions. Le ciblage des clients fragiles est à disposition des agences chaque mois. La Caisse Régionale souhaite une approche adaptée de cette clientèle par le réseau et propose une cotisation mensuelle réduite à 1 euro pour le

CAC budget protégé ainsi qu'une meilleure visibilité de l'offre « coups durs » sur la vitrine du site www.credit-agricole.fr

Les clients en fragilité financière équipés d'un CAC « Budget protégé » bénéficient d'une facturation maxi des frais de dysfonctionnement à 20€/mois et 200€/an. Dans le cadre de son organisation générale, la Caisse Régionale a décidé fin 2018 de créer une fonction dédiée à la Protection de la Clientèle au sein de la Direction des Risques et de la Conformité et de nommer un correspondant « inclusion bancaire » au sein de la Direction Bancaire.

Lancée mi 2018, l'agence « Passerelle Brie Picardie » de l'Oise a conforté en 2019 le développement de son dispositif d'accompagnement humain, personnel et financier auprès d'un public fragilisé par des accidents de vie (chômage, maladie, divorce...). Pour accentuer les mises en relation l'agence « Passerelle Brie Picardie » a signé des conventions de partenariat avec le CCAS de Beauvais, de Méru et du Conseil départemental de l'Oise.

183 bénéficiaires ont été accompagnés en 2019 et 49 micro-crédits personnels ont été réalisés.

3) Disposer d'une parfaite connaissance client pour assurer un meilleur conseil.

2018 / 2019, Augmentation de 1.3% du taux de conformité des entrées en relation

Augmentation de 4.7% du taux de reconnaissance client IRC

La Caisse Régionale a souhaité poursuivre ses actions de 2018 afin d'améliorer l'intégration des process et l'acculturation de la connaissance client par le réseau.

En 2019, les EER, entrées en relation, non conformes font l'objet d'une procédure de clôture à 120 jours. Une procédure automatisée isole les EER, non conformes et les adresse aux agences pour une régularisation en relation avec les clients. Un reporting régulier est présenté au comité Risques de la Caisse Régionale.

La REC, rémunération extra commerciale des agents du réseau commercial, a été indexée sur le taux de conformité des entrées en relation.

La Caisse Régionale sensibilise son personnel au risque de corruption et par les dispositifs déployés pour le réduire. Des actions de formation régulières contribuent à cette sensibilisation. Pour lutter contre l'évasion fiscale, la Caisse Régionale a mis en place d'un dispositif veillant à la correcte application de la réglementation fiscale française.

4) Ecoute et satisfaction de la clientèle. Traitement des réclamations.

La Caisse Régionale réalise chaque mois des enquêtes de satisfaction auprès de sa clientèle, totalisant 28 362 clients répondants. En complément des enquêtes réalisées auprès des clients Particulier, une enquête de satisfaction a été réalisée sur la cible de clientèle Haut de gamme totalisant 459 clients répondants. Cette enquête sur la clientèle Haut de gamme révèle un taux d'IRC (indice de recommandation client) à 68 % et une note de recommandation à 9/10.

Les états de suivi des enquêtes client et du traitement des réclamations ont été réorganisés. Ces états sont maintenant accessibles à tous les collaborateurs de la Caisse Régionale, ils apportent un meilleur pilotage et renforcent la relation client.

En 2019 la Caisse Régionale a fait appel pour ses médiations à un médiateur labellisé Fédération Bancaire Française. 33 médiations ont été enregistrées.

5) Soutenir la création d'entreprise et les projets d'investissement immobilier.

Le Crédit Agricole Brie Picardie démontre à nouveau en 2019 son accompagnement à toutes les formes d'agriculture sur son territoire avec 418 millions d'euros de réalisations de crédits moyen long terme à l'agriculture. Le marché de l'agriculture a accompagné l'installation de 139 jeunes agriculteurs et a signé une convention d'accompagnement des Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole au travers d'offres de crédits adaptés.

Fin 2019, une offre « Bio » a été commercialisée avec la nomination d'un expert « Bio & Circuits courts ». De même, une équipe de 2 experts pour le conseil et l'accompagnement des projets de méthanisation et de cogénération a été constituée au

sein de la Caisse Régionale qui a accompagné 11 projets en 2019 contre 7 en 2018.

Pour accompagner l'agriculture de demain, la Caisse Régionale est présente au conseil d'administration de la « Ferme 3.0 », vitrine permanente des innovations agronomiques, technologiques et robotiques et pôle d'expérimentation de système de culture, installée à proximité de Péronne.

Afin de soutenir les agriculteurs confrontés à des moments difficiles, la Caisse Régionale a mis en place des crédits adaptés pour soutenir nos clients agriculteurs betteraviers lors de la chute des prix du sucre, ou lors des épisodes de sécheresse de l'été 2019 ou encore lors de la catastrophe de Lubrizol, le 26 septembre 2019.

2018 / 2019, Augmentation de 3.5% de la ligne de crédit accordée à ADIE.

La Caisse Régionale a conforté ses actions de soutien au développement économique au travers de partenariats avec les structures, ADIE, BGE, réseau Initiatives, réseau Entreprendre. Sur une enveloppe de crédit de 290 000 €, un montant de 173 334 € a été débloqué en 2019 pour accompagner 74 projets de micro-entreprises en partenariat avec l'ADIE Hauts-de-France.

Le dispositif « Cafés de la Création » continue à se développer autour de rencontres entre créateurs d'entreprise et professionnels.

6) Proposer des offres à valeur ajoutée sociétale et environnementale.

La Caisse Régionale poursuit la commercialisation des offres de produits et services aux critères ESG, par des crédits consommation pour véhicules hybrides et électriques, des crédits habitat pour l'amélioration des performances énergétiques, Eco PTZ. (+ 35% entre 2018 / 2019) et la mise en marché d'une offre verte de crédit consommation et habitat.

2018 / 2019, Augmentation de 57 % de l'encours Amundi Valeurs Durable.

Elle commercialise également les fonds Amundi Valeur durable qui ont pour objectif de participer à l'évolution des marchés actions européens, en sélectionnant des valeurs dont l'activité est liée au développement durable et principalement à l'Environnement, tout en intégrant des critères ESG (Sociaux, environnementaux et de gouvernance d'entreprise) dans le processus de sélection et d'analyse des titres du fonds.

- Thématique environnementale : Investissement dans les technologies vertes et exclusion des énergies fossiles et nucléaires

- Investissement socialement responsable (ISR) : Sélection des entreprises aux meilleures pratiques ESG (Environnementales, Sociales, Gouvernance)

7) Promouvoir la diversité et l'employabilité. Egalité des chances. Développement des compétences

Les dispositifs RH engagés en 2018 se poursuivent pour accompagner l'évolution des emplois et des compétences, anticiper la transformation des métiers et donner aux collaborateurs les moyens de réaliser leur projet professionnel. En 2019 les résultats des enquêtes sur la qualité de vie au travail confirment le niveau de bien-être et renforcent l'attractivité, le thème « plaisir et fierté à travailler dans la Caisse Régionale Brie Picardie », recueille un taux de 94%.

Le prix DRH Entrepreneur 2019 a été décerné à la Caisse Régionale. Ce prix met en lumière le caractère bâtisseur et visionnaire sur le moyen et long terme de la politique RH menée par la Caisse Régionale.

En 2019 une attention particulière est donnée à la prise en compte de la distance domicile-travail dans la nomination des collaborateurs. Lors de la semaine du handicap, un dispositif de communication interne sur le Handicap au travail a été déployé ainsi que l'organisation d'un job dating dédié.

Les élèves des classes de 3^{ème} du collège Albert Camus de Meaux et du collège de Montataire ont pu découvrir les métiers de la banque lors de présentations animées par les représentants de plusieurs services de la Caisse Régionale.

Le service formation poursuit ses investissements dans la formation et la certification afin d'offrir un conseil toujours plus performant et une expertise sans cesse renouvelée. Les partenariats avec de grandes écoles dont, ESSEC Business School et SKEMA Business School, ont été renouvelés.

Parallèlement aux formations présentielles, les formations à distance se développent au travers de classes virtuelles, de la visio-conférence et des e-formations...

8) Maîtriser et tendre à réduire les consommations de papier et les kilomètres professionnels.

2018/2019, Diminution de près de 12 % des commandes de papier

La Caisse Régionale poursuit ses efforts pour réduire les consommations de papier par différentes actions comme le remplacement des imprimantes individuelles par des imprimantes centralisées multifonctions, la signature électronique de document en agence, qui se stabilise au même niveau qu'en 2018, 2 millions de signatures, soit 86.4% des opérations éligibles, la signature par les clients de convention de compte dématérialisée, près de 24% de contrat dématérialisé, et par une sensibilisation des salariés grâce à la mise en place d'un

suivi mensuel des impressions pour les sites. Pour les agences un tableau de suivi mensuel comparant les impressions par agence sur 2019/2020 sera mis en place en 2020.

Le nombre total d'impressions pour la Caisse Régionale en 2019 est de 38 679 269 (43 321 697 en 2018) soit une baisse 10,7%

2018 / 2019 Augmentation de 12% des kilomètres professionnels.

Le comité RSE a souhaité nommer au sein du service Immobilier un référent « Déplacements Professionnels » dont la mission est d'auditer nos modes de déplacement professionnel et de proposer des plans d'action dans l'optique de maîtriser et de réduire les frais kilométriques et les émissions de CO². Afin de proposer aux collaborateurs des véhicules récents, peu polluants, plus sécurisants et régulièrement renouvelés, un quart du parc de véhicules de la Caisse Régionale est en contrat de location longue durée.

9) Suivre les consommations de ressources énergétiques et limiter l'empreinte CO².

2018 / 2019, Diminution de 6.8% de la consommation énergétique (électricité, gaz, fioul, réseau chaleur).

Le plan de rénovation des agences comprenant l'isolation des bâtiments, des équipements plus performants pour la production de chaleur et l'éclairage a été poursuivi. 13 agences bénéficient d'un suivi des consommations d'énergie à distance par le service immobilier qui permet une interaction immédiate. Sur le site Amiens, le remplacement d'équipements (groupe froid) moins énergivores et le raccordement au réseau chaleur de la ville, basé sur un mix énergétique associant 5 sources d'énergies renouvelables et/ou de récupération ont contribué à la diminution de la consommation énergétique de la Caisse Régionale.

10) Anticiper les conséquences des évolutions climatiques pour accompagner nos clients.

La Caisse Régionale s'engage dans une réflexion sur les risques de transition environnementale. A partir de l'analyse des éléments du comité risques Groupe sur la stratégie risque climatique et dans l'optique de répondre à un devoir de conseil client, la réflexion s'orientera vers l'étude des impacts des risques de contrepartie et climatiques sur notre clientèle.

Deux indicateurs sont retenus à ce jour ; le poids CO² de nos financements et le rapport tonne de CO² sur le montant de nos financements. Les valeurs présentées dans la DPEF 2019 sont issues d'informations de CASA pour l'exercice 2018. D'autres indicateurs sont à l'étude.

2.3 Liste et évolution des indicateurs

PILIER RSE	ENJEUX	RISQUES	INDICATEURS * Indicateurs de Performance	2017	2018	2019
Sociétal						
Soutenir le territoire	Valoriser et Renforcer notre modèle sociétal , soutenir les projets associatifs	Fragilisation de notre modèle mutualiste et absence de soutien aux projets locaux	* Nombre de Clients sociétaires	322 000	357 687	384 224
			Appel à Projets carte sociétaire (nbre de projets)		18	18
			Appel à Projets carte sociétaire (montant alloué €)		134 000	119 900
	Accompagner notre clientèle fragile et ou defavorisée	Deficit de politique inclusive à l'égard des clientèles fragiles ou des populations défavorisées	* Nombre de projets associatifs dotés par le fonds Initiatives Locales		116	146
			Nombre CAC budget protégé		4 519	5 515
			Nombre CAC compte Prélude		395	289
			Clients contactés (Nbre de courriers envoyés)		61 188	57 939
			* taux d'équipement clientèle fragile			50,7%
			Nombre de bénéficiaire Passerelle			183
Nombre de Micro crédit			49			
Protéger et aider nos clients	Disposer d'une parfaite connaissance client pour assurer un meilleur conseil	Mauvaise connaissance client, conseil inadapté,			97,6	98,8%
			* Taux de conformité des Entrées En Relation			
	Ecoute et satisfaction de la clientèle. Traitement des réclamations	Manque d'écoute et de prise en compte des remarques client	* Reconnaissance client indice IRC	43	45	47,3
			* Recommandation client (notation sur 10)	8,2	8,3	8,3
			* Délai de Traitement des réclamations (en Jour)		18	18
	Soutenir la creation d'entreprise et les projets d'investissement immobilier	Manque de soutien a l'économie du département	* % de création d'entreprises accompagnées		15	15,3
			* Nombre de Jeunes Agriculteurs (JA) soutenus		124	139
			Ligne de crédit Adie		280 000	290 000
* Nombre de projets immobiliers financés				19 000	14 785	
Proposer des produits et soutenir les actions responsables	Proposer des offres a valeur ajoutée sociétale et environnementale	Offre bancaire inadaptée aux enjeux environnementaux et sociaux	Encours fonds ISR Amundi Valeurs durable PEA, Titres et Prod Assurance(millions €)	12,1	15,7	24,7
			* Montant des prêts Eco PTZ (millions €)	4,0	3,7	5
			* Montant des financements véhicules hyb et elec. (millions €)	1,3	2,2	2,2
			Nombre de financement véhicules hyb et elec.		124	122
Social						
Entreprise attractive et bien être au travail	Promouvoir la diversité et l'employabilité. Egalité des chance . Développement des compétences	Perte d'attractivité à l'embauche et non respect de la parité H/F (nbre et traitement)	Nombre d'Alternants	81	88	124
			Embauches en CDI	145	175	230
			Taux parité H & F		38 & 62	38 & 62
			* Taux de promotion	6,2	9,9	8,2
			* Taux d'employabilité des personnes handicapées HECA	3,3	3,1	2,9
			Taux de formation contre la corruption		99,6	99,4
			* Taux de formation des collaborateurs	100,0	99,4	97,0
			Heures de formation	66 543	74 476	107 034
			Heures de formation e learning	47 928	28 929	32 320
Environnemental						
Tendre à réduire notre empreinte environnementale	Maitriser et tendre à reduire la conso. papiers et les km pro	Insuffisance du processus de gestion des papiers et non prise en compte des contraintes environnementales dans les déplacements des salariés	Volume de papier commandé en tonnes	361	308	296
			* Déplacements pro, en millions de km	5,7	5,9	6,6
			* Signature Electronique en Agence (SEA) en million	2,4	2	2
			Taux moyen de SEA (parmi les opérations éligibles)			86,4%
			* Nombre de conventions de communication dématérialisées		328 341	345 672
			* % de conventions de communication dématérialisées		23%	23,8%
	Suivre les consommations de ressources énergétiques et limiter l'empreinte CO2	Defaut de prise en compte de l'enjeu de tansion énergétique dans le fonctionnement de l'entreprise	* consommation d'electricité en Mwh	14 670	13 322	11 637
			* consommation d'electricité en Mwh par ETP			4,4
			* consommation de gaz en Mwh	8 801	9 739	7 525
			* consommation de gaz en Mwh par ETP			2,8
			* consommation de fioul en Mwh	17	26	0
			* consommation de fioul en Mwh par ETP			0
			* consommation réseau chaleur en Mwh	106	104	2 439
			* consommation réseau chaleur en Mwh par ETP			0,9
			* consommation d'eau m3	28 049	23 451	22 392
			* consommation d'eau m3 par ETP			8,4
	production électricité Photovoltaïque Mwh	10,7	11,4	11,6		
	Anticiper les conséquences des évolutions climat pour accompagner nos clients	Non prise en compte des obligations légales BEGES	*Bilan carbone CO2	18 339	18 225	
			Poids carbone de notre portefeuille de crédits (kt CO2) rapporté aux encours		804	
		Non prise en compte des risques climatiques dans la transition environnementale	* Tonnes de CO2 / Milliard d'Euros financés		125,41	

Précisions

La Reconnaissance client indice IRC correspond à la note des clients promoteurs (9 à 10) moins clients détracteurs (0 à 6).

Le taux d'équipement de la clientèle fragile correspond au rapport du nombre de CAC budget protégé et compte pré-lude sur la cible clientèle fragile.

Le poids CO2 de nos financements et le rapport tonne de CO2 sur le montant de nos financements ont été calculés à travers une méthode d'estimation des émissions de GES dans le cadre de l'activité de sa banque de financement. Les travaux se sont appuyés sur une méthodologie développée dans la cadre de la Chaire Finance et Développement Durable de l'université Paris Dauphine soutenue par CACIB. Cette méthode a pour but de quantifier, sans comptage multiple, les émissions de gaz à effet de serre liés aux financements et aux investissements de la Caisse régionale. Cette méthode est ouverte à tous et est publiée dans un guide de l'ADEME.

Le bilan carbone couvre les postes énergie, intrants, fret, immobilisations, déplacements de personnes, déchets et climatisation.

Les données relatives au bilan carbone et au poids carbone du portefeuille ne sont pas disponibles pour l'année 2019. Elles seront calculées courant d'année 2020 pour l'exercice 2019.

Le reporting des données environnementales (consommations d'énergie) se fait en année glissante (Décembre N-1 Novembre de l'année 2019).

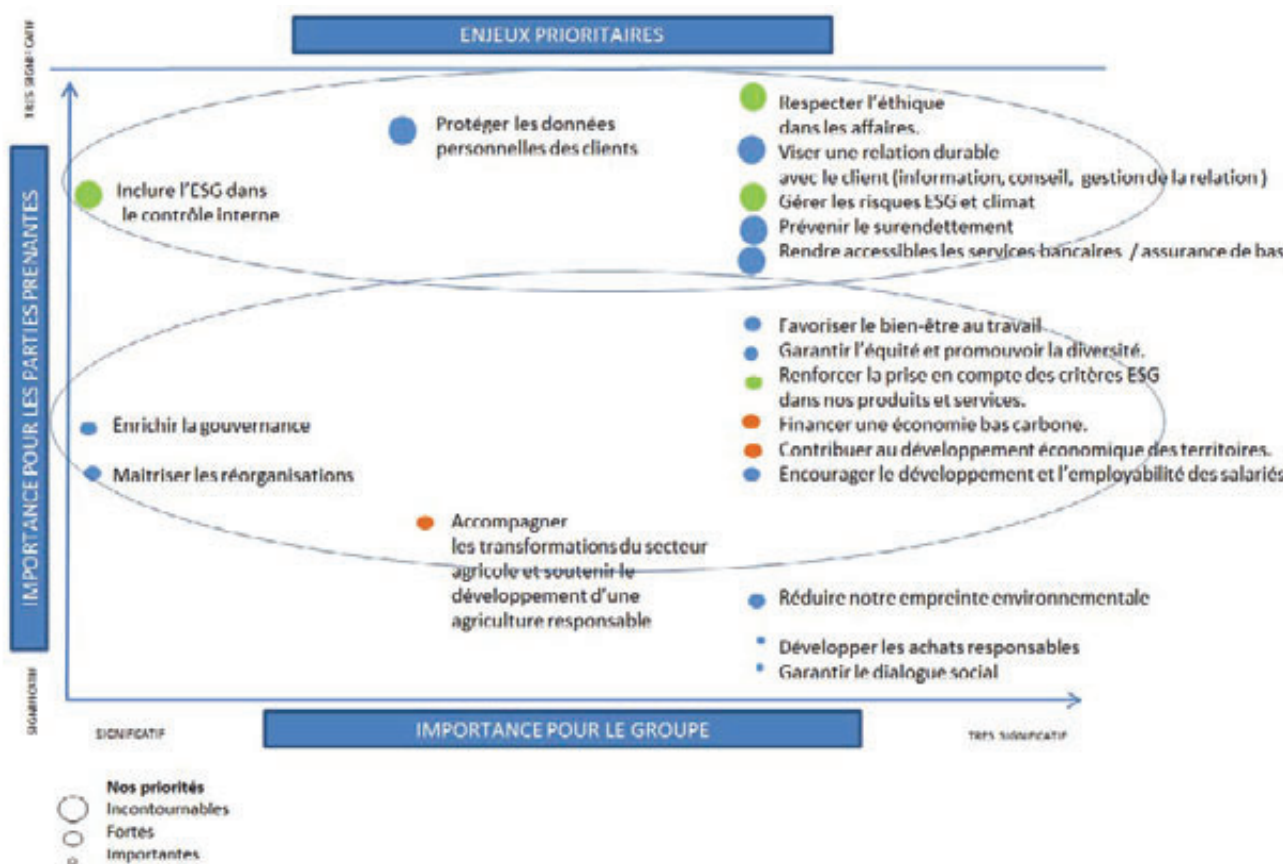
Exclusion justifiée :

- Actions en faveur des droits de l'Homme : compte-tenu de son implantation en France, très réglementée sur ces thématiques, la Caisse Régionale ne met pas en place d'actions spécifiques en faveur des droits de l'Homme.

- Lutte contre le gaspillage alimentaire : non pertinent par rapport à l'activité directe du Groupe, cette information concerne effectivement la politique et la démarche de notre fournisseur de restauration, pour lequel il s'agit d'un enjeu prioritaire.

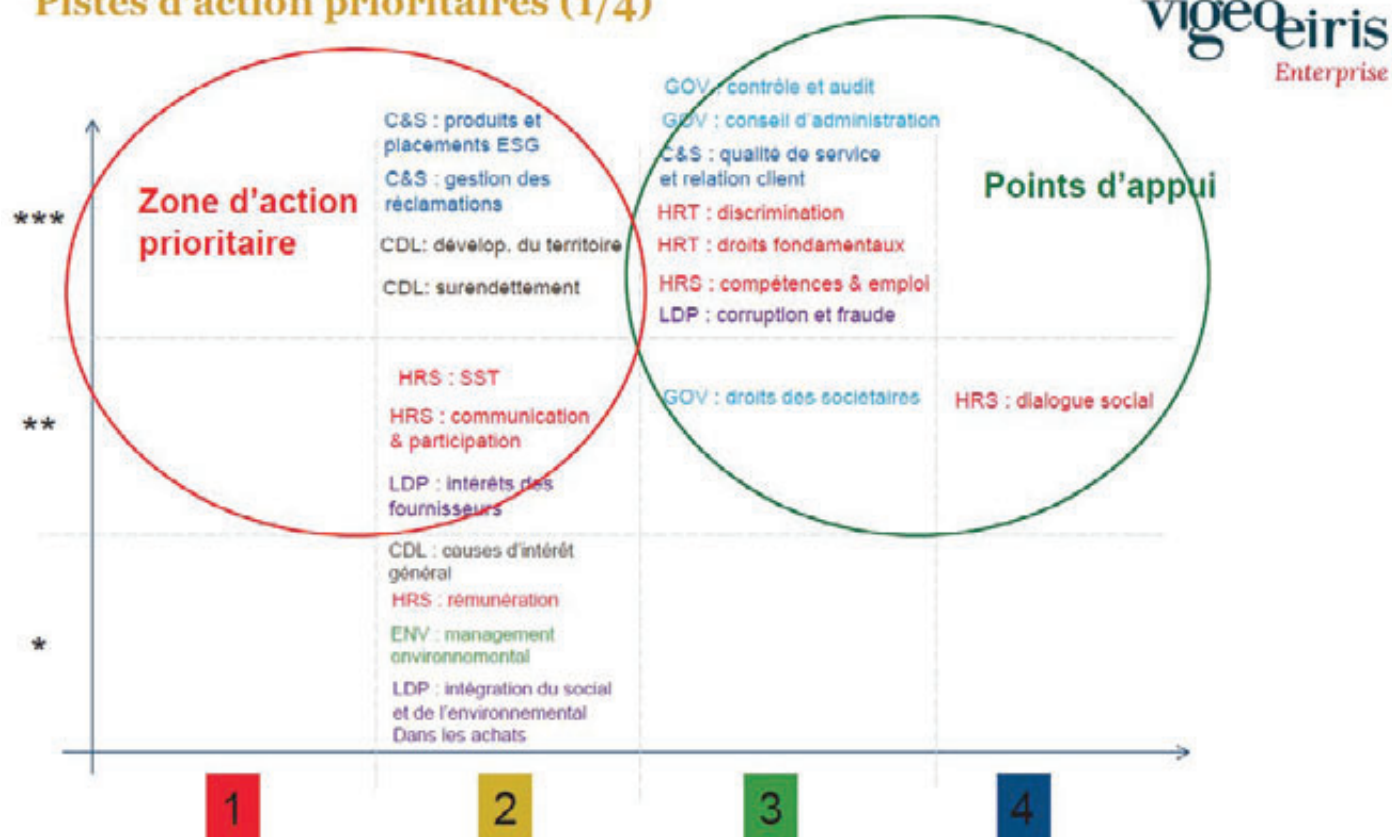
- Lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable : non pertinent par rapport à l'activité directe du Groupe.

* Matrice de matérialité direction RSE de Crédit Agricole SA, mars 2018.



* Matrice de matérialité réalisée par le cabinet VIGEO EIRIS Enterprise lors de l'audit de la politique RSE du Crédit Agricole Brie Picardie en 2017.

Pistes d'action prioritaires (1/4)



3. Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise

Cette section présente les informations relatives à la gouvernance de la Caisse Régionale et notamment les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration (3.1) et les modalités de participation aux as-

semblées générales (3.2) mis en place par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Brie Picardie.

(Code monétaire et financier, art. L. 621-18-3 ; Code de commerce, art. L. 225-37, art.L.225-37-2 à art. L. 225-37-5)

3.1 Préparation et organisation des travaux du conseil

Les principes de gouvernance de la Caisse Régionale résultent des articles du Code monétaire et financier propres aux Caisses de Crédit Agricole Mutuel et de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, telle que modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire.

La Caisse régionale, du fait de son statut coopératif, ne peut appliquer dans son intégralité les principes de gouvernement d'entreprise issus du rapport AFEP-MEDEF en raison des spécificités tenant à leur organisation ainsi qu'à leur structure, liée au statut coopératif.

Les recommandations du code AFEP-MEDEF non applicables aux Caisses régionales figurent dans le tableau récapitulatif inséré dans la rubrique « Code de gouvernement d'entreprise » infra.

En effet, les Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel répondent à un corps de règles adapté à leur double statut de société coopérative et d'établissement de crédit et notamment :

- aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole,
- aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, telle que modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire,
- aux articles L. 231-1 et suivants du code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable,
- à la réglementation bancaire contenue dans les articles L. 511-1 et suivants du code monétaire et financier, y compris, la Section VIII « Gouvernance des établissements de crédit et des sociétés de financement », issue de la Transposition de la Directive 2013-672 du 26 juin 2013, dite « CRD IV »,
- aux dispositions du règlement général de l'AMF pour les Caisses régionales qui émettent des titres admis aux négociations sur un marché réglementé,
- ainsi qu'aux dispositions non abrogées de l'ancien livre V du Code rural.

A titre d'exemple :

- les directeurs généraux sont nommés par le Conseil d'Administration et leur nomination doit être approuvée par Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau ;
- pour caractériser l'indépendance des administrateurs des Caisses régionales, des critères spécifiques ont été définis au cours de l'exercice 2009 en s'appuyant sur les travaux de place effectués par le Groupement National de la Coopération pour les administrateurs de sociétés coopératives. Ces critères spécifiques ont été réétudiés au cours de l'exercice 2018 au regard des orientations de l'Autorité Bancaire Européenne publiées en mars 2018¹. Conformément aux réserves d'interprétation mentionnées par l'ACPR au titre de la notice de conformité publiée en juin 2018, une liste d'indicateurs d'indépendance propres aux administrateurs de Caisses régionales a été élaborée par ces dernières afin de caractériser l'indépendance de leurs administrateurs. En conséquence, l'analyse de l'indépendance des administrateurs de Caisses régionales s'apprécie en fonction de cette liste d'indicateurs d'indépendance.

3.1.1 Présentation du conseil

Aux termes de ses statuts, la Caisse Régionale est administrée par un Conseil d'Administration composé de 21 membres au maximum, pris parmi les sociétaires et élus par l'Assemblée Générale. Les administrateurs sont élus pour trois ans et sont renouvelés autant que possible par tiers tous les ans.

L'âge limite pour exercer les fonctions d'Administrateur est de 65 ans conformément à l'article 17 des statuts de la Caisse Régionale.

¹ Cf. Orientations de l'EBA du 21 mars 2018 sur la gouvernance interne (EBA/GL/2017/11) et orientations conjointes de l'EBA et de l'ESMA du 21 mars 2018 sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés (EBA/GL/2017/12).

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CHANGEMENTS INTER-
VENUS DANS LA COMPOSITION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION EN 2019**

DEPARTS 2	RENOUVELLE- MENTS 6	NOMINATIONS 1
B. BIZOUARD	A. BERTHE	L. DELAQUAIZE
I. GARNOT	C. BOUTILLIER	
	H. BOURNON- VILLE	
	H. DEBLOCK	
	O. SALMON	
	I. GARNOT	

L'indépendance des administrateurs de la Caisse Régionale résulte des critères suivants :

1. L'absence d'intérêts communs entre chaque administrateur et un sociétaire ou un groupe de sociétaires majoritaire ou très significatif (aucun sociétaire ne détenant individuellement le contrôle du capital ou des droits de vote de la Caisse Régionale),
2. Contrairement aux sociétés de capitaux dans lesquelles prévaut le principe de proportionnalité des droits de vote par rapport au capital détenu, les administrateurs votent en assemblée générale des Caisses locales sociétaires de la Caisse Régionale selon le principe démocratique : « une personne, une voix »,
3. La faiblesse de la quote-part en capital détenue par un administrateur sous forme de parts sociales au sein de la Caisse Régionale dans laquelle il exerce un mandat,
4. Comme pour tout sociétaire, les parts sociales détenues par les administrateurs n'ouvrent pas de droit sur l'actif net et les intérêts aux parts sociales sont plafonnés au plan réglementaire (contrairement aux sociétés de capitaux),
5. Aucun administrateur de la Caisse Régionale n'est par ailleurs salarié d'une Caisse Locale sociétaire,
6. L'absence de mandat au sein de la direction générale de la Caisse Régionale au cours des cinq dernières années,
7. Les relations d'affaires personnelles et/ou professionnelles entre un administrateur et la Caisse Régionale font l'objet de nombreux dispositifs de prévention et de gestion des conflits d'intérêt en vigueur.
Outre l'application de la procédure de contrôle des conventions réglementées (autorisation préalable du Conseil, exclusion de l'intéressé du vote et des débats du Conseil, mention de la convention au rapport spécial des CAC présenté en AG et consultation de l'AG), les procédures suivantes s'appliquent au niveau de la

Caisse Régionale et visent à prévenir tout conflit d'intérêt :

- o Procédure d'autorisation de tous prêts consentis personnellement aux administrateurs par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale et par Crédit Agricole S.A. ;
 - o Procédure de communication pour information des prêts professionnels autorisés par le Conseil d'Administration et accordés à toute personne morale dans laquelle il existe un (ou plusieurs) administrateur(s) commun(s) avec la Caisse Régionale,
 - o La charte de l'administrateur prévoit une obligation d'abstention de délibérer et de voter sur toute résolution tendant à autoriser une opération quelconque dans laquelle l'administrateur aurait un intérêt direct ou indirect,
 - o Règles de déport des élus prévues au titre des « Corpus Conformité » pour prévenir tout conflit d'intérêt,
 - o Tout administrateur en retard de plus de six mois dans ses obligations financières vis-à-vis de la Caisse Régionale, d'une autre Caisse Régionale ou de toute autre filiale de Crédit Agricole S.A. ou de toute autre banque n'est statutairement plus éligible et son endettement devient alors incompatible avec son maintien au Conseil d'Administration ;
8. Les administrateurs de la Caisse Régionale n'ont aucun lien familial proche (ascendant-descendant-conjoint-frère et sœur) avec un membre de la direction générale (Directeur Général ou Directeur Général Adjoint) de ladite Caisse Régionale ;
- o Les fonctions d'administrateurs sont gratuites (non rémunérées) et n'ouvrent droit, sur justification, qu'au paiement d'indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la Caisse Régionale (et non à l'activité professionnelle principale) dont le montant global est déterminé annuellement en Assemblée Générale. L'administrateur ne perçoit pas d'honoraires additionnels.
 - o Le Conseil d'Administration doit veiller simultanément à son renouvellement afin d'assurer la diversité de ses membres et à la durée du mandat exercé au sein du Conseil d'Administration, étant précisé que l'augmentation des responsabilités au sein du Conseil d'Administration (Vice-Président ou Président) ou l'implication dans un comité spécialisé (membre ou Président) peut justifier l'exercice d'un mandat plus long conformément à l'exigence d'aptitude au regard de l'expérience et des connaissances

En ce qui concerne la féminisation du Conseil, même si la loi n°2011-103 du 27 janvier 2011, modifiant l'article L.225-35 du Code de Commerce et relative à la représentation équilibrée

des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance ne s'applique pas aux Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie a la volonté de tenir compte de cette nécessaire diversité en fonction des opportunités de renouvellement de ses membres.

A fin 2019, 6 femmes sont membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, soit un taux de féminisation de 31,5%. Cet objectif doit être porté à 40% pour 2021.

Notre groupe et notre Caisse Régionale développent une politique visant à renforcer la mixité au sein des équipes à tous les niveaux hiérarchiques. Cela s'est matérialisé par la signature d'un accord d'entreprise en 2017 qui prévoit des entretiens de carrière avant 30 ans car la carrière doit se gérer à travers des mobilités, des expériences adaptées au projet de chaque personne.

Le groupe Crédit Agricole SA et la FNCA ont lancé avec un groupe de Directeurs Généraux un programme de mentoring destiné aux femmes de l'ensemble du groupe avec pour objectif de repérer les talents et d'encourager les ambitions des femmes. Toutes ces mesures doivent nous permettre d'améliorer la mixité au sein de notre entreprise et du comité de direction tout en gardant à l'esprit que la compétence doit être le critère déterminant de nomination à un poste.

En matière de rémunération, notre rapport annuel sur l'égalité Femmes/Hommes respecte strictement les équilibres exigés par la loi et notre accord de branche.

Pour les modalités de renouvellement des mandats, les administrateurs sont élus pour trois ans. Les administrateurs sortants sont toujours rééligibles sous réserve du respect de la limite d'âge. Les nouvelles candidatures au mandat d'administrateur doivent être notifiées par les intéressés au Président, par écrit, au plus tard le 31 janvier. Toutefois, et sous réserve de l'article L.512-38 du code monétaire et financier, cette formalité ne sera pas observée au cas où 1 ou plusieurs postes d'administrateurs deviendraient vacants entre le 1^{er} février et la date de réunion de l'assemblée générale incluse.

En application des dispositions de l'article L.511-52 du Code monétaire et financier, les personnes assurant la direction effective et les administrateurs des établissements de crédit sont soumis à des règles de cumul de mandat :

- Soit un mandat de Direction Générale et deux mandats d'administrateur
- Soit quatre mandats d'administration.

Les membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale et le Directeur Général sont en conformité avec cette règle, étant rappelé que pour l'application de cette règle, les mandats exercés au sein d'un même groupe ne comptent que pour un seul mandat et les mandats exercés dans des entités dont l'objet n'est pas principalement commercial ne doivent pas être pris en considération.

Il est par ailleurs prévu que les administrateurs doivent consacrer le temps nécessaire à l'exercice de leur fonction au sein de l'entreprise.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES ADMINISTRATEURS ET LE DIRECTEUR GENERAL AU 31 DECEMBRE 2019²

Nom Prénom	Fonctions exercées au sein de la Caisse Régionale	Autres mandats et fonctions exercés
ROUSSEAU Guillaume	Directeur Général	Président de SA B for Bank, membre du Comité Exécutif
		Administrateur de CA Leasing & Factoring
		Président de la SAS Brie Picardie Expansion
		Représentant de la Caisse Régionale au Conseil d'Administration de Foncaris
		Représentant de la Caisse Régionale au Conseil d'Administration de Coopernic
		Administrateur – Représentant Permanent FNCA GIE CA E-IMMO
		Membre Conseil de Surveillance SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES
de WAAL Philippe	Président	Président de la Caisse Locale de Nanteuil-le-Haudouin
	Administrateur	Représentant à la Chambre Départementale d'Agriculture de l'Oise
	Membre du Bureau	Gérant de la SCI de l'Oise
		Administrateur SAS Beauvais Technova
		Gérant EARL des Buttes
		Vice-Président de la Caisse Locale de Nanteuil
		Administrateur SAS La Boétie
		Vice-Président FNCA - Commission économie et territoires
		Vice-Président CASA – Commission transformation & performance
		Administrateur CENECA
BERTHE Antoine	Administrateur	Administrateur de la Caisse Locale de Saint-Riquier
	Membre du Bureau	Représentant à la Chambre Départementale d'Agriculture de la Somme
		Représentant à la Chambre Régionale d'Agriculture des Hauts-de-France
		Représentant de la SAS Brie Picardie Expansion au Conseil d'administration de SA Alliance
		Président de la coopérative agricole CALIRA ; trésorier de FESTAL
BOLLET Francine	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale de Fontainebleau-Le-Chatelet-en-Brie
		Administratrice du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Administratrice de la SEM Pays de Fontainebleau
BOUCHER Didier	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Saint-Valéry-sur-Somme
	Membre du Bureau	Administrateur du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Administrateur AFDI Haut de France
BOURNONVILLE Hervé	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Noyon
	Membre du Bureau	Gérant SARL Ferme Solaire du Rendez-vous
		Administrateur SBP (TEREOS)
		Représentant à la SAFER de Picardie
		Administrateur du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
BOUTILLIER Eliane	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale de Mouy
DEBLOCK Hugues	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Ham
	Membre du Bureau	Administrateur du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Président de l'Association Point Passerelle
		Gérant SARL Hugues Deblock
		Gérant SCEA Legrand
DELAQUAIZE Laure	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale de Melun
		Vice-Présidente de l'Association Point Passerelle

² Nouvel art. L. 225-37-4 C. Com, modifié par l'art. 198 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 (dite « loi PACTE »).

DUFOUR Georges	Administrateur	Président de la Caisse Locale d'Amiens
	Membre du Bureau	Vice-Président de la société des Courses Amiens
		Maire de Saveuse
		Représentant à la Chambre Départementale d'Agriculture de la Somme
FARCE Chantal	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale de Liancourt
	Membre du Bureau	Administratrice du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Administratrice de l'Association Point Passerelle
GARNIER Jérôme	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Lizy-sur-Ourcq
	Membre du Bureau	Représentant VIVEA Département de Seine-et-Marne
		Représentant à la Chambre Régionale d'Agriculture d'Ile-de-France
		Maire de Puisieux
GREGOIRE Patrice	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Lorrez-le-Bocage
	Membre du Bureau	Administrateur du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Administrateur à l'Union Syndicale des Betteraviers
		Président CUMA du Chêne
		Administrateur à la Confédération Générale des Betteraviers
GRYMONPREZ Xavier	Administrateur	Président de la Caisse Locale de La-Ferté-Gaucher
JEANTY Éric	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Creil
		Administrateur du Syndicat Betteravier de l'Oise
		Vice-Président de la Coopérative Céréalière de Clermont (UCAC)
		Administrateur à l'OGEC Ste Jeanne d'Arc
		Gérant EARL Jeanty
		Gérant SARL HCDB
LARUE Lydie	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale de Val d'Europe
	Membre du Bureau	Membre DU Cercle des femmes de l'immobilier
LEUILLER Samuel	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Hornoy le Bourg
		Président Association foncière Groupe de Gauville (80)
		Administrateur Coopérative Cap Seine
LEVESQUE Bruno	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Saint-Just-en-Chaussée
		Maire d'Equinivillers
POUILLY Alain	Administrateur	Président de la Caisse Locale de Crécy-en-Ponthieu
		Administrateur du fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité
		Maire de Ponches Estruval (80)
SALMON Odile	Administrateur	Présidente de la Caisse Locale d'Ailly-sur-Noye
		Gérante GAEC Salmon

Chaque année, le Conseil d'Administration élit son Président et ses Vice-Présidents. Il constitue son Bureau, aujourd'hui composé de 10 membres du Conseil, dont le Président et les Vice-Présidents.

Le Conseil d'Administration a adopté, dans sa séance du 24 juin 2014, un Règlement Intérieur ayant pour objet de préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'Administration, de son Bureau, du Comité des prêts de la Caisse Régionale et du Comité d'Audit. Ce règlement intérieur a été modifié dans une séance de Conseil du 28 juillet 2015 pour intégrer notamment la création d'un comité des Risques, d'un Comité des Nominations et confirmer la délégation de compétence au Comité des Rémunérations national du groupe.

Il a été amendé une première fois lors du Conseil d'Administration du 22/12/2017 afin de préciser les modalités de fonctionnement du comité des nominations et pour modifier la composition du comité d'audit et du comité des risques. Il a été amendé une seconde fois lors du Conseil d'Administration du 27/03/2018 afin de renforcer les missions confiées au Comité d'Audit et au Comité des Risques en matière de surveillance des Risques. Un nouvel amendement sur la composition du bureau du conseil a été validé le 22 mars 2019. Il porte à 9 membres « minimum » sa composition. Le Conseil d'Administration porte sa composition à 10 membres jusqu'au prochain Comité électif de 2020.

Il fixe également les règles de déontologie applicables aux membres du Conseil d'Administration dans le cadre de leur mission. Ce règlement intérieur vient en complément des dispositions légales et statutaires de la Caisse Régionale. Le règlement intérieur du Conseil d'Administration est consultable sur le site de la Caisse Régionale ainsi que les statuts de la Caisse Régionale.

Il comporte un article 9-1 relatif aux conflits d'intérêt, reproduit ci-dessous :

« On entend par conflit d'intérêt, toute situation professionnelle dans laquelle le pouvoir d'appréciation d'une personne peut être altéré dans son intégrité par des considérations autres que celles relevant de l'exercice de sa fonction. Ce peut être notamment le cas de l'administrateur appelé à participer à la prise de décision de contracter avec un client avec lequel il a des intérêts communs personnels, professionnels ou des relations familiales directes ou indirectes, ou encore avec lequel il est en situation de concurrence.

L'administrateur en situation de conflit d'intérêt réel ou potentiel avec la Caisse Régionale ou une de ses filiales est tenu d'en informer sans délai le Président de la Caisse Régionale ; il doit quitter la séance à laquelle il participe et s'abstenir de participer aux débats ainsi qu'au vote de la ou des délibérations correspondantes.

Toute situation de conflit d'intérêt possible ou avérée doit obligatoirement être remontée au Responsable de la Conformité. »

En application de cet article 9-1 du règlement intérieur du Conseil d'Administration, les administrateurs de la Caisse Régionale sont invités à sortir lors des délibérations ou encore du vote ayant lieu pour l'octroi de prêts en leur faveur.

Rôle et fonctionnement général du Conseil

Le fonctionnement du Conseil d'Administration est régi par les statuts de la Caisse Régionale.

Le règlement intérieur du Conseil d'Administration fait l'objet d'une revue régulière. Il a été adopté en 2014, et complété en 2015, 2017, 2018 et 2019. Il est disponible sur le site internet de la Caisse Régionale.

Le règlement intérieur traite notamment des points suivants :

- Fonctionnement du Conseil d'Administration
- Fonctionnement du Bureau du Conseil
- Fonctionnement du Comité des prêts Caisse Régionale (ou comité des engagements), du Comité d'Audit, du Comité des Risques, du Comité des Nominations et du Comité des Rémunérations
- Règles relatives au cumul des mandats
- Règles relatives aux conflits d'intérêts, aux obligations de diligence, de discrétion et aux informations privilégiées
- Règles déontologiques.

Le Conseil se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et en général une fois par mois. Les délibérations du Conseil sont consignées dans un registre signé par le Président et le Secrétaire de séance.

Le Président du Conseil d'Administration et le Bureau apprécient les modalités de fonctionnement du Conseil, vérifient que toutes les questions importantes ont bien été traitées et que tous les administrateurs sont bien en mesure de contribuer efficacement aux décisions soumises au Conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante. Le Conseil délibère valablement lorsque le nombre des administrateurs présents est égal au moins à la moitié du nombre de ses membres.

Le Bureau a vocation à préparer les réunions du Conseil d'Administration, il ne prend pas de décision.

Au cours de l'année 2019, les thèmes principaux débattus au Conseil d'Administration ont porté sur :

THEMES	NOMBRE DE PRESENTATIONS
Thématiques commerciales	11
Thématiques financières	12
Contrôle interne	34
Politiques de la Caisse Régionale	19
Participation	3
Octroi de prêt relevant de la délégation du Conseil	172

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie s'est réuni à 12 reprises : les 29 janvier, 26 février, 22 mars, 26 mars, 26 avril, 28 mai, 26 juin, 30 juillet, 26 septembre, 29 octobre, 26 novembre et 20 décembre 2019.

Le Bureau du Conseil de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie s'est, quant à lui, réuni 7 fois, les 11 janvier, 12 mars, 9 avril, 17 mai, 11 juillet, 10 septembre et 5 novembre 2019.

Une participation active des administrateurs dont la moyenne d'âge se situe à 58 ans, a été observée, tout au long de l'année 2019. Le détail de l'assiduité des membres au 31 décembre 2019 du Bureau est le suivant :

de WAAL	Philippe	100%
BERTHE	Antoine	100%
FARCE	Chantal	100%
BOUCHER	Didier	90%
BOURNONVILLE	Hervé	60%

GARNIER	Jérôme	90%
GREGOIRE	Patrice	90%
DEBLOCK	Hugues	90%
LARUE	Lydie	80%
DUFOUR	Georges	100%

Le détail de l'assiduité des membres au 31 décembre 2019, du Conseil d'Administration est le suivant :

de WAAL	Philippe	100%
BERTHE	Antoine	92%
BOURNONVILLE	Hervé	92%
FARCE	Chantal	92%
JEANTY	Eric	100%
LEULLIER	Samuel	50%
BOUCHER	Didier	83%
GREGOIRE	Patrice	100%
BOLLET	Francine	75%
BOUTILLIER	Eliane	83%
DEBLOCK	Hugues	92%
DUFOUR	Georges	75%
DELAQUAIZE	Laure	89%
LARUE	Lydie	67%
POUILLY	Alain	83%
GRYMONPREZ	Xavier	83%
LEVESQUE	Bruno	67%
SALMON	Odile	83%
GARNIER	Jérôme	75%

Pour renforcer la compétence des membres du Conseil d'Administration, un dispositif de formation a été mis en place leur permettant de participer chaque année à des formations individuelles.

Les 12 et 13 juin les membres du Conseil d'Administration ont été conviés à une formation « STRATEGICA » dispensée par l'IFCAM. Cette formation permet aux participants de :

- de mesurer les conséquences des décisions stratégiques sur l'activité de chaque secteur de l'entreprise et sur sa rentabilité
- d'analyser les interactions à court terme et à moyen terme entre ces décisions
- de développer une vision stratégique et une approche managériale globale de la gestion d'une banque de détail appartenant au Groupe Crédit Agricole
- de donner du sens aux orientations et plans d'actions décidés par l'entreprise

Les administrateurs ont également bénéficié d'une information synthétique sur la loi Sapin II, sur les évolutions réglementaires et sur les obligations des administrateurs.

Au mois de novembre ont été présentées aux membres du conseil les actualités sur les thématiques suivantes :

- Les évolutions réglementaires 2019
- L'abus de marché.

Un plan de formation pluriannuel sur 3 ans pour l'ensemble des administrateurs a été proposé par le comité des nominations au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale. Ce plan prévoit des formations à la fois individuelles mais également collectives.

Par ailleurs, plusieurs administrateurs exercent également des mandats dans les sociétés du Groupe et dans différentes instances ou organismes extérieurs (MSA, FDSEA, ...). Aucun mandat n'est exercé dans des sociétés cotées sur un marché réglementé, qu'elles soient du Groupe ou hors Groupe.

Pour ce qui concerne les informations privilégiées, il est rappelé dans l'article 9-4 du règlement intérieur du Conseil d'Administration les règles à respecter par les administrateurs :

Une information privilégiée, telle que définie par l'article 621-1 du Règlement Général de l'AMF, est une information précise qui n'a pas été rendue publique, qui concerne directement ou indirectement, un ou plusieurs émetteurs d'instruments financiers et qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers concernés.

Une information est réputée précise si elle fait mention d'un ensemble de circonstances ou d'un événement qui s'est produit ou qui est susceptible de se produire et s'il est possible d'en tirer une conclusion quant à l'effet de ces circonstances ou de cet événement sur le cours des instruments financiers concernés.

Une information qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers concernés ou le cours d'instruments financiers dérivés qui leurs sont liés, est une information qu'un investisseur

raisonnable serait susceptible d'utiliser comme l'un des fondements de ses décisions d'investissement.

Les administrateurs de la Caisse Régionale, doivent s'abstenir:

- de communiquer une information susceptible d'être qualifiée de privilégiée à des fins autres que celles à raison desquelles elles lui ont été communiquées. En tout état de cause, ils doivent être en mesure d'identifier les personnes envers lesquelles une information sectorielle peut être transmise et nécessaire à la conduite normale de leurs activités professionnelles (respect du besoin de savoir)
- d'opérer directement ou indirectement sur tout instrument financier pouvant être concerné par une information susceptible d'être qualifiée de privilégiée qu'ils sont amenés à connaître, pour quelque raison que ce soit.
- d'exploiter ou de faire exploiter une information privilégiée et notamment de recommander à une autre personne de la Caisse Régionale ou de l'extérieur d'acquiescer ou de céder, les instruments financiers émis sur un marché réglementé auxquels se rapporte cette information.

Dans le cadre du dispositif déontologique mis en place au sein de la Caisse Régionale et rappelé dans la règlement intérieur, les Membres du Conseil d'Administration sont déclarés Initiés Permanents sur le titre Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie et sur le titre Crédit Agricole S.A. Ils doivent impérativement respecter les fenêtres d'ouverture, qui leur sont communiquées, pour effectuer des transactions sur ces valeurs, que ce soit pour leur propre compte ou dans le cadre d'un mandat confié. Les membres du Conseil d'Administration ont, en outre, l'interdiction d'effectuer des transactions sur les titres des sociétés du Groupe pour lesquelles ils disposent d'informations privilégiées.

Evaluation des performances du Conseil

Périodiquement et a minima tous les trois ans, le Conseil d'Administration réalise une évaluation formalisée de sa composition, de son organisation et de son fonctionnement ainsi que ceux des Comités.

Les mesures prises pour évaluer les performances sont les critères suivants : l'assiduité des administrateurs, le respect de l'exigence de disponibilité (posé à l'article L 511-52. I du code monétaire et financier), le degré d'implication des administrateurs, la compétence, l'expérience et la connaissance des administrateurs, l'âge des administrateurs, la durée de leur mandat, les mandats éventuellement exercés dans les sociétés du Groupe ou hors Groupe en indiquant si ces dernières sont cotées ou non, la taille des Conseils et des Comités, le nombre de séances et l'efficacité des procédures de communication de l'information .

Ainsi, chaque Conseil doit réfléchir à l'équilibre de sa composition et de celle des Comités et s'interroger périodiquement sur l'adéquation de ses tâches par rapport à son organisation et son fonctionnement.

Cette évaluation répond à trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
- vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ;
- mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil du fait de sa compétence et de son implication dans les délibérations.

Cette mission d'évaluation relève de la compétence du Comité des Nominations en application de l'article L 511-98 et suivants du code monétaire et financier.

Conventions « réglementées »

La procédure d'autorisation préalable est bien respectée par la Caisse Régionale, ainsi la ou les personnes concernées ont été invitées à ne pas participer à la délibération et n'ont pas pris part au vote.

La Caisse Régionale se conforme strictement aux dispositions légales (articles L.225-38 et suivants du Code de commerce) en matière de convention réglementée et ainsi, conformément aux dispositions légales, ces conventions ont été transmises aux Commissaires aux comptes qui présenteront leur rapport spécial sur ce point, à l'Assemblée générale.

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2019

- Nomination du Directeur général - Approbation de la convention de transfert et de suspension du contrat de travail concernant le Directeur général

Le Conseil d'Administration du 29 août 2013 a nommé Monsieur Guillaume Rousseau en qualité de Directeur général, mandataire social à compter du 01 novembre 2013.

Dans le cadre de cette nomination, il a été proposé au Conseil d'Administration d'approuver la convention de transfert et de suspension de son contrat de travail en qualité de Directeur général adjoint. Il convient en effet que sa nomination en qualité de mandataire social ne le prive pas des avantages qu'il a pu acquiescer en qualité de salarié, à raison de sa carrière passée au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans ce cadre, sa rémunération annuelle fixe en tant que Directeur général adjoint, serait suspendue au niveau prévu par son contrat de travail et, en cas de réactivation du contrat de travail, revalorisée sur la base de l'évolution de la rémunération annuelle fixe de la population des Directeurs généraux adjoints de Caisses Régionales depuis la date de suspension.

Il est également prévu qu'en cas de réactivation du contrat de travail, l'ancienneté acquise à la date de suspension du contrat de travail soit majorée du temps qu'il passera dans l'exercice de son mandat, pour le calcul de l'ensemble des avantages qui lui seraient accordés au titre du contrat de travail.

Le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance de leurs caractéristiques essentielles a approuvé cette convention au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

- Autorisation des engagements en matière de retraite du Directeur général

Il est rappelé que, pour la détermination de tous les avantages sociaux accordés au Directeur général, ce dernier sera assimilé à un Directeur général adjoint salarié. Il bénéficiera ainsi du même régime de prévoyance et du même régime de retraite supplémentaire que celui applicable à cette catégorie de salariés, selon les mêmes principes, qui sont rappelés par le Président du Conseil d'Administration.

Toutefois, la pension de retraite et l'indemnité de départ à la retraite ne seront versées au titre des fonctions de Directeur général que si la fin du mandat de Monsieur Guillaume Rousseau a pour cause son départ à la retraite au plus tard à l'âge prévu au sein du groupe, pour la fin des mandats des Directeurs généraux de Caisses Régionales de Crédit Agricole, soit actuellement [à la date de l'autorisation] 62 ans ou, selon le cas, 63 ans. Dans le cas contraire, les droits à la retraite et indemnités de départ à la retraite seront versés dans le cadre du contrat de travail, alors réactivé.

Le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance de leurs caractéristiques essentielles exposées par le Président, a approuvé l'engagement souscrit par la Caisse relatif à la pension de retraite et à l'indemnité de départ à la retraite au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Les conventions conclues au cours l'exercice 2019

Néant

Code de gouvernement d'entreprise – rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie (ci-après individuellement la « Caisse Régionale » et collectivement avec les autres les « Caisses Régionales »), lors de sa séance du 19 décembre 2008 a adhéré aux recommandations AFEP/MEDEF (Code de Gouvernement d'Entreprises des Sociétés Cotées) relatives aux rémunérations des mandataires sociaux, en tenant compte,

pour leurs modalités d'application, des spécificités de l'organisation du groupe Crédit agricole.

Le groupe Crédit Agricole est notamment constitué de Caisses Régionales, sociétés coopératives, et d'une société anonyme cotée, Crédit Agricole S.A., structure nationale investie de prérogatives d'organe central. En cette qualité, Crédit Agricole S.A. est chargée, entre autres missions, du contrôle du bon fonctionnement du réseau constitué notamment par les Caisses Régionales et leurs filiales. Dans ce cadre, le Code monétaire et financier confie à Crédit Agricole S.A. des missions de surveillance dont celle de l'agrément de la nomination des Directeurs Généraux des Caisses Régionales.

Les dirigeants, agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de Résolution et la Banque Centrale Européenne en tant que Dirigeants effectifs sont le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints.

Le capital de chaque Caisse régionale est majoritairement détenu par les Caisses locales, elles aussi sociétés coopératives, qui lui sont affiliées, et par une entité SACAM Mutualisation, appartenant au groupe Crédit Agricole.

Outre les missions confiées à Crédit Agricole S.A. en sa qualité d'organe central, le groupe s'est doté de règles collectives, homogènes pour l'ensemble des Caisses Régionales. Elles portent sur les conditions d'habilitation et de nomination des Directeurs Généraux et des cadres de direction, leur politique de rémunération et leur régime de retraite. Ces règles obéissent aux recommandations du code AFEP/MEDEF, relatives aux rémunérations, exception faite de celles expliquées ci-après et qui s'inscrivent dans l'organisation spécifique des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, sociétés coopératives.

Les Directeurs Généraux sont nommés par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président. Le candidat doit être inscrit sur une liste d'aptitude. Il doit avoir pour cela exercé préalablement des fonctions de cadre de direction dans une Caisse Régionale ou une autre entité du groupe. En outre, conformément au Code monétaire et financier, la nomination d'un Directeur Général doit être approuvée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. Le Directeur Général peut, à tout moment, être révoqué par le Conseil d'Administration de sa Caisse Régionale. Il peut aussi être révoqué par décision du Directeur Général de Crédit Agricole S.A. prise après avis de son Conseil d'Administration.

Tableau récapitulatif des recommandations du Code Afep/Medef révisé, inapplicables à la Caisse Régionale

Les Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel ayant émis des certificats coopératifs d'investissement (CCI) inscrits à la cote du second marché d'Euronext ne revêtent pas la forme sociale de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions mais celle de sociétés coopératives à capital variable. Le certificat coopératif d'investissement est un titre de capital sans droit de vote. Il n'est pas une action et son porteur n'est pas actionnaire.

En conséquence, les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées révisé, écrites en se référant aux dispositions du code de commerce régissant les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions, ne sont pas applicables aux Caisses régionales émettrices de CCI, sauf renvoi exprès des textes qui s'imposent à elles.

Il peut en résulter l'inapplication ou l'adaptation par la Caisse Régionale de certaines recommandations figurant dans le code AFEP-MEDEF.

Recommandation du Code

Commentaires de la Caisse Régionale

La représentation des actionnaires salariés et des salariés

7.1 Dans un groupe, les administrateurs représentant les salariés élus ou désignés en application des exigences légales siègent au conseil de la société qui déclare se référer aux dispositions du présent code dans son rapport sur le gouvernement d'entreprise. Lorsque plusieurs sociétés du groupe appliquent ces dispositions, les conseils déterminent la ou les sociétés éligibles à cette recommandation

La Caisse Régionale n'est pas soumise aux dispositions des articles L 225-23 et L 225-27-1 du Code du Commerce.

Les représentants des salariés désignés par le Comité Social et Economique (CSE) conformément aux dispositions du Code du travail assistent aux travaux du Conseil d'Administration et ne prennent pas part aux votes.

7.2 Les administrateurs représentant les actionnaires salariés élus et les administrateurs représentant les salariés ont, au même titre que les autres administrateurs, voix délibérative au conseil, d'administration, instance collégiale, à qui s'impose l'obligation d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de l'entreprise. Comme tout administrateur, ils peuvent être désignés par le conseil pour participer à des comités.

Cette disposition sur les administrateurs salariés et les administrateurs représentant les salariés actionnaires est inapplicable. Il est rappelé que les certificats coopératifs d'investissement sont des titres de capital sans droit de vote.

Les représentants des salariés désignés par le CSE au Conseil d'Administration sont convoqués selon les mêmes modalités que les administrateurs à toutes les séances du Conseil d'Administration en qualité d'invités permanents. Ils ne participent pas aux réunions des comités spécialisés.

7.3 Sous réserve des dispositions légales qui leurs sont propres, les administrateurs représentant les actionnaires salariés et les administrateurs représentant les salariés disposent des mêmes droits, sont soumis aux mêmes obligations, notamment en matière de confidentialité, et encourent les mêmes responsabilités que les autres membres du conseil.

Les représentants des salariés désignés par le CSE au Conseil d'Administration disposent du même droit à l'information et sont soumis aux mêmes obligations de confidentialité que les autres administrateurs dans le cadre des réunions du Conseil de la Caisse Régionale. En tant qu'invités permanents aux réunions du Conseil mais ne participant aux votes, ils n'encourent pas en revanche les mêmes responsabilités au plan civil, pénal et professionnel.

Les administrateurs indépendants

8.5 Les critères que doivent examiner le comité et le conseil afin de qualifier un administrateur d'indépendant et de prévenir les risques de conflit d'intérêt entre l'administrateur et sa direction, la société et son groupe, sont les suivants :

Les administrateurs de banques coopératives sont indépendants par nature. Une liste de dix indicateurs d'indépendance des administrateurs de Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel figure dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Les sociétés que la Caisse Régionale consolide sont les Caisses locales et les filiales de la Caisse Régionale.

Les administrateurs sont généralement administrateurs de Caisses

8.5.1 ne pas être ou avoir été au cours des cinq années précédentes : (...)

- (...) administrateur d'une société que la société consolide.

locales et sociétaires de la Caisse Régionale.

Lorsqu'un administrateur de Caisse Régionale est également administrateur d'une filiale de cette Caisse Régionale, la procédure de contrôle des conventions réglementées s'applique pleinement.

8.5.3 ne pas être client, fournisseur, (...), conseil :

- significatif de la société ou de son groupe,

- ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité

En qualité de clients-sociétaires, les administrateurs ont tous une relation bancaire avec leur banque coopérative dans la mesure où cette double qualité est en droit coopératif une condition préalable à la nomination comme administrateur. Les critères visés au 8.5.3 du code sont donc contraires au droit français des sociétés coopératives auquel la CRD 5 et les autorités de supervision déclarent se conformer.

Les administrateurs ont tous, par ailleurs, un intérêt commun à ce que leur banque coopérative soit bien gérée afin que les services rendus soit pérennes et de qualité.

Les relations d'affaires entre un administrateur et une banque sont proportionnées et insusceptibles de créer un lien de dépendance nuisible à l'exercice libre de son mandat. Il n'existe pas de situation dans laquelle un élu à titre personnel ou en qualité de chef d'entreprise représente comme client sociétaire ou fournisseur une quote-part significative du chiffre d'affaires ou du capital de la Caisse Régionale.

L'administrateur est client de la Caisse Régionale à titre personnel et/ou pour les besoins d'une personne morale qu'il dirige au plan local et régional et s'inscrit dans le cadre de relations financières quotidiennes, courantes et normales. La procédure d'octroi d'un prêt concernant tout membre du conseil est en outre encadrée par une procédure d'examen et d'information ou d'autorisation par le Conseil d'Administration et par l'organe central.

L'indépendance des administrateurs de Caisses régionales ne résulte pas d'une durée de mandat mais d'une vision collective du renouvellement du Conseil d'Administration, qui assure la diversité et la qualité du rôle de supervision. L'évolution des responsabilités au sein du conseil ou l'implication dans un comité spécialisé peut justifier pour des administrateurs l'exercice d'un mandat plus long conformément à l'exigence d'aptitude requise par la réglementation bancaire et le superviseur, sans que cela n'empêche de les qualifier d'indépendants.

8.5.6 ne pas être administrateur de la société depuis plus de douze ans. La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale n'organise pas de réunion plénière hors la présence du Directeur général.

Les séances du Conseil et les réunions des comités

10.3 Il est recommandé d'organiser chaque année une réunion hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs.

Le Comité d'audit, le Comité des risques et le Comité des nominations organisent chaque année au moins une réunion hors la présence des dirigeants effectifs et commissaires aux comptes.

La durée des fonctions des administrateurs

13.3 Le rapport sur le gouvernement d'entreprise indique précisément les dates de début et d'expiration du mandat de chaque administrateur de manière à faire apparaître l'échelonnement existant. Il mentionne également pour chaque administrateur, outre la liste des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés, sa nationalité, son âge, la principale fonction qu'il exerce et fournit la composition nominative de chaque comité du conseil.

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Caisse Régionale fait apparaître les changements intervenus dans la composition du Conseil (départs, nominations et renouvellements) et pour chaque administrateur, son genre, la date de début et d'expiration du mandat en cours, sa profession, la nature de sa participation à des comités spécialisés, les mandats exercés au sein du groupe Crédit Agricole.

La formation des administrateurs :

12.3 les administrateurs représentant les salariés ou représentant les actionnaires salariés bénéficient d'une formation adaptée à l'exercice de leur mandat

Disposition sur les sociétés par actions non applicable aux Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (cf. 7.2 ci-dessus).

Le comité en charge de la sélection ou des nominations :

Composition :

16.1 (...) doit être composé majoritairement d'administrateurs indépendants

Le Comité des nominations est composé d'administrateurs qui respectent les indicateurs d'indépendance des membres du Conseil visés dans la liste figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (cf. point 1.1 dudit rapport) et qui sont adaptés au statut coopératif).

17. Le comité en charge des rémunérations

17.1 Composition

Il ne doit comporter aucun dirigeant mandataire social exécutif être composé majoritairement d'administrateurs indépendants. Il est recommandé que le Président du comité soit indépendant et qu'un administrateur salarié en soit membre.

Au sein du groupe Crédit Agricole, le Conseil d'Administration de chaque Caisse Régionale a confié à la Commission Nationale de Rémunération des cadres de direction du Groupe Crédit Agricole, la fonction de Comité des rémunérations de la Caisse Régionale sachant que sa composition tient compte de la notion d'indépendance de ses membres à l'égard de la Caisse Régionale.

Se référer à la partie « Rémunération des dirigeants mandataires sociaux » du rapport sur le gouvernement d'entreprise.

17.2 Attributions

Le comité des rémunérations a la charge d'étudier et de proposer au conseil l'ensemble des éléments de rémunération et avantages des dirigeants mandataires sociaux, l'ensemble du conseil d'Administration ayant la responsabilité de la décision. Il émet également une recommandation sur l'enveloppe et les modalités de répartition des jetons de présence alloués aux administrateurs.

Les attributions du comité des rémunérations sont assurées :

- par la Commission Nationale de Rémunération pour ce qui concerne les Directeurs Généraux de Caisses régionales et cadres de direction (non mandataires sociaux), afin d'assurer la cohérence entre les 39 Caisses régionales.

- par l'Assemblée générale et par le Conseil d'Administration pour le Président et les autres administrateurs (cf. commentaire sur le point 20).

Par ailleurs, le comité est informé de la politique de rémunération des principaux dirigeants non mandataires sociaux. A cette

occasion, le comité associe à ses travaux les dirigeants mandataires sociaux exécutifs.

17.3 Modalités de fonctionnement

Lors de la présentation du compte-rendu des travaux du comité des rémunérations, il est nécessaire que le conseil délibère sur les éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux hors la présence d'eux.

19. La déontologie de l'administrateur :

- « avant d'accepter ses fonctions, l'administrateur s'assure qu'il a pris connaissance des obligations générales ou particulières de sa charge. Il prend notamment connaissance des textes légaux ou réglementaires, des statuts, des présentes recommandations et des compléments que chaque conseil peut leur avoir apportés ainsi que des règles de fonctionnement interne dont le conseil s'est dotée.

- l'administrateur doit être actionnaire à titre personnel et, en application des dispositions des statuts ou du règlement intérieur, posséder un nombre minimum d'actions, significatif au regard des jetons de présence alloués. »

Une fois élu, le nouvel administrateur se voit remettre une copie du règlement intérieur du Conseil d'Administration et des comités de la Caisse Régionale.

Disposition sur les sociétés par actions non applicable aux Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel

La rémunération des administrateurs

20.1 Il est rappelé que le mode de répartition de cette rémunération, dont le montant global est décidé par l'assemblée générale, est arrêté par le conseil d'Administration. Il tient compte, selon les modalités qu'il définit, de la participation effective des administrateurs au conseil et dans les comités, et comporte donc une part variable prépondérante.

20.2 La participation des administrateurs à des comités spécialisés peut donner lieu à l'attribution d'un montant supplémentaire de jetons de présence. De même, l'exercice de missions particulières telles que celles de Vice-Président ou d'administrateur référent peut donner lieu à une telle attribution ou au versement d'une rémunération exceptionnelle soumis alors au régime des conventions réglementées.

La Caisse Régionale ne verse aucune rémunération sous forme de jetons de présence à ses administrateurs. L'assemblée générale fixe chaque année une somme globale allouée au financement des indemnités des administrateurs conformément à l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée et dont la répartition est déléguée au conseil d'Administration.

20.3 Le montant des jetons de présence doit être adapté au niveau des responsabilités encourues par les administrateurs et au temps qu'ils doivent consacrer à leurs fonctions. Chaque conseil examine la pertinence du niveau des jetons de présence au regard des charges et responsabilités incombant aux administrateurs.

En conséquence, une indemnité compensatrice de temps passé est versée mensuellement à son Président et des indemnités forfaitaires sont par ailleurs allouées aux administrateurs sous forme de vacations journalières dont le montant dépend du nombre de réunions de conseils et de chaque comité spécialisé auxquelles l'administrateur concerné participe.

20.4 Les règles de répartition des jetons de présence et les montants individuels des versements effectués à ce titre aux administrateurs sont exposés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

21. Cessation du contrat de travail en cas de mandat social

« Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à la Société ou à une société du groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission*.

Cette recommandation s'applique au Président, Président-directeur général, Directeur général, dans les sociétés à Conseil d'Administration [...]. »

* Lorsque le contrat de travail est maintenu, celui-ci est suspendu conformément à la jurisprudence

La seule situation de mandataire social et de dirigeant effectif anciennement salarié est celle du Directeur Général.

À l'occasion de la nomination de Guillaume ROUSSEAU en qualité de Directeur général de la Caisse Régionale à compter du 01/11/2013, le Conseil d'Administration a autorisé la formalisation et la suspension de son contrat de travail de Directeur Général Adjoint lors de sa prise de fonction en qualité de Directeur Général conformément à la procédure de contrôle des conventions réglementées. En effet, le déroulement des carrières des cadres dirigeants au Crédit Agricole s'entend au-delà de la seule Caisse Régionale émettrice de CCI, ce qui justifie une simple suspension du contrat de travail.

22 L'obligation de détention d'actions des dirigeants mandataires sociaux**22. Obligation de conservation d'actions**

« Le Conseil d'Administration fixe une quantité minimum d'actions que les dirigeants mandataires sociaux doivent conserver au nominatif, jusqu'à la fin de leurs fonctions. Cette décision est réexaminée au moins à chaque renouvellement de leur mandat. (...) Tant que cet objectif de détention d'actions n'est pas atteint, les dirigeants mandataires sociaux consacrent à cette fin une part des levées d'options ou des attributions d'actions de performance telle que déterminée

par le conseil. Cette information figure dans le rapport annuel de la société. »

Disposition sur les sociétés par actions non applicable aux Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel

24. Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux**24.3.2 Rémunération variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux exécutifs**

« (...) Le Conseil définit les critères [de performance] permettant de déterminer la rémunération variable annuelle ainsi que les objectifs à atteindre. Ceux-ci doivent être précis et bien entendu préétablis. »

La rémunération fixe et variable du Directeur Général est approuvée par le Directeur Général de Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central (conformément à l'article R. 512-10 du code monétaire et financier) après avis de la Commission Nationale de Rémunération des cadres de direction et après la tenue de l'assemblée générale ordinaire de la Caisse Régionale approuvant notamment les comptes de l'exercice précédent.

La rémunération variable est fondée sur des critères de performance appréciés par rapport à la situation financière, à la qualité du pilotage et de la gouvernance de la Caisse Régionale dont les risques.

Le Président ne perçoit pas de rémunération, a fortiori variable.

24.3.3 Rémunérations de long terme des dirigeants mandataires sociaux exécutifs :

- dispositions spécifiques aux options d'actions et actions de performance

S'agissant des dirigeants mandataires sociaux exécutifs, il convient de rappeler que :

- les mandataires sociaux de la Caisse Régionale ne bénéficient pas de stock-options ou d'actions de performance ;
- les caractéristiques de la rémunération variable du Directeur Général sont prévues dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (se référer à la section concernée)

24.5.1 Départ des dirigeants mandataires sociaux -

Dispositions générales - Indemnités de départ :

Le Directeur Général de la Caisse Régionale ne bénéficie d'aucun

« La loi donne un rôle majeur aux actionnaires en soumettant droit à une indemnité de départ à raison de la cessation ou du ces indemnités prédéfinies, versées à la cessation des changement de ses fonctions de mandataire social exécutif au sein fonctions de dirigeant mandataire social, à la procédure des de la Caisse Régionale. conventions réglementées. Elle impose une transparence totale et soumet les indemnités de départ à des conditions de performance.

Les conditions de performance fixées par les conseils pour ces indemnités doivent être appréciées sur deux exercices au moins. Elles doivent être exigeantes et n'autoriser l'indemnisation d'un dirigeant qu'en cas de départ contraint, quelle que soit la forme que revêt ce départ. »

24.6 Régimes de retraite supplémentaire des dirigeants mandataires sociaux

Le régime de retraite supplémentaire, à cotisations définies, dont bénéficiait le Directeur Général et visé dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise était conforme aux recommandations visées au § 24.6.2 du code AFEP/MEDEF au 31/12/2019. Depuis l'ordonnance publiée le 3 juillet 2019 en application de la loi PACTE, un régime de substitution est à l'étude au titre des adaptations rendues nécessaires par ladite ordonnance.

24.6.2 Régimes de retraites supplémentaires à prestations définies relevant de l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale

25.2 Information annuelle

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise comporte un chapitre établi avec le concours du comité des rémunérations, consacré à l'information des actionnaires sur les rémunérations perçues par les mandataires sociaux, notamment :

- les règles d'attribution de la partie variable annuelle. Sans remettre en cause la confidentialité pouvant s'attacher à certains éléments de détermination de la rémunération variable, cette répartition des critères quantitatifs ou quantifiables sur lesquels cette partie variable est établie et leurs poids respectifs, comment ils ont été appliqués par rapport à ce qui avait été prévus au cours de l'exercice et si les objectifs personnels ont été atteints. Elle précise en outre, le cas échéant, si le versement de cette part variable annuelle est pour partie différé et indique les conditions et modalités de ce versement différé ;

- les règles d'attribution de la rémunération variable pluriannuelle. Sans remettre en cause la confidentialité pouvant s'attacher à certains éléments de détermination de la rémunération variable pluriannuelle, il est indiqué la répartition des critères qualitatifs ou quantifiables sur lesquels cette rémunération est établie et leur poids respectif et, lors du versement de la partie variable pluriannuelle, comment ces critères ont été appliqués ;

- (...) le montant global et individuel des jetons de présence versés aux administrateurs et les règles de répartition entre ceux-ci, ainsi que les règles de perception des jetons de présence alloués le cas échéant à l'équipe de direction générale à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du groupe.

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise présente les informations citées ci-contre dans le paragraphe qui suit.

26 La consultation annuelle des actionnaires sur la rémunération individuelle des dirigeants mandataires sociaux

26.1 Le conseil présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Cette présentation porte sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos à chaque dirigeant mandataire social : (...)

- la part variable annuelle avec les critères de performance destinés à déterminer son montant
- La disposition du code de commerce n'est pas applicable aux Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel qui ne comptent pas d'actionnaires.
- Le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Caisse Régionale donne des informations sur les rémunérations individuelles.

Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

Le statut de Directeur Général de Caisse Régionale est régi par un corps de règles homogènes fondant la cohérence et l'équité des conditions en vigueur dans l'ensemble des Caisses Régionales.

En cas de révocation, un Directeur Général de Caisse Régionale ne bénéficie d'aucune indemnité au titre de son mandat social.

Le Président de Caisse Régionale bénéficie d'une indemnité compensatrice de temps passé dans le cadre prévu par la loi de 1947 portant statut de la coopération. Cette indemnité est déterminée annuellement selon des recommandations nationales applicables à toutes les Caisses Régionales. L'indemnité versée au Président de la Caisse Régionale Brie Picardie est fixée forfaitairement à un montant mensuel de 6 156 euros brut. Dans le prolongement de ce régime indemnitaire, le Président bénéficie d'un dispositif d'indemnité viagère de temps passé qui concerne l'ensemble des Présidents et qui prévoit le versement d'une pension sous réserve d'être en activité dans le groupe Crédit Agricole au moment de la liquidation de la pension. Afin de pouvoir disposer d'un niveau de pension à taux plein, le Président doit justifier d'une ancienneté minimale de 12 ans dans la fonction avec un minimum de 5 années pleines en deçà desquelles aucun montant n'est perçu. Le Président de Caisse Régionale ne bénéficie pas d'indemnité de départ. En outre, pendant la durée de l'exercice de son mandat, le Président dispose d'un véhicule de fonction.

Lors du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale en date du 14 septembre 2011 le Président a rappelé la réglementation relative aux établissements de crédit d'importance significative obligeant ces derniers à créer un Comité de Rémunération en application des articles L. 511-89 et L. 511-102 du Code monétaire et financier.

Dans le souci de prendre en compte :

- l'organisation spécifique du Groupe où la loi donne un rôle à l'organe central quant à la nomination et à la rémunération des Directeurs Généraux,
- l'absence dans la Caisse Régionale de salariés, professionnels des marchés financiers, dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise,
- l'existence de la Commission Nationale de Rémunération des cadres de Direction de Caisses Régionales,

le Conseil d'Administration a décidé que la Commission Nationale de Rémunération tienne lieu de Comité des rémunérations de la Caisse Régionale, sachant que la composition de cette Commission ainsi que ses missions ont évolué afin de tenir compte du dispositif législatif et de la notion d'indépendance de ses membres vis-à-vis des Caisses Régionales.

La rémunération des Directeurs Généraux de Caisses Régionales est encadrée par des règles collectives communes afin d'assurer leur cohérence. Elle est soumise à l'approbation du Directeur Général de Crédit Agricole S.A., conformément au Code monétaire et financier, après avis de la Commission Nationale de Rémunération sur leur rémunération fixe et sur leur rémunération variable.

Comme indiqué ci-dessus, la composition de cette commission a été modifiée en 2011, elle est désormais composée de trois membres à qualité représentant le Directeur Général de Crédit Agricole S.A., dont le Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole SA en charge des Caisses Régionales qui la préside, de trois Présidents de Caisse Régionale et du Directeur Général de la F.N.C.A.

Cette commission donne aussi un avis sur la rémunération fixe des Directeurs Généraux Adjoints de Caisses Régionales.

La rémunération fixe des Directeurs Généraux peut être complétée, comme pour l'ensemble des cadres de direction, d'une rémunération variable comprise, dans le cadre des règles collectives, entre 0 et 45 % de sa rémunération fixe annuelle, sur 13 mois, et versée annuellement. Cette rémunération

variable approuvée par le Directeur Général de Crédit Agricole S.A., est fondée sur des critères de performance appréciés par rapport à la situation financière, à la qualité du pilotage et de la gouvernance de la Caisse Régionale dont les risques. Le détail de ces critères de performance n'est pas publié pour des raisons de confidentialité.

L'application des règles d'encadrement et de plafonnement de ces rémunérations, leur suivi par la Commission Nationale de Rémunération ainsi que leur agrément par l'Organe Central du Groupe Crédit Agricole conduisent à leur modération à la fois dans le temps mais aussi en valeur absolue.

Le montant de rémunération variable excédant 120.000 € sera versé, par tiers, sur trois ans. Ces versements seront indexés sur la valeur du CCA de la Caisse Régionale.

La rémunération versée au Directeur Général de la Caisse Régionale Brie Picardie en 2019 est de 389 317 € au titre de la rémunération fixe et de 120 000 € au titre de la rémunération variable versée en 2019 pour l'exercice 2018. En outre, le Directeur Général bénéficie d'avantages en nature : un véhicule de fonction et un logement de fonction.

Le Directeur Général bénéficie d'un régime de retraite supplémentaire souscrit au niveau national, concernant l'ensemble des Directeurs Généraux, des Directeurs Généraux Adjointes et des Directeurs. Ce régime prévoit le versement d'une pension sous réserve d'être en activité dans le groupe Crédit agricole au moment de la liquidation de la retraite. Les droits à pension sont calculés prorata temporis sur la base de l'ancienneté dans la fonction. Afin de pouvoir disposer de la retraite supplémentaire à taux plein, le Directeur Général doit justifier d'une ancienneté minimale de 10 ans dans le statut de cadre de direc-

tion. En deçà de 5 ans d'expérience en tant que cadre de direction, aucun supplément de retraite n'est versé. Entre 5 et 10 ans un coefficient de réfaction de 1/10^{ème} par année manquante est appliqué. Ces dispositions sont plus contraignantes que les dispositions du code AFEP/MEDEF qui préconise simplement un minimum de 2 ans dans la fonction.

Les Directeurs Généraux ne peuvent bénéficier de ce régime que si les conditions légales de départ en retraite sont remplies. Ce régime de retraite spécifique applicable à l'ensemble des cadres de direction de Caisses Régionales n'ouvre pas de droit supplémentaire avant l'âge de départ et procure un supplément de pension de 1,75 % par année d'ancienneté de cadre de direction (en deçà du plafond légal prévu par la loi Macron de 3%) et dans la limite d'un double plafond du revenu de référence : 45 % pour la part issue dudit régime (comme préconisé par le Code AFEP MEDEF) et 70 % pour le total des pensions tous régimes confondus (retraite de base et complémentaire notamment).

Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2019-697 du 3 juillet 2019, ce régime de retraite est fermé à double titre :

- impossibilité d'accueillir de nouveaux adhérents depuis le 4 juillet 2019,
- cristallisation des droits acquis au titre de ce régime au 31 décembre 2019.

Un régime de substitution est à l'étude au titre des adaptations rendues nécessaires par ladite ordonnance.

Le Président et le Directeur Général de Caisse Régionale ne bénéficient pas, au titre de leurs fonctions dans la Caisse, de stock-options, d'actions de performance ou de jetons de présence.

Tableau de synthèse des rémunérations (1) et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Exercice 2018	Exercice 2019
Président : M. Philippe de WAAL		
Rémunérations fixes (1) dues au titre de l'exercice	62 100,01 €	73 872,00€
Rémunérations variables dues au titre de l'exercice	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
Avantage en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction
Jetons de présence	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant

(1) indemnité compensatrice du temps passé

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2018	Exercice 2019
Directeur général : M. Guillaume ROUSSEAU		
Rémunérations fixes dues au titre de l'exercice	394 049 €	389 317€
Rémunérations variables dues au titre de l'exercice	20 447,99€ (1) 120 000€	24 604,03€ (2)
Rémunération exceptionnelle	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>
Avantage en nature	Logement et véhicule de fonction	Logement et véhicule de fonction
Jetons de présence	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	<i>Néant</i>	<i>Néant</i>

(1) Rémunération variables différées dues au titre de l'exercice 2014 = 4.687,68 €; pour 2014 = 8.055 €; pour 2016 = 7.705,31 €

(2) Rémunérations variables dues au titre de l'exercice non disponible ; Rémunérations variables différées dues au titre de l'exercice 2015 = 8.340,21 € ; Rémunérations variables différées dues au titre de l'exercice 2016 = 7.978,14€ ; Rémunérations variables différées dues au titre de l'exercice 2017 = 8.285,68 € .Ces rémunérations variables différées feront l'objet d'une indexation.

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite Supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
<u>Président</u> Nom : de WAAL Philippe Date début Mandat : 24/03/2015 Date de renouvellement du mandat d'administrateur : Assemblée Générale du 30/03/2017		Non (1)	Oui			Non		Non
<u>Directeur Général</u> Nom : ROUSSEAU Guillaume Date de prise de fonction dans la Caisse Régionale : 01/11/2013		Non (2)	Oui			Non		Non

(1) Indemnité viagère de temps passé.

(2) Le contrat de travail est suspendu.

3.1.2 Présentation de l'organisation et du fonctionnement des comités

Le Comité des Nominations

Le Conseil a, par délibération en date du 28 juillet 2015, décidé la constitution d'un Comité des Nominations conformément à l'article L 511-89 du Code Monétaire et Financier.

Ce Comité agit sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il comprend tous les membres du Bureau du Conseil d'Administration. Le Président du Comité des Nominations est le Président du Conseil d'Administration. En cas d'empêchement du Président, la séance est présidée par un Vice-Président, ou à défaut par un membre désigné par les membres présents. Le secrétariat permanent du Comité des Nominations est assuré par le Responsable du Contrôle Permanent et des Risques.

Ce Comité se réunit, a minima deux fois par an, à l'initiative de son Président ou à la demande du Conseil d'Administration de

la Caisse Régionale, et chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le Comité se réunit obligatoirement sur un ordre du jour déterminé. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix.

Le Conseil d'Administration ainsi que la Direction Générale de la Caisse Régionale sont tenus informés, par tout moyen, des relevés de conclusions du Comité des Nominations.

Le Comité rend compte par son Président ou son représentant membre du Comité, de ses activités au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale par des rapports oraux ou écrits résumant les différents travaux réalisés et les éventuelles recommandations qui en découlent.

En application de l'article 6-2 du règlement intérieur du Conseil d'Administration, ce comité assure notamment le suivi des questions relatives à :

- L'identification et recommandations au Conseil d'Administration, des candidats aptes à être élus administrateurs
- L'évaluation de l'équilibre et de la diversité des connaissances, des compétences et des expériences des membres du Conseil d'Administration (individuellement et collectivement) en application de l'article L 511-98 et suivants du code monétaire et financier.
- La précision des missions et des qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein des conseils et évaluation du temps à consacrer à l'exercice de ces fonctions.
- L'évaluation au moins annuelle de la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'Administration au regard des missions qui lui sont assignées et soumet à ce conseil toutes recommandations utiles.
- L'examen périodique des politiques du Conseil en matière de sélection et de nomination des membres de la DG et du RCPR.
- La fixation d'objectifs en matière d'équilibre hommes/femmes au sein du Conseil et élaboration d'une politique ayant pour objet d'atteindre cet objectif.
- L'évaluation périodiquement et au moins une fois par ans les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Conseil d'Administration, tant individuellement que collectivement, et lui en rend compte.
- Il s'assure que le Conseil d'Administration n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de l'établissement de crédit.

Il rapporte formellement au Conseil d'Administration de ses travaux et des appréciations et recommandations qu'il lui paraît utile de formuler.

Le comité des Nominations s'est réuni à 3 reprises au cours de l'année 2019 afin d'aborder les sujets suivants :

- Rappel des obligations du comité des nominations
- Structure et composition du CA
- Bilan de présentisme 2018
- Plan de formation pluriannuelle
- Préparation du conseil électif
- Evaluation des compétences des administrateurs Caisse Régionale
- Evolution de la Gouvernance
- Le renouvellement des Présidents de Caisse Locale
- Le renouvellement du Conseil d'Administration Caisse Régionale

Le Comité des Risques

Le Conseil d'Administration a, par délibération en date du 28 juillet 2015, décidé la constitution d'un Comité des Risques conformément à l'article L 511-89 du Code Monétaire et Financier.

Ce Comité agit sous la responsabilité du Conseil d'Administration et ne se compose que d'administrateurs de la Caisse Régionale. Ce Comité compte uniquement des administrateurs de la Caisse Régionale. Ce Comité comprend au minimum 4 membres du Bureau et 4 membres administrateurs du Conseil d'Administration, à l'exception du Président. Le Président du Comité des Risques est désigné par le Conseil d'Administration. Il ne peut être Président d'un autre Comité au sein de la Caisse Régionale. En cas d'empêchement du Président des Risques, la séance est présidée par un autre Vice-Président, ou à défaut par un membre désigné par les membres présents. Le secrétariat permanent du Comité d'Audit est assuré par le Responsable du Contrôle Périodique de la Caisse Régionale.

Les membres de la Direction Générale de la Caisse Régionale (Directeur Général, Directeur Général Adjoint) ne sont pas membres du Comité.

Assistent à ce Comité, en fonction de l'ordre du jour :

- le Directeur Financier,
- le Directeur des Risques et du Contrôle Permanent,
- le Responsable de la Conformité,
- et le Responsable du Contrôle Permanent de la Caisse Régionale.

Le Comité se réunit au moins quatre fois par ans, à l'initiative de son Président ou à la demande du Conseil d'Administration pour examiner les rapports réglementaires ; notamment le rapport annuel de contrôle interne, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et prendre connaissance du plan d'audit annuel et analyser la synthèse des principales missions d'audit interne et externe.

Ce comité a, par ailleurs, pour missions principales :

- de conseiller le Conseil d'Administration sur la stratégie globale de la Caisse Régionale et sur l'appétence globale en matière de risque, tant actuels que futurs.
- d'assister le conseil lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par la Direction Générale et par le responsable de la fonction de gestion du risque,
- d'examiner si les prix des produits et services proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie de la Caisse Régionale en matière de risques,
- d'examiner si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunération sont compatibles avec la situation de la Caisse Régionale au regard des risques à laquelle elle est exposée, de son capital, de sa liquidité et de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices,
- de garantir vis-à-vis du Conseil d'Administration le respect par la Caisse Régionale des prescriptions et normes définies par Crédit Agricole SA en termes de contrôle interne et de conformité,
- de prendre connaissance des contrôles réalisés à la Caisse Régionale et en analyser les principales conclusions,
- de contribuer à l'élaboration du rapport annuel du Président de Conseil d'Administration

Il rapporte formellement au Conseil d'Administration de ses travaux et des appréciations et recommandations qu'il lui paraît utile de formuler.

Le Comité des Risques se réunit obligatoirement sur un ordre du jour déterminé. Le Comité ne peut délibérer que sur des sujets mentionnés à l'ordre du jour. Le Comité ne délibère valablement que si trois au moins de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix.

Le Conseil d'Administration ainsi que la Direction Générale de la Caisse Régionale sont tenus informés, par tout moyen, des relevés de conclusions du Comité des Risques. Le Comité des Risques rend compte par son Président ou son représentant membre du Comité, de ses activités au

Conseil d'Administration de la Caisse Régionale par des rapports oraux ou écrits résumant les différents travaux réalisés et les éventuelles recommandations qui en découlent. Ces rapports sont présentés au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale par un membre du Comité spécialement désigné en qualité de rapporteur.

Le Comité des Risques s'est réuni à 7 reprises au cours de l'exercice 2019 afin d'aborder notamment les sujets suivants :

- Rapport sur le Gouvernement d'entreprise
- Rapport Annuel de Contrôle Interne, Information Semestrielle et Synthèses qualitatives
- Reporting des contrôles permanents et de la cartographie des risques opérationnels
- Reporting Sécurité Financière, lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme
- Reporting sur le dispositif d'entrée en relation
- Reporting sur les dispositifs de conformité bancaire (EAI, Sapin 2, Déshérence, Inclusion Bancaire, Formations réglementaires, Volcker)
- Appétence aux risques
- Suivi des Avis Risques Indépendants
- Revue des Politiques (Entrée en Relation, Sanctions Internationales, Inclusion Bancaire, Données à caractères personnelles, Prestations de service essentielles externalisées, Sécurité Financière)
- Charte de Contrôle Interne
- Charte de gestion des risques opérationnels et suivi des alertes
- Activité DPO (Politiques, Rapport)
- Activité CISO (Projet CARS)
- Gouvernance de la donnée
- Plan d'audit et résultats du suivi des recommandations
- Suivi des Prestations de service essentielles externalisées
- Plan de Continuité d'Activités
- Supervision des filiales et coopérations
- Missions BCE (Real Estate et Crédits Hypothécaires)

Le Comité d'Audit

Dans sa séance du 28 juillet 2009, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

a décidé de créer un Comité d'Audit exclusivement composé d'administrateurs.

Ce Comité compte uniquement des administrateurs de la Caisse Régionale. Ce Comité comprend au minimum 4 membres du Bureau et 4 membres administrateurs du Conseil d'Administration, à l'exception du Président. Le Président du Comité d'Audit est désigné par le Conseil d'Administration. Il ne peut être Président d'un autre Comité au sein de la Caisse Régionale. En cas d'empêchement du Président du Comité d'Audit, la séance est présidée par un autre Vice-Président, ou à défaut par un membre désigné par les membres présents. Le secrétariat permanent du Comité d'Audit est assuré par le Responsable du Contrôle Périodique de la Caisse Régionale.

Les membres de la Direction Générale de la Caisse Régionale (Directeur Général, Directeur Général Adjoint) ne sont pas membres du Comité.

Assistent à ce Comité, en fonction de l'ordre du jour :

- le Directeur Financier,
- le Directeur des Risques et du Contrôle Permanent,
- et le Responsable du Contrôle Permanent de la Caisse Régionale.

Les Commissaires aux comptes sont conviés aux réunions du Comité d'Audit au cours desquelles sont examinés les comptes semestriels et annuels ainsi que le programme et les conditions de leur mission.

Le Comité d'Audit se réunit au moins 4 fois par an, à l'initiative de son Président ou à la demande du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, notamment pour examiner les comptes trimestriels, semestriels et annuels avant leur présentation au Conseil d'Administration.

Les missions légales incombant au Comité d'Audit sont inscrites dans l'article L823-19 du Code de commerce, tel que rapporté littéralement ci-dessous :

- Il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité ;
- Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance ;
- Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue. Cette recommandation adressée à l'organe chargé de l'administration ou l'organe de surveillance est élaborée conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 précité ; il émet également une recommandation à cet organe lorsque le renouvellement du mandat du ou des commissaires est envisagé dans les conditions définies à l'article L. 823-3-1 ;

- Il suit la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, il tient compte des constatations et conclusions du Haut conseil du commissariat aux comptes consécutives aux contrôles réalisés en application des articles L. 821-9 et suivants ;
- Il s'assure du respect par le commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies à la section 2 du chapitre II du présent titre ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, le cas échéant, il prend les mesures nécessaires à l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014 précité et s'assure du respect des conditions mentionnées à l'article 6 du même règlement ;
- Il approuve, pour les entités d'intérêt public, la fourniture des services mentionnés à l'article L. 822-11-2 ;
- Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Il rapporte formellement au Conseil d'Administration de ses travaux et des appréciations et recommandations qu'il lui paraît utile de formuler.

Le Comité se réunit obligatoirement sur un ordre du jour déterminé. Le Comité ne peut délibérer que sur des sujets mentionnés à l'ordre du jour.

Le Comité ne délibère valablement que si trois au moins de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix.

Le Conseil d'Administration ainsi que la Direction Générale de la Caisse Régionale sont tenus informés, par tout moyen, des relevés de conclusions du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit rend compte par son Président ou son représentant membre du Comité, de ses activités au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale par des rapports oraux ou écrits résumant les différents travaux réalisés et les éventuelles recommandations qui en découlent.

Au sein des établissements bancaires dits « significatifs³ », la mission de suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, relève de la compétence du comité des risques.

Le Comité d'Audit s'est réuni à 4 reprises au cours de l'exercice 2019 afin d'aborder notamment les résultats sociaux et consolidés de la Caisse Régionale, le dispositif quantitatif ICAAP et le renouvellement des mandats des commissaires aux comptes.

Les Commissaires aux Comptes (CAC) ont participé aux Comités d'Audit des 26 janvier 2019 et 26 juillet 2019 ; comités au cours desquels de nombreux échanges ont eu lieu entre les CAC et les membres du Comité d'Audit. Les Commissaires aux Comptes ont notamment porté à la connaissance de cette instance leur méthodologie d'intervention et la nature des travaux réalisés.

Le Comité des Rémunérations

Cf. supra partie relative à la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

Les textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au Contrôle Interne font obligation à la Caisse Régionale de procéder à l'examen annuel de sa politique de rémunération, de la rémunération, des indemnités et avantages accordés aux mandataires sociaux, et enfin de celle des personnes exerçant une fonction de contrôle (RCPR et responsables du Contrôle permanent, de la Conformité et de l'Audit).

Le Conseil a, par délibération en date du 28/07/2015, décidé de confier ces responsabilités à la Commission Nationale des rémunérations des Cadres Dirigeants en élargissant son champ d'application aux fonctions de contrôle.

Le Comité des Engagements

Ce comité comprend trois membres au moins dont deux Administrateurs, spécialement délégués à cet effet, et le Directeur Général ou son ou ses représentants, à l'exclusion de toute autre personne non sociétaire.

Il se réunit toutes les semaines, les mardis et les vendredis. Il agit par délégation du Conseil d'Administration.

Le Comité statue sur :

- les dossiers non délégués à la Direction Générale et ceux figurant dans les listes spécifiques à chaque marché
- les dossiers pour lesquels le marché émet un avis différent de celui du comité de la Caisse Locale (dans la limite de ses délégations en montant).

Ce comité émet systématiquement un avis lorsque la demande de financement relève de la responsabilité du Conseil d'Administration.

3.1.3 Pouvoirs du Conseil d'Administration et délégation au Directeur général

Conformément à la loi sur la coopération et aux statuts, le Conseil d'Administration a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Caisse Régionale et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

³ Total de bilan supérieur à 5 milliards d'euros.

Par délibérations du 22 octobre 2013, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie a conféré au Directeur Général, l'ensemble des pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'entreprise.

Ces pouvoirs sont néanmoins limités pour l'octroi de crédits :

- à un encours de 1.500.000 € pour les marchés de l'agriculture, des professionnels et des particuliers,
- à un encours de 5.000.000 € pour les entreprises, les collectivités publiques et les activités de promotion immobilière.

Le Conseil d'Administration délègue aux Dirigeants Effectifs lorsque les circonstances l'exigent et notamment lorsque la réponse ne peut attendre, la capacité d'engager la Caisse Régionale dans une opération de crédit jusqu'à 15 millions d'euros. En cas d'utilisation de cette délégation exceptionnelle, une information sera effectuée au Comité des Engagements suivant, et ensuite au Conseil d'Administration le plus proche.

Au-delà de ces limites, le Conseil d'Administration en direct ou par le truchement du Comité des Engagements est seul compétent.

3.2 Délégations en matière d'augmentation de capital

Conformément à l'article 7 des statuts de la Caisse Régionale, son capital social peut être augmenté :

1. Soit par décision du Conseil d'Administration, au moyen de l'adjonction de nouveaux membres ou de la souscription de nouvelles parts effectuée par les sociétaires ;
2. Soit après décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, au moyen de l'émission de certificats

coopératifs d'investissement ou d'associés ainsi que tous autres titres autorisés.

Aucune délégation donnée au Conseil d'Administration dans le cadre du point n°2 n'était en vigueur au cours de l'exercice 2019, ni n'est en vigueur à la date de rédaction du présent rapport.

3.3 Modalités de participations à l'assemblée générale

Extraits des statuts relatifs aux modalités de participation des sociétaires à l'assemblée générale :

ARTICLE 27 : COMPOSITION

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des sociétaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, dissidents ou incapables. L'Assemblée Générale se compose de tous les sociétaires porteurs de parts à la date du 31 décembre précédant la réunion.

ARTICLE 28 : TENUE DES ASSEMBLEES (extrait)

Les convocations des sociétaires sont faites par tout moyen au moins quinze jours avant la réunion.

ARTICLE 31 : REGLES DE VOTE

1. Chaque sociétaire personne physique a droit à une voix, quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Il peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose, outre sa voix personnelle, de la voix du sociétaire qu'il représente, sans

pouvoir disposer à ce titre de plus de deux voix, la sienne comprise.

2. Chaque sociétaire personne morale visé à l'article 1er a droit à dix voix quel que soit le montant de sa souscription. Il peut se faire représenter par un délégué membre ou non à titre individuel de la Caisse régionale.
3. Le délégué représentant plusieurs sociétaires personnes morales ne pourra disposer d'un nombre de voix supérieur au triple du nombre maximum de droits de vote détenus par un sociétaire personne morale.
4. Chaque sociétaire mandataire représentant à la fois de sociétaires personnes physiques et morales, ne saurait détenir au total un nombre de voix supérieur au cumul du maximum de droits de vote d'un sociétaire individuel, la sienne comprise, et du triple du maximum de droits de vote d'un sociétaire personne morale.
5. Les personnes physiques ou morales autres que les Caisses locales ne pourront représenter plus du tiers des droits de vote attribués aux sociétaires pour les Assemblées générales.

Liste des Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuelle Brie Picardie

Département	Caisse Locale	Adresse Postale
80	ABBEVILLE	17 RUE DES LINGERS 80100 ABBEVILLE
80	ACHEUX EN AMIENOIS	30 RUE RAYMOND DE WAZIERES 80560 ACHEUX EN AMIENOIS
80	AILLY SUR NOYE	54, RUE SADI CARNOT 80250 AILLY SUR NOYE
80	AIRAINES	2, PLACE DU COMMANDANT SEYMOUR 80270 AIRAINES
80	ALBERT	36, RUE DE BIRMINGHAM 80300 ALBERT
80	AMIENS	39, BD MAIGNAN LARIVIERE 80000 AMIENS
60	ATTICHY	34 RUE DE SOISSONS 60350 CUISE LA MOTTE
60	AUNEUIL	4 RUE DE LA GARE 60390 AUNEUIL
60	BEAUVAIS-NIVILLERS	115 RUE DE CALAIS 60000 BEAUVAIS
80	BERNAVILLE	39, ROUTE NATIONALE 80370 BERNAVILLE
77	BRAY SUR SEINE DONNEMARIE DONTILLY	2 RUE DE L'HOPITAL 77480 BRAY SUR SEINE
80	BRAY-SUR-SOMME	8, RUE PASTEUR 80340 BRAY SUR SOMME
60	BRETEUIL	2 RUE D'AMIENS 60120 BRETEUIL
77	BRIE COMTE ROBERT	18, AVENUE VICTOR HUGO 77170 BRIE COMTE ROBERT
60	CHANTILLY	16, AVENUE DU MARÉCHAL JOFFRE 60500 CHANTILLY
80	CHAULNES	PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 80320 CHAULNES
60	CHAUMONT EN VEXIN	2 RUE DE L'HOTEL DE VILLE 60240 CHAUMONT EN VEXIN
80	COMBLES	10, RUE DU 73 RÉGT D'INFANTERIE 80360 COMBLES
80	CONTY	22, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC 80160 CONTY
80	CORBIE	5, RUE CHARLES DE GAULLE 80800 CORBIE
80	CRECY EN PONTIEU	3, RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 80150 CRECY EN PONTIEU
77	CRECY LA CHAPELLE	8, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC 77580 CRECY LA CHAPELLE
60	CREIL	33 RUE DE LA REPUBLIQUE 60100 CREIL
60	CREPY EN VALOIS	72, RUE NATIONALE 60800 CREPY EN VALOIS
60	CREVECOEUR LE GRAND	4 AVENUE DU CHÂTEAU 60360 CREVECOEUR LE GRAND
77	DAMMARTIN EN GOELE	7, RUE DE LA JUSTICE 77230 DAMMARTIN EN GOELE
80	DOMART EN PONTIEU	9 RUE DE LA PREE 80620 DOMART EN PONTIEU
80	DOULLENS	55-59, RUE DU BOURG 80600 DOULLENS
60	FORMERIE	13 RUE ALBERT 1ER 60220 FORMERIE
80	FRIVILLE ESCARBOTIN	40, RUE MARIUS BRIET 80130 FRIVILLE ESCARBOTIN
60	FROISSY	5 RUE DU 8 MAI 1945 60480 FROISSY
80	GAMACHES	2 TER, RUE CHARLES DE GAULLE 80220 GAMACHES
77	GATINAIS SUD 77	4, PLACE DU GÉNÉRAL LECLERC 77570 CHATEAU LANDON
60	GRANDVILLIERS	5 RUE DE ROUEN 60210 GRANDVILLIERS
80	HAM	45-47, RUE DU GÉNÉRAL FOY 80400 HAM
80	HORNOY LE BOURG	4 RUE D'AIRAINES 80640 HORNOY LE BOURG
77	LA CHAPELLE LA REINE	12, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 77760 LA CHAPELLE LA REINE
77	LA FERTE GAUCHER	4, PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 77320 LA FERTE GAUCHER
77	LA FERTE SOUS JOUARRE	45, RUE DE CHAMIGNY 77260 LA FERTE SOUS JOUARRE
77	LAGNY SUR MARNE	41 RUE DU 27 AOUT 1944 77400 LAGNY SUR MARNE
77	LE CHATELET FONTAINEBLEAU	20, RUE DU CHÂTEAU 77300 FONTAINEBLEAU

60	LE COUDRAY ST GERMER	37 AVENUE TRISTAN KLINGSOR 60650 LACHAPELLE AUX POTS
60	LIANCOURT	6, PLACE DE LA ROCHEFOUCAULD 60140 LIANCOURT
77	LIZY SUR OURCQ	6, AVENUE DE LA GARE 77440 LIZY SUR OURCQ
77	LORREZ LE BOCAGE	23, RUE DES FONTAINES 77710 LORREZ LE BOCAGE PREAUX
60	MARSEILLE EN BEAUVAISIS	1 RUE PHILEAS LEBESGUE 60690 MARSEILLE EN BEAUVAISIS
77	MEAUX	14 RUE DU GRAND CERF 77100 MEAUX
77	MELUN	17, BOULEVARD VICTOR HUGO - 77000 MELUN
60	MERU	15, PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 60110 MERU
80	MONTDIDIER	1, PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 80500 MONTDIDIER
77	MONTEREAU	1, RUE DE LA PÉPINIÈRE ROYALE 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
77	MORET SUR LOING	36, RUE GRANDE - MORET SUR LOING - 77250 MORET LOING ET ORVANNE
80	MOREUIL	5 PLACE NORBERT MALTERRE 80110 MOREUIL
77	MORMANT	32, RUE CHARLES DE GAULLE 77720 MORMANT
60	MOUY	14 PLACE CANTREL 60250 MOUY
77	NANGIS	11, RUE PASTEUR 77370 NANGIS
60	NANTEUIL LE HAUDOUIN	10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE 60440 NANTEUIL LE HAUDOUIN
77	NEMOURS	14, PLACE JEAN JAURES 77140 NEMOURS
80	NESLE	4, RUE DE LA MONNAIE 80190 NESLE
60	NEUILLY EN THELLE	8, PLACE TIBURCE LEFEVRE 60530 NEUILLY EN THELLE
60	NOAILLES	2, RUE DE CALAIS 60430 NOAILLES
60	NOYON - GUISCARD	69, RUE DE PARIS 60400 NOYON
80	OISEMONT	8, RUE ROGER SALENGRO 80140 OISEMONT
80	PERONNE	15-17, PLACE LOUIS DAUDRE 80200 PERONNE
80	POIX DE PICARDIE	15, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 80290 POIX DE PICARDIE
60	PONT STE MAXENCE	49, RUE CHARLES LESCOT 60700 PONT SAINTE MAXENCE
77	PROVINS	12, RUE DU TEMPLE 77160 PROVINS
77	REBAIS et COULOMMIERS	3, COURS GAMBETTA 77120 COULOMMIERS
60	RESSONS SUR MATZ	30 RUE GEORGES LATAPIE 60490 RESSONS SUR MATZ
60	RIBECOURT COMPIEGNE	5 RUE FOURNIER SARLOVEZE 60200 COMPIEGNE
80	ROISEL	13, RUE DU CATELET 80240 ROISEL
80	ROSIERES EN SANTERRE	17, RUE JEAN JAURES 80170 ROSIERES EN SANTERRE
80	ROYE	8 BIS, BD DU GÉNÉRAL LECLERC 80700 ROYE
77	ROZAY EN BRIE	42, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC 77540 ROZAY EN BRIE
80	RUE	27, AVENUE DES FRÈRES CAUDRON 80120 RUE
80	SAINT RIQUIER	8, RUE DE L'HOPITAL 80135 SAINT RIQUIER
80	SAINT VALERY SUR SOMME	20, QUAI DU ROMEREL 80230 SAINT VALERY SUR SOMME
60	SENLIS	81, RUE DE LA RÉPUBLIQUE 60300 SENLIS
60	SONGEONS	43 PLACE DE LA HALLE 60380 SONGEONS
60	ST JUST EN CHAUSSEE	33, RUE DE PARIS 60130 ST JUST EN CHAUSSEE
77	TOURNAN EN BRIE	42, RUE DE PARIS 77220 TOURNAN EN BRIE
77	VAL D'EUROPE	25 PLACE D'ARIANE 77700 CHESSY
60	VEXIN	70, RUE GEORGES CLEMENCEAU 27150 ETREPAGNY
80	VILLERS-BOCAGE	PLACE DU 11 NOVEMBRE 80260 VILLERS BOCAGE
80	VILLERS-BRETONNEUX	8 BIS, RUE DE MELBOURNE 80800 VILLERS-BRETONNEUX

4. Examen de la situation financière et du résultat 2019

4.1 La situation économique

4.1.1 Environnement économique et financier global

Rétrospective 2019

Dans un climat de fortes incertitudes, la croissance a poursuivi son ralentissement, marqué par les piètres performances de l'investissement productif et du commerce mondial

En 2019, le cycle économique mondial a poursuivi son mouvement de lent ralentissement amorcé depuis le pic récent de 2017 (3,8%). La croissance mondiale se serait ainsi établie à 2,9% (après 3,6% en 2018), soit son rythme le plus modéré depuis le rebond postérieur à la crise financière mondiale de 2008/2009. Ce fléchissement résulte évidemment de tendances lourdes affectant, bien qu'inégalement, l'ensemble des pays et d'éléments propres à chaque économie ou à chaque secteur. Aux tendances générales amplifiant des ralentissements cycliques et structurels déjà à l'œuvre (grandes économies développées et Chine) se sont ajoutées les faiblesses propres à certains pays émergents majeurs (Brésil, Inde, Mexique, Russie). Certains secteurs industriels, tels l'industrie automobile, ont été pénalisés par des changements réglementaires (nouvelles normes d'émissions). Ces chocs spécifiques sont restés cantonnés et ont peu pénalisé les secteurs des services ou de la construction.

Au-delà des spécificités, les tensions commerciales sino-américaines (barrières commerciales effectives mais aussi inquiétudes quant aux secteurs et pays susceptibles de constituer de nouvelles cibles) et le climat d'incertitude ont nettement pesé sur les perspectives de demande, l'incitation à investir et, plus généralement, sur le climat des affaires. Dans un environnement économique plus « anxigène », le ralentissement le plus notable est enregistré par l'investissement productif alors que la consommation des ménages, globalement, résiste.

Les entreprises ont, en effet, révisé à la baisse leurs projets d'investissement et la consommation des ménages en biens durables s'est légèrement infléchie. Confrontées à une demande moins dynamique ou plus incertaine, les entreprises ont fini par ajuster leur production. Plus sensible à l'investissement et à la consommation de biens durables, le commerce mondial s'est encore essoufflé. Les échanges mondiaux de biens et services n'auraient ainsi crû que de 1,1% en 2019, après avoir progressé de 3,6% et de 5,7% en 2018 et 2017, respectivement. Ce fléchissement à près de 1% est également à rapprocher du rythme annuel moyen enregistré entre 2010 et 2018, proche de 5% (3,8% pour le PIB mondial). Cependant, des politiques monétaires très accommodantes et largement préventives (voir ci-après) et des conditions financières favorables ont permis d'amortir le ralentissement et, in fine, de contribuer à la résistance du marché du travail. Création d'emplois, augmentation progressive des salaires, inflation toujours contenue,

gains de pouvoir d'achat ont soutenu la confiance et les dépenses des ménages.

Une tendance commune à la décélération mais des singularités nationales conditionnées par le degré d'exposition au commerce mondial et au secteur industriel

Aux États-Unis, l'année 2019 s'est achevée sur une croissance trimestrielle annualisée de 2,1%, soutenue par les exportations nettes (contraction des importations) alors que les dépenses de consommation ont ralenti, que les stocks ont pesé sur la croissance et que les investissements en capital fixe des entreprises se sont contractés pour le troisième trimestre consécutif. Sur l'ensemble de l'année, la croissance fléchit de 2,9% à 2,3% mais reste supérieure au rythme potentiel estimé proche de 2%. La demande intérieure en demeure le principal moteur, avec des contributions fortes de la consommation des ménages (1,8 point de pourcentage) et des dépenses publiques (0,4 point) mais en net retrait de l'investissement productif (0,2 point) et négative des échanges extérieurs (-0,2 point). Alors que l'économie est au plein-emploi (avec un taux de chômage à 3,5% fin 2019), l'inflation est restée modérée. L'indice de prédilection de la Réserve Fédérale (indice des prix PCE, Personal Consumption Expenditures) a augmenté de 1,4% au quatrième trimestre 2019 (variation trimestrielle annualisée), un rythme inférieur à l'objectif d'inflation de 2%. Après 2,1% en moyenne 2018, l'inflation (PCE) sur l'année atteint 1,4%.

En Chine, aux facteurs de fléchissement lent et naturel de la croissance (tertiarisation, vieillissement, montée de la propension à épargner, repli du rythme des créations d'emplois), sont venus se superposer les pertes d'emplois urbains et le conflit commercial avec les États-Unis. Le rythme de croissance s'est replié en fin d'année portant la croissance moyenne sur 2019 à 6,1%, son plus faible niveau depuis 1990. La consommation privée et publique fournit l'essentiel (60%) de l'expansion, alors que la contribution de l'investissement productif se replie (1,9 point de pourcentage, sa contribution la plus faible depuis 2000) et que celle des échanges extérieurs reste positive (0,7 point).

Au Royaume-Uni, l'année 2019 a, indéniablement, été dominée par la saga du Brexit. Les interminables tractations parlementaires ont conduit à une impasse impliquant trois reports de la date du Brexit (initialement fixée au 31 mars 2019). Cela est dû aux divisions importantes au sein du gouvernement minoritaire de Theresa May et l'impopularité de son « backstop » sur la frontière irlandaise. Après la tenue d'élections européennes au mois de mai, à l'occasion desquelles le parti conservateur a essuyé une lourde défaite, Th. May a été contrainte de démis-

sionner du poste de Premier ministre. Son successeur Boris Johnson a renégocié le « backstop » avec l'UE et a réussi à acculer le Labour à des élections générales anticipées mi-décembre. Ces élections se sont soldées par une victoire historique des Conservateurs face à un Labour défavorisé par une politique trop à gauche et anti-business.

Dans un contexte de ralentissement mondial, l'incertitude sur le Brexit a pesé sur la croissance britannique qui s'est aussi montrée plus volatile. Si, grâce à un marché du travail au plein-emploi, la consommation des ménages a résisté, l'investissement privé a particulièrement souffert et enregistré le pire taux de croissance des pays du G7. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance devrait s'établir à 1,3% en moyenne annuelle, le même chiffre qu'en 2018, grâce à un effet d'acquis favorable « boosté » par un important mouvement de stockage en amont de la première date de sortie du 31 mars 2019.

En zone euro, en 2019, la croissance a tout d'abord déçu puis rassuré. Déçu car le rebond attendu au premier semestre après la récession manufacturière de la fin 2018 n'a pas eu lieu. Rassuré car, à défaut de rebondir, l'activité s'est néanmoins stabilisée au deuxième semestre évitant une spirale « récessionniste ». La résilience de la demande intérieure, consommation privée mais aussi investissement, a limité la contagion de l'industrie au secteur des services. Les créations d'emplois ont certes ralenti mais ont encore permis une baisse du taux de chômage (7,4% fin 2019 après 7,8% fin 2018). L'action préventive de la BCE a été efficace : elle a permis de maintenir des conditions de financement favorables, de limiter l'appréciation de l'euro et, finalement, de soutenir la confiance. L'impulsion budgétaire a été moins significative, mais plus importante que par le passé dans les pays disposant de marges de manœuvre. En-deçà de son rythme potentiel (estimé à 1,3%) et toujours incapable de ranimer l'inflation encore bien inférieure à la cible de la BCE (1,2% et 1% pour, respectivement, l'inflation totale et l'inflation core), la croissance du PIB aurait atteint 1,1% (après 1,9% en 2018) : un résultat global recouvrant d'importantes disparités entre pays selon, notamment, leur degré d'exposition au commerce mondial et à l'industrie. Aux performances décevantes de l'Allemagne (0,6%) et de l'Italie (0,2%), plus industrielles et ouvertes, s'oppose ainsi la croissance encore correcte enregistrée par la France (1,2%).

Après 1,7% en 2018, la croissance française a en effet atteint 1,2% grâce à une demande intérieure restée robuste. La consommation des ménages a accéléré (+1,2% en 2019 contre 0,9% en 2018), soutenue par les mesures fiscales de soutien au pouvoir d'achat annoncées suite au mouvement des gilets jaunes et au Grand Débat National du printemps. La faible inflation ainsi que des créations d'emplois très dynamiques ont également participé au dynamisme des gains de pouvoir d'achat (+2,1% sur l'année). Le taux de chômage a ainsi diminué passant de 8,7% en moyenne en 2018 à 8,3% en moyenne en 2019. L'investissement des sociétés non financières est également resté très dynamique et a même accéléré, progressant de 4,1% sur l'année. Les sociétés ont ainsi bénéficié d'un environnement de taux bas mais également d'effets temporaires tels que la bascule du CICE en baisse de charges qui a boosté les profits et soutenu l'investissement (et les créations

d'emplois). Après une contribution exceptionnellement positive à la croissance en 2018, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance en 2019. En effet, alors que le dynamisme de la demande intérieure a soutenu les importations, les exportations ont subi les incertitudes internationales et la crise du secteur manufacturier, en particulier en Europe.

La mise en œuvre de politiques monétaires accommodantes propices à une baisse des taux d'intérêt a permis d'amortir le ralentissement économique tout en permettant aux marchés d'actions d'afficher de belles performances

Dans un contexte d'inflation faible, les banques centrales ont réagi de manière agressive et largement préventive au repli de l'activité. Les principales banques centrales des pays avancés (dont la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, BCE) mais aussi celles des grands marchés émergents ont baissé leurs taux d'intérêt directeurs.

La Réserve Fédérale a procédé à trois baisses préventives du taux des Fed Funds de juillet à octobre (- 75 points de base – pb – portant le taux à 1,75%). En septembre, à la suite d'une révision à la baisse des prévisions de croissance assorties d'un aléa baissier en raison d'un degré élevé d'incertitude, d'une inflation « dangereusement » basse et d'un décrochage des anticipations de marchés, la BCE a de nouveau mobilisé tous ses outils d'assouplissement monétaire : Forward Guidance (les taux qui vont rester à leur niveau actuel voire à des niveaux inférieurs tant que l'inflation ne convergera pas « fermement » vers sa cible), baisse du taux de dépôt à -0,5%, introduction d'un système par palier (tiering) pour soulager les banques. La BCE a également réactivé son programme d'achats d'obligations (Quantitative Easing) au rythme mensuel de 20 milliards d'euros à partir du 1er novembre pour une durée indéterminée et assoupli les conditions des TLTRO III.

Outre l'accommodation monétaire, l'année 2019 s'est conclue sur l'espoir d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine se traduisant par une envolée des marchés boursiers aux dépens des actifs les plus sûrs. Les taux des titres d'État américains et allemands à 10 ans se sont brutalement tendus pour terminer l'année à 1,90% et -0,20% alors que les actions profitaient évidemment de l'enthousiasme ambiant. La progression annuelle des marchés les plus représentatifs atteint près de 15% (MSCI, marchés émergents) et culmine à 29% (S&P 500).

Malgré les remontées des taux américains et allemands fin 2019, leurs baisses respectives n'en ont pas moins atteint près de 75 et 40 points de base (pb) sur l'année écoulée du fait de politiques monétaires préventivement très accommodantes mais qui ne parviennent pas à réactiver l'inflation : la croissance sera restée décente voire soutenue pour une inflation faible. La politique de la BCE aura échoué à faire accélérer l'inflation, remonter les taux d'intérêt et la pente de la courbe. Le succès est en revanche manifeste s'il peut être jugé à l'aune du resserrement des primes de risque des pays dits « périphériques » dont l'Espagne et l'Italie fournissent de belles illustrations. Leurs spreads contre Bund se sont contractés de, respectivement, 50 et 90 pb à 65 et 160 pb alors que la prime française (à 30 pb fin 2019) s'est repliée de 15 pb.

Perspectives 2020

Rien ne suggère actuellement une chute imminente de la croissance ; mais un climat toujours anxiogène et un investissement productif déjà en repli concourent à son fléchissement.

Première source d'incertitudes, le conflit commercial sino-américain semble n'être plus voué à une escalade inexorable à brève échéance, grâce à la signature (signature dont D. Trump, président en campagne, s'enorgueillit) de l'accord dit de « phase 1 ». L'accord entre les États-Unis et la Chine couvre de nombreux sujets : commerce de biens et notamment de produits agricoles et agro-alimentaires, propriété intellectuelle, transferts de technologie, services financiers, fin de la « manipulation » du taux de change, instance de résolution des conflits. Tout en étant ambitieux (les importations supplémentaires auxquelles s'est engagée la Chine sont substantielles), cet accord ne couvre évidemment pas les épineuses questions des subventions chinoises et, plus largement, du capitalisme par-rainé par l'État chinois. S'il permet d'espérer une pause dans la guerre tarifaire, il n'immunise pas contre un déplacement des tensions sur d'autres sujets délicats et ne préjuge en rien d'une pacification durable des relations sino-américaines.

Par ailleurs, à l'issue de leur sortie de l'Union Européenne le 31 janvier, les Britanniques souhaitent voir définis les détails du futur partenariat avec l'Union Européenne (dont un accord de libre-échange) d'ici la fin de l'année 2020. Soumettre les négociations à un calendrier aussi ambitieux va générer des doutes sur la qualité de la relation à venir. Le risque d'un « Brexit sans accord commercial » va se substituer à celui d'un « Brexit sans accord ». Enfin, l'épidémie de Coronavirus et son impact sur la croissance chinoise (baisse de la demande interne) et mondiale (repli de la demande chinoise, flux touristiques, perturbation des chaînes de valeur) constituent désormais une source d'inquiétude majeure.

Les tensions politiques, géopolitiques et l'incertitude peuvent donc temporairement s'apaiser, mais n'ont pas vocation à disparaître durablement et continueront de peser sur le comportement d'investissement.

Certains signes préliminaires semblent indiquer que le recul du secteur manufacturier mais aussi du commerce mondial pourrait avoir atteint son point le plus bas. S'expliquant notamment par une amélioration dans le secteur de l'automobile, ce constat encourageant a néanmoins été dressé avant que l'épidémie de coronavirus n'isole la Chine pour une durée encore inconnue. Quant au secteur des services, il poursuit son expansion grâce à la bonne tenue des dépenses de consommation dopées par une croissance encore soutenue des salaires. Enfin, si l'investissement productif a fait preuve de résilience, son mouvement de repli se dessine. Justifié par l'incertitude sur la demande future, largement issue des inquiétudes relatives au commerce mondial, le repli est à la fois étrangement « prématuré » et encore contenu. Prématuré en ce qu'il n'intervient pas à la suite d'une dégénérescence classique du cycle, contenu en ce qu'il n'est pas encore généralisé et violent. Outre les États-Unis, la zone euro, fragmentée selon le degré d'exposition des pays au commerce mondial et au secteur manufacturier, fournit une bonne illustration. Après plusieurs années d'investissement faible, les entreprises se préparent à affronter le ralentissement sans capacités excédentaires, dont témoigne un taux d'utilisation des capacités en repli mais encore élevé, et sem-

blent attentistes, ne répondant à l'érosion de leurs marges ni par un arrêt brutal de leurs dépenses en capital, ni par une réduction drastique de l'emploi.

Ce n'est pas sur l'investissement productif, ni sur le commerce mondial plus sensible à la croissance de l'investissement qu'à celle de la consommation, qu'il faudra compter pour soutenir la croissance : celle-ci reposera clairement sur les ménages.

Le marché du travail poursuit son ajustement à des rythmes divers et le recul des créations d'emplois ne se traduit pas encore par une remontée sensible du taux de chômage. La consommation devrait, en outre, être dopée par des salaires en légère progression et des gains de pouvoir d'achat entretenus par une inflation toujours très modérée. L'inflation sous-jacente restera faible, alors que, sans un sursaut de la demande de pétrole ou une extension de l'accord OPEP+ visant à réduire la production, les prix du pétrole risquent de pâtir d'un excès d'offre. Sans regain de tensions au Moyen-Orient et sans action militaire significative frappant une installation pétrolière, les prix pourraient se retrouver confinés sous les 60 dollars dès le second semestre 2020.

Si la consommation des ménages permet d'espérer un ralentissement et non un effondrement de la croissance, l'équilibre entre emploi, salaires et marges des entreprises est néanmoins délicat. Dans un climat incertain, confrontées à un ralentissement des gains de productivité et à une érosion de leurs marges, les entreprises pourront-elles résister longtemps à un ajustement sévère de leurs coûts se traduisant par une réduction de l'emploi ? Si les entreprises ne procèdent pas à cet ajustement douloureux pour la croissance, les marchés actions pourraient bien entreprendre une révision à la baisse de leurs perspectives de profits.

Notre scénario retient un fléchissement de la croissance américaine vers 1,6%. Suscité par le reflux déjà bien amorcé de l'investissement et privé du soutien des dépenses publiques, ce repli (sous le taux potentiel) serait accompagné d'une inflation toujours modeste (1,9% en décembre 2020, en variation sur un an). En zone euro, dans laquelle, en ce tout début d'année, les indices de confiance se redressent et signalent une activité soutenue dans les services et la construction alors que le secteur industriel semble frémir, notre scénario table sur une croissance proche de 1,1% couplée à une inflation (1,1% en fin d'année) toujours bien inférieure à sa cible. Enfin, la croissance chinoise a été légèrement revue à la baisse pour ne plus atteindre que 5,7% en 2020 : une érosion limitée grâce à la mise en œuvre de soutiens budgétaire et monétaire offensifs.

Alors que les grandes Banques centrales ont entrepris des revues stratégiques de leurs politiques respectives, la tentation de l'assouplissement monétaire restera donc puissante.

Après avoir réagi très rapidement et très en amont du ralentissement, puis avoir opté pour le « mode pause », la Réserve Fédérale devrait finir par succomber à la tentation de l'assouplissement : notre scénario retient l'hypothèse d'une nouvelle baisse du taux des Fed Funds préventive et limitée à 25 points de base en 2020. La BCE n'y résistera pas : aucune hausse de taux (voire une baisse du taux de dépôt de 10 points de base, intégrée dans nos prévisions en 2020), extension du Quantitative Easing avec une augmentation de la limite de détention d'un titre de 33% à 50%, forward guidance. La

Banque d'Angleterre y cédera également. Seule la Banque du Japon, qui connaît les dommages collatéraux des excès, ne serait pas tentée.

Tout concourt, de nouveau, au maintien de taux longs « core » faibles : matérialisation des ralentissements économiques, inflations indolores, politiques monétaires accommodantes, climat empreint de risques avérés ou latents. Notre scénario retient des taux longs (10 ans) souverains à 1,75% et -0,45%

en décembre 2020 pour, respectivement, les États-Unis et l'Allemagne. Ce ne sera pas pour déplaire aux primes de risques des marchés obligataires « périphériques » et aux marchés actions : de leur résistance dépendent l'effet de richesse et la consommation des ménages, ingrédient essentiel d'un scénario de ralentissement et non d'effondrement de la croissance.

4.1.2 L'activité commerciale 2019

4.1.2.1 Pour les Particuliers

Collecte : Confirmation d'une nouvelle dynamique lancée en 2018

Le Crédit Agricole Brie Picardie confirme, en cette année 2019, la poursuite du chemin lui permettant, en collectant l'épargne de ses clients d'en devenir la banque principale et donc la banque préférée.

Une collecte répartie sur l'ensemble des gammes d'épargne, répondant ainsi à la fois au respect des profils d'investissement de nos clients et à l'optimisation du couple rendement risque pour chacun d'entre eux. Une nouvelle vague de collecte externe a eu lieu en s'appuyant sur notre offre de Livret Tremplin, rémunéré à 2,5% pendant 3 mois.

En assurance-vie, 31 000 nouveaux contrats et une collecte nette dépassant les 210 millions d'euros sont venus compléter la réussite de notre gamme de DAT : 3 000 nouveaux DAT pour une collecte nette de 386 millions d'euros supplémentaires.

En fin d'année la mise en œuvre de la loi PACTE permet d'enregistrer une dynamique nouvelle autour de la préparation à la retraite. Lancée en novembre, la nouvelle gamme des PER a rencontré un premier succès. C'est plus de 3 000 PER Perspective (individuels) ainsi que 200 PER Convergence (collectif) qui ont été souscrits par nos clients pour une collecte dépassant les 7 millions d'euros.

Les efforts de la Caisse Régionale n'ont pas ralenti en terme d'investissement formation de nos banquiers pour que le conseil exercé à notre clientèle soient du meilleur niveau, gage de sécurité et de performance.

Dès lors, sur l'ensemble de l'année, l'encours de collecte globale de la Caisse Régionale progresse de 2,1 milliards d'euros.

EKO, Un levier de Conquête et de recommandation incontournable !

Pour la deuxième année de commercialisation d'EKO, la Caisse Régionale affiche de très bons résultats et confirme sa volonté de développer son fonds de commerce grâce à cette offre qui répond à des besoins bancaires modérés, avec une promesse simple : 1 compte, 1 appli, 1 agence pour 2 € par

mois. C'est ainsi plus de 7 000 ouvertures de comptes EKO depuis le lancement.

Cette offre est un véritable moteur de développement de notre base de clients. Sa commercialisation matérialise également la promesse 100% Humain 100% Digitale de notre banque.

En ce qui concerne la seule année 2019, nous avons ouvert plus de 4200 Comptes Eko soit plus 50% d'évolution par rapport à 2018. 2020 doit nous permettre de confirmer ces excellents résultats en continuant à faire d'EKO une offre harpon pour conquérir de nouveaux clients.

Amélioration continue du Web to Store et fidélisation de nos clients seront au cœur des actions 2020, alors que dès Février notre gamme sera complétée par le lancement de l'offre Globe Trotter avec les mêmes parcours digitaux qu'EKO.

Prêt Habitat : le Crédit Agricole Brie Picardie reste l'acteur incontournable du territoire.

2019 marque une inflexion souhaitée dans les réalisations de crédit habitat. Avec des réalisations en baisse par rapport à 2018, la Caisse Régionale a poursuivi et atteint deux objectifs importants.

Une concentration plus forte sur les financements dans les trois départements de notre territoire sera un gage de fidélité plus important pour les clients financés.

La réduction de notre taux de courtage, exercée de manière différenciée suivant les dynamiques démographiques des territoires, permet à la fois de reprendre la main sur une partie de notre développement, de rationaliser les marges en cette période de taux bas et protéger la fidélité de nos clients dans l'avenir.

Un taux de courtage qui se réduit, plus de 35 % de parts de marché sur notre territoire à fin septembre 2019 : le Crédit Agricole Brie Picardie s'inscrit bel et bien comme un acteur incontournable du territoire. En d'autres termes, en finançant plus d'un projet immobilier sur trois sur nos trois départements, nous comptabilisons plus de 16 000 dossiers pour plus de 2,4 milliards de réalisations.

Crédit à la consommation : Une dynamique engagée !

Ce sont plus de 800 collaborateurs qui ont été formés et accompagnés afin de transformer notre démarche. Cette démarche nous permet d'intensifier la relation client

d'apporter les solutions adaptées et d'équiper nos clients en correspondance avec leurs projets et événements de vie.

Notre objectif est de s'inscrire dans une dynamique plus ambitieuse, et ainsi reprendre la croissance de nos parts de marché encours en augmentant significativement les montants moyens et les durées.

Nous avons, sur 2019, intensifié tout le dispositif de Pré-Qualification tant au niveau du réseau que dans la communication auprès de nos clients offrant ainsi satisfaction et efficacité commerciale.

La caisse régionale a également poursuivi son engagement dans une démarche de transition énergétique en accompagnant nos clients sur leurs projets « verts » véhicules et travaux avec des offres spécifiques.

L'opération commerciale sur le Black Friday a permis une production record avec des réalisations supérieures à 54 millions d'euros et venu significativement conforter notre niveau de production annuelle.

En synthèse les réalisations pour 2019 s'établissent à plus de 345 millions d'euros en hausse de 16 % par rapport à l'année dernière (297,6 millions d'euros).

Assurances : Conseil et Satisfaction pour une fidélité renforcée

Sur 2019, le portefeuille des assurances de la CR a progressé de 3.5%, avec plus de 480.000 contrats en stock. La Caisse Régionale renforçant son rôle d'acteur majeur quant à la protection de ses clients sur l'ensemble de son territoire et sur tous les marchés, son portefeuille des professionnels et des agriculteurs dépassant les 50.000 contrats au 31 décembre.

La qualité des ventes est également à souligner, par un taux de résiliations sur production en baisse de 10 points, et des formules « Prémium » présentes sur un contrat sur deux vendus. La faible utilisation des promotions commerciales démontrant la vente de nos garanties au juste prix

Enfin, l'entrée en vigueur de la Directive sur la Distribution des Assurances (DDA) en 2019, imposant 15 heures de formation par an à chaque conseillers, nous a permis de renforcer le conseil client par des apports en ateliers tant sur le savoir que sur le savoir-faire : Les journées de "fondamentaux assurances", les journées d'action terrain en binômes, et aussi les séminaires Level'UP " la compétence à distance".

4.1.2.2 Pour les Agriculteurs

L'année agricole 2019 s'est caractérisée par un déficit régulier de pluviométrie avec des périodes caniculaires cet été. Pour autant les rendements en productions végétales, même si hétérogènes, sont en moyenne de bon niveau avec une qualité présente. Le blé, principale culture du territoire, l'illustre bien. Pour la betterave, Le Crédit agricole Brie Picardie a accompagné le financement de la trésorerie des planteurs qui ont connu une baisse de leur prix de vente.

En élevage, le prix du lait a bénéficié de facteurs positifs. Pour autant, la maîtrise du coût alimentaire des productions lait et viande a été affectée par le déficit de production fourragère en raison des effets de la sécheresse estivale. Dans ce contexte, la Caisse Régionale a proposé des mesures d'accompagnements spécifiques d'achats de fourrages au profit des éleveurs.

Le Crédit Agricole Brie Picardie a de nouveau démontré en 2019 son accompagnement de toutes les agricultures de son territoire :

Les réalisations de crédits moyens longs terme à l'agriculture connaissent un record historique à 418 millions d'Euros en progression de 13%. Les jeunes agriculteurs demeurent l'une de nos priorités avec plus de 100 projets d'installations aidées soutenus par le Crédit Agricole Brie Picardie.

En 2019, une convention d'accompagnement des Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole a été mise en place et une offre adaptée aux besoins de l'agriculture biologique a été créée. Les filières en développement, à titre d'exemple l'énergie, ont également bénéficié d'une attention particulière et d'un accompagnement soutenu.

Le Crédit Agricole Brie Picardie réaffirme son accompagnement de l'agriculture par l'expertise déployée et l'accompagnement des projets.

4.1.2.3 Pour les professionnels

Accompagner les créateurs d'entreprises :

En 2019, les créations d'entreprise ont encore progressé de 17% sur l'ensemble du territoire de notre Caisse Régionale ; pour accompagner ce dynamisme, le Crédit Agricole Brie Picardie propose un dispositif spécifique en appui de la compétence de nos Banquiers Assureurs en Agence :

- Le site « Jesuisentrepreneur.fr » pour informer et accompagner les porteurs de projets,
- Les Cafés de la création qui réunissent tous les acteurs de la création d'entreprise pour conseiller les futurs créateurs : 20 cafés de la création organisés sur tout le territoire en 2019 avec plus de 120 porteurs de projets présents.
- Des offres de services adaptées comme les offres de bienvenue ou les Offres Micro-entreprises.

Toujours mieux financer l'économie locale

Cette année encore, le Crédit Agricole Brie Picardie a fortement contribué au financement de nos clients professionnels avec une progression de plus de 30% du montant des crédits réalisés pour financer les équipements, les acquisitions de parts sociales ou fonds de commerce ainsi que les murs professionnels. Au niveau du financement de la trésorerie, la Caisse Régionale Brie Picardie se situe dans les meilleures. Concernant le financement de la Trésorerie des Professionnels, la solution digitale Cash in time a rencontré un grand succès et accompagné de nombreux clients.

Apporter des solutions monétiques innovantes aux commerçants

Pour permettre à ses clients commerçant de développer leur activité dans un contexte toujours plus concurrentiel, le crédit Agricole Brie Picardie mise également sur l'innovation techno-

logique : paiement cartes sans contacts bien sûr, Paylib pour le paiement par smartphone, possibilités de paiements cartes en plusieurs fois, options de paiement avec pré-autorisation pour les réservations, Smart TPE en magasin...autant de solutions nouvelles, mobiles, réactives qu'apprécient les acheteurs en commerces ou en ligne.

4.1.2.4 Pour les Clients Patrimoniaux

Une expertise Banque Privée de proximité

Avec quatre agences dédiées, la Banque Privée de la Caisse Régionale assure une relation de proximité qui s'inscrit dans la durée et s'appuie sur la puissance financière du Crédit Agricole Brie Picardie. Les Banquiers Privés mettent au service de leurs clients leur expertise afin de les accompagner dans la réalisation de leurs objectifs, qu'il s'agisse de transmission de patrimoine privé ou professionnel, de diversification ou de protection de leurs proches. Ils peuvent également s'appuyer sur les expertises de filiales et partenaires spécialisés du groupe Crédit Agricole avec l'objectif d'apporter une réponse sur l'ensemble des problématiques financières, juridiques, réglementaires et fiscales.

Depuis le début de l'année, face à l'actualité fiscale complexe, de nombreuses initiatives ont été prises par la Banque Privée pour faciliter les échanges entre les clients et leurs Banquiers Privés lors de manifestations telles que :

- les réunions loi de finances en début d'année, couplées par l'envoi d'une édition spéciale Fiscalité de l'e-newsletter Regards Partagés,
- par ailleurs plus d'une dizaine de réunions réalisées spécifiquement dans le domaine du Conseil en Allocation d'Actifs ont permis de présenter les 3 services déployés sur son territoire, la Gestion Conseillée, le Pôle Bourse et le Conseil sur mesure. De nouveaux conseillers sont venus renforcer la structure et répondre aux attentes de plus de 4 800 clients,
- les réunions destinées aux dirigeants d'entreprise organisées par les Centres d'Affaires Entreprises et les Banque Privées abordant les thèmes de loi Pacte et ceux de la transmission d'entreprise,
- l'accès à des web conférences, réservées à la clientèle patrimoniale, accessibles le soir en direct ou en replay portant sur les cursus, en début d'année, « Retraite et Patrimoine : comment préparer au mieux votre retraite ? » et en fin d'année, « Mon contrat d'assurance-vie au quotidien ».

Pour proposer cette expertise de proximité, la Caisse Régionale poursuit sa filière d'excellence en gestion de patrimoine ouverte aux Conseillers de la Banque Privée, Chargés de Clientèle Patrimoniale et salariés désireux de les rejoindre par la voie de la formation diplômante. Le partenariat avec Skema Business School se poursuit sur 2019 avec 2 promotions de Master en gestion de patrimoine sur 2 ans, dont l'une se terminera en 2020 et l'autre en 2021. La première promotion engagée dans cette formation a été diplômée en septembre 2019. Ce sont ainsi 17 collaborateurs de la Caisse Régionale qui viennent de

valider leur Master en gestion de patrimoine auprès de l'école de management lilloise.

4.1.2.5 Pour les Entreprises

Un Marché des Entreprises en forte croissance

Une activité Crédit Collecte amplifiée

Dans la lignée de 2018, l'activité Crédit a été très soutenue avec une évolution de nos encours moyens termes de près de 18% par rapport à l'année dernière. Les réalisations, boostées par la production CA Leasing, progressent quant à elles de 24% sur la même période.

La collecte, dans un contexte peu favorable de taux de rémunération très bas, laisse apparaître un bon niveau avec une forte progression des encours.

La plateforme d'allocation d'actifs et la banque d'affaires en forte progression

La plateforme d'Allocation d'actifs grâce à son offre de BMN structurés propose de réelles solutions de diversification d'épargne. La Banque d'Affaires a fortement contribué à cet accroissement d'activité avec la réalisation d'opérations structurantes pour nos clients entreprises dans les domaines des fusions-acquisitions et syndications des crédits. Ces opérations ont été menées conjointement avec les experts juridiques et financiers de la Caisse Régionale.

Le lien avec nos clients entreprises sur les transactions à l'international s'est renforcé avec une croissance de 15% par rapport à l'année passée et profite de la très forte présence du Crédit Agricole à l'étranger.

Un département des entreprises tourné vers l'innovation

A l'instar de la création du Village by CA Brie Picardie (incubateur récemment créé dont la fonction est d'accompagner les start-up et les projets innovants du territoire), le département entreprises accompagne l'innovation sur l'ensemble de la Caisse Régionale. En témoigne le partenariat lors de l'événement Amiens Energy Summit qui a réuni chefs d'entreprise, chercheurs, entrepreneurs et institutionnels autour des enjeux de l'autonomie énergétique des villes.

Une communication soutenue autour de l'actualité économique et financière

De nombreux événements aux thématiques variées (loi PACTE, Loi de finances, cession transmission d'entreprise, international) ont ponctué l'année 2019.

Dans ce cadre, Philippe Dessertine, très connu pour ses passages médiatiques sur les questions économiques, était l'invité de deux conférences « Changements de monde, quelles opportunités ? » l'une à Gouvieux, l'autre dans le Vimeu. Ces conférences ont rencontré un franc succès, réunissant plus de cent quarante clients, chefs d'entreprises ou directeurs financiers.

Jouer la carte de l'innovation et de la différence, le pari de la Caisse de Brie Picardie pour maintenir son rang d'aujourd'hui et remporter ses challenges de demain.

4.1.2.6 Pour les Collectivités publiques et l'économie sociale Entreprises

Le marché des Collectivités publiques

Au plan national pour le marché des collectivités publiques, l'année 2019 se caractérise par une levée de dettes à 17,6 Mds en hausse de 9.5%). Elle s'explique en partie par la reprise des dépenses d'investissements à l'approche de la fin du mandat municipal. 2019 devait être marquée par un record historique de l'autofinancement lié à une maîtrise confirmée des dépenses de fonctionnement et une augmentation des recettes proche de la croissance économique en valeur. Dans ce contexte, l'épargne brute des collectivités locales progresserait à de 8.5% en 2019 pour atteindre 39.4 mds d'euros.

L'épargne nette s'élève à 22.8 mds d'euros pour couvrir 39% des dépenses d'investissement. :

L'année 2019 a été marquée par la deuxième étape de l'application de la réforme de la suppression totale de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Le dégrèvement acté à hauteur de 65 % a entraîné un manque à gagner pour les départements et les communes compensé par l'état se substituant ainsi aux contribuables. Des interrogations demeurent pour l'année 2020 : d'une part le gouvernement envisage une suppression totale de la taxe d'habitation à horizon 2023 d'autre part les élus quant à eux attendent avec impatience les arbitrages qui seront déclinés pour les accompagner dans les lois de finances à venir.

Le Crédit Agricole Brie Picardie a incarné son rôle de partenaire à l'écoute des besoins de l'ensemble des collectivités locales présentes sur leur territoire en finançant notamment 6 maisons de santé. La Caisse Régionale incarne son rôle de financeur incontournable sur ses trois départements avec quelque 309 collectivités accompagnées en 2019 pour un montant de nouveaux crédits moyen long terme de 145.8 millions d'euros

(- 21,3% vs 2018) et ce dans un contexte d'excès d'offre, de taux d'intérêt qui restent historiquement faibles et de prépondérance des banques publiques et parapubliques.

Un acteur engagé dans l'économie sociale

Les associations

Le Crédit Agricole Brie Picardie poursuit son développement, la conquête 2019 est toujours en hausse avec 1 300 ouvertures de comptes. L'arrivée de l'offre YAPLA fin 2019 permet au Crédit Agricole d'accroître son leadership en offrant une multitude de services aux associations (gestion des adhésions, billetterie, site web, paiement en ligne, comptabilité,...).

Sur les Grandes Associations, la nouvelle organisation commerciale a permis d'adapter des offres d'épargne spécifiques aux Grandes Associations qui ont rencontré un vif succès.

Dans ce contexte, le Crédit Agricole Brie Picardie souhaite poursuivre son développement commercial avec le monde associatif.

Le logement social

Le recul de la construction de logements sociaux s'est poursuivi en 2019 sous les effets de la loi ELAN qui a fortement pénalisé les trésoreries des Bailleurs Sociaux. Le logement social est en pleine mutation, de nombreux rapprochements sont en cours et des défis importants arrivent : composer avec une diminution structurelle des aides directes, répondre au vieillissement de la population, maintenir l'attractivité des parcs....

Dans ce contexte, le Crédit Agricole Brie Picardie reste mobilisé et à l'écoute des acteurs afin de les accompagner dans ses changements.

4.1.2.7 Crédit Agricole Brie Picardie : Une relation client augmentée par toujours plus de sécurité, de mobilité et d'innovation !

La Caisse Régionale continue en 2019 à amplifier sa relation de conseil avec ses clients en s'appuyant sur sa stratégie 100% Humain 100% Digital. En cette année, l'élément marquant est le remplacement après 6 ans du site internet de la Caisse Régionale.

La sécurité des données et des opérations de nos clients ont également été au cœur de nos préoccupations. Sécuripass, projet permettant une authentification renforcée, sur les opérations comme sur les connexions, matérialise cette préoccupation majeure et donne à la Caisse Régionale un avantage concurrentiel important.

D'autres outils ont été adaptés en 2019 pour toujours mieux développer notre relation de conseil « phygitale » (amplifier, sécuriser, simplifier) avec nos clients et prospects.

Un nouveau portail client :

Dans une démarche permanente d'amélioration de l'expérience client, l'optimisation des parcours physique comme web (Desktop et mobile), notre caisse Régionale propose depuis le mois de novembre 2019 un tout nouveau site web remplaçant celui mis en œuvre en 2013. Avec cette refonte, nous avons mis à disposition de nos clients un site plus fluide, plus ergonomique et plus adapté aux usages actuels (un site pensé "mobile first" et un décloisonnement entre l'espace connecté et l'espace non connecté).

Ce site nous permet de mettre en œuvre des communications plus pertinentes et mieux ciblées vers nos clients, amplifiant ainsi notre démarche de conseil en fonction de la situation précise de chacun de nos clients.

Avec la refonte du portail client et le succès de l'application « Ma Banque », la Caisse Régionale dispose désormais de deux outils performants de développement de la relation client et donc de nouvelles opportunités commerciales digitales.

Lancé en Novembre 2019, ce nouveau portail a déjà rencontré son public avec une moyenne de plus de 90 000 visites par jour. La richesse de son contenu est également mise en avant avec plus de 600 000 pages vues en moyenne par jour.

L'application Ma Banque se dote de SécuriPass

Chaque mois, ce sont en moyenne 200 000 utilisateurs actifs qui se connectent à l'application Ma Banque. L'application s'est enrichie d'un nouveau service gratuit (Securipass) permettant à nos clients Particuliers et Professionnels de valider des opérations de banque en ligne comme d'achat à distance en utilisant la biométrie proposée par les smartphones modernes. Fini le code reçu par SMS à recopier !

Ce service peut être directement activé par le client à partir du menu de l'application en cliquant sur "Mon SécuriPass" avec un processus d'enrôlement sécurisé. Après activation, SécuriPass s'enclenchera automatiquement dès l'exécution d'une opération nécessitant une authentification renforcée.

Outils de souscription de crédit 100% en ligne : Une demande, 1 500 conseillers pour y répondre

La réussite des opérations de crédit à la consommation repose essentiellement sur la capacité à répondre rapidement aux projets de nos clients. Nous mettons à leur disposition, une plateforme digitale (Web et mobile) optimisée de demande de crédit 100% en ligne, avec engagement de réponse définitive en moins de 2h.

Le principe de cet outil est simple : Notre client soumet une demande de crédit à la consommation via le parcours digital avec toutes les pièces justificatives demandées. Cette demande est immédiatement soumise à l'ensemble des conseillers de notre Caisse Régionale. Ce système nous permet de garantir une réponse définitive et non de principe à notre client. En mettant à profit l'ensemble de notre réseau, nous assurons une rapidité et une réactivité à nos clients, tout en leur permettant de réaliser une demande à distance et en toute autonomie, matérialisant ainsi le meilleur du digital et de l'Humain

.La Signature Electronique en Agence (SEA) et la Dépose Proposition

Des évolutions de la SEA ont été déployées pour faciliter son utilisation en agence au quotidien pour les conseillers comme pour les clients :

- Simplification de l'éligibilité client à la signature électronique pour amplifier son utilisation.
- Diminution des échanges de tablette entre conseiller et clients lors de la signature pour un contrat multi-documents, multi signataires pour une meilleure ergonomie.
- Systématisation de la signature électronique dès le jour de l'entrée en relation, aux prospects connus du Système d'information.

- Simplification des écrans toujours dans le souci d'un gain de temps pour le client comme pour le conseiller.
En 2019, c'est plus de 2 millions de documents signés électroniquement sur les tablettes, un chiffre resté stable par rapport à l'an passé mais qui cumulé avec les signatures à distance continue de croître.

La dépose proposition, qui donne la possibilité aux clients de signer électroniquement suite à un entretien à distance avec un conseiller, continue sa progression dans les réalisations de nos opérations de conseils. Ainsi son périmètre s'est étendu, avec de nouveaux contrats éligibles et une pratique qui a doublé auprès de nos clients.

Nouveautés sur le Poste de travail du conseiller

Le poste de travail de nos conseillers ne cesse d'évoluer, non seulement pour s'adapter en permanence aux évolutions réglementaires, mais surtout pour évoluer au rythme des changements sociétaux de la relation clients. Ainsi, des travaux ont été menés sur ce portail pour rendre plus visibles et compréhensibles des informations et des fonctionnalités. La capacité pour le conseiller à partager son écran, dans le respect de la confidentialité et du secret bancaire, a été améliorée. Cette refonte permet de basculer beaucoup plus facilement les entretiens d'un mode face à face à un mode cote à cote.

Faciliter l'historisation de la relation client conseiller pour plus d'efficacité.

Notre Caisse Régionale s'est engagée depuis quelques mois dans le Co-développement d'une nouvelle solution facilitant la saisie des comptes rendus de rendez-vous clients en utilisant la voix. « Voix-CA Compte Rendu », est une solution innovante permettant l'enregistrement des comptes rendus d'entretiens clients par la voix du conseiller. Cet enregistrement est transformé en texte écrit et directement intégré dans le dossier du client. Les aspects déontologiques sont bien sur pris en compte en temps réels lors de la transformation et avant historisation. Gain de temps lors de la rédaction (environ six fois plus rapide que la saisie du texte) et historisation systématique permettent un accompagnement et un suivi de nos clients et de leurs projets d'une manière plus précise, notamment lors d'absence ou de changement de gestionnaire.

4.2 Analyse des comptes consolidés

4.2.1 Présentation du groupe de la Caisse Régionale

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale à ceux de l'ensemble des 85 caisses locales, de la filiale de la Caisse Régionale S.A.S. Brie Picardie Expansion, du fonds dédié Brie Picardie Croissance et des Sociétés Techniques de Titrisation (FCT 2015, 2017, 2018 et 2019 cf. « Faits marquants de l'exercice » ci-après) et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.



4.2.2 Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale Résultat consolidé

En milliers d'€	Contribution au PNB consolidé du groupe de la CR	Contribution au Résultat Brut d'exploitation consolidé du groupe de la CR	Contribution au Résultat net consolidé du groupe de la CR
Caisse Régionale	584 405	251 903	174 461
Caisses Locales	3 293	1 944	2 035
Filiale Brie Picardie Expansion	5 904	5 864	5 249
Filiale Brie Picardie Croissance	4 038	4 038	2 995
STT CA Crédit Habitat	- 3 212	- 3 212	- 5 312

4.2.3 Résultat consolidé

Montant en K€	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			Montants	%
PNB	594 428	590 853	3 575	0,61
Charges générales d'exploitation	- 333 891	- 326 531	7 360	2,25
Résultat brut d'exploitation	260 537	264 322	- 3 785	-1,43
Coût du risque	- 10 574	- 12 174	- 1 600	-13,14
Résultat d'Exploitation	249 963	252 148	- 2 185	-0,87
Résultat avant impôt	250 327	252 295	- 1 968	-0,78
Impôt sur les bénéfices	- 70 899	- 62 720	8 179	13,04
Résultat net	179 428	189 575	- 10 147	-5,35

En 2019 le **produit net bancaire consolidé** de 594,43 millions d'euros est en augmentation de 0,6 % par rapport à celui de 2018. Le produit net des intérêts et assimilés s'élève à 295,7 millions d'euros et les commissions nettes atteignent 227,2 millions d'euros.

Les **charges de fonctionnement nettes** s'élèvent à 333,9 millions d'euros, en augmentation de 2,3 % par rapport à 2018.

Le **résultat brut d'exploitation** atteint 206,5 millions d'euros, en diminution de 1,4 % par rapport à 2018.

Le **coût du risque** baisse 1,6 million d'euros pour s'établir à 10,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le **résultat net consolidé** du Groupe Crédit Agricole Brie Picardie ressort à 179,4 millions d'euros en 2019, contre 189,6 millions d'euros en 2018.

4.2.4 Bilan consolidé et variation des capitaux propres

Bilan ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variation	
			Montants	%
Caisse, banques centrales	94 863	90 551	4 312	4,76%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	767 952	255 493	512 459	NS
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	9 305	6 059	3 246	53,57%
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	758 647	249 434	509 213	NS
Instruments dérivés de couverture	74 313	23 748	50 565	NS
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 240 404	2 107 549	132 855	6,30%
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	20 193	10 818	9 375	86,66%
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	2 220 211	2 096 731	123 480	5,89%
Actifs financiers au coût amorti	26 577 137	26 253 854	323 283	1,23%
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	2 096 275	2 931 245	-834 970	-28,49%
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	23 973 444	22 943 300	1 030 144	4,49%
<i>Titres de dettes</i>	507 418	379 309	128 109	33,77%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	426 758	130 805	295 953	NS
Actifs d'impôts courants et différés (1)	100 485	93 587	6 898	7,37%
Comptes de régularisation et actifs divers	1 147 603	681 788	465 815	68,32%
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Participation dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement	10 281	10 383	- 102	-0,98%
Immobilisations corporelles	140 002	117 323	22 679	19,33%
Immobilisations incorporelles	872	3 215	- 2 343	-72,88%
Ecarts d'acquisition				
TOTAL DE L'ACTIF	31 580 670	29 768 296	1 812 374	6,09%

Le total bilan consolidé au 31 décembre 2019 s'élève à 31,6 milliards d'euros, en augmentation par rapport à fin 2018 de 6,1 % (cf. Etats financiers consolidés : Bilan Actif et Bilan Passif).

A l'actif, les évolutions les plus significatives sont :

- une augmentation de 1,03 milliard d'euros des prêts et créances sur la clientèle, sous l'effet d'une activité commerciale très dynamique sur les crédits ;
- une augmentation de 512,5 millions d'euros des actifs financiers à la juste valeur par résultat

Bilan PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variation	
			Montants	%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	11 218	7 081	4 137	58,42%
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	11 218	7 081	4 137	58,42%
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			-	
Instruments dérivés de couverture	486 582	167 038	319 544	NS
Passifs financiers au coût amorti	26 011 343	24 948 630	1 062 713	4,26%
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	16 921 111	16 992 890	- 71 779	-0,42%
<i>Dettes envers la clientèle</i>	8 006 028	6 881 930	1 124 098	16,33%
<i>Dettes représentées par un titre</i>	1 084 204	1 073 810	10 394	0,97%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	103 251	61 503	41 748	67,88%
Passifs d'impôts courants et différés	4 144	50	4 094	NS
Comptes de régularisation et passifs divers	794 640	690 941	103 699	15,01%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions	95 041	94 241	800	0,85%
Dettes subordonnées	552	552	-	0,00%
Total dettes	27 506 771	25 970 036	1 536 735	5,92%
Capitaux propres	4 073 899	3 798 260	275 639	7,26%
Capitaux propres part du Groupe	4 073 898	3 798 259	275 639	7,26%
Capital et réserves liées	1 696 805	1 674 387	22 418	1,34%
Réserves consolidées	1 776 559	1 624 989	151 570	9,33%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	421 106	309 308	111 798	36,14%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			-	
Résultat de l'exercice	179 428	189 575	- 10 147	-5,35%
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	0	3,06%
TOTAL DU PASSIF	31 580 670	29 768 296	1 812 374	6,09%

Au passif du bilan :

- les dettes envers la clientèle augmentent de 1 124 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018 ;
- les instruments de dérivés de couverture augmentent de 319,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018 ;
- les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à près de 4,1 milliards d'euros au 31 décembre 2019.

4.2.5 Activité et résultat des filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et avances consolidables s'élève à 1,9 milliards d'euros à fin décembre 2019.

Les filiales propres

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 31 décembre 2019 :

D'une société consolidée :

- La S.A.S. Brie Picardie Expansion, au capital de 70 millions d'euros, dont l'objet est d'acquérir et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité, voire susceptibles d'être introduites en bourse.

De sociétés non consolidées :

- La S.C.I. de l'Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise ;
- La S.A.S. ESPAR, au capital de 540 000 euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières ;
- La S.A.R.L. IFEP, au capital de 405 000 euros, société marchand de biens ;
- La S.A.S. LOCPAR, au capital de 7 622,45 euros, qui détient des actifs immobiliers hors exploitation sur le département de la Seine-et-Marne ;
- La S.N.C. DU BOURDEAU, au capital de 1 500 euros, qui gère un stock de terrains en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S. LES 2M, au capital de 37 000 euros, société qui porte essentiellement des fins de programmes immobiliers ;
- La S.A.S. Immobilier Neuf Crédit Agricole Brie Picardie, au capital de 100 000 euros, société dont l'objet est de réaliser des transactions immobilières sur tous types de biens et/ou droits immobiliers ;
- La S.C.I. Brie Picardie Chessy Logements, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est l'acquisition d'un immeuble en Seine-et-Marne ;
- La SAS VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE, au capital de 500 000 euros, dont l'objet est de favoriser la promotion et la diffusion de l'innovation, de participer au déploiement de l'innovation au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie et plus généralement du Groupe Crédit Agricole, de leurs territoires, partenaires et clients.
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE INVESTISSEMENT, au capital de 1 000 000 euros, dont l'objet est l'acquisition en vue de la location d'immeubles à usage d'habitation, commercial ou de bureaux, ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière ;
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE GESTION, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est la réalisation d'études ou

de fournitures de conseil dans le domaine des investissements en immobilier.

Les filiales nationales

Au 31 décembre 2019, au sein du groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- La S.A.S. RUE LA BOETIE, valorisée pour 1 154,9 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.N.C. SACAM MUTUALISATION, valorisée pour 948,2 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM DEVELOPPEMENT, valorisée pour un montant de 37,4 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM INTERNATIONAL, valorisée pour un montant de 24,9 millions d'euros au bilan consolidé après imputation de la dépréciation durable ;
- La S.A.S. SACAM AVENIR, valorisée pour un montant de 15,2 millions d'euros au bilan consolidé.

Les filiales de moyens

Les principales filiales de moyens auxquelles la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales sont les suivantes :

- G.I.E. CAPRINT : regroupement de moyens éditiques et fabrication des chèquiers ;
- G.I.E. CA TOP : regroupement de moyens pour le traitement des chèques ;
- G.I.E. ACHATS CONSEILS : négociation de contrats, de services et d'équipements ;
- G.I.E. CA INNOVE : regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe ;
- G.I.E. C.A.T.S. (CA TECHNOLOGIE ET SERVICES) : regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information et, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement ;
- G.I.E. COOPERNIC : gestion des coopérations entre caisses régionales dans différents domaines (affaires internationales, gestion du portefeuille titres et participations...) ;
- G.I.E. COBALT : gestion de la coopération entre caisses régionales dans le domaine de la gestion des outils Bâle II ;
- S.A.S. Crédit Agricole Payment Services : société commerciale spécialisée dans le traitement des flux financiers ;
- S.A.S. CA CHEQUE : société spécialisée dans le traitement et le pilotage du traitement des chèques et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher ;
- GIE CS PLATINE : regroupement de moyens dans les activités du pôle métier des marchés spécialisés : International, Cash Management, Financement des Entreprises ;
- SAS CRAFT : société de conseil dans le domaine du datamining.

Le fonds dédié Brie Picardie Croissance

La Caisse Régionale détient au 31 décembre 2019 une participation de 100 millions d'euros dans le fonds professionnel dédié Brie Picardie Croissance, créé le 23 février 2015.

La Foncière

En 2018, le Crédit Agricole Brie Picardie et le Groupe Duval se sont associés pour créer la foncière Val Brie Picardie Investissement qui porte les ambitions immobilières de la Caisse Régionale, banque leader de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de la Somme et du Groupe Duval, acteur majeur de l'immobilier.

Le partenariat vise à investir dans des actifs générant une rentabilité importante et créant de la valeur à terme, à la fois pour les deux groupes et pour les territoires d'investissements. Il s'appuie sur deux structures :

- La foncière Val Brie Picardie Investissement détenue à 90% par le Crédit Agricole Brie Picardie et à 10% par le Groupe Duval.
- Val Brie Picardie Gestion, SAS détenue à parité par les deux groupes.

Les investissements de la Foncière consistent en actifs immobiliers réels, en direct ou via la prise de participation dans des véhicules et interviennent sur le territoire de la Caisse Régionale de Brie Picardie (Seine-et-Marne, Oise et Somme). La foncière investit pour une durée de moyen et long terme, mais peut également prendre des participations minoritaires dans des projets de promotion. Elle peut aussi bien investir en immeubles d'activité (bureaux, commerces, logistique...) et en immeubles de logements. Ces investissements sont réalisés dans le respect de la politique financière validée par le Conseil d'Administration de la Caisse, qui prévoit notamment de limiter la participation par actif à un plafond de 20 millions d'euros et un process strict de sélection des actifs.

L'ambition est de disposer à 10 ans d'un portefeuille d'actifs immobiliers de 500 M€ à forte rentabilité.

4.2.6 Faits Marquants

Cf annexe comptes individuels « Note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2019 »

4.3 Analyse des comptes individuels

4.3.1 Résultat financier sur base individuelle

Montant en K€	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			Montants	%
PNB	595 782	581 866	13 916	2,39
PNB sous jacent	600 680	601 196	- 516	-0,09
Charges générales d'exploitation	- 334 304	- 326 009	8 295	2,54
Résultat brut d'exploitation	261 478	255 857	5 621	2,20
Coût du risque	- 8 067	- 10 071	2 004	-19,90
Résultat d'Exploitation	253 411	245 786	7 625	3,10
Résultat avant impôt	251 333	248 323	3 010	1,21
Impôt sur les bénéfices	- 76 301	- 54 346	21 955	40,40
Résultat net	173 057	180 950	- 7 893	-4,36

Le **Produit Net Bancaire** (PNB) comptable s'établit à 595,8 millions d'euros en 2019, en hausse de 2,4 % par rapport à 2018, dans un contexte de taux bas défavorable au métier d'intermédiation bancaire.

En retraitant la provision épargne logement, des opérations d'opérations non récurrentes de la Caisse Régionale, le PNB sous-jacent est stable (-0,1% sur un an).

Les **charges de fonctionnement nettes** de l'exercice représentent 334,3 millions d'euros, en hausse de 2,5 % par rapport à 2018. Cette évolution est liée au développement de projets, de moyens technologiques et aux investissements de la Caisse Régionale sur l'expertise des femmes et des hommes qui la composent. Les frais de personnel nets représentent 59 % des charges de fonctionnement nettes. Parmi les frais de personnel, le montant de l'enveloppe « Intéressement et Participation »

s'élève à 20,4 millions d'euros au titre de 2019. Le coefficient d'exploitation est de 56,1 % en 2019, stable par rapport à 2018.

Compte tenu de ces évolutions, le **Résultat Brut d'Exploitation** (RBE) atteint donc 261,5 millions d'euros, supérieur de 2,2 % à celui de l'année 2018.

Le **coût du risque**, qui vient en déduction du résultat brut d'exploitation, atteint 8,1 millions d'euros en 2019, contre 10,1 millions d'euros en 2018. Le taux de défaut (EAD Défaut/EAD), à 1,21 %, poursuit son amélioration, pour une exposition globale (EAD) de près de 26 milliards d'euros à fin 2019. Après prise en considération du résultat net sur actif immobilisé, de la dotation nette aux fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) et de l'impôt sur les sociétés, le **résultat net social** de la Caisse Régionale s'établit à 173,1 millions d'euros au 31 décembre 2019, en baisse de 4,4 % comparati-

vement à celui de l'exercice 2018 (voir Comptes Individuels – Compte de Résultat)..

L'affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale est la suivante (Voir le projet des résolutions de l'Assemblée Générale Mixte) :

en euros	2019
Résultat net comptable	173 056 631,67
Report à nouveau	1 425 536,55
Résultat à affecter	174 482 168,22
Intérêts aux parts	2 246 088,60
Rémunération des CCI	19 281 604,95
Rémunération des CCA	15 630 279,05
Réserves légales	102 993 146,72
Autres réserves	34 331 048,90

4.3.2 Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	611 555	531 585	79 970	15,04
Opérations internes au Crédit Agricole	1 906 846	2 730 592	- 823 746	-30,17
Opérations avec la clientèle	22 695 184	22 382 798	312 386	1,40
Opérations sur titres	2 187 814	888 327	1 299 487	146,28
Valeurs immobilisées	2 034 209	2 042 926	- 8 717	-0,43
Capital souscrit non versé			-	
Actions propres	23 092	27 469	- 4 377	-15,93
Comptes de régularisation et actifs divers	1 241 707	771 793	469 914	60,89
TOTAL DE L'ACTIF	30 700 407	29 375 490	1 324 917	4,51

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	95 719	263 870	- 168 151	-63,72
Opérations internes au Crédit Agricole	16 925 582	16 841 577	84 005	0,50
Comptes créditeurs de la clientèle	8 025 141	6 897 729	1 127 412	16,34
Dettes représentées par un titre	992 576	974 006	18 570	1,91
Comptes de régularisation et passifs divers	852 603	769 437	83 166	10,81
Provisions et dettes subordonnées	401 564	356 996	44 568	12,48
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	128 839	126 864	1 975	1,56
Capitaux propres hors FRBG	3 278 383	3 145 011	133 372	4,24
TOTAL DU PASSIF	30 700 407	29 375 490	1 324 917	4,51

Le total bilan s'élève à 30,7 milliards d'euros au 31 décembre 2019 (voir Comptes Individuels – Bilan). Les éléments significatifs de la structure du bilan sont les suivants :

A l'actif

Portées par une activité de crédit à la hausse, les opérations avec la clientèle sont en augmentation de 1,4 % en 2019 pour atteindre 22,7 milliards d'euros en fin d'année ; elles représentent 74 % de l'actif du bilan au 31 décembre 2019. Les valeurs immobilisées, essentiellement composées d'immobilisations financières, s'élèvent à plus de 2 milliards d'euros, dont 801 millions d'euros de titres de participation dans la SAS Rue La Boétie, holding détentrice de 56,6 % du capital de Crédit Agricole S.A., et 862 millions d'euros de titres de participation dans SACAM Mutualisation.

Au passif

Les opérations internes au Crédit Agricole, composées principalement des avances accordées par Crédit Agricole S.A., s'élèvent à 16,9 milliards d'euros et représentent 55 % du bilan. Les opérations avec la clientèle correspondent essentiellement aux encours de collecte sur les dépôts à vue et les dépôts à terme. Elles s'élèvent à 8,0 milliards d'euros, en progression de 16 % sur un an.

Les capitaux propres (hors Fonds pour Risques Bancaires Généraux), à 3,3 milliards d'euros, représentent 10,7 % du bilan et sont en progression de 4,2 % sur un an. Ils comprennent principalement le capital social, les primes et réserves, et le résultat de l'exercice. Le capital social, d'un montant de

276,6 millions d'euros, se décompose en parts sociales pour un montant de 124,8 millions d'euros et en Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et Certificats Coopératifs d'Associés (CCA) pour un montant de 151,8 millions d'euros. Les primes et réserves s'élèvent à près de 2,8 milliards d'euros, en croissance de 3,8 % suite à la part du résultat de l'exercice 2018 mise en réserve pour un montant de 103,3 millions d'euros. Enfin, le résultat de l'exercice en attente d'affectation s'établit à 173,1 millions d'euros.

Ratios de rentabilité

La rentabilité des actifs bancaires exprimée par le Return On Assets (ROA, qui correspond au rapport entre le résultat net et le total bilan) s'établit à 0,56%. Le Return On Equity (ROE, qui correspond au rapport entre le résultat net et les capitaux propres hors FRBG et résultat de l'exercice) c'est-à-dire la rentabilité des capitaux propres, se situe à 5,6 % à fin 2019.

4.3.3 Hors-bilan sur base individuelle

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			K€	%
Engagements donnés	2 865 880	2 659 117	206 763	7,78
Engagement de financement	1 891 051	1 731 632	159 419	9,21
Engagement de garantie	967 665	922 118	45 547	4,94
Engagements sur titres	7 164	5 367	1 797	33,48

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Variations	
			K€	%
Engagements reçus	7 830 121	7 670 012	160 109	2,09
Engagement de financement	81 779	81 779	-	0,00
Engagement de garantie	7 741 178	7 582 866	158 312	2,09
Engagements sur titres	7 164	5 367	1 797	33,48

4.4 Capital social et sa rémunération

Le capital social de la Caisse Régionale est constitué de 55 314 700 titres répartis en Parts Sociales, Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés.

Par ailleurs, le capital social a varié entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 suite à une annulation de 142 001 CCI, réalisée dans le cadre du Programme de rachat de CCI. Le capital social est passé de 277 283 505 euros au 31 décembre 2018 à 276 573 500 au 31 décembre 2019. L'annulation de CCI a généré un effet relatif. Néanmoins, l'actif net par titre au 31 décembre 2019 est de 56,14 €, en croissance de 5,0 %.

31/12/2019	Nombre de titres	Valeur nominale
Parts Sociales	24 956 540	5 €
Certificats Coopératifs d'Investissement	16 766 613	
Certificats Coopératifs d'Associés	13 591 547	
Capital Social	55 314 700	276 573 500 €

4.4.1 Les parts sociales

Les Parts Sociales de la Caisse Régionale sont détenues au 31 décembre 2019 par les 85 caisses locales, 19 Administrateurs, Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation.

(en euros)	Intérêts aux parts nets	Montant global
EXERCICE 2018	0,10	2 495 654,00
EXERCICE 2017	0,090	2 246 088,60
EXERCICE 2016	0,090	2 246 088,60

4.4.2 Les certificats coopératifs d'associés

Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation détiennent la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote des porteurs de CCA est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors des assemblées spéciales des porteurs de CCA. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

(en euros)	Dividende unitaire Net	Montant global
EXERCICE 2018	1,15	15 630 279,05
EXERCICE 2017	1,15	15 630 279,05
EXERCICE 2016	1,50	20 387 320,50

4.4.3 Les certificats coopératifs d'investissement

Les CCI sont détenus par des investisseurs financiers, personnes physiques ou morales. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales de porteurs de CCI.

Le CCI cote sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010483768. Au 31 décembre 2019, il cote 30,60 euros, contre 25,49 euros au 31 décembre 2018.

(en euros)	Dividende unitaire Net	Montant global
EXERCICE 2018	1,15	19 444 906,10
EXERCICE 2017	1,15	19 444 906,10
EXERCICE 2016	1,50	25 362 921,00

4.5 Autres filiales et participations

4.5.1 Filiales non consolidées

Les principales filiales non consolidé du Crédit Agricole Brie Picardie sont détaillées dans le paragraphe « 4.2.5 Activité et résultat des filiales : Sociétés non consolidées ».

4.5.2 Participations

Les titres de participations significatifs non consolidés et représentant un caractère significatif sont détaillés dans les annexes des comptes consolidés ref 2019 14.1

4.6 Tableau des 5 derniers exercices

	2015	2016	2017	2018	2019
1- Situation Financière (en milliers d'euros)					
Capital social	277 284	277 284	277 284	277 284	276 574
Nbre de parts sociales	24 956 540	24 956 540	24 956 540	24 956 540	24 956 540
Nbre de CCI	16 908 614	16 908 614	16 908 614	16 908 614	16 766 613
Nbre de CCA	13 591 547	13 591 547	13 591 547	13 591 547	13 591 547
2- Résultat global des opérations (en milliers d'euros)					
Produit Net Bancaire	603 516	603 533	564 435	581 866	595 782
Résultat Brut d'exploitation avant amortissements	313 943	303 836	260 484	269 629	276 148
Impôt sur les bénéfices	-103 341	-87 353	-52 795	-54 346	-76 301
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions	171 639	172 040	171 750	180 950	173 057
Bénéfices distribués	47 809	47 996	37 321	37 571	37 158
3- Résultat des opérations réduit à 1 titre (en €)					
Résultat Brut d'exploitation après impôt avant amortissements	7,52	7,05	5,65	5,84	6,37
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions	3,10	3,10	3,10	3,26	3,13
Intérêt net versé à chaque Part Sociale	0,083	0,090	0,090	0,10	0,090
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'investissement	1,50	1,50	1,15	1,15	1,15
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'associé	1,50	1,50	1,15	1,15	1,15
4- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	2 431	2 480	2 407	2 399	2 441
Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	95 602	99 723	106 696	103 632	105 419
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (en milliers d'euros)	50 184	49 970	52 470	57 767	55 961

4.7 Evénements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe Caisse Régionale

Crédit Agricole S.A. démantèlera le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses Régionales et Crédit Agricole S.A. Pour la Caisse Régionale Brie Picardie, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 144 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 49 millions d'euros.

L'épidémie de Covid-19 devrait avoir des impacts négatifs marqués sur l'économie mondiale, qui s'aggravaient si l'épidémie n'était pas contenue rapidement. Elle entraîne des chocs d'offre et de demande, ayant pour conséquence un ralentissement prononcé de l'activité, en raison de l'impact des mesures de confinement sur la consommation et de la défiance

des agents économiques, ainsi que des difficultés de production, des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans certains secteurs, et un ralentissement de l'investissement. Il en résulterait une baisse sensible de la croissance, voire des récessions techniques dans plusieurs pays. Ces conséquences impacteraient l'activité des contreparties des banques et par ricochet des banques elles-mêmes. Le Groupe Crédit Agricole, qui a annoncé des mesures de soutien de ses clients entreprises et particuliers pendant la crise, et qui est engagé dans les mesures annoncées par les pouvoirs publics, s'attend à des impacts sur ses revenus, ainsi que sur son coût du risque, et donc sur son résultat. Le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait donc être impactée. L'ampleur et la durée de ces impacts sont impossibles à déterminer à ce stade.

4.8 Informations diverses

4.8.1 Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

La Direction Finance et Pilotage de la Caisse Régionale assure la responsabilité de l'élaboration de ses états financiers (comptes individuels et comptes consolidés) et de la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées, nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole.

La Caisse Régionale se dote, conformément aux recommandations du Groupe en matière de contrôle permanent de l'information comptable et financière, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Le contrôle permanent de l'information comptable et financière (contrôle de deuxième degré – deuxième niveau) est assuré par une équipe dédiée, rattachée au Responsable du Contrôle Permanent et des Risques de la Caisse Régionale.

La charte de la comptabilité définit le périmètre de couverture des contrôles, les rôles et responsabilités au sein de la Caisse Régionale (Direction Finance et Pilotage, Service Comptabilité Générale, unités comptables décentralisées, unités de Contrôle Comptable de premier et deuxième niveau) et les procédures d'organisation et de fonctionnement des contrôles comptables permanents (niveaux de contrôle, contenu et périodicité des reportings, relations avec les autres fonctions de contrôle).

La politique financière rappelle le dispositif de contrôle permanent couvrant les activités portées par la Gestion Financière de la Caisse Régionale.

Le dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière est complété par l'approbation des comptes des Caisses Régionales réalisée par Crédit Agricole S.A. en application de l'article R. 512-11 du Code Monétaire et Financier préalablement à leur Assemblée Générale ainsi que par les contrôles de cohérence réalisés dans le cadre du processus de consolidation.

Procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière

L'information financière publiée par la Caisse Régionale s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

Données comptables

La Caisse Régionale établit des comptes individuels et consolidés selon les normes comptables du groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A. La Caisse Régionale met en œuvre les systèmes d'information comptable, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole S.A., lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes. La Caisse Régionale est membre, dans le cadre de la Communauté informatique NICE, du pôle Métier Financier qui gère le plan de comptes communautaire.

Données de gestion

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait généralement mention des sources et de la définition des modes de calcul afin d'en faciliter la compréhension.

Les données de gestion publiées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie font l'objet de la mise en œuvre de contrôles comptables (notamment pour celles relevant de l'application de la norme comptable IFRS 9) permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables, de la conformité aux normes de gestion fixées par l'organe exécutif et de la fiabilité du calcul de l'information de gestion.

Les données de gestion sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer la comparabilité dans le temps des données chiffrées.

Dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière

Le dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière vise à s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière en termes de :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du groupe Crédit Agricole,
- fiabilité et sincérité des données, permettant de donner une image fidèle des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation,
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de la Caisse sur l'information publiée,
- prévention des risques de fraude et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, la Caisse Régionale a décliné les recommandations générales de déploiement du contrôle permanent dans le domaine du contrôle de l'information comptable et financière avec notamment :

- la mise en place d'une communication transverse via des journées d'information comptable délivrées aux unités comptables décentralisées chaque semestre,

- le déploiement du Guide du contrôle comptable défini par le groupe Crédit Agricole,
- la déclinaison de la cartographie des risques opérationnels du domaine comptable,
- le déploiement des plans de contrôles comptables dans les services opérationnels,
- la déclinaison du dispositif de rapprochement comptabilité-risques selon la procédure définie par le groupe Crédit Agricole,
- la mise en place de l'outil d'aide à l'ajustement des comptes (SELF).

Le contrôle permanent de l'information comptable et financière s'appuie sur l'évaluation des risques et des contrôles des processus comptables gérés par les services opérationnels :

- contrôles comptables de 1er degré assurés par les unités comptables décentralisées, rattachées aux Directions ou coopérations de la Caisse Régionale,
- contrôles de 2ème degré 1er niveau exercés par la Direction Finance et Pilotage.

Cette évaluation doit permettre au Contrôleur Permanent de l'information comptable et financière de la Caisse Régionale de définir le plan de contrôles adéquat et la mise en place d'actions correctives afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Le Contrôleur permanent de l'information comptable et financière rend compte périodiquement à la Direction Générale de la Caisse Régionale de ses travaux et de l'évaluation de ce dispositif de contrôle permanent mis en place dans la Caisse Régionale.

Dispositif de contrôle périodique de l'information comptable et financière

L'Audit-Inspection représente la 3ème ligne de défense du dispositif de contrôle interne du Crédit Agricole Brie Picardie. Il mène dans ce cadre des missions d'audit, sur pièces et sur place, au sein de l'ensemble des unités du périmètre de contrôle interne de la Caisse Régionale.

Son cadre d'intervention prévoit la couverture de l'information comptable et financière qui s'inscrit dans un plan d'audit pluriannuel.

Placé sous l'autorité directe du Directeur Général de manière à garantir son indépendance, l'Audit Interne est intégré au dispositif de la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole.

Les missions d'audit permettent de fournir aux Dirigeants Effectifs de la Caisse Régionale, au Comité des Risques, au Conseil d'Administration et aux audités une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne des activités de la Caisse Régionale Brie Picardie.

Relations avec les Commissaires aux Comptes

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les Commissaires aux Comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés,
- examen limité des comptes consolidés semestriels,
- lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux Comptes présentent au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit de la Caisse Régionale les conclusions de leurs travaux.

4.8.2 Informations sur les délais de paiement

L'information sur les délais de paiement (article L. 441-6-1 du Code de commerce)

Conformément à la loi LMDE du 4 août 2008, la Caisse Régionale pratique le délai de paiement aux fournisseurs de 45 jours fin de mois.

L'encours des factures reçues non réglées correspondant au 31 décembre 2019 est de 85 338,67 euros (contre 92 654,55 euros au 31 décembre 2018) dont le nombre de jours dépassé est majoritairement situé entre 1 et 30 jours.

L'encours des factures émises non réglées correspondant au 31 décembre 2019 est de 143 173,14 euros dont le nombre de jours dépassé se situe entre 1 et 60 jours.

L'information sur les délais de paiement des clients n'est pas pertinente au regard de l'activité bancaire de la Caisse Régionale. Ces informations sur les délais de paiement n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes.

4.8.3 Informations spécifiques sur les opérations réalisées dans le cadre de rachat de CCI autorisé par l'Assemblée Générale du 26/03/2019

Intervention de la Caisse Régionale sur les CCI en 2019

L'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2019 a, dans sa 23ème résolution, autorisé la Caisse Régionale à opérer sur ses CCI et ce conformément aux dispositions du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce. Les principales caractéristiques de cette résolution sont les suivantes :

L'autorisation a été donnée pour une période de 18 mois.

La Caisse Régionale ne peut, en aucun cas, être amenée à détenir plus de 10 % des CCI composant son capital social.

Les achats portent sur un nombre de CCI qui ne peut excéder dix pour cent (10 %) du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats.

L'acquisition ne peut être effectuée à un prix supérieur à 32 euros par CCI.

En tout état de cause, le montant maximum des sommes que la Caisse Régionale peut consacrer au rachat de ses CCI ne peut excéder 54,1 millions d'euros.

A fin 2019, tous objectifs confondus, le pourcentage d'auto-détention de CCI est de 6,8%, soit une consommation de 68% de la limite fixée.

Informations relatives à l'utilisation du programme de rachat, communiquées à l'Assemblée Générale en application de l'article L. 225-211 du Code de commerce

La Caisse Régionale déploie deux modes d'intervention sur ses CCI : le contrat de liquidité et le programme de rachat.

Le contrat de liquidité

Le 30 avril 2019, la Caisse Régionale a utilisé dans le cadre de son dispositif d'épargne salariale un total de 156 000 titres auto-détenus au titre de son programme de rachat, cédés par voie de blocs au prix moyen de 27,15 euros par titre ; le montant des frais de négociation sur ces opérations s'élève à 4235,40 euros HT.

Le contrat de liquidité est un contrat par lequel Kepler Cheuvreux, prestataire de services d'investissement, dispose des habilitations et moyens nécessaires en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres sur le marché, pour le compte de la Caisse Régionale.

En 2019, par l'intermédiaire de Kepler Cheuvreux, la Caisse Régionale est intervenue sur ses propres titres pour les opérations suivantes :

- Achats : 19 636 titres au prix moyen de 28,00 euros
- Ventes : 25 378 titres au prix moyen de 28,36 euros

Le nombre total des titres utilisés aux fins du contrat de liquidité en 2019 est ainsi de 45 014 (cumul des achats et des ventes).

Au 31 décembre 2019, le nombre de CCI détenus par la Caisse Régionale dans ce cadre est de 10 803, valorisés au 31 décembre 2018 à 331 milliers d'euros, et représentant en valeur nominale 54 milliers d'euros, soit 0,06% des CCI émis et 0,02% du capital social.

Une commission forfaitaire annuelle de 25 000 euros HT est versée à Kepler Cheuvreux au titre du contrat de liquidité.

Le programme de rachat

Le programme de rachat est un contrat par lequel la Caisse Régionale donne mandat à Kepler Cheuvreux, qui l'accepte, d'acheter pour son compte et en son nom, un nombre maximal de 1 676 661 titres à un prix maximum de 32 euros par titre.

Dans ce cadre, et de façon distincte du contrat de liquidité, la Caisse Régionale a racheté 81 525 CCI en 2019 au prix moyen de 27,95 euros.

Le nombre de CCI auto-détenus par la Caisse Régionale au 31 décembre 2019 au titre de ses programmes de rachat s'élève à 1 144 650 titres, représentant 23,09 millions d'euros évalués à leur cours d'achat (sauf pour cci contrat liquidité au cours du 31/12/2019) et 5,7 millions d'euros en valeur nominale, soit 6,83% des CCI émis et 2,07% du capital social de la Caisse Régionale.

Nombre de CCI inscrits au nom de la Caisse régionale au 31/12/2018	1 366 868
<i>Dont objectif de couverture des engagements pris envers les salariés</i>	1 208 322
<i>Dont objectif d'animation du marché dans le cadre du contrat de liquidité</i>	16 545
<i>Dont objectif d'annulation</i>	142 001
Nombre de CCI achetés au cours de l'exercice 2019	101 161
<i>Dont objectif de couverture des engagements pris envers les salariés</i>	-
<i>Dont objectif d'animation du marché dans le cadre du contrat de liquidité</i>	19 636
<i>Dont objectif d'annulation</i>	81 525
Volume des CCI effectivement utilisés à la réalisation de l'objectif poursuivi	343 015
<i>couverture des engagements pris envers les salariés</i>	156 000
<i>Contrat de liquidité</i>	45 014
<i>Achats + cessions</i>	201 014
<i>Annulation</i>	142 001
Nombre de CCI éventuellement réalloués à d'autres objectifs	-
Cours moyen d'achat des CCI acquis en 2019	27,96 €
Valeur des CCI acquis en 2019 évalués aux cours d'achat	2 828 561,92 €
Montant des frais de négociation liés au programme de rachat	3 418,27 €
Montant des frais de négociation liés à la couverture des engagements pris envers les salariés	4 235,40 €
Nombre de titres cédés au cours de l'exercice 2019	181 378
<i>Dont objectif de couverture des engagements pris envers les salariés</i>	156 000
<i>Dont objectif d'animation du marché dans le cadre du contrat de liquidité</i>	25 378
Cours moyen des CCI cédés en année 2019	27,32 €
Nombre de titres annulés au cours de l'exercice 2019	142 001
Nombre de CCI inscrits au nom de la Caisse Régionale au 31/12/2019	1 144 650
Valeur nette comptable unitaire du CCI	20,17 €
<i>CCI acquis en couverture des engagements pris envers les salariés</i>	19,46 €
<i>CCI acquis dans le cadre du contrat de liquidité</i>	30,60 €
CCI acquis en vue de leur annulation	27,95 €
Valeur nette comptable globale des CCI	23 092 389,51 €
Valeur nominale du CCI	5 €
Pourcentage total du capital social détenu par la Caisse Régionale au 31/12/2019	2,07%

Descriptif du programme de rachat de CCI pour les années 2020 et suivantes

En application de l'article 241-2 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, le présent document constitue le descriptif du programme de rachat devant être approuvé par l'Assemblée Générale mixte du 22 avril 2020.

I – Date de l'assemblée générale qui est appelée à autoriser le programme de rachat

Le renouvellement du programme de rachat sera proposé à l'assemblée générale mixte du 22 avril 2020.

II – Répartition par objectifs des titres de capital détenus

Répartition des titres de capital détenus en date du 31 décembre 2019 :

- Annulation du capital : 81 525 CCI
- Couverture de plans destinés aux salariés : 1 052 322 CCI
- Couverture de titres de créance échangeables : aucun
- Animation du marché secondaire : 10 803 CCI

III – Objectifs du programme de rachat

L'autorisation donnée par l'assemblée générale est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'acheter des certificats coopératifs d'investissement en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

1) de la mise en œuvre de plan d'options d'achat de CCI de la Caisse Régionale au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse Régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225- 180 du Code de commerce ;

2) d'attribuer ou de céder des CCI de la Caisse Régionale aux mandataires sociaux éligibles et aux salariés visés à l'alinéa ci-avant, ou à certaines catégories d'entre eux, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou d'un plan d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues par la loi ;

3) d'attribuer gratuitement des CCI aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ;

4) d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Caisse Régionale ;

5) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés Financiers ; étant précisé que le nombre de CCI achetés dans ce cadre correspondra, pour le calcul de la limite de 10 % visée ci-dessus, au nombre de certificats coopératifs d'investissement achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de la présente autorisation ;

6) de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve que le Conseil d'Administration dispose d'une autorisation en cours de validité de l'Assemblée Générale, statuant à titre extraordinaire, lui permettant de réduire le

capital par annulation des certificats coopératifs d'investissement acquis dans le cadre d'un programme de rachat de CCI..

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse Régionale informera ses porteurs de CCI par voie de communiqué.

IV – Caractéristiques du programme de rachat

- Montant maximum alloué aux programmes de rachat de CCI : 53 893 016 euros
- Nombre maximal de titres que la Caisse Régionale se propose d'acquérir : 10 % du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, soit à titre indicatif au 31 décembre 2019, 1 676 661 CCI. Toutefois, le nombre de CCI acquis par la Caisse Régionale en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5 % du nombre total de CCI composant le capital de la Caisse Régionale.
- Caractéristiques des titres que la Caisse Régionale se propose d'acquérir :
 - Nature des titres rachetés : certificats coopératifs d'investissement cotés sur Euronext Paris (compartiment B)
 - Libellé : CCI de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
 - Code ISIN : FR0010483768
- Prix maximum d'achat : 56 euros par titre.

Le prix maximum d'achat a été augmenté suite à la forte hausse du cours du CCI en 2019 et début 2020. Le prix maximum d'achat de 56 € a été fixé au niveau de l'actif net par CCI. Le prix d'achat précédent de 32 €, inchangé depuis l'assemblée générale du 23 novembre 2007, avait été fixé au niveau de l'actif net par titre.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

V – Durée du programme de rachat

L'autorisation soumise au vote de l'Assemblée Générale mixte du 22 avril 2020 se substituera, pour la fraction non utilisée, à celle conférée par l'Assemblée Générale du 26 mars 2019 dans sa 23^{ème} résolution, et pourra être mise en œuvre jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale et, dans tous les cas, pour une période maximum de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale mixte, soit au plus tard jusqu'au 24 septembre 2021.

4.8.4 Informations relatives aux comptes inactifs

Loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence – Publication annuelle

La Caisse Régionale s'assure du respect des obligations réglementaires inhérentes à la déshérence s'agissant des comptes bancaires, des coffres forts et des parts sociales inactives.

Pour s'assurer du respect de la réglementation, une organisation entre les différents services concernés et un pilotage dédié à cette activité ont été définis.

Des indicateurs mensuels et trimestriels complétés par plusieurs contrôles permanents permettent de suivre précisément les actions en cours et de rendre compte de celles achevées.

Enfin, l'activité Déshérence fait l'objet d'une présentation trimestrielle dans un comité spécifique auquel participe le Responsable de la Conformité de la Caisse Régionale.

- Date de fourniture des statistiques annuelles : 10/01/2020
- Nombre de comptes inactifs* : 23 213
- Encours des comptes inactifs (cumul des soldes créditeurs - cumul des soldes débiteurs*) : 12 890 351,35 euros
- Nombre de comptes transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations (cumul des 12 derniers mois des comptes déposants créditeurs et des comptes clôturés et remboursés sur les comptes déposants) : 2 034
- Montant des sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations : 1 531 247,42 euros

* Les nombres et montants des comptes en devises inactifs ne sont pas intégrés car ils ne sont pas en euros.

4.8.5 Charges non fiscalement déductibles

Les principales charges non fiscalement déductibles de l'exercice sont :

- Les charges relatives aux taxes bancaires pour un montant total de 6,1 millions d'euros ;
- L'abondement au PEE pour 1,1 million d'euros ;
- et les subventions aux caisses locales pour 0,5 million d'euros.

4.8.6 Rémunération des Dirigeants

La rémunération des dirigeants est présentée dans le rapport du gouvernement d'entreprise au chapitre 3.1.1

4.8.7 Liste des mandats des mandataires sociaux

La liste des mandats des mandataires sociaux est présentée dans le rapport du gouvernement d'entreprise au chapitre 3.1.1

4.8.8 Informations sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique

Les mesures que prend la Caisse Régionale pour réduire l'impact environnemental de son activité sont présentées dans le chapitre «DPEF : 2.2 actions mises en place » du présent rapport. En parallèle, une réflexion sur la prise en compte des risques climatiques est menée au niveau national par le Comité Risques du groupe Crédit Agricole S.A.

4.8.9 Renouvellement des mandats des commissaires aux comptes

Les CAC ont été renouvelés lors de l'AG de l'année dernière (26/03/2019) pour une période de 6 ans (21^{ème} et 22^{ème} résolution)

Soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

4.8.10 Calendrier de publication des résultats

Le calendrier des publications des résultats est sur le site de la Caisse Régionale

<https://www.ca-briepicardie.com/investisseurs/#docs>

5 Facteurs de risques et informations prudentielles

5.1 Informations prudentielles

Composition et pilotage du capital

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (Capital Requirements Regulation, dit « CRR ») tel que modifié par CRR n° 2019/876 (dit « CRR 2 ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de la Caisse Régionale [Nom] sont décrits dans la présente partie et dans la partie « Gestion des risques ».

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

le Pilier 1 détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;

le Pilier 2 complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres ;

le Pilier 3 instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels la Caisse Régionale [Nom] est, ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités.

Les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie (décrit dans le chapitre « Facteurs de risque »).

5.1.1 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (Capital Requirements Directive, dite CRD 4), et le règlement 575/2013 (Capital Requirements Regulation, dit

CRR) et sont entrés en application le 1er janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, « Redressement et résolution des banques » ou Bank Recovery and Resolution Directive (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 et est appliquée depuis le 1er janvier 2015. Le règlement européen « Mécanisme de Résolution Unique » ou Single Resolution Mechanism Regulation (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 30 Juillet 2014 et est entré en vigueur le 1er janvier 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le paquet bancaire ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne pour application progressive d'ici fin juin 2021 :

BRRD 2 : Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant la Directive 2014/59/EU ;

SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant le règlement (UE) No 806/2014 ;

CRD 5 : Directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant la Directive 2013/36/EU ;

CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant le Règlement (UE) No 575/2013.

Les directives BRRD 2 et CRD 5 seront transposées en droit français. Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate).

Dans le régime CRR 2/CRD 4 (et dans l'attente de la transposition de CRD 5), quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio Common Equity Tier 1 (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio Tier 1 ;
- le ratio de fonds propres globaux ;
- le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1er janvier 2018 et s'appliquent aux instruments de dette hybride jusqu'au 1er janvier 2022) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025).

- Les ratios sont également en vision non phasée comme si les nouvelles dispositions réglementaires étaient d'application immédiate.
- Les exigences applicables à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie sont respectées.

5.1.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines entités du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, [Nom de l'entité] a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe Crédit Agricole a dévoilé sa trajectoire financière pour le plan à moyen terme 2022. Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16% à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80% de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie I (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24% à 25% des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné d'au moins 8% du TLOF.

L'atteinte de ces deux objectifs permettra de confirmer la robustesse et la solidité financière du groupe Crédit Agricole, confortant ainsi la sécurisation des dépôts de ses clients et sa notation vis-à-vis des agences de rating.

Groupe Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif de maintenir un ratio CET1 de 11%. Il s'engage à distribuer en numéraire 50% de son résultat net du coût des dettes de type additional Tier 1.

Dans un contexte économique-réglementaire incertain, ce modèle soutient un équilibre entre une politique de distribution

attractive pour l'actionnaire, une allocation d'actifs agile, et le financement de la moitié du démantèlement du mécanisme de garantie Switch d'ici fin 2022. Ce niveau de fonds propres sécurise aussi le respect de la recommandation SREP P2G.

Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences réglementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

5.1.3 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1) ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

5.1.4 Fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;

- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
- les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat ;
- les parts sociales en attente de remboursement
- les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition ;
- la prudent valuation ou « évaluation prudente » qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables ;
- les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions ;
- les instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- les instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- les ajustements demandés par le superviseur au titre du Pilier 2 (engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de Résolution Unique et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution).

5.1.5 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent principalement :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou step up clause).
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

La Caisse Régionale n'émet pas d'instruments de fonds propres AT1.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

5.1.6 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans et pour lesquels :
 - les incitations au remboursement anticipé sont interdites ;
 - une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance.
- les déductions de détentions directes d'instruments Tier 2 (dont market making) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (Internal Rating Based) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments Tier 2 dans le total des instruments

de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;

- les déductions d'instruments Tier 2 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres Tier 2 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en Tier 2).
- Le montant des instruments Tier 2 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n° 575/2013 tel que modifié par CRR n° 2019/876 (CRR 2).

Dispositions transitoires :

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 4 (dans l'attente de la transposition de CRD 5), des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive de traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1er janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1er janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la réglementation CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1er janvier 2014 ;

- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;
- La partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à Tier 2 par exemple) si elle remplit les critères correspondants.
- Pendant la phase transitoire, le montant de Tier 2 retenu dans les ratios correspond à la somme :
 - du Tier 2 éligible CRR 2 ;
 - des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis entre le 1er janvier 2014 et le 27 juin 2019 ;
 - d'une fraction du Tier 2 non éligible CRR émis avant le 1er janvier 2014, égale au minimum :
 - du montant prudentiel des titres Tier 2 non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres Tier 1 en excédent par rapport au seuil de 30 % (seuil pour l'exercice 2019) des titres Tier 1 non éligibles ;
 - de 30 % (seuil pour 2019) du stock de Tier 2 non éligible CRR existant au 31 décembre 2012

5.1.7 Situation au 31 Décembre 2019

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Capitaux propres part du groupe	4 073 898	4 073 898	3 798 259	3 798 259
(-) Prévision de distribution	(37 272)	(37 272)	(37 476)	(37 476)
Intérêts minoritaires éligibles	0	0	0	0
(-) Prudent valuation	(27 824)	(27 824)	(24 576)	(24 576)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(872)	(872)	(3 215)	(3 215)
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(19 079)	(19 079)	(18 510)	(18 510)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement ne détient pas d'investissement important	(1 793 095)	(1 793 095)	(1 700 431)	(1 700 431)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	(4 458)	(4 458)	(4 407)	(4 407)
Autres éléments du CET1	(4 244)	(4 244)	(4 065)	(4 065)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	2 187 054	2 187 054	2 005 579	2 005 579
(-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important	(4 458)	(4 458)	(4 407)	(4 407)
(-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit des CET1)	4 458	4 458	4 407	4 407
Autres éléments du Tier 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1	2 187 054	2 187 054	2 005 579	2 005 579
Instruments de capital éligibles Tier 2	0	0	0	0
Instruments de capital Tier 2 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	0	0	0	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	30 934	30 934	30 083	30 083
Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)	0	0	0	0
Autres éléments du Tier 2	(4 964)	(4 964)	(3 573)	(3 573)
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2	25 970	25 970	26 510	26 510
FONDS PROPRES GLOBAUX	2 213 024	2 213 024	2 032 089	2 032 089

Evolution des fonds propres prudentiels sur la période :

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 2 187 millions d'euros au 31 décembre 2019 et font ressortir une hausse de 181 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2018.

Les variations sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

(en milliers d'euros)	Phasé 31/12/2019 vs 31/12/2018
Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2018	2 005 579
Augmentation de capital	22 418
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution	179 428
Prévision de distribution	(37 272)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	111 737
Intérêts minoritaires éligibles	0
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	2 343
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(569)
Dépassement de franchises	(92 664)
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	(51)
Autres éléments du CET1	(3 895)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	2 187 054
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2018	0
Variation des autres éléments du Tier 1	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	2 187 054
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2018	26 510
Emissions	
Remboursements ⁽¹⁾	0
Autres éléments du Tier 2	(540)
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 au 31/12/2019	25 970
FONDS PROPRES GLOBAUX AU 31/12/2019	2 213 024

(1) un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance

5.1.8 Adéquation du capital

L'adéquation du capital porte sur les ratios de solvabilité, sur le ratio de levier et sur les ratios de résolution. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels et d'instruments éligibles à une exposition en risque, en levier, ou en bilan. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie 2 « Composition et évolution des emplois pondérés ».

Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres globaux) aux emplois pondérés issus des risques

de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie 2 « Composition et évolution des emplois pondérés »).

Au numérateur des ratios de solvabilité

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1),
- Les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1),

- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

Au dénominateur des ratios de solvabilité

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- L'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;

- L'approche "Notations internes" (IRB – Internal Ratings Based) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
 - l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
 - l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

Exigences prudentielles

Les exigences en fonds propres au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR.

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Exigences minimales				
Common Equity Tier 1	4,5%		4,5%	
Tier 1 (CET1+AT1)	6,0%		6,0%	
Tier 1 + Tier 2	8,0%		8,0%	
Coussin de conservation	2,500%		1,875%	
Coussin contracyclique	0,242%		0,000%	
Coussin pour risque systémique	0,0%		0,0%	
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,7%		1,9%	
Exigences minimales y compris coussins de fonds propres				
Ratio CET1	7,2%		6,4%	
Ratio Tier 1	8,7%		7,9%	
Ratio global	10,7%		9,9%	
Excédent de capital				
CET1	1 388 113		1 338 282	
Tier 1	1 222 624		1 181 272	
Fonds propres globaux	1 027 941		998 435	

5.1.9 Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :

le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019) ;

le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau de l'établissement étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;

les coussins pour risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission

européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) entre 0 % et 3,5 %) ; ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1er janvier 2019, phasé à 0,75% en 2018. Le Crédit Agricole Brie Picardie n'est pas soumis à ces exigences.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 et doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1. Le coussin de conservation et les coussins pour risque systémique

se sont appliqués par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (75 % du coussin demandé en 2018, 100% en 2019).

A ce jour, des coussins contracycliques sur 15 pays ont été activés par les autorités nationales compétentes. En ce qui concerne les expositions françaises, le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) a porté ce taux à 0,25 % au 1er juillet 2019 ; il sera de 0,50% à compter du 2 avril 2020.

Compte tenu des expositions dans ces pays, le taux de coussin contracyclique s'élève à 0,24%.

Situation au 31 Décembre 2019

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Tableau de synthèse des ratios				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 187 054	2 187 054	2 005 579	2 005 579
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	2 187 054	2 187 054	2 005 579	2 005 579
Fonds propres globaux	2 213 024	2 213 024	2 032 089	2 032 089
Total des emplois pondérés	11 032 613	11 032 613	10 467 335	10 467 335
Ratio CET1	19,8%	19,8%	19,2%	19,2%
Ratio Tier 1	19,8%	19,8%	19,2%	19,2%
Ratio global	20,06%	20,06%	19,41%	19,41%

Les exigences minimales applicables sont respectées ; le ratio CET1 du Crédit Agricole Brie Picardie est de 19,8 %.

En tenant compte des ajustements effectués dans le cadre du Pilier 2 conformément à la demande de la Banque centrale européenne, portant à ce jour exclusivement sur la déduction prudentielle des engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de résolution unique (FRU) et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR), les ratios CET1 et globaux phasés de la Caisse Régionale ressortent respectivement 19,7 et 19,9% au 31 décembre 2019)

5.1.10 Ratio de levier

Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de

financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au Journal officiel de l'Union européenne le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier devient une exigence minimale de Pilier 1 applicable à compter du 28 juin 2021 :

L'exigence minimale du ratio de levier sera de 3% ;

À ce niveau s'ajoutera, à partir du 1er janvier 2022, pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII), donc pour le groupe Crédit Agricole, un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin systémique de l'entité

Enfin, le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînera une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1er janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il

doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

La caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

Situation au 31 décembre 2019

Le ratio de levier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 7,7 % sur une base de Tier 1 phasé.

(en milliers d'euros)	31/12/2019 Phasé	31/12/2018 Phasé
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)	31 497 052	29 580 031
Expositions sur dérivés	41 055	37 959
Expositions sur opérations de financement sur titres (SFT)	0	184 796
Autres expositions de hors-bilan	1 695 887	1 568 231
Expositions intragroupe exemptées	-2 964 246	-4 102 200
Montant des actifs déduits	-1 872 292	-1 782 505
Exposition totale aux fins du ratio de levier	28 397 456	25 486 313
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	2 187 054	2 005 579
Ratio de levier	7,7%	7,9%

5.1.11 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (Switch), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros, dont 411 millions consentis par la Caisse Régionale.

Crédit Agricole S.A. a informé les Caisses régionales en Janvier 2020 son intention de rembourser 35% de la garantie en date du 2 mars 2020.

Autres liens de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

Composition et évolution des emplois pondérés

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Risque de crédit	10 310 458	9 772 025
dont approche standard	1 664 425	1 325 077
dont approche fondation IRB	2 448 097	2 000 118
dont approche avancée IRB	2 707 616	3 099 245
dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes	3 484 605	3 344 785
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	5 715	2 800
Risque de marché	0	0
dont risque de change	0	0
Risque opérationnel	722 141	695 309
dont approche standard	8 680	7 889
dont approche par mesure avancée	713 460	687 420
TOTAL	11 032 613	10 467 335

Le compartiment « actions en approche NI » du risque de crédit contient notamment les exigences au titre des participations financières détenues par la Caisse Régionale dans notamment SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation, mais également les exigences liées à l'engagement de garantie donné relatif au contrat Switch.

5.1.12 La surveillance prudentielle

Les banques doivent faire preuve d'une structure financière robuste compte tenu des effets de l'insolvabilité de l'une d'entre-elles sur la stabilité financière du système économique. Ainsi, la Caisse Régionale gère son activité et son capital en cohérence avec le respect des ratios prudentiels

Le Capital Requirements Directive (CRD)

Cf. 5.1.9 « Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution ».

Le contrôle des grands risques

Pour s'assurer d'une bonne dispersion de ses risques clientèle, la Caisse Régionale doit à tout moment respecter plusieurs normes.

Concernant le contrôle des grands risques, celui-ci s'apprécie au travers d'une déclaration calculée à partir des données

consolidées de la Caisse Régionale, qui prend en compte depuis mars 2014, a minima, les 20 plus importantes expositions originales qui incluent les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions » et les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions financières non régulées » dont les encours bruts dépassent 10 % des fonds propres.

A minima, et si les seuils de dépassement des fonds propres ne sont pas atteints, les expositions sont à déclarer à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Par ailleurs, dans le cadre du contrôle des grands risques, un même bénéficiaire ne doit pas excéder 25 % des fonds propres de la banque. Au 31 décembre 2019, aucune contrepartie ne porte un encours supérieur à 10 % des fonds propres.

La liquidité

Cf. 5.2.6 « Le risque de liquidité et de financement »

5.2 Le suivi et la gestion des risques inhérents aux activités

La Caisse Régionale est exposée à plusieurs types de risques :

- les risques de crédit : risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie entraînant l'incapacité de faire face à ses engagements ;
- les risques de marché : risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, prix, spreads de crédit) ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risques de pertes liés à la variation des taux d'intérêt (risque de taux d'intérêt

global) ou des taux de change (risque de change) et risque de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses engagements (risque de liquidité).

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels : risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des pro-

cessus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations ;

- les risques de non-conformité : risques liés au non-respect des dispositions légales et réglementaires des activités bancaires et financières exercées par la Caisse Régionale ;
- les risques juridiques : risques résultant de l'exposition de la Caisse Régionale à des procédures civiles ou pénales.

5.2.1 Brève déclaration sur les risques

Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1) (f) du règlement UE n°575/2013

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie a formulé une déclaration d'appétence au risque qui a été discutée et validée par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2019. Cette démarche a été menée en cohérence avec la stratégie du groupe Crédit Agricole et s'appuie sur les travaux de définition de l'appétence aux risques menée par la Caisse Régionale sur son propre périmètre dans un cadre coordonné au niveau du Groupe par l'organe central.

La déclaration d'appétence au risque est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse Régionale. Elle est cohérente avec les orientations stratégiques du Groupe, le processus budgétaire et l'allocation des ressources aux différents métiers.

L'appétence au risque (« Risk Appetite ») de la Caisse Régionale est le type et le niveau agrégé de risque que la Caisse Régionale est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction Générale et au Conseil d'Administration d'orienter la trajectoire de développement de la Caisse Régionale en cohérence avec les orientations du Groupe et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre la Direction Finance et Pilotage et la Direction des Risques et Contrôles.

Cette déclaration vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque,
- formaliser et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée,
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision,
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétit pour le risque,

- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque de la Caisse Régionale s'exprime au moyen :

- **d'indicateurs clés :**
 - la solvabilité qui garantit la pérennité de la Caisse Régionale en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement ;
 - la liquidité dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement de la Caisse Régionale pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution ;
 - le résultat, car il nourrit directement la solvabilité future et la capacité de distribution aux porteurs de certificats coopératifs d'investissement, et constitue donc un élément clé de la communication financière de la Caisse Régionale ;
 - le risque de crédit/risque de contrepartie de la Caisse Régionale, qui constitue son principal risque.
- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels ;

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **L'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction Générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **La tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance déclenche une information immédiate au Président du Comité des Risques, puis le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- **La capacité** reflète le niveau maximal de risques que la Caisse Régionale pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le profil de risque de la Caisse Régionale est suivi et présenté régulièrement en Comité des Risques et Conseil d'Administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'Administration. L'organe exécutif est régulièrement informé de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les indicateurs clés du profil de risque de la Caisse Régionale au 31 décembre 2019 sont par ailleurs détaillés dans le présent document :

- dans la partie 5 « Le suivi et la gestion des risques inhérents aux activités » ;
- dans la partie 4 relative à la structure financière et aux comptes consolidés et sociaux ;

Au 31 décembre 2019, les principaux indicateurs de la Caisse Régionale sont satisfaisants et se situent dans la zone d'appétence définie par la Caisse Régionale. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

5.2.2 Le risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

5.2.2.1 Objectifs et Politique Crédit

La Politique Crédit a pour objet de définir les grands axes de la politique générale de maîtrise des risques et les règles acceptables en ce domaine pour la Caisse Régionale. Elle précise les règles relatives à l'octroi, la mise en place et le suivi des concours accordés par la Caisse Régionale pour tous les marchés. Elle définit les règles générales et les spécificités pour chacun des marchés et est déclinée en deux volets :

- le dispositif d'octroi de crédit,
- le pilotage et la surveillance des risques.

Seul le Conseil d'Administration ou la Direction Générale, dans le cadre des pouvoirs décisionnaires qui leur sont délégués, peuvent accepter sur décision motivée des responsables concernés, des exceptions aux règles ainsi proposées.

La Politique Crédit détaille ainsi :

- l'organisation de la filière crédits et ses règles de gouvernance,
- les politiques crédits déclinées par marché avec des règles propres adaptées,
- le dispositif de pilotage et de surveillance des risques de crédit.

Elle intègre également le dispositif de limites par contrepartie (exposition au défaut (EAD) maximale), décliné par marché, qui permet d'effectuer un suivi pertinent des « grands engagements ». Tout dépassement de ces limites nécessite l'accord du Conseil d'Administration.

Le système de délégations d'octroi de crédits est lui aussi formalisé par marché et par métier afin de garantir à la fois la maîtrise des risques de la Caisse Régionale et la fluidité des accords de crédits à la clientèle.

Ces critères de la Politique Crédit font l'objet de contrôles réguliers du respect des règles édictées tant au niveau des directions concernées que du contrôle permanent et de la prévention des risques de contrepartie afin d'en garantir la bonne application. La révision de la Politique Crédit, issue des travaux d'actualisation menés par les responsables des marchés et du double regard de la prévention des risques de

contrepartie, a été validée par le comité de direction, puis par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale en décembre 2019. Des mises à jour peuvent être effectuées au cours de l'année lors de la mise en place de nouveaux produits ou de la refonte des process. La dernière mise à jour a été validée par le Conseil d'Administration en décembre 2018.

5.2.2.2 Gestion du risque de crédit

Principes généraux de prise de risques

Les procédures de décision dans le domaine crédit s'appuient sur un système de délégations formalisées par métier et par marché et sur une organisation de comités des engagements. Toutes les délégations crédit des réseaux de proximité sont adossées aux notations Bâle III regroupées en cinq classes de risque. En ce qui concerne le marché des entreprises, les délégations crédit sont adossées à la notation ANADEFI. Les délégations sont également assorties de préconisations quant au niveau de garantie à mettre en place.

La Politique Crédit de la Caisse Régionale définit des limites individuelles par marché. Elles sont, pour la banque des entreprises, déclinées selon la note ANADEFI, et pour la banque de détail, selon la classe de risque de la contrepartie. La rentabilité des opérations soumises à la décision du délégataire ou du comité requis est analysée au cas par cas, en tenant compte de la marge financière dégagée, du niveau de risque déterminé notamment à partir de la notation Bâle III et des perspectives de la relation bancaire.

Pour la banque de détail, les dossiers non délégués aux agences sont traités par des comités internes aux différents marchés qui se réunissent plusieurs fois par semaine. Les analystes présentent les dossiers reçus des agences qu'ils ont instruits. Les responsables des Engagements Crédits et le directeur des marchés décident pour les dossiers relevant de leurs délégations, ou émettent un avis sur les dossiers éligibles au comité des engagements de la Caisse Régionale. Les comités de crédits des caisses locales émettent un avis sur tous les prêts non délégués aux agences, transmis au siège pour décision.

Pour la banque des entreprises, les dossiers non délégués aux centres d'affaires sont présentés par les collaborateurs des réseaux spécialisés ou les analystes du siège au cours des comités internes à la direction de la banque d'affaires qui se réunissent une fois par semaine. Le directeur de la banque d'affaires décide sur les dossiers relevant de sa délégation, ou émet un avis sur les dossiers éligibles au comité des engagements de la Caisse Régionale qui se réunit une à deux fois par semaine.

Enfin, un avis risque indépendant peut être rendu par le Responsable des Contrôles Permanents et des Risques (RCPR) : il est requis pour les demandes de financement des contreparties dont le montant d'EAD excède les seuils définis dans la Politique Crédit de la Caisse Régionale ou pour des opérations spécifiques. Cet avis est également rendu pour les demandes

de financement émanant des Administrateurs de la Caisse Régionale, formulées en nom propre ou pour le compte de structures dont ils sont associés ainsi que pour les dossiers ne répondant pas en tous points aux critères d'intervention de la Politique Crédit et relevant de ce fait du Conseil d'Administration.

Méthodologies et systèmes de mesure des risques

Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Fin 2007, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) a autorisé le Crédit Agricole à utiliser ses propres systèmes de notation pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires, selon la méthode avancée pour la banque de détail et la méthode forfaitaire pour la banque des entreprises. Les travaux d'amélioration apportés au système de notation de la banque des entreprises ont permis, le 19 juin 2014, d'étendre l'agrément de l'ACPR à l'utilisation de la méthode avancée sur l'ensemble de la clientèle du Groupe.

La gouvernance de ces systèmes de notation s'appuie sur le comité des normes et méthodologies présidé par le directeur des risques et contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et méthodologies de mesure et de contrôle des risques.

Sur le périmètre de la banque de détail, la Caisse Régionale a la responsabilité de définir, de mettre en œuvre et de justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A. Ainsi, la Caisse Régionale dispose des modèles Groupe d'évaluation du risque.

Sur le périmètre de la clientèle Entreprises, la Caisse Régionale utilise les méthodologies de notation Groupe basées sur des critères tant quantitatifs que qualitatifs. Ce système de notation a évolué en juin 2012 afin d'homogénéiser l'échelle de notation autour de 15 grades pour l'ensemble des méthodologies Grande Clientèle (de A+ à D- pour les contreparties saines, E+ à E- pour les sensibles, F ou Z pour celles en défaut). Ces grades trouvent une correspondance avec les notes utilisées par les agences de notation.

Afin d'assurer l'unicité de la note pour les contreparties multi-financées au sein du Groupe, l'entité la plus apte à disposer des informations pertinentes assure pour le compte de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole la notation au titre de Responsable Unique de la Notation (RUN).

Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés. Les calculs de risques pondérés de Bâle III sont exprimés sur ce périmètre. Les bases d'informations risques utilisées sont constituées des fichiers issus des traitements Bâle III de la banque de détail (via le Logiciel Unique de Cotation – LUC), de l'outil national GERICO et du système d'information crédits GREEN dans certains cas.

Des travaux de rapprochement des encours entre les engagements issus de GERICO et ceux de la comptabilité sont menés

trimestriellement et remontés au contrôle permanent. Le comité de rapprochement comptabilité-risques, qui rassemble la direction finance et pilotage et la direction des risques et du contrôle permanent, valide les résultats produits et adresse ses conclusions à la direction des risques du groupe Crédit Agricole. Les écarts résiduels, après les différentes actions menées, sont extrêmement faibles.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, celle-ci intègre les positions en cash et les dérivés. Pour les dérivés, l'assiette du risque correspond à la somme de la valeur positive du contrat et d'un coefficient de majoration appliqué au nominal. Ce coefficient *add-on* représente le risque de crédit potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir.

Afin de répondre aux normes réglementaires de plus en plus exigeantes et aux principes édictés par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), les travaux menés par le Groupe depuis 2012 ont conduit à la création d'un nouvel outil : la base risque GERICO (GEstion des Risques de COntreparties). Ce programme, permettant de couvrir de façon exhaustive l'ensemble des risques de contreparties (crédits, opérations de marché et international), remplace ARCADE et OCE depuis le 1^{er} janvier 2017.

Dispositif de surveillance

Le dispositif décliné dans la Politique Crédit, intègre, au-delà des limites réglementaires de division et de partage des risques, des limites de risques propres à la Caisse Régionale. Conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, le système de surveillance et de maîtrise des risques de la Caisse Régionale comporte, pour les marchés ou filières les plus exposées (crédits en syndication, *Leveraged Buy Out* (LBO) / Financements Structurés d'Acquisitions (FSA), Grandes et Moyennes Surfaces (GMS), commerce de gros de production agricole et bétail et promotion immobilière), un dispositif de limites globales. Ce dispositif est complété de limites individuelles de risque par contrepartie déterminées en fonction du segment de clientèle et de limites opérationnelles (LBO et Promotion Immobilière). Dans ce cadre, la prévention des risques de contrepartie vérifie l'application de la Politique Crédit et assure le pilotage du risque crédit (outils de mesure, de détection et de maîtrise du risque).

Le périmètre de son dispositif de contrôles comprend notamment l'analyse du respect des autorisations sur la grande clientèle, du respect des limites globales, du respect des délégations d'octroi, de la qualité de l'instruction-réalisation etc.

Ce dispositif intègre aussi des contrôles du dispositif Bâle III crédit, en termes de fiabilité des macro-processus : gestion de la signalétique et de la notation interne des contreparties grande clientèle, respect de la réglementation bâloise par le dispositif d'arrêté risques trimestriel, etc.

Le suivi effectué par le contrôle permanent et la prévention des risques de contrepartie complète le dispositif de contrôles permanents en agence et dans les services opérationnels du siège.

Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

Consolidation des risques de crédit

Le niveau le plus élevé de consolidation des engagements d'un client ou d'un groupe de contreparties résulte de l'application du concept Bâle III de « Groupe de Risques » qui agrège les « Partenaires » présentant des liens familiaux ou économiques. Les groupes de risques auxquels sont adossées les notations Bâle III sont constitués suivant les principes décrits ci-après :

- pour la banque de détail et de façon automatique, par le regroupement des entreprises familiales et des personnes privées pour autant que celles-ci soient les seuls « apporteurs de capitaux » de l'entreprise,
- pour la banque des entreprises, par le regroupement, à dire d'expert, dans un groupe de risques grande clientèle des tiers dépendants économiquement selon la définition réglementaire n°93-05 du comité de la réglementation bancaire et financière.

Mode de suivi des risques de crédit

La surveillance des risques crédits s'organise autour de la détection et du provisionnement des créances en situation douteuse et de défaut (notation Bâle III), ainsi que par le suivi d'indicateurs de risque concernant tant la dégradation de la situation de la clientèle que la qualité de l'octroi de crédit et l'efficacité du processus de recouvrement. La détection et le suivi du risque né sont réalisés par des états issus du système d'information et des outils d'infocentre. Les agences de proximité et les centres d'affaires sont en conséquence en mesure d'identifier et de suivre au quotidien leurs risques nés.

Le système d'information NICE intègre, pour la banque de détail, un système de délégations pour le traitement des opérations débitrices allant du gestionnaire du compte client jusqu'aux membres du comité de direction pour les montants les plus élevés. Concernant la banque des entreprises, l'unité prévention des risques de contrepartie effectue un suivi des situations débitrices importantes et s'assure auprès des centres d'affaires de la bonne prise en charge du dossier et des modalités de régularisation prévues.

Des tableaux de bord permettent à tous les niveaux de structure et de hiérarchie de connaître l'évolution des risques de leur périmètre d'activité et de la Caisse Régionale. Des revues de portefeuille sur les contreparties à encours élevés, et/ou dont la notation Bâle III est dégradée, complètent le dispositif de prévention.

Utilisation des limites

Le dispositif de limites individuelles d'engagement est structuré par segment de notation de la clientèle (particuliers, professionnels, entreprises...). Pour chacun d'entre eux, une limite est définie en fonction des fonds propres de la Caisse Régionale. Ces limites sont en toutes hypothèses compatibles avec la situation financière, la rentabilité, l'endettement et la capacité de remboursement des emprunteurs concernés.

Segment de notation de la Contrepartie	Classe de Risque Bâle III	Limite individuelle : EAD du groupe de risque
PARTICULIERS (segment de notation = 01)	1 – très faible	4 M€
	2 – faible	
	3 – moyen	3 M€
	4 – fort	2 M€
	5 – avéré	2 M€
AGRICULTURE (segment de notation = 02)	1 – très faible	6 M€
	2 – faible	
	3 – moyen	5 M€
	4 – fort	3 M€
	5 – avéré	2 M€
PROFESSIONNELS ET ASSOCIATIONS (segments de notation = 03 ou 05)	1 – très faible	5 M€
	2 – faible	
	3 – moyen	4 M€
	4 – fort	2 M€
	5 – avéré	1 M€
ENTREPRISES et PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER (segments de notation = 04, 07, 08, 10, 11, 12, 13, 16)	A+ à C-	50 M€
	D+ à D-	30 M€
	E+ à E-	10 M€
	F ou Z (défaut)	5 M€
	LBO ou FSA	10 M€
	Par opération de promotion immobilière	20 M€
COLLECTIVITES PUBLIQUES (segments de notation = 06, 09)	A+ à A	150 M€
	B+ à E-	60 M€
	F ou Z (défaut)	5 M€

Dans le cadre des contrôles trimestriels de 2^{ème} degré effectués par le contrôle permanent, le respect des limites individuelles fait l'objet d'un suivi. Tout dépassement des limites fixées dans chaque marché est validé par le Conseil d'Administration.

Au 31 décembre 2019, les 10 premiers groupes de contreparties (dont 5 collectivités publiques) représentent un engagement de 662,9 millions d'euros (soit 2,43 % du portefeuille total de la Caisse Régionale) contre 537,9 millions d'euros au 31 décembre 2018. Ces grands risques sont garantis par FONCARIS à hauteur de 41,5 millions d'euros (soit une couverture de 6,3 %, concentrée sur un seul groupe de contreparties).

Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel

L'unité prévention des risques de contrepartie anime le dispositif de gestion des risques à travers les Comités Retail, Corporate, Recouvrement et Grands Risques. Ces Comités permettent de présenter à la Direction Générale, aux Marchés et au Recouvrement les différents risques identifiés lors des analyses mensuelles et des suivis d'indicateurs de risques (latents, nés ou avérés). Ces Comités permettent de prendre des décisions en termes de communication des bonnes pratiques au niveau de la Caisse Régionale et en termes de conduite à tenir sur les dossiers critiques mis en évidence par les revues de portefeuille ou revues sectorielles.

Pour la banque de détail et banque des entreprises, les comités sont tenus chaque trimestre. Les sélections se font à partir de critères de risque et critères à dire d'expert. Les éléments de sélection peuvent être évolutifs. Plus spécifiquement, un point sur les provisions est effectué pour les dossiers présentant un risque résiduel élevé.

Les principaux objectifs de ces différentes revues sont de vérifier la bonne prise en charge des dossiers pouvant présenter des risques et de détecter les situations compromises afin de procéder à leur déclassement ou à la mise en œuvre d'actions conservatoires.

Enfin, un comité grands risques réunit chaque trimestre la direction générale, la direction des risques, la direction finance et pilotage, la direction de la banque d'affaires et la direction des marchés. Au cours de ce comité sont évoqués les principaux risques de crédit de la Caisse Régionale. Selon l'ordre du jour, les grands risques juridiques et procédures contentieuses engageant la Caisse Régionale peuvent également y être abordés. En 2019, la Caisse Régionale a continué son suivi de la filière méthanisation dans ce comité.

Recouvrement précontentieux

Le service précontentieux exerce une mission de surveillance constante de la gestion du risque né de premier niveau. Il prend en charge les dossiers de la banque de détail qui n'ont pu être régularisés par les agences en mettant en place des actions de recouvrement amiable adaptées. Le dessaisissement des agences par traitement automatique est réalisé quotidiennement et s'appuie sur des critères de segment de clientèle, de seuils de montants de dépassement ou de retard, et de nombre de jours consécutifs de débit non autorisé ou de retard de paiement. Le nouveau système d'information rend impossible la rétention par une agence d'un dossier sélectionné par cet automatisme.

Recouvrement contentieux

Le service contentieux intervient en cas d'échec de la phase amiable ou en cas de procédure collective. Il met en œuvre les mesures conservatoires judiciaires propres à assurer la préservation des intérêts de la Caisse Régionale, réactualise les provisions et engage les actions et procédures visant à obtenir un titre exécutoire ou à procéder à l'exécution des décisions de justice. Il actionne les recours possibles pour minimiser la part du préjudice subi par la Caisse Régionale.

Les dossiers en gestion contentieuse sont soit :

- des dossiers transférés par le précontentieux dans la mesure où le recouvrement amiable n'a pu aboutir ou si des mesures conservatoires judiciaires s'imposent,
- des dossiers préalablement gérés par des gestionnaires de premier niveau et qui sont créés dans l'outil Collection dans le cadre d'une procédure collective (sauvegarde, redressement, liquidation judiciaire ou de surendettement),
- des dossiers Entreprises et Promotion Immobilière transmis par la direction de la banque d'affaires.

Critères de déclassement des créances en douteux et règles de provisionnement

La Caisse Régionale respecte les normes de passage en créances douteuses définies par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Les travaux de convergence entre la notion comptable de créances douteuses et litigieuses (CDL)

et la notion prudentielle de défaut ont abouti en novembre 2014. Ainsi, la politique de passage des créances en défaut et par conséquent en douteux s'applique dès lors que l'irrégularité a plus de 90 jours. C'est également le cas, depuis novembre 2016, pour les crédits à l'habitat ou les collectivités publiques pour lesquels ce délai était jusqu'alors de 6 mois. Le principe de contagion attache le caractère de défaut non seulement à la créance qui l'a provoqué mais également à la personne même du débiteur. Le passage en douteux-litigieux est donc appliqué à chacun des autres contrats détenus par le(s) titulaire(s) du contrat générateur de la situation de déclassement. Si le défaut a pour origine un contrat de la sphère privée, la contagion s'étend également aux autres partenaires privés du groupe de risque. S'il provient d'un contrat professionnel, le défaut s'applique alors à l'ensemble des contrats professionnels et privés du groupe de risque, y compris leur partie non encore exigible. En parallèle de ces règles liées aux impayés, l'existence d'une procédure contentieuse ou d'un risque avéré sur une contrepartie entraîne également le reclassement automatique de ses créances en défaut.

La mise en défaut d'une contrepartie peut également résulter de la prise en compte, à dire d'expert, d'événements non gérés par les automatismes tels qu'une dégradation importante de la situation financière, la perte d'un client majeur, la destruction de l'outil de travail, etc.

La politique de provisionnement est assise sur un « guide du provisionnement ». Il édicte les règles de provision assistée lors du classement en « douteux ou litigieux » du compte du client, et les règles de valorisation des garanties dans le cadre du provisionnement à dire d'expert. La Caisse Régionale s'assure de la maîtrise des indicateurs relevant de son périmètre (taux de couverture, ratio CDL, etc.). Depuis 2015, un comité de provisionnement réunit le directeur des risques, le directeur et le responsable du recouvrement et le directeur de la banque d'affaires pour échanger sur les dossiers les plus importants.

Revue de la qualité des actifs et des éléments de hors bilan (AQR)

Le Mécanisme de Supervision Unique (MSU) est le premier pilier de l'Union Bancaire voulue par les chefs d'Etats et de gouvernements européens à la suite de la crise de l'été 2011, afin de rompre le lien entre les risques souverains et bancaires, et pour renforcer la sécurité et la convergence au sein du système bancaire européen.

Le MSU a pour mission la surveillance intégrée des banques, confiée à la Banque Centrale Européenne (BCE). Depuis le 4 novembre 2014, 18 États membres de l'Union Européenne participent au MSU et quelque 120 banques européennes (dont le groupe Crédit Agricole) sont contrôlées directement par la BCE, en lien avec les organismes de supervision nationaux.

Pour répondre à leurs critères de surveillance, sont également identifiés au sein du portefeuille crédit de la Caisse Régionale, en complément des notions de défaut apportées par les systèmes de cotation du risque bâlois :

- les prêts ayant fait l'objet d'une mesure de grâce (prêts *forborne*),
- les prêts en incident de plus de 90 jours (NPE : *non performing exposure*).

Une évolution de la définition du défaut va être mise en place sur l'exercice 2020. Celle-ci permettra une convergence entre le défaut et la notion de créance non-performante (NPE).

Processus de suivi des risques sur base consolidée

Dans le cadre des procédures d'alerte relatives aux risques de contrepartie, l'unité prévention des risques de contrepartie vérifie le respect des limites globales définies dans la Politique Crédit. L'identification à dire d'expert, par le service prévention des risques entreprise, des détériorations « significatives » de la qualité du risque de contrepartie, pour les contreparties ou groupes de contreparties multi-financés présentant plus de 5 millions d'euros d'engagements pour la Caisse Régionale, fait l'objet d'une information de la prévention des risques de contrepartie.

Le responsable des contrôles permanents et des risques et le directeur de la banque d'affaires valident le caractère grave et inquiétant de la situation nécessitant la remontée, après information de la Direction Générale, d'une alerte écrite auprès des organes de gouvernance de la Caisse Régionale et de Crédit Agricole S.A.

En outre, la Direction Générale de la Caisse Régionale est informée des principaux risques de contrepartie par des communications ponctuelles, notamment de la direction de la banque d'affaires, à chaque fois qu'une situation mérite d'être portée à sa connaissance. Le responsable des contrôles permanents et des risques et le responsable du service recouvrement effectuent une présentation du suivi des risques de crédit au Conseil d'Administration, au moins deux fois par an.

Processus de surveillance et de gestion du risque pays

Le risque pays se définit comme la probabilité que le contexte économique et politique d'un Etat étranger impacte de façon défavorable une entreprise qui y réaliserait une partie de ses activités. La Caisse Régionale n'est pas exposée à cette nature de risque.

Impacts des stress scénarii

Les stress scénarii (simulation de crise violente, de crise par filière et stress de concentration) visent à évaluer l'impact de certains événements sévères sur le portefeuille de la Caisse Régionale et à déterminer s'ils seraient absorbables compte tenu du niveau de fonds propres et de la rentabilité récurrente de la Caisse Régionale. Ainsi, les encours de la Caisse Régionale au 30 juin 2019 ont été stressés sur la base du scénario économique central du Crédit Agricole auquel des stress locaux complémentaires ont été appliqués. Ces stress-tests ont démontré la capacité de résistance de la Caisse Régionale dans l'hypothèse d'un choc économique, sans besoin additionnel de fonds propres.

Mécanismes de réduction du risque de crédit

Garanties reçues et sûretés

La Caisse Régionale utilise l'ensemble des outils nationaux du dispositif Bâle III crédit tant pour la banque de détail que la banque des entreprises. Ces logiciels intègrent les différents principes mis en œuvre dans le cadre de Bâle III en termes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés établis par le comité normes et méthodologies du Groupe. La Politique Crédit de la Caisse Régionale intègre différents mécanismes de limitation et de partage de risques. La Caisse Régionale adhère à FONCARIS, fonds de garantie interne du groupe Crédit Agricole, pour une couverture à hauteur de 50 % de ses grands risques dès lors que ce risque est supérieur au seuil d'éligibilité de la Caisse Régionale, fixé à 50 millions d'euros. Les encours FranceAgriMer des coopératives sont toutefois exclus de cette couverture. Dans le cadre des financements de rachat de fonds de commerce ou d'investissements professionnels, l'intervention d'une société de caution mutuelle (SIAGI ou BPI) est recherchée. Les prêts à l'habitat peuvent être garantis soit par des garanties réelles (hypothèque, privilège de prêteur de deniers) soit par la caution de la CAMCA ou de CREDIT LOGEMENT. Le détail des engagements reçus est présenté en note 8 des annexes des états financiers consolidés.

Utilisation de dérivés de crédit

La Caisse Régionale n'a pas recours à ce type de contrat.

5.2.2.3 Exposition

Exposition maximale au risque de crédit

La Caisse Régionale a initié depuis la fin de l'année 2014 une intensification de son activité crédit. Cette dynamique s'est traduite par une nette augmentation ces dernières années de son exposition sur la clientèle (+ 11,7 % en 2017, + 7,9 % en 2018, + 5,7% en 2019). Sa structure en termes de répartition « Bilan / Hors Bilan » reste stable, avec 94,9 % de l'exposition au bilan (5,1 % en hors bilan).

Concentration

Diversification du portefeuille par zone géographique

Le détail de la répartition géographique des prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle est présenté en note 3.1 des annexes des états financiers consolidés. L'activité de la Caisse Régionale reste réalisée pour sa quasi-totalité en France (99,9 %).

Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

La répartition des engagements sur les entreprises, les agriculteurs et les professionnels met en évidence la concentration sectorielle de la Caisse Régionale qui se situe dans la moyenne des caisses régionales du Groupe. A l'instar de l'exercice précédent, cinq secteurs représentent la part prépondérante des expositions (82,9%) ; avec une augmentation sur la filière immobilière de 0,7 points.

FILIERES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	Poids Entreprises + Agriculture + Professionnels	
	31/12/2018	31/12/2019
IMMOBILIER	26,36%	27,02%
AGROALIMENTAIRE	27,00%	25,56%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	17,23%	16,19%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	6,29%	7,87%
DIVERS	6,37%	5,98%
SANTE / PHARMACIE	3,98%	3,73%
BTP	2,08%	2,25%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	1,98%	2,10%
ENERGIE	2,25%	1,97%
UTILITIES	1,50%	1,27%
AUTOMOBILE	1,37%	1,41%
INDUSTRIE LOURDE	1,00%	1,33%
AUTRES TRANSPORTS	0,47%	1,00%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	0,69%	0,52%
AUTRES INDUSTRIES	0,52%	0,52%
ASSURANCE	0,07%	0,53%
TELECOM	0,29%	0,39%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,32%	0,13%
MEDIA / EDITION	0,08%	0,07%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,12%	0,07%
MARITIME	0,04%	0,10%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,00%	0,00%
BANQUES	0,00%	0,00%
	100,00%	100,00%

Les exigences de fonds propres réglementaires au titre du Pilier 1 de la réforme Bâle III (montant minimal pour couvrir les risques de crédit, de marché et le risque opérationnel) s'élèvent à 848 millions d'euros au 30 juin 2019. Le déploiement du Pilier 2 tient compte :

- des risques de concentration individuelle et sectorielle sur les entreprises et les institutions,
- de stress-tests sur le portefeuille de détail,
- du risque de taux,

- de la diversification entre les risques (basée sur le postulat que les pertes extrêmes ne se produisent pas la même année pour 2 natures de risques).

Celui-ci se traduit au 30 juin 2019 par une exigence de fonds propres complémentaires de 302 millions d'euros, portant ainsi le niveau d'exigence en fonds propres réglementaires à 1 150 millions d'euros, montant largement couvert par les fonds propres de la Caisse Régionale (2 021 millions d'euros au 30 juin 2019).

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique :

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI PAR AGENT ÉCONOMIQUE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	1 650 086			1 650 086
Etablissements de crédit	419 158			419 158
Grandes entreprises	2 915 803	241 004	82 219	3 239 026
Clientèle de détail	18 513 289	994 336	233 263	19 740 888
Dépréciations	(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)
Total	23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109

Source : Tableau des actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole), repris de la note 3.1.4 des annexes des états financiers consolidés

Pour la Caisse Régionale, la clientèle de détail représente, au 31 décembre 2019, 78,8 % des encours bruts. La part des contreparties Grande Clientèle affiche 21,2% des encours bruts.

Exposition au risque pays

La Caisse Régionale est exposée à ce type de risque de manière résiduelle. La concentration par zone géographique de l'activité de crédit est présentée en note 3.1 des annexes aux comptes consolidés.

Qualité des encours

Analyse des prêts et créances par catégories

Dans l'analyse des prêts et créances clientèle sont distingués :

- les encours sains non dépréciés,
- les actifs financiers en souffrance qui concernent des prêts et créances :
 - en situation irrégulière (classés en fonction de l'ancienneté de l'irrégularité),
 - non classés en CDL et non dépréciés individuellement considérant qu'ils ne représentent pas un risque avéré,
- les actifs financiers dépréciés individuellement.

Les encours non dépréciés représentent 98,5 % de l'encours total des actifs financiers au coût amorti, (en 2018 98,4%)

Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille Grande Clientèle (entreprises, banques et institutions financières, administrations et collectivités publiques). Au 31 décembre 2019, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent 99,74 % de l'EAD hors défaut

Grande Clientèle portée par la Caisse Régionale (contre 98,67 % au 31 décembre 2018).

Les EAD accordées par la Caisse Régionale aux clients sains hors banque de détail sont ventilées dans le graphique ci-après par équivalent indicatif Standard & Poor's du référentiel de notation interne.

Evolution 2019 / 2018 du portefeuille sain hors banque de détail (EAD) par équivalent indicatif S&P du rating interne

Note S&P	31/12/2018	31/12/2019
AAA	8 %	9%
AA	19 %	15%
A	14 %	12%
BBB	26 %	26%
BB	27 %	29%
B	5 %	5%
Sous surveillance	2 %	3%

En 2019, les contreparties de meilleure qualité (AAA et AA) représentent une part moins importante du portefeuille de crédit (24%), au bénéfice des grades BBB et BB qui pèsent 56 % à fin 2019. Malgré le léger transfert des grades A vers B et sous surveillance, le portefeuille Corporate reste de qualité avec les EAD en grade A qui représentent une part importante de 36 % (41 % à fin 2018). Le poids des contreparties sous surveillance augmente légèrement à 3 %.

Qualité des encours : notation du portefeuille sain et en défaut

Les tableaux ci-après synthétisent la situation de la Caisse Régionale en matière d'exposition au risque selon les classes d'actifs de pondération utilisées dans les modèles de notation Bâle III crédit.

Qualité des encours en banque de détail :

		EAD en KC (en IRB)	EAD sensible en KC (en IRB)	Tx d'EAD sensible (en IRB)	EAD défaut en KC (en IRB)	Tx d'EAD défaut (en IRB)	EL en KC (en IRB)	Tx EL/EAD (en IRB)	RWA en KC (en IRB)	Tx RWA/E AD hors défaut (en IRB)
CRÉANCES AUX PARTICULIERS	CREDIT HABITAT	15 088 294,55	136 700,80	0,91%	127 966,53	0,85%	77 713,66	0,52%	1 388 120,23	9,28%
	CREDIT CONSOMMATION	605 599,31	12 867,30	2,12%	9 483,06	1,57%	7 991,54	1,32%	90 774,50	15,23%
	DAV PARTICULIER	370 381,23	26 740,44	7,22%	9 485,95	2,56%	8 335,66	2,25%	53 279,51	14,76%
	REVOLVING	42 524,32	1 220,32	2,87%	151,16	0,36%	211,21	0,50%	4 039,07	9,53%
	AUTRES CREDITS	10 839,91	61,44	0,57%	4 546,82	41,95%	4 560,78	42,07%	1 130,27	10,43%
CRÉANCES PRO / AGRI / ASSO	FINANCEMENT PROFESSIONNEL	1 816 620,73	136 779,58	7,53%	59 094,10	3,25%	61 927,49	3,41%	607 093,25	33,42%
	FINANCEMENT AGRICULTEUR	1 487 154,93	59 206,45	3,98%	13 568,58	0,91%	12 373,14	0,83%	224 992,22	15,13%
	FINANCEMENT ASSOCIATION	7 574,14	153,16	2,02%	150,70	1,99%	157,65	2,08%	996,73	13,16%

La Caisse Régionale a initié depuis la fin de l'année 2014 une intensification de son activité crédit. Cette dynamique s'est traduite par une nette augmentation de son EAD, notamment en banque de détail (+ 11,7 % en 2017, + 7,9 % en 2018, + 5,7% en 2019).

Les créances saines des contreparties de la banque de détail se répartissent entre la sphère privée à 83,1 % et la sphère

professionnelle à 16,9 %. Les créances en banque de détail sont globalement bien couvertes : plus de 30% d'entre elles sont garanties par une sûreté réelle et 16% garanties par une garantie d'organisme spécialisé (CAMCA ou Crédit Logement). Les créances habitats sont couvertes à 59% par des sûretés réelles et à 36% par une garantie d'organisme spécialisé (CAMCA ou Crédit Logement). La qualité du portefeuille de crédits *retail* de la Caisse Régionale permet ainsi d'afficher un

risque pondéré (RWA/EAD) de 12,88 % de l'EAD sain, en amélioration de 2 points par rapport à l'an dernier.

L'EAD défaut est passé de 265,7 M€ sur le marché *retail* à 248,6 M€. Le taux de défaut s'améliore de 0,13 points par rapport à l'an dernier (1,18 % contre 1,31 % en 2018), compte-

tenu de l'augmentation continue de l'EAD globale du marché *retail*.

Les créances professionnelles en défaut représentent toujours une part importante (32,4 % des créances en défaut), en surreprésentation par rapport à leur poids dans les créances saines (16,9%).

Qualité des encours en banque des entreprises :

Domaine activité du GRE	Classe de notation créance exposée	EAD en KC (en IRB)	EAD sensible en KC (en IRB)	Tx d'EAD sensible (en IRB)	EAD défaut en KC (en IRB)	Tx d'EAD défaut (en IRB)	EL en KC (en IRB)	EL défaut en KC (en IRB)	Tx EL/EA D (en IRB)	Tx EL défaut / EAD défaut (en IRB)	1x EL hors défaut / EAD hors défaut	RWA en KC (en IRB)	Tx RWA/EA D hors défaut (en IRB)
Total		4 947 326,95	371 472,20	7,51%	68 201,55	1,38%	55 848,72	27 449,00	1,13%	40,25%	0,58%	2 960 071,98	60,67%
BANQUE DES ENTREPRISES	COLLECTIVITE PUBLIQUE	1 603 941,58	14,10	0,00%	0,00	0,00%	1 157,26	0,00	0,07%		0,07%	287 094,69	17,90%
	ENTREPRISE	2 399 782,15	335 565,45	13,98%	57 096,33	2,38%	46 395,34	24 033,93	1,93%	42,09%	0,95%	2 017 343,40	86,11%
	PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER	807 357,25	3 322,59	0,41%	11 105,22	1,38%	6 912,70	3 415,07	0,86%	30,75%	0,44%	526 159,77	66,08%
	AUTRES	136 245,97	32 570,06	23,9%	0,00	0,00%	1 383,42	0,00	1,02%	0,00%	1,02%	129 474,12	95,03%

L'EAD Grande Clientèle est en augmentation sur 2019 avec une hausse de 15,67 % (4 947 millions d'euros à fin 2019 pour 4 277 millions d'euros à fin 2018). L'encours de créances saines représente 91 % de l'EAD, avec un taux de perte des créances saines (EL/EAD) de 1,13 % pour 1,04 % à fin 2018. A fin décembre 2019 une augmentation des créances en défaut en valeur est constatée (+ 5,7 millions d'euros) et elles représentent 1,38 %.

Dépréciation et couverture du risque

La dépréciation sur base individuelle est réalisée de manière assistée dès le passage en défaut d'un contrat, qui est alors comptabilisé en créances douteuses, avec un taux de provisionnement lié à la nature de la créance et sa garantie. Un ajustement manuel peut être réalisé au cas par cas, après analyse, selon l'espoir de recouvrement du dossier. Ces dépréciations diminuent de 8,4 % par rapport à 2018 et atteignent 215,7 millions d'euros à fin 2018 (contre 235,5 millions d'euros à fin 2018).

La constitution des provisions collectives de crédit est guidée par la nécessaire couverture des risques probables en application de la norme IFRS9 depuis le 1^{er} janvier 2018.

en milliers d'euros	31/12/2019
Provisions individuelles	225 704
Provisions collectives IFRS9	177 703
<i>Actifs financiers au cout amorti</i>	<i>161 347</i>
<i>Engagement de financement</i>	<i>13 102</i>
<i>Engagements de Garantie</i>	<i>3 254</i>
Total dépréciations individuelles et collectives	403 407

Au global, l'ensemble des provisions individuelles et collectives représente, au 31 décembre 2019, 403,4 millions d'euros.

Coût du risque

Le détail du coût du risque est présenté en note 4.8 des annexes des états financiers consolidés. Le coût du risque de la

Caisse Régionale reste faible et diminue de 1,6 million d'euros par rapport à 2018 pour atteindre 10,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

5.2.3 Le risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives, sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de variations des paramètres de marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, les prix (variation et volatilité des cours des actions, des matières premières...) et les *spreads* de crédit.

5.2.3.1 Objectifs et politique

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le *trading book* et le *banking book*. La variation de juste valeur du *trading book* se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du *banking book* se traduit par un impact sur les fonds propres. En 2019, et à l'image des années précédentes, aucune opération de *trading* n'a été effectuée.

Concernant le *banking book*, la politique est la suivante : le montant des excédents de fonds propres est placé selon les cibles d'allocation de la politique financière proposées par la Direction Générale et validées par le Conseil d'Administration. Une partie du *banking book* a vocation à être détenue à long terme (jusqu'à l'échéance des titres) et une autre partie est classée comptablement comme disponible à la vente.

Gestion du risque

Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles ;
- au niveau de la Caisse Régionale, un responsable des risques et contrôles permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse Régionale et lui est directement rattaché.

Conformément à la réglementation, la Caisse Régionale respecte le principe de séparation de fonction. Ainsi, la fonction à l'engagement des opérations appartient à une ligne hiérarchique différente des fonctions en charge de la mesure des résultats et des risques et de la fonction de contrôle :

- les opérateurs de marché (*Front Office*) sont rattachés au responsable du service gestion financière, premier degré de contrôle, au sein de la direction finance et pilotage ;
- les personnes en charge de la mesure des résultats et des risques (*Middle Office*), qui constituent le second degré de contrôle (premier niveau) sont rattachées à la direction en charge des centres d'affaires et de la banque privée ;
- les personnes en charge du contrôle second degré deuxième niveau sont rattachées au responsable de l'unité contrôle comptable et financier, au sein de la direction des risques et contrôles.

Les comités de décision et de suivi des risques

a. Organes de suivi des risques de niveau Groupe

Le suivi des risques au niveau central se décline en trois comités, que sont le comité des risques Groupe, le comité de surveillance des risques, et le comité normes et méthodologies.

b. Organes de suivi des risques de niveau local

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, organe délibérant, se prononce sur la politique générale, le niveau de tolérance et d'appétence au risque, son périmètre d'application, ainsi que sur l'adéquation des risques pris aux dispositifs d'identification, de mesure et de gestion des risques financiers.

Le Conseil d'Administration délibère annuellement sur la politique générale, et davantage si l'environnement économique le nécessite. En cours d'exercice, le Conseil d'Administration est tenu informé de l'évolution des différents indicateurs de risque, du respect des limites et des mesures prises en cas de dépassement de seuils d'alerte ou d'impact défavorable des scénarios de stress sur les comptes de la Caisse Régionale. Il approuve toute modifi-

cation substantielle des méthodologies internes à la Caisse Régionale.

La Direction Générale propose à la validation du Conseil d'Administration la politique financière de la Caisse Régionale et organise sa mise en œuvre et son suivi, notamment à travers les différents comités et leurs délégations. Elle propose le niveau de tolérance aux risques de l'établissement en fonction de son profil de risque et définit la politique générale de gestion des risques financiers adaptée à celui-ci. Elle veille à l'adéquation des dispositifs d'identification, de mesure et de gestion des risques financiers (organisation, comités, outils et systèmes, procédures internes et de contrôle, limites...) par rapport aux risques pris. La Direction Générale formalise les niveaux de délégations, plus ou moins étendus, aux comités mis en place et aux collaborateurs affectés au domaine financier. Elle informe et rend compte au Conseil d'Administration des résultats de ces activités et de tout fait significatif qui le nécessite.

Le Comité Financier traite de la définition de la politique financière, du suivi de sa mise en œuvre, notamment en matière d'investissements sur titres, refinancement moyen long terme, gestion du risque de taux et respect des limites. Il se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général, et/ou du Directeur Général Adjoint. Au-delà de ces acteurs, les membres permanents de ce comité sont :

- le directeur finance et pilotage ;
- le directeur des risques et contrôles, responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) qui apporte un « double regard » et émet des avis risques indépendants sur les propositions du service gestion financière ;
- le directeur en charge des centres d'affaires et de la banque privée ;
- le responsable du service gestion financière ;
- le responsable du *middle office* ;
- le responsable du service contrôle des risques ;
- le responsable de l'audit interne ;
- le responsable du service conformité et déontologie.

Les résultats des contrôles financiers réalisés au cours de l'année sont régulièrement restitués à la Direction Générale en Comité de Contrôle Interne ainsi qu'aux Administrateurs en Comité des Risques et en Conseil d'Administration.

5.2.3.2 Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marchés

Les indicateurs

L'encadrement des risques de marché de la Caisse Régionale repose sur des stress scénarios définis par Crédit Agricole S.A. Ces indicateurs sont encadrés par des limites et/ou des seuils d'alerte. Ils sont calculés par le *Middle Office* et présentés au Comité financier mensuel.

Les deux principaux scénarios de stress se déclinent comme suit :

- Un scénario de stress « Groupe », élaboré à partir d'une dégradation marquée sur les titres souverains français qui se propage sur les autres titres souverains, *corporate* et bancaires, et en particulier sur les titres périphériques ;
- Un scénario adverse « historique 1 an », qui reprend, pour chaque facteur de risque (*spreads* de crédit, taux d'intérêts et inflation), la variation la plus importante sur 1 an observée sur un historique long (supérieur à 10 ans).

A fin 2019, les niveaux de risque de pertes évalués au travers des stress « Groupe » et « adverse historique 1 an » sont respectivement de 79,6 et 87,2 millions d'euros.

L'utilisation des dérivés de crédit

La Caisse Régionale n'utilise pas de dérivés de crédits.

5.2.3.3 Exposition

L'exposition de la Caisse Régionale au risque de marché résulte du montant investi sur chacun des marchés soit sous la forme d'achats de titres en direct, soit sous la forme d'achats de parts d'OPCVM.

Risque action

Le risque action porté par la Caisse Régionale peut provenir d'activités de trading, du portefeuille de placement ou des actions d'autocontrôle.

Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

Sur l'année 2019, la Caisse Régionale n'a engagé aucun encours en portefeuille de trading titres.

Risque sur actions provenant des portefeuilles de placement

Le risque action du portefeuille de placement est constitué des titres détenus par la Caisse Régionale et investis sur des marchés actions. Au 31 décembre 2019, l'encours comptable brut du portefeuille de placement exposé au risque action s'élève à 12,1 millions d'euros, hors programme de rachat de CCI. En complément, le portefeuille de la SAS Brie Picardie Expansion, filiale de la Caisse Régionale dédiée à l'activité de capital-investissement, comporte 104,8 millions d'euros d'encours comptable brut exposé au risque action au 30 novembre 2019.

Actions d'autocontrôle

Les opérations de la Caisse Régionale sur ses propres certificats coopératifs d'investissement est présenté dans le chapitre 8.1 « Le capital social » du présent rapport de gestion.

5.2.4 Le risque de taux d'intérêt global

5.2.4.1 Objectif et politique

La Caisse Régionale mesure et pilote le risque de taux d'intérêt global (RTIG) de l'ensemble du bilan et du hors bilan hors trading. Le risque de taux sur l'année N+1 se concrétise par la sensibilité du produit net bancaire à une variation des taux de marché de 1 %. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif (la collecte bilancielle) et les emplois à l'actif du bilan de la Caisse Régionale (les crédits).

La politique de gestion du risque de taux est la suivante : l'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale doit rester dans des limites en proportion de son produit net bancaire et de ses fonds propres. Le Comité financier examine mensuellement l'exposition de la Caisse Régionale à ce risque et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration. Au cours de l'exercice 2019, le risque de taux de la Caisse Régionale a été mesuré conformément aux préconisations du groupe Crédit Agricole, et à la mise en œuvre des orientations de l'Autorité Bancaire Européenne applicable depuis le 30 juin 2019.

5.2.4.2 Méthodologie

La mesure du risque de taux est réalisée via la mise en évidence de gaps statiques, par type de taux (taux fixe, inflation, risque optionnel...) entre les emplois et les ressources non adossés. Chaque impasse résulte d'un écoulement des encours sur des pas mensuels pour l'année en cours et l'année à venir, et annuels au-delà.

Pour calculer son exposition au risque de taux, la Caisse Régionale utilise depuis juin 2019 la solution groupe Palma utilisant l'application Risk Confidence éditée par Moody's analytics, qui est déployée sur l'ensemble des caisses régionales. La totalité du bilan de la Caisse Régionale est prise en compte dans le périmètre de la mesure y compris les participations et les fonds propres. Les conventions et méthodes utilisées sont celles proposées par Crédit Agricole S.A. La Caisse Régionale utilise des conventions locales sur :

l'écoulement des dépôts à terme (DAT) avec la prise en compte des remboursements anticipés,
le taux de remboursement structurel sur les crédits habitat à taux fixe,

L'adéquation des conventions nationales aux comportements de la clientèle de la Caisse Régionale sur les crédits est observée trimestriellement pour les remboursements anticipés et mensuellement pour les réaménagements.

Les données de calcul sont fournies par les applicatifs de gestion de la Caisse Régionale (chaînes crédit, collecte etc.). Les alimentations non automatisées sont prises en charge par le service middle-office, qui est indépendant du service en charge de couvrir le risque de taux.

Les résultats de la mesure du risque de taux fournissent ainsi des gaps de taux synthétiques, décomposés en gaps taux fixe, gaps de taux inflation.

La Caisse Régionale dispose d'un système de limite fondé sur la sensibilité par rapport aux résultats (en pourcentage du produit net bancaire et des fonds propres). La dernière revue de ce système de limite a été validée en décembre 2019 par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale.

La Caisse Régionale intervient dans la constitution de son bilan en proposant à la clientèle des produits financiers qui lui permettent d'équilibrer son risque de taux. Lorsqu'une composante du risque de taux est trop prononcée, ou lorsqu'un risque peut être couvert dans des conditions économiques attractives, une couverture de taux est mise en place de façon à compenser ce risque. Les couvertures se font généralement sous la forme de swaps ou contrats d'échange de taux d'intérêt, et d'achats de caps et de floors, en couverture des options vendus aux clients au travers de prêts.

5.2.4.3 Gestion du risque

La gestion de l'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale se fait dans le respect des limites et de normes préconisées par le groupe Crédit Agricole, sous le contrôle du Comité Finance de la Caisse Régionale. Ce comité formalise le reporting et les propositions de gestion des composantes du risque de taux. La Direction Financière réalise les calculs de l'exposition au risque fondée sur les analyses issue de Palma et met en œuvre les actions nécessaires au respect des limites et de la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.

Les actions mises en œuvre en 2019 ont eu pour objectif d'avoir un profil de gap sur le risque de taux qui maîtrise l'exposition au risque inflation et réduit le risque taux fixe dans la perspective de la mise en œuvre des nouvelles orientations ABE sur la gestion du risque de taux du portefeuille bancaire qui a introduit des contraintes supplémentaires (non prise en compte des fonds propres comme une ressource à taux fixe, plancher sur la durée de vie moyenne des dépôts, 4 scénarios supplémentaires).

La direction des risques et du contrôle permanent s'assure de la bonne réalisation des différentes étapes et des contrôles réalisés.

Trois dispositifs de limites encadrent le risque de taux :

Le premier vise à encadrer chaque impasse synthétique annuelle en montant sur les 12 premières années. Ces limites en montant des gaps sont symétriques au sein de la Caisse Régionale.

Le deuxième vise à encadrer globalement le risque de taux synthétique et le risque inflation dans le cadre de chocs de taux de +/- 200 points de base, auxquels ont été ajoutés 4 chocs supplémentaires introduit par l'ABE. Cette limite est exprimée en pourcentage de la limite ou bien des fonds propres.

Le troisième encadre la compensation en montant au niveau des composants du gap synthétique sur les 15 premières années.

La mesure du risque de taux est présentée chaque semestre au Conseil d'Administration.

Exposition

Une impasse (ou gap) de taux est le montant de la différence entre le passif et l'actif pour un même type de taux pour une date donnée. Au 31 décembre 2019, les gaps en moyenne annuelle sont les suivants :

Année	Gap synthétique en montant (M€)
2020	-295
2021	-142
2022	48
2023	495
2024	228
2025	-251
2026	-419
2027	-527
2028	-223
2029	-269
2030	-659
2031	-756
2032	-675
2033	-754
2034	-827
2035 à 40	-431

Convention : une impasse (ou gap) synthétique négative représente une position prêteuse du taux fixe.

La première année, la sensibilité du produit net bancaire à une variation de taux de +1 % est estimée à +15 millions d'euros.

La sensibilité en valeur rapportée aux fonds propres prudentiels à un choc de +/- 200 pb est de -6,8 %. Les fonds propres prudentiels font l'objet de retraitements et déduction. En particulier, les participations financières stratégiques supérieures à 10% sont déduites. Pour plus d'information sur les opérations de couverture du risque de taux, voir les notes 3.2 et 3.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Politique de couverture

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier les deux approches ci-dessous.

Couverture de juste valeur (Fair Value Hedge)

La couverture de juste valeur est mise en œuvre pour plusieurs objectifs :

La couverture des dépôts à vue est faite en juste valeur afin de couvrir la variation de juste valeur de ces dépôts et le risque de taux d'intérêt global de la Caisse Régionale (voir la note 3.4 sur les couvertures mises en place – annexes des états financiers consolidés).

La couverture des opérations faites à taux fixe (collecte, crédit,...) est également enregistrée en couverture de juste valeur.

Au 31 décembre 2019, l'encours du notionnel des couvertures macro et micro de juste valeur s'élève à 14 510 millions d'euros contre 14 250 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

La couverture de flux de trésorerie est mise en œuvre pour les objectifs de couverture de marge des opérations de bilan réalisées à taux variable (voir note 3.4 sur les couvertures mises en place – annexes des états financiers consolidés). Au 31 décembre 2019, l'encours des couvertures de flux de trésorerie s'élève à 65 millions d'euros (65 millions d'euros également au 31 décembre 2018).

5.2.5 Le risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit de la position de change structurelle ou de la position de change opérationnelle.

Le risque de change structurel du groupe Crédit Agricole résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Le risque de change opérationnel résulte principalement de l'ensemble des produits et charges de toute nature en devises autres que l'euro (les provisions spécifiques ou collectives en devises, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes, etc.).

La Caisse Régionale n'a pas d'exposition directe au risque de change en portefeuille que ce soit structurel ou opérationnel.

Pour l'année 2019, la Caisse Régionale a privilégié des investissements sur des fonds et titres en euros ou couverts du risque de change. Le détail de la contribution des différentes devises au bilan consolidé est présenté dans la note 3.2 des annexes aux états financiers consolidés.

5.2.5.1 Gestion du risque

L'exposition au risque de change qui résulterait d'opérations directes pour compte propre est systématiquement couverte. Les opérations en devises effectuées avec la clientèle sont également systématiquement couvertes.

5.2.6 Le risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

5.2.6.1 Objectifs et politique

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en montant et en durée. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement, qui associent des émissions de titres dans le cadre des programmes de titres de créances négociables déclaré auprès de la Banque de France (NeuCP et NeuMTN), des refinancements contre collatéral via des structures notées AAA (Caisse de Refinancement de l'Habitat, CA Home Loan SFH, BEI, CDC) et auprès de Crédit Agricole S.A.

5.2.6.2 Gestion du risque

En matière de risque de liquidité, le groupe Crédit Agricole met l'accent sur une approche qualitative de la gestion de ce risque au travers d'un dispositif de limites adaptées au profil de chaque entité du Groupe et du dispositif de gestion et de supervision de ce risque.

La direction financière de la Caisse Régionale détermine un niveau de ratio de liquidité cible et met en œuvre les opérations de refinancement conformément à la politique financière décidée par le Conseil d'Administration. La direction des risques et du contrôle permanent s'assure de la bonne réalisation des différentes étapes et des contrôles réalisés. Le Comité financier effectue le suivi de la situation de liquidité de la Caisse Régionale et des conditions de marchés.

5.2.6.3 Méthodologie

La gestion du risque de liquidité s'appuie sur plusieurs indicateurs :

- le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) ;
- la limite court-terme définie en relation avec Crédit Agricole S.A. pour l'analyse du risque de liquidité sur une durée de 1 an avec différents scénarios de stress (3 scénarios) ;
- les tombées de refinancement net sur chaque semestre civil sur les 10 prochaines années ;

- la structure du refinancement (court terme, moyen long terme, fonds propres) ;
- la décomposition du refinancement moyen long terme, son écoulement dans le temps et son coût.

Conditions de refinancement en 2019

Les taux de rendement des dettes souveraines en zone euro ont atteint leur plus bas historique le 15 août 2019. La possibilité pour les banques d'accéder à des refinancements moyen long terme auprès de la Banque Centrale Européenne via un renouvellement du QE officiellement annoncé le 12 septembre a rassuré les investisseurs suite à l'écartement des spreads de fin 2018. Les coûts de refinancement sont revenus à des niveaux proches de leur plus bas historique en termes de spread.

Cela a permis à la Caisse Régionale de maintenir la durée de son refinancement moyen long terme et la part des refinancements moyen long terme dans le financement de l'activité commerciale.

La Caisse Régionale intervient sur le marché des titres de créances négociables (NEU CP et NEU MTN) de manière coordonnée par rapport aux autres entités du Groupe, en alignant les taux de ses émissions sur ceux pratiqués par Crédit Agricole S.A.

5.2.6.4 Exposition

Les encours de prêts et créances par durée résiduelle ainsi que les dettes représentées par un titre par durée résiduelle sont détaillés dans les notes 3, 4 et 13 des annexes des comptes individuels.

L'exposition au risque de liquidité a augmenté en montant sur l'ensemble de l'année du fait d'une activité commerciale plus marquée sur le crédit, portée par des taux historiquement bas. La structure de refinancement de la Caisse Régionale a évolué tout au long de l'année avec une part de refinancement court terme en baisse afin de pérenniser le développement commercial de la Caisse Régionale.

Le Liquidity Coverage Ratio :

Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio* – ratio de liquidité Bâle 3) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale calculé sur la moyenne des 12 mois de 2019 de ses différentes composantes s'élève à 125.83 % pour une exigence réglementaire de 100 %. Il est de 114,80 % au 31 décembre 2019. L'exigence réglementaire 2019 est de 100 %. Par ailleurs, la moyenne des LCR fin de mois pour l'année 2019 est de 126.06%.

Le programme déclaré à la Banque de France en 2019 représente 2 000 millions d'euros de NEU CP (ex-certificats de dépôts négociables) et 2 000 millions d'euros de NEU MTN (ex-Bons à Moyen Terme Négociables). L'encours émis s'établit au

31 décembre 2019 à 885 millions d'euros pour les NEU CP et à 107,45 millions d'euros pour les NEU MTN.

Le refinancement de la Caisse Régionale s'appuie également sur des refinancements collatéralisés qui permettent d'abaisser significativement le coût de la ressource moyen long terme de la Caisse Régionale. A ce titre, les encours de créances mobiliées au 31 décembre 2019 sont les suivants :

- Créances apportées en garantie à CA Home Loan SFH : 2 617 millions d'euros ;
- Créances apportées en garantie à la CRH : 895 millions d'euros.

La Caisse Régionale participe également aux opérations de titrisation réalisées par le Groupe (cf. annexes comptes consolidés : « 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période »).

5.2.7 Le risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

5.2.7.1 Objectifs et politique

Le dispositif de gestion des risques opérationnels décliné dans la Caisse Régionale comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du groupe Crédit Agricole :

- gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la Direction Générale via le comité de contrôle interne,
- identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau de la Caisse Régionale,

5.2.7.2 Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance

Organisation de la gestion des risques opérationnels

L'organisation de la gestion des risques opérationnels de la Caisse Régionale s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier risques et contrôles permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels est rattaché au responsable du contrôle des risques de la Caisse Régionale.

Le management du risque opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre d'un comité de contrôle interne, réuni mensuellement, dont la Présidence est assurée par la Direction Générale de la Caisse Régionale.

Une restitution des processus et risques les plus coûteux est réalisée trimestriellement auprès de l'organe central. Elle décrit le coût du risque, la nature des risques dans ses composantes bâloises, recense les principaux indicateurs de risques à surveiller, les indicateurs de fraude, les alertes émises et le cas échéant, décrit les plans d'actions correctrices.

La Direction Générale et le Conseil d'Administration sont informés semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif. Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale et de ses filiales consolidées.

Principaux travaux menés au cours de l'année 2019

En 2019, la Caisse Régionale a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels. Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- La cartographie des risques opérationnels 2018 a été finalisée le 28 février 2019. Une synthèse de ses résultats a fait l'objet d'une présentation au Comité de contrôle interne du 18 mars 2019.
- Une nouvelle campagne d'actualisation de la cartographie a débuté en 2019 et prendra fin le 28 février 2020.
- Le suivi des plans d'actions, à mettre en place à l'issue de la cartographie des risques opérationnels 2018, a été opéré au cours de l'année 2019 et présenté trimestriellement en Comité de Contrôle Interne.
- De nouvelles actions de formation et de sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels se sont poursuivies au cours de l'année 2019.
- L'analyse annuelle des 17 scénarios majeurs a été réalisée et ses résultats contribueront à déterminer l'exigence de fonds propres au titre de l'année 2020.

5.2.7.3 Méthodologie

La Caisse Régionale met en œuvre la méthode de mesure avancée (AMA) pour les risques opérationnels. L'utilisation de cette méthode a été validée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en décembre 2007.

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse Régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « *Loss Distribution Approach* » (LDA) qui est unique au sein du Groupe. Ce modèle LDA est mis en œuvre d'une part sur les données internes collectées mensuellement dans la Caisse Régionale, ce qui constitue son historique de pertes, et d'autre part sur des scénarios majeurs qui permettent d'envisager des situations non observées dans l'entité et ayant une probabilité de survenance au-delà de l'horizon d'un an. Ce travail d'analyse est mené dans la Caisse Régionale à partir d'une liste Groupe de scénarios applicables à la banque de détail. Ce travail est par ailleurs piloté et contrôlé par Crédit Agricole S.A. Cette liste de scénarios majeurs fait l'objet d'une révision annuelle et a pour but de couvrir l'ensemble des catégories de Bâle, ainsi que toutes les zones de risques majeurs susceptibles d'intervenir dans l'activité banque de détail.

Pour les caisses régionales, un principe de mutualisation des données internes est mis en œuvre. Ce principe de mutualisation du calcul de l'exigence de fonds propres pour l'ensemble des caisses régionales concerne la partie de l'exigence de fonds propres qui dépend de l'historique de pertes. Ainsi les historiques de pertes de l'ensemble des caisses régionales sont concaténés, ce qui permet de disposer d'une profondeur d'historique d'incidents accrue et d'un profil de risque plus complet.

La mutualisation des données lors de la détermination de la charge en capital implique de réaliser une répartition de cette charge par caisse régionale. Pour ce faire, Crédit Agricole S.A. utilise une clé de répartition prenant en compte les caractéristiques de la caisse régionale (coût du risque et produit net bancaire de l'année écoulée).

Un mécanisme de diversification du risque est mis en œuvre dans le modèle LDA du Groupe. Pour ce faire, un travail d'experts est mené par Crédit Agricole S.A. afin de déterminer les corrélations de fréquence existantes entre les différentes catégories de risque de Bâle et entre les scénarios majeurs. Ce travail d'experts fait l'objet d'une formalisation, visant à structurer l'argumentation autour de différents critères qualitatifs (corrélation conjoncturelle, corrélation structurelle, étude des fréquences historiques, matrice d'incertitude...).

La méthode de calcul standard (TSA : *The Standard Approach*) est également utilisée et appliquée aux filiales consolidées de la Caisse Régionale. L'exigence en fonds propres de ces entités suit la méthodologie de ventilation du produit net bancaire de l'entité par ligne métier sur les trois derniers exercices. Le périmètre de consolidation fait l'objet d'une revue annuelle de validation afin de détecter toute entrée, modification ou sortie du périmètre. La part d'exigence en fonds propres standard (TSA) vient s'ajouter à la part AMA pour déterminer l'exigence en fonds propres finale au titre du risque opérationnel.

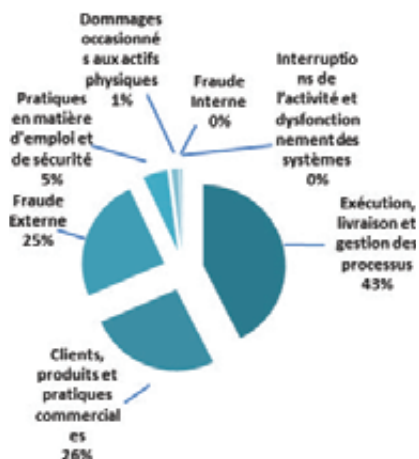
Enfin, il est rappelé qu'à l'origine, la méthodologie Risques opérationnels a été présentée et validée en Comité des Normes et Méthodologies (CNM) du Groupe le 15 février 2007. Depuis

lors, le calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel s'est inscrit dans un procédé industriel de calcul annuel pour le groupe Crédit Agricole. L'ensemble de la méthodologie Risques Opérationnels a été représenté au Comité des Normes et Méthodologies (CNM) de décembre 2011.

Principaux foyers de risques et plans d'action associés

Exposition

Répartition de la mesure du risque opérationnel par catégorie de risques : montants bruts, risque opérationnel pur et risque frontière crédit de 2017 à 2019



Plans d'action

Des formations sont régulièrement dispensées auprès des collaborateurs afin de les sensibiliser sur les bonnes pratiques et ainsi les maintenir à un niveau élevé de compétences.

Assurance et couverture des risques opérationnels

En méthode avancée, la Caisse Régionale peut prendre en compte les effets de l'assurance pour diminuer l'exigence en fonds propres, dans la limite de 20 % du total des fonds propres alloués aux risques opérationnels. Cet effet réducteur peut être pris en compte par la Caisse Régionale dans la mesure où son assureur répond aux exigences réglementaires.

Dans la méthodologie Groupe appliquée à la Caisse Régionale, l'effet assurance (CAMCA) est pris en compte au niveau du scénario majeur de destruction du site névralgique. Pour déterminer le montant de l'exigence en fonds propres prenant en compte l'effet réducteur de l'assurance, il est nécessaire de déterminer un certain nombre de paramètres calculés par l'assureur, à savoir le taux de couverture, le taux d'assurabilité et la franchise globale du sinistre. La détermination de ces paramètres se fait en étudiant conjointement le scénario majeur de la Caisse Régionale et les polices d'assurance susceptibles d'intervenir.

La prise en compte de la part mutualisée d'exigence en fonds propres liée à l'historique de pertes, de la part d'exigence en fonds propres relative aux scénarios majeurs et les caractéristiques de l'assurance permettent ensuite de déterminer le montant total de l'exigence en fonds propres AMA.

5.2.8 Le risque de non-conformité

Le dispositif mis en œuvre au sein de la Caisse Régionale a pour objectif de se prémunir contre les risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, au respect des sanctions internationales, à la prévention de la fraude externe et interne et de la corruption, et à la protection de la clientèle.

Ce dispositif et les actions menées en 2019 dans ce domaine sont décrits ci-dessous :

Le risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires – qu'elles soient de nature législative ou réglementaire –, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de la prévention et de la lutte contre la fraude.

La Directive sur les Marchés d'Instruments Financiers (MIF 1) publiée en 2007 a fait l'objet d'une révision par le régulateur européen avec l'adoption, de deux nouveaux textes regroupés sous l'appellation MIF 2 : - Une Directive (MiFID 2) qui porte sur la protection des investisseurs, - Un règlement (MiFIR) relatif à la transparence des marchés financiers.

Cette réglementation, entrée en vigueur le 3 janvier 2018, a continué à être mise en œuvre au cours de l'année 2019 notamment quant à l'actualisation de son plan de contrôles.

La déontologie

Le code de déontologie de la Caisse Régionale, annexé au règlement intérieur, prévoit et régit le mode d'exercice professionnel des salariés et notamment les rapports avec les clients. La Caisse Régionale dispose d'un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts qui vise à garantir la primauté des intérêts du client. Cette politique a d'ailleurs été mise à jour en 2019 notamment en y intégrant l'aspect MIF2.

Le risque de corruption

La Caisse Régionale sensibilise son personnel au risque de corruption et au dispositif déployé pour le réduire.

Dans le cadre « loi Sapin II », la Caisse Régionale renforce son dispositif de prévention et de détection de la corruption. La Caisse Régionale a été certifiée ISO 37001 sur cette thématique. L'outil d'alerte a également été déployé (1 alerte en 2019).

La commercialisation de nouveaux produits et services

Le dispositif « Nouvelle Activité, Nouveau Produit » (NAP) permet de renforcer la protection des clients en s'assurant d'une part que les conseillers disposent des supports d'information et de formation nécessaires à la bonne connaissance des avantages et contraintes des produits et services commerciali-

sés et d'autre part que l'information qui est fournie aux clients est transparente et compréhensible. Ainsi, au cours de l'année 2019, 74 comités NAP se sont tenus.

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, respect des Sanctions Internationales

La connaissance client est un élément primordial du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et la Caisse Régionale a révisé son dispositif concernant les entrées en relation en 2018 et mis en place un plan de mise à jour de ses clients en stock.

Outre l'obligation de conserver les documents permettant d'identifier les clients, les procédures intègrent la nécessité d'obtenir à l'entrée en relation un certain nombre d'informations relatives à la connaissance des clients qui se doivent d'être renseignées dans le système d'information de la Caisse Régionale.

Le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'appuie quant à lui sur des procédures formalisées et des mises à jour sont faites régulièrement. Sur cette partie, l'année 2019 a été marquée par un renforcement du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme à travers l'extension de l'astreinte Urgence Attentat (24h/24h et 7j/7) et une sensibilisation sur le sujet auprès du réseau commercial à travers une formation dédiée.

L'outil Norkom est utilisé à l'échelle nationale au sein du groupe Crédit Agricole. En fonction de différents scénarii, celui-ci génère des alertes qui nécessitent une analyse motivée ainsi 10 89 alertes ont été générées en 2019.

En matière de Sanctions Internationales la Caisse Régionale a été pilote dans la mise en place d'un nouvel outil nommé Firco-sof permettant d'optimiser le traitement des alertes de criblage de la clientèle qui a pour vocation d'identifier les clients pouvant faire l'objet de Sanctions Internationales.

La Caisse Régionale a également poursuivi le plan de remédiation requis par les accords passés entre le groupe Crédit Agricole et les autorités des Etats-Unis d'Amérique en octobre 2015 au titre des sanctions internationales. Les clients identifiés comme sensibles ont été remédiés en 2019 et le plan de remédiation se poursuivra sur le reste de la population sur l'année 2020.

Lutter contre la fraude et renforcer la sécurisation des moyens de paiement des clients

Le Crédit Agricole Brie Picardie a mis en place le service « SOS Fraude Virement » : grâce à un numéro de téléphone dédié, les clients peuvent, 24h/24 et 7j/7, signaler toute opération de virement sur leur compte qui ne serait pas à leur initiative, alerter les équipes de spécialistes de toute suspicion ou tentative de virement frauduleux suite à un piratage de leurs outils informatiques ou codes d'accès, et être informés sur la mise en place des premières mesures de sécurité.

En outre, l'application SOS Fraude permet, en cas de suspicion de fraude sur la carte bancaire d'un client, de lui adresser un SMS pour confirmer ou non la transaction carte bancaire. Ces SMS complètent efficacement le dispositif de prévention et de lutte contre la fraude déployé depuis 2013 au sein de la Caisse Régionale.

Nous poursuivons également l'actualisation régulière des règles de l'outil GDR Flux permettant de détecter les virements SEPA émis ne correspondant pas aux habitudes comportementales de nos clients et intégrons dans cet outil au fil de l'eau les nouvelles banques à risque.

Début 2019, nous avons mis en place le projet réglementaire AU54 qui oblige les établissements financiers à informer individuellement par courrier nos clients faisant l'objet d'une inscription dans la liste des fraudeurs. Cette inscription s'effectue dans l'outil Bacarat et ses trouve donc partagée par toutes les entités du groupe, ce qui permet de lutter plus efficacement contre la fraude.

La mise en place en 2019 de Securipass, service d'authentification forte, permet à nos clients de valider une opération sensible sur l'application Ma banque (achat en ligne, ajout de bénéficiaire de virement et réalisation du virement). Cette nouvelle fonctionnalité donne davantage d'autonomie à nos clients en supprimant le délai d'attente de 48h en cas d'ajout de nouveau bénéficiaire de virement et renforce la sécurité de leurs opérations.

Enfin, nous avons engagé une étude depuis décembre 2019 ayant pour objectif d'optimiser nos requêtes privatives de lutte contre la fraude externe afin de les rendre plus couvrantes et plus pertinentes.

5.2.9 Le risque juridique

À la connaissance de la Caisse Régionale, il n'existe, au 31 décembre 2019, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 24 avril 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Brie Picardie a été assignée par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). La partie adverse a évalué sa demande 45,5 M€. Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse régionale de Brie Picardie est donc très confiante sur l'issue de cette procédure. Suite à un regroupement du dossier avec des assignations similaires de l'ADAM visant d'autres Caisses régionales de Crédit Agricole, l'action est actuellement instruite par le Tribunal Judiciaire d'Amiens.

ANNEXES

Indicateurs Alternatifs de Performance

Indicateur	Définition
Charges de fonctionnement nettes	Les Charges de fonctionnement nettes correspondent à la somme des postes « Charges générales d'exploitation » et « Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles » des états financiers.
Coefficient d'exploitation	Le Coefficient d'exploitation correspond au rapport entre les Charges de fonctionnement nettes (numérateur) et le Produit Net Bancaire (dénominateur).
Return On Assets (ROA)	Le ROA correspond au rapport entre le résultat net (numérateur) et le total bilan (dénominateur).
Return On Equity (ROE)	Le ROE correspond au rapport entre le résultat net (numérateur) et les capitaux propres hors FRBG et résultat de l'exercice (dénominateur).
Actif net par titre	L'actif net par titre correspond au rapport entre : <ul style="list-style-type: none"> • les capitaux propres hors FRBG et résultat de l'exercice (numérateur), (cf. bilan passif des comptes individuels), • et le nombre de titres composant le capital social (capital, CCI et CCA) (dénominateur).

Passage du PNB social publié au PNB social hors provision épargne logement, et retraité d'opérations non récurrentes

Base individuelle (en millions d'euros)	Décembre 2018	Décembre 2019	Variation en %
Produit Net Bancaire	581,9	595,8	+ 2,4%
<i>Retraitement de la provision épargne logement</i>	0,6	11,9	
<i>Retraitement d'opérations non récurrentes</i>	18,7	- 7,0	
Produit Net Bancaire hors provision épargne logement et des opérations <i>non récurrentes</i>	601,2	600,7	- 0,1%

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2019

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de
Crédit Agricole Brie Picardie en date du 28 janvier 2020 et soumis
à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 22 avril 2020**

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	98
PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE	98
ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU CREDIT AGRICOLE	99
RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	100
INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	104
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	105
COMPTE DE RESULTAT	105
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	106
BILAN ACTIF	107
BILAN PASSIF	108
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	109
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	110
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	112
1 PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES	112
1.1 Normes applicables et comparabilité	112
1.2 Principes et méthodes comptables	116
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)	146
2 PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	149
3 GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE	150
3.1 Risque de crédit	150
3.2 Risque de marché	169
3.3 Risque de liquidité et de financement	173
3.4 Comptabilité de couverture	174
3.5 Risques opérationnels	180
3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires	180
4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	181
4.1 Produits et charges d'intérêts	181
4.2 Produits et charges de commissions	182
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	182
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	183
4.5 Produits (charges) nets des autres activités	183
4.6 Charges générales d'exploitation	183
4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	185
4.8 Coût du risque	185
4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	186
4.10 Impôts	186
4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	187
5 INFORMATIONS SECTORIELLES	190

6	NOTES RELATIVES AU BILAN	190
6.1	Caisse, banques centrales	190
6.2	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	190
6.3	Instruments dérivés de couverture	191
6.4	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	192
6.5	Actifs financiers au coût amorti	193
6.6	Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue	195
6.7	Exposition au risque souverain	197
6.8	Passifs financiers au coût amorti	199
6.9	Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers	200
6.10	Actifs et passifs d'impôts courant et différés	201
6.11	Comptes de régularisation actif, passif et divers	202
6.12	Immeubles de placement	203
6.13	Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	203
6.14	Provisions	204
6.15	Dettes subordonnées	206
6.16	Capitaux propres	206
6.17	Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle	209
7	AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS	210
7.1	Détail des charges de personnel	210
7.2	Effectif moyen de la période	210
7.3	Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies	211
7.4	Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies	211
7.5	Autres avantages sociaux	213
7.6	Rémunérations de dirigeants	213
8	CONTRATS DE LOCATON	
8.1	Contrats de location dont le Groupe est preneur	213
8.2	Contrats de location dont le Groupe est bailleur	215
9	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	215
10	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	217
11	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	218
11.1	Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	219
11.2	Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	222
12	IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS	227
13	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2019	229
13.1	Opérations de titrisation et fonds dédiés	229
13.2	Composition du périmètre	229
14	PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES	230
14.1	Participations non consolidées	230
14.2	Informations sur les entités structurées non consolidées	231
15	EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2019	234

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale Brie Picardie, 85 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2019, la Caisse Régionale Brie Picardie fait partie, avec 38 autres caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'Organe Central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A. Les caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 55,9 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,10 % (y compris autocontrôle).

Organigramme simplifié du Crédit Agricole

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 10,5 millions de sociétaires qui élisent quelques 29 658 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole

➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.**

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de trois à dix ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

- **Opérations en devises**

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

➤ **Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité**

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « *single point of entry* » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du *No Creditor Worse Off than on Liquidation* – NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A.

consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

➤ Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses régionales ;
- les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Informations relatives aux parties liées

Les caisses locales détiennent 24 956 519 parts sociales de la Caisse Régionale Brie Picardie pour un montant de 124 782 595 euros.

Les caisses locales ont des comptes courants ouverts dans les comptes de la Caisse Régionale.

Au 31 décembre 2019, les comptes courants bloqués s'élèvent à 141 220 000 euros.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	573 510	560 455
Intérêts et charges assimilées	4.1	(277 806)	(262 308)
Commissions (produits)	4.2	296 527	298 525
Commissions (charges)	4.2	(69 323)	(62 650)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	8 623	(4 525)
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(3 861)	155
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		12 484	(4 680)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	61 948	56 348
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		(4)	
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		61 952	56 348
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Produits des autres activités	4.5	5 230	11 163
Charges des autres activités	4.5	(4 281)	(6 155)
Produit net bancaire		594 428	590 853
Charges générales d'exploitation	4.6	(318 232)	(313 385)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(15 659)	(13 146)
Résultat brut d'exploitation		260 537	264 322
Coût du risque	4.8	(10 574)	(12 174)
Résultat d'exploitation		249 963	252 148
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	364	147
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôt		250 327	252 295
Impôts sur les bénéfices	4.10	(70 899)	(62 720)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées			
Résultat net		179 428	189 575
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net part du Groupe		179 428	189 575

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net		179 428	189 575
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	(1 541)	432
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.11		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.11	116 516	(144 491)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	114 975	(144 059)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(3 289)	4 435
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	111 686	(139 624)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.11	(120)	9
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	259	458
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	139	467
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(27)	(119)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	112	348
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	111 798	(139 276)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		291 226	50 299
Dont part du Groupe		291 226	50 299
Dont participations ne donnant pas le contrôle			
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.11		

BILAN ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales	6.1	94 863	90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2- 6.6-6.7	767 952	255 493
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 305	6 059
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		758 647	249 434
Instruments dérivés de couverture	3.1-3.2- 3.4	74 313	23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4- 6.6-6.7	2 240 404	2 107 549
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		20 193	10 818
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 220 211	2 096 731
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3- 6.5-6.6- 6.7	26 577 137	26 253 854
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 096 275	2 931 245
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		23 973 444	22 943 300
<i>Titres de dettes</i>		507 418	379 309
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		426 758	130 805
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	100 485	93 587
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	1 147 603	681 788
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.12	10 281	10 383
Immobilisations corporelles (1)	6.13	140 002	117 323
Immobilisations incorporelles (1)	6.13	872	3 215
Ecarts d'acquisition			
Total de l'actif		31 580 670	29 768 296

(1) Cf. note 10 Impacts des évolutions comptables ou autres événements sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

BILAN PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	11 218	7 081
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		11 218	7 081
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	486 582	167 038
Passifs financiers au coût amorti		26 011 343	24 948 630
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.3-6.8	16 921 111	16 992 890
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.3-6.8	8 006 028	6 881 930
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.2-3.3-6.8	1 084 204	1 073 810
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		103 251	61 503
Passifs d'impôts courants et différés (1) (2)	6.10	4 144	50
Comptes de régularisation et passifs divers (1)	6.11	794 640	690 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions	6.14	95 041	94 241
Dettes subordonnées		552	552
Total dettes		27 506 771	25 970 036
Capitaux propres		4 073 899	3 798 260
Capitaux propres part du Groupe		4 073 898	3 798 259
Capital et réserves liées		1 696 805	1 674 387
Réserves consolidées		1 776 559	1 624 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		421 106	309 308
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		179 428	189 575
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total du passif		31 580 670	29 768 296

(1) Cf. note 10 Impacts des évolutions comptables ou autres événements sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

(2) Cf. note 12 "Impacts des évolutions comptables ou autres événements" sur les impacts du reclassement des provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat de la rubrique « Provisions » vers la rubrique « Passifs d'impôts courants et différés ».

[illegible]

- | Capitaux propres au 31 décembre 2019 | 332 |
|---|-----|
| (1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle. | |
| (2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective | |
| (3) Impact capitaux propres des normes d'application prospective | |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale Brie Picardie.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôt		250 327	252 295
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		15 659	13 146
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		18 465	10 429
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement		(364)	(147)
Résultat net des activités de financement		156	74
Autres mouvements		(29 822)	24 467
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		4 094	47 969
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		134 156	1 983 953
Flux liés aux opérations avec la clientèle		103 613	(1 519 249)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(603 460)	(40 937)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(374 126)	(41 314)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			
Impôts versés		(82 145)	(37 175)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(821 962)	345 278
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		(567 541)	645 542
Flux liés aux participations (1)		(5 427)	(2 323)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(24 569)	(30 267)
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(29 996)	(32 590)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		(17 131)	(26 599)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)		(10 137)	54 504
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		(27 268)	27 905
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		(624 805)	640 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 833 284	1 192 427
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		90 551	87 034
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 742 733	1 105 393
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 208 479	1 833 284
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		94 863	90 551
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 113 616	1 742 733
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(624 805)	640 857

* Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2019, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale Brie Picardie s'élève à 5 427 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : souscription à l'augmentation de capital SACAM AVENIR : 1 776 milliers d'euros, souscription à l'augmentation de capital YNSECT : 1 000 milliers d'euros, souscription au capital de CA LOGEMENT ET TERRITOIRES : 910 milliers d'euros, souscription augmentation de capital IN EXTENSO : 531 milliers d'euros et souscription au capital de VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE : 500 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de 36 050 milliers d'euros pour l'année 2019.

(3) Au cours de l'année 2019, il n'y a pas eu d'émissions nettes de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1 Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2019 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2018.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2019 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2019.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location et des interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location)	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	Oui	1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	Oui	1 ^{er} janvier 2019 (1)
Interprétation IFRIC 23 Positions fiscales incertaines Clarifications à IAS 12 <i>Impôt sur le résultat</i>	24 octobre 2018 (UE 2018/1595)	Oui (2)	1 ^{er} janvier 2019
Améliorations des IFRS cycle 2015-2017 : - IAS 12 <i>Impôt sur le résultat</i> - IAS 23 <i>Coût d'emprunt</i> - IFRS 3/IFRS 11 <i>Regroupement d'entreprises</i>	15 mars 2019 (UE 2019/412)	 Oui Oui	 1 ^{er} janvier 2019 1 ^{er} janvier 2019

		Oui	1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IAS 28 <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i> Précisions pour l'investisseur sur la comptabilisation des intérêts long terme accordés à une entreprise associée / coentreprise	11 février 2019 (UE 2019/237)	Oui	1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IAS 19 <i>Avantages au personnel</i> Clarifications sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net	14 mars 2019 (UE 2019/402)	Oui	1 ^{er} janvier 2019

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018.

(2) L'application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres du Groupe au 1^{er} janvier 2019. La Caisse régionale Brie Picardie a reclassé à cette même date les provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat de la rubrique « Provisions » vers la rubrique « Passifs d'impôts courants » au bilan.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 Contrats de location (cf. chapitre 1.2 "Principes et méthodes comptables").

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité pour les preneurs. IFRS 16 impose pour les preneurs un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives 2019 conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16. Selon cette approche, pour les contrats antérieurement classés en contrats de location simple en application d'IAS 17, le Groupe a comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 une dette locative égale à la valeur actualisée des paiements de loyers restants et un actif au titre du droit d'utilisation égal au montant de la dette locative ajusté, le cas échéant, du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de première application.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les mesures simplificatrices suivantes proposées par la norme :

- Absence d'ajustement au titre des contrats dont la durée résiduelle en date d'application est inférieure à douze mois. Cela concerne notamment les baux 3/6/9 qui sont en situation de tacite prolongation à la date de première application.
Conformément à l'IFRIC update de mars 2019 ainsi qu'à la recommandation AMF 2019-13, le Groupe n'a pas pris en considération la décision de l'IFRS IC du 26/11/2019 relative à la détermination de la durée de location IFRS16 dans les états financiers au 31 décembre 2019, afin de disposer du temps nécessaire pour analyser les conséquences comptables de cette décision au cours de l'exercice 2020. En conséquence, les principes et méthodes comptables des états financiers annuels au 31 décembre 2019 n'ont pas été impactés.

- Absence d'ajustement au titre des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur.
- Ajustement du droit d'utilisation du montant comptabilisé au 31 décembre 2018 dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour contrats déficitaires.
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation.

Le Groupe a également choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de transition. Pour les contrats conclus avant la date de transition, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 et IFRIC 4.

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est le taux d'endettement marginal à la date d'application initiale d'IFRS 16, fondé sur la durée résiduelle du contrat au 1^{er} janvier 2019.

Les droits d'utilisation constatés à la date de première application concernent des beaux immobiliers conclus par le Caisse régionale Brie Picardie.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement aux références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS	6 décembre 2019 (UE 2019/2075)	Oui	1 ^{er} janvier 2020
IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers Définition de la matérialité	10 décembre 2019 (UE 2019/2104)	Oui	1 ^{er} janvier 2020
Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers Réforme des taux d'intérêt de référence	15 janvier 2020 (UE 2020/34)	Oui	1 ^{er} janvier 2020 (1)

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers sur la réforme des taux d'intérêt de référence à compter du 1^{er} janvier 2019

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2019 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, un amendement à une norme existante, publié par l'IASB, est également en attente d'adoption par l'Union européenne : il s'agit de l'amendement à IFRS 3 *Regroupement d'entreprises* (avec possibilité d'application anticipée).

Réforme IBOR

Le groupe Crédit Agricole, en tant qu'utilisateur d'indices critiques, est fortement sensibilisé à l'importance des indices de référence et aux enjeux relatifs à leur évolution qui s'opère dans le cadre des réformes en cours.

Le projet « Benchmarks » du groupe Crédit Agricole pilote la transition des indices de référence pour le Groupe et veille à la mise en conformité des entités avec la BMR (Benchmark Regulation). Il a été lancé auprès des entités du Groupe pour préparer l'ensemble des métiers et accompagner les clients dans les transitions vers les nouveaux taux de référence.

Il s'est organisé pour recenser et analyser les impacts induits par la réforme. Une cartographie recense, notamment, l'ensemble des expositions et contrats permettant d'estimer l'exposition consolidée du groupe Crédit Agricole à la réforme.

Les principaux indices auxquels les relations de couverture du Groupe sont exposées sont les suivants :

- EONIA
- Indices critiques définis dans la BMR: Euribor, Libor USD, Libor GBP, Libor JPY, Libor CHF, Libor EUR, Wibor, Stibor + Hibor

Considérant les éléments disponibles à ce jour, pour les contrats Eonia, la période d'incertitude sur le devenir de cet indice devrait se terminer le 3 janvier 2022. Pour les autres indices, les différents travaux en cours ne permettent pas, à ce stade, d'établir une date de fin d'application.

Au 31 décembre 2019, ce recensement fait apparaître un montant nominal des instruments de couverture impactés par la réforme Eonia et assimilés de 124,5 millions euros.

Le Groupe appliquera les amendements à IFRS 9 publiés par l'IASB le 26 septembre 2019 tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt.

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse régionale Brie Picardie utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

• Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

• Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le

montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ Actifs financiers

• Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

○ Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminé par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse régionale Brie Picardie pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle *autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux

de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

- Les caractéristiques contractuelles (test "*Solely Payments of Principal & Interests*" ou test "SPPI") :

Le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark* test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "*look-through*" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

		Modèles de gestion		
Instruments de dette		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)

❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle collecte et vente et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession;
Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse régionale Brie Picardie détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPC ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement- livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

• Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *prorata temporis* sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

• Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.
 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

- Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

○ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.14 "Provisions".

• Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

• Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

• Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions propres achetées par la Caisse régionale Brie Picardie présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

• Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

• Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse régionale Brie Picardie comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

• Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Buckets*) :

- 1^{ère} étape (*Bucket 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (*Bucket 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3^{ème} étape (*Bucket 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *bucket 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *bucket 2*, puis en *bucket 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

○ Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Bucket 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre "Grandes clientèles" : la contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la "Banque de proximité" : les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

○ La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

● Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "*LGD*").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
 - Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Buckets*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'impose aux entités du Groupe ;

- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Bucket 2* (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Bucket 1* à *Bucket 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Bucket 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Bucket 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;

- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale Brie Picardie utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Bucket 1* et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "*Investment Grade*", en date d'arrêté, seront classés en *Bucket 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "*Non-Investment Grade*" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Bucket 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Bucket 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
- Un client en situation financière difficile.

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;

- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Bucket 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt "restructuré", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en Produit Net Bancaire.

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en *Bucket 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

✓ Instruments financiers dérivés

• Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

• La comptabilité de couverture

○ Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse régionale Brie Picardie n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

○ Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale Brie Picardie.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

○ Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- **Dérivés incorporés**

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

La Caisse régionale Brie Picardie considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

La Caisse régionale Brie Picardie intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale Brie Picardie retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;

- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale Brie Picardie compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

➤ **Provisions (IAS 37 et 19)**

La Caisse régionale Brie Picardie identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale Brie Picardie a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.14 "Provisions".

➤ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;

- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

La Caisse régionale Brie Picardie détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé la Caisse régionale Brie Picardie impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale Brie Picardie a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale Brie Picardie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

✓ Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

➤ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 *Paiements en actions et assimilés* impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit quatre ans pour tous les plans existants.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le

prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

➤ Impôts courants et différés (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales

et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôts sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
 - a) soit sur la même entité imposable,
 - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur le bénéfice" du compte de résultat.

➤ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
 - sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
 - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
 - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
 - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
 - b) Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
 - c) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
 - d) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers.

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net d'impôts des activités abandonnées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;

- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale Brie Picardie et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale Brie Picardie dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

✓ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Brie Picardie représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale Brie Picardie et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

✓ Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale Brie Picardie est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale Brie Picardie la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale Brie Picardie contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale Brie Picardie détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale Brie Picardie lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse régionale Brie Picardie, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale Brie Picardie est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

✓ Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale Brie Picardie sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale Brie Picardie ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale Brie Picardie constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

➤ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2019 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019".

• Opération de titrisation

Au 31 décembre 2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, la Caisse régionale Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 767 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations senior pour 656 millions d'euros et pour 111 millions d'euros de titres subordonnés.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale Brie Picardie est assuré par la Direction Finance et Pilotage et la Direction Risque et Contrôle. Le pilotage a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit et risque de contrepartie" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A)

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs salins						Actifs dépréciés (Bucket 3)			Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)			Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	(187)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	(187)						
Au 31 décembre 2018	379 496		(187)						379 496		(187)	379 309
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre												
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2												
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1												
Transferts vers Bucket 3 (1)												
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1												
Total après transferts	379 496		(187)						379 496		(187)	379 309
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes												
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... (2)	127 856	(5)	(5)						127 856	(5)	(5)	
Decapitalisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	184 861	(29)	(29)						184 861	(29)	(29)	
Passages à perte	(57 005)	51	51						(57 005)	51	51	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières												
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période												
Changements dans le modèle / méthodologie												
Variations de périmètre												
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées												
Autres												
Total	507 352	(192)	(192)						507 352	(192)	(192)	507 160
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	258								258			
Au 31 décembre 2019	507 610	(192)	(192)						507 610	(192)	(192)	507 418
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution												

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 redassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	204 565	(3)					204 565	(3)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2								
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1								
Transferts vers Bucket 3 (1)								
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1								
Total après transferts	204 565	(3)					204 565	(3)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(13 315)						(13 315)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	179 634	(3)					179 634	(3)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(192 949)	3					(192 949)	3
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées								
Autres								
Total	191 250	(3)					191 250	(3)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)								
Au 31 décembre 2019	191 250	(3)					191 250	(3)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui l'ont encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcoûts/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	21 773 805	(51 615)	1 218 112	(95 519)	334 011	(235 494)	23 325 928	(382 626)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(76 887)	(18 810)	36 287	36 524		(17 286)		426
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(692 133)	4 925	692 133	(17 115)				(12 190)
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	639 406	(24 026)	(639 406)	51 819				27 793
Transferts vers Bucket 3 (1)	(37 627)	342	(29 957)	2 974		(27 841)		(24 525)
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	13 467	(51)	13 517	(1 154)		10 553		9 346
Total après transferts	21 696 918	(70 425)	1 254 399	(98 995)	374 611	(252 762)	23 325 928	(382 202)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 092 858	9 027	(17 283)	(40 759)	(55 782)	37 080	1 019 793	5 348
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	4 658 535	(20 009)	186 263	(21 629)			4 844 798	(41 638)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(3 585 677)	10 977	(203 498)	16 749			(3 804 888)	63 018
Passages à perte							(20 066)	18 233
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								11
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période			(48)	1			(51)	(36 502)
Changements dans le modèle / méthodologie		18 059		(35 880)				
Variations de périmètre								
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées								
Autres								
Total	22 789 776	(61 398)	1 237 116	(99 754)	318 829	(215 702)	24 345 721	(376 854)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	9 700		(1 776)				4 577	
Au 31 décembre 2019	22 799 476	(61 398)	1 235 340	(99 754)	315 462	(215 702)	24 350 298	(376 854)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui l'ont encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcoûts/décoûts), les variations relatives à la désactualisation des décoûts constatés sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des rattachées

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018								
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2								
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1								
Transferts vers Bucket 3 (1)								
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1								
Total après transferts	10 818	(10)					10 818	(10)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes								
Réévaluation de juste valeur sur la période (2)	9 487	(3)					9 487	(3)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	(133)						(133)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	79 661	(6)					79 661	(6)
Passages à perte	(70 041)						(70 041)	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre		3						3
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées								
Autres								
Total	20 305	(13)					20 305	(13)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(112)						(112)	
Au 31 décembre 2019	20 193	(13)					20 193	(13)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								
(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.								
(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.								
(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcoûts/décotes)								

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes				
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	1 682 182	(7 324)	45 550	(4 974)	3 900		1 731 632	(12 298)
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(8 929)	(1 630)	7 943	1 333	986			(297)
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(32 800)	316	32 800	(842)				(526)
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	24 459	(1 946)	(24 459)	2 175				229
Transferts vers Bucket 3 (1)	(716)		(477)		1 193			
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	128		79		(207)			
Total après transferts	1 673 253	(8 954)	53 493	(3 641)	4 886		1 731 632	(12 595)
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	168 378	1 440	(8 215)	(1 947)	(744)	(504)	159 419	(1 011)
Nouveaux engagements donnés (2)	1 026 864	(3 672)	23 991	(3 563)			1 050 855	(7 235)
Extinction des engagements	(858 718)	5 611	(31 968)	3 317	(740)		(881 426)	8 928
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières		(499)		(1 701)		(504)		(2 704)
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées								
Autres	232		(238)		(4)		(10)	
Au 31 décembre 2019	1 841 631	(7 514)	45 278	(5 588)	4 142	(504)	1 891 051	(13 608)
								1 877 445

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 redassés en Bucket 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes				
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	480 138	(493)	9 220	(1 876)	11 184	(8 335)	500 542	(10 704)
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	1 489	(1 212)	(1 921)	1 222	432			10
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(3 083)	5	3 083	(63)				(58)
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	4 821	(1 217)	(4 821)	1 285				68
Transferts vers Bucket 3 (1)	(249)		(183)		432			
Total après transferts	481 627	(1 705)	7 299	(654)	11 616	(8 335)	500 542	(10 694)
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	43 688	737	682	(1 632)	663	(1 163)	45 033	(2 058)
Nouveaux engagements donnés (2)	145 260	(365)	1 913	(1 530)			147 173	(1 895)
Extinction des engagements	(100 315)	1 410	(1 231)	166	(748)	633	(102 294)	2 209
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		(308)		(268)		(1 796)		(2 372)
Autres	(1 257)				1 411		154	
Au 31 décembre 2019	525 315	(968)	7 981	(2 286)	12 279	(9 498)	545 575	(12 752)
								532 823

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2019				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	211 643					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 305					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	202 338					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	74 313					
Total	285 956					

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2018				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	186 537					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 059					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	180 478					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	23 748					
Total	210 285					

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2019				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
<i>En milliers d'euros</i>		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables dont : actifs dépréciés en date de clôture	20 193					
Prêts et créances sur les établissements de crédit dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes dont : actifs dépréciés en date de clôture	20 193					
Actifs financiers au coût amorti dont : actifs dépréciés en date de clôture	24 672 109		10 357 266	829 544	7 866 113	
Prêts et créances sur les établissements de crédit dont : actifs dépréciés en date de clôture	191 247		65 894	2 350	17 188	
Prêts et créances sur la clientèle dont : actifs dépréciés en date de clôture	23 973 444		10 357 266	829 544	7 866 113	
Titres de dettes dont : actifs dépréciés en date de clôture	507 418		65 894	2 350	17 188	
Total	24 692 302		10 357 266	829 544	7 866 113	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	99 780		65 894	2 350	17 188	

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2018				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
<i>En milliers d'euros</i>		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables dont : actifs dépréciés en date de clôture	10 818					
Prêts et créances sur les établissements de crédit dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes dont : actifs dépréciés en date de clôture	10 818					
Actifs financiers au coût amorti dont : actifs dépréciés en date de clôture	23 527 171		10 022 825	756 042	7 564 762	
Prêts et créances sur les établissements de crédit dont : actifs dépréciés en date de clôture	204 562		68 185	2 037	16 653	
Prêts et créances sur la clientèle dont : actifs dépréciés en date de clôture	22 943 300		10 022 825	756 042	7 564 762	
Titres de dettes dont : actifs dépréciés en date de clôture	379 309		68 185	2 037	16 653	
Total	23 537 989		10 022 825	756 042	7 564 762	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	98 517		68 185	2 037	16 653	

Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2019				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
<i>En milliers d'euros</i>		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	532 823					
dont : engagements dépréciés en date de clôture	2 781					
Engagements de financement	1 877 445		176 635	79 557	208 937	
dont : engagements dépréciés en date de clôture	3 638		85	173	702	
Total	2 410 268		176 635	79 557	208 937	
dont : engagements dépréciés en date de clôture	6 419		85	173	702	

	Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2018				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
<i>En milliers d'euros</i>		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	481 038					
dont : engagements dépréciés en date de clôture	2 849					
Engagements de financement	1 719 334		203 603	56 238	223 958	
dont : engagements dépréciés en date de clôture	3 900		3	137	590	
Total	2 200 372		203 603	56 238	223 958	
dont : engagements dépréciés en date de clôture	6 749		3	137	590	

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou perte nets de la modification	19	2 953	5 323
Prêts et créances sur la clientèle			
Valeur comptable brute avant modification	19	3 001	5 326
Gains ou perte nets de la modification		(48)	(3)
Titres de dettes			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou perte nets de la modification			

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Bucket 2 (actifs sains) ou Bucket 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Bucket 2 ou en Bucket 3 et reclassés en Bucket 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur la clientèle	
Total	

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit du Document de référence de Crédit Agricole S.A".

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>En milliers d'euros</i>	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	13 523 743	12 956		13 536 699	12 909 547	32 095		12 941 642
	0,5% < PD ≤ 2%	3 312 187	10 016		3 322 203	3 208 263	103 326		3 311 589
	2% < PD ≤ 20%	1 677 359	826 199		2 503 558	1 715 172	774 222		2 489 394
	20% < PD < 100%		145 165		145 165		126 154		126 154
	PD = 100%			233 263	233 263			245 857	245 857
Total Clientèle de détail		18 513 289	994 336	233 263	19 740 888	17 832 982	1 035 797	245 857	19 114 636
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 560 045	2 570		3 562 615	3 269 897	18 661		3 288 558
	0,6% < PD ≤ 12%	1 425 002	129 405		1 554 407	1 254 987	132 146		1 387 133
	12% < PD < 100%		109 029		109 029		31 508		31 508
	PD = 100%			82 219	82 219				88 154
Total Hors clientèle de détail		4 985 047	241 004	82 219	5 308 270	4 524 884	182 315	88 154	4 795 353
Dépréciations		(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)	(51 805)	(95 519)	(235 494)	(382 818)
Total		23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109	22 306 061	1 122 593	98 517	23 527 171

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5% 0,5% < PD ≤ 2% 2% < PD ≤ 20% 20% < PD < 100% PD = 100%								
Total Clientèle de détail									
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6% 0,6% < PD ≤ 12% 12% < PD < 100% PD = 100%	20 193			20 193	10 818			10 818
Total Hors clientèle de détail		20 193			20 193	10 818			10 818
Total		20 193			20 193	10 818			10 818

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5% 0,5% < PD ≤ 2% 2% < PD ≤ 20% 20% < PD < 100% PD = 100%	771 294 134 495 92 166 5 809 1 911	121 347 15 379 5 809 1 911		771 415 134 842 107 545 5 809 1 911	679 739 204 870 159 596 4 154 2 003	801 2 335 17 297 4 154 2 003		680 540 207 205 176 893 4 154 2 003
Total Clientèle de détail		997 955	21 656	1 911	1 021 522	1 044 205	24 587	2 003	1 070 795
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6% 0,6% < PD ≤ 12% 12% < PD < 100% PD = 100%	611 754 231 922 9 009 2 231	924 13 689 9 009 2 231		612 678 245 611 9 009 2 231	457 369 180 608 386 1 897	3 863 16 714 386 1 897		461 232 197 322 386 1 897
Total Hors clientèle de		843 676	23 622	2 231	869 529	637 977	20 963	1 897	660 837
Provisions(1)		(7 514)	(5 588)	(504)	(13 606)	(7 324)	(4 974)		(12 298)
Total		1 834 117	39 690	3 638	1 877 445	1 674 858	40 576	3 900	1 719 334

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	9 544			9 544	11 389	164		11 553
	0,5% < PD ≤ 2%	3 462			3 462	4 277			4 277
	2% < PD ≤ 20%	1 355	536		1 891	2 045	992		3 037
	20% < PD < 100%		129		129		145		145
	PD = 100%			702	702			571	571
Total Clientèle de détail		14 361	665	702	15 728	17 711	1 301	571	19 583
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	435 984			435 984	376 496	4 153		380 649
	0,6% < PD ≤ 12%	74 970	923		75 893	77 131	3 019		80 150
	12% < PD < 100%		6 393		6 393		747		747
	PD = 100%			11 577	11 577			10 613	10 613
Total Hors clientèle de détail		510 954	7 316	11 577	529 847	453 627	7 919	10 613	472 159
Provisions (1)		(968)	(2 286)	(9 498)	(12 752)	(493)	(1 876)	(8 335)	(10 704)
TOTAL		524 347	5 695	2 781	532 823	470 845	7 344	2 849	481 038

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique**Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
En milliers d'euros				
Administration générale	1 650 086			1 650 086
Etablissements de crédit	419 158			419 158
Grandes entreprises	2 915 803	241 004	82 219	3 239 026
Clientèle de détail	18 513 289	994 336	233 263	19 740 888
Dépréciations	(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)
Total	23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
En milliers d'euros				
Administration générale	1 436 091	11 013	1 011	1 448 115
Etablissements de crédit	429 984			429 984
Grandes entreprises	2 658 809	171 302	87 143	2 917 254
Clientèle de détail	17 832 982	1 035 797	245 857	19 114 636
Dépréciations	(51 805)	(95 519)	(235 494)	(382 818)
Total	22 306 061	1 122 593	98 517	23 527 171

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	6			6
Banques centrales				
Etablissements de crédit				
Grandes entreprises	20 187			20 187
Total	20 193			20 193

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale				
Banques centrales				
Etablissements de crédit				
Grandes entreprises	10 818			10 818
Total	10 818			10 818

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Administration générale	40 527	4 787
Grandes entreprises	2 959 835	2 321 749
Clientèle de détail	5 005 666	4 555 394
Total Dettes envers la clientèle	8 006 028	6 881 930

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de financement	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	96 432			96 432
Grandes entreprises	747 244	23 622	2 231	773 097
Clientèle de détail	997 955	21 656	1 911	1 021 522
Provisions (1)	(7 514)	(5 588)	(504)	(13 606)
Total	1 834 117	39 690	3 638	1 877 445

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de financement	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	64 041			64 041
Grandes entreprises	573 936	20 963	1 897	596 796
Clientèle de détail	1 044 205	24 587	2 003	1 070 795
Provisions (1)	(7 324)	(4 974)		(12 298)
Total	1 674 858	40 576	3 900	1 719 334

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Etablissements de crédit	780			780
Grandes entreprises	510 174	7 316	11 577	529 067
Clientèle de détail	14 361	665	702	15 728
Provisions (1)	(968)	(2 286)	(9 498)	(12 752)
Total	524 347	5 695	2 781	532 823

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Etablissements de crédit	94			94
Grandes entreprises	453 533	7 919	10 613	472 065
Clientèle de détail	17 711	1 301	571	19 583
Provisions (1)	(493)	(1 876)	(8 335)	(10 704)
Total	470 845	7 344	2 849	481 038

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	23 200 640	1 231 476	315 340	24 747 456
Autres pays de l'Union européenne	268 694	2 807	13	271 514
Autres pays d'Europe	9 190	697		9 887
Amérique du Nord	2 368	243	4	2 615
Amériques centrale et du Sud	375		54	429
Afrique et Moyen-Orient	6 178	4	71	6 253
Asie et Océanie (hors Japon)	10 564	113		10 677
Japon	327			327
Organismes supra-nationaux				
Dépréciations	(61 593)	(99 754)	(215 702)	(377 049)
Total	23 436 743	1 135 586	99 780	24 672 109

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	22 069 398	1 212 055	333 818	23 615 271
Autres pays de l'Union européenne	268 783	978	26	269 787
Autres pays d'Europe	4 866	5 053	2	9 921
Amérique du Nord	1 380	22	8	1 410
Amériques centrale et du Sud	198		54	252
Afrique et Moyen-Orient	4 014	2	103	4 119
Asie et Océanie (hors Japon)	8 864	2		8 866
Japon	363			363
Organismes supra-nationaux				
Dépréciations	(51 805)	(95 519)	(235 494)	(382 818)
Total	22 306 061	1 122 593	98 517	23 527 171

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	20 193			20 193
Autres pays de l'Union européenne				
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amériques centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Organismes supra-nationaux				
Total	20 193			20 193

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	10 818			10 818
Autres pays de l'Union européenne				
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amériques centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Organismes supra-nationaux				
Total	10 818			10 818

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
France (y compris DOM-TOM)	7 963 473	6 847 515
Autres pays de l'Union européenne	24 785	18 390
Autres pays d'Europe	2 530	1 626
Amérique du Nord	6 640	5 985
Amériques centrale et du Sud	923	2 405
Afrique et Moyen-Orient	4 407	4 078
Asie et Océanie (hors Japon)	2 781	1 478
Japon	489	453
Total Dettes envers la clientèle	8 006 028	6 881 930

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de financement	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	1 836 395	45 258	4 140	1 885 793
Autres pays de l'Union européenne	4 040	15		4 055
Autres pays d'Europe	186	1	2	189
Amérique du Nord	56	2		58
Amériques centrale et du Sud	288			288
Afrique et Moyen-Orient	512	2		514
Asie et Océanie (hors Japon)	151			151
Japon	3			3
Organismes supra-nationaux				
Provisions (1)	(7 514)	(5 588)	(504)	(13 606)
Total	1 834 117	39 690	3 638	1 877 445

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de financement	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	1 681 507	45 542	3 900	1 730 949
Autres pays de l'Union européenne	242	2		244
Autres pays d'Europe	34	1		35
Amérique du Nord	55			55
Amériques centrale et du Sud	9			9
Afrique et Moyen-Orient	136	5		141
Asie et Océanie (hors Japon)	195			195
Japon	4			4
Organismes supra-nationaux				
Provisions (1)	(7 324)	(4 974)		(12 298)
Total	1 674 858	40 576	3 900	1 719 334

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	525 295	7 980	12 279	545 554
Autres pays de l'Union européenne		1		1
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord	20			20
Amériques centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Organismes supra-nationaux				
Provisions (1)	(968)	(2 286)	(9 498)	(12 752)
Total	524 347	5 695	2 781	532 823

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	470 338	9 220	11 184	490 742
Autres pays de l'Union européenne	1 000			1 000
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amériques centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Organismes supra-nationaux				
Provisions (1)	(493)	(1 876)	(8 335)	(10 704)
Total	470 845	7 344	2 849	481 038

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	31/12/2019								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(en milliers d'euros)									
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	90 177	4 908		51 784	14 466	97	3 958	7 867	55 020
Administration générale	338	908							
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	26 146	1 601		3 654	1 953	62	33	1 714	8 323
Clientèle de détail	63 693	2 399		48 130	12 513	35	3 925	6 153	46 697
Total	90 177	4 908		51 784	14 466	97	3 958	7 867	55 020

	31/12/2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(en milliers d'euros)									
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	98 608	15 837		48 068	16 520	62	3 303	6 770	61 219
Administration générale		602						173	336
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	24 445	12 891		7 131	1 694	62	(52)	731	9 492
Clientèle de détail	74 163	2 344		40 937	14 826		3 355	5 866	51 391
Total	98 608	15 837		48 068	16 520	62	3 303	6 770	61 219

3.2 Risque de marché

(cf. Rapport de gestion chapitre 5.2.3 Le risque de marché)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 037	11 405	61 871	74 313
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 037	11 405	61 871	74 313
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 037	11 405	61 871	74 313
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				1 037	11 405	61 871	74 313

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 232	4 190	18 326	23 748
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 232	4 190	18 326	23 748
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 232	4 190	18 326	23 748
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				1 232	4 190	18 326	23 748

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 886	78 421	406 275	486 582
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 886	78 247	406 275	486 408
Options de taux							
Caps-floors-collars					174		174
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 886	78 421	406 275	486 582
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif				1 886	78 421	406 275	486 582

	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
En milliers d'euros							
Instruments de taux d'intérêt				1 133	26 962	138 943	167 038
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 133	26 732	138 943	166 808
Options de taux							
Caps-floors-collars					230		230
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 133	26 962	138 943	167 038
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif				1 133	26 962	138 943	167 038

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				67	434	8 713	9 214
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				67	418	8 642	9 127
Options de taux							
Caps-floors-collars					16	71	87
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments				91			91
Dérivés sur actions et indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				91			91
Sous-total				158	434	8 713	9 305
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif				158	434	8 713	9 305

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				10	520	5 261	5 791
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				10	508	5 244	5 762
Options de taux							
Caps-floors-collars					12	17	29
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments	150			118			268
Dérivés sur actions et indices boursiers	150						150
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				118			118
Sous-total	150			128	520	5 261	6 059
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	150			128	520	5 261	6 059

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				67	434	8 715	9 216
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				67	418	8 644	9 129
Options de taux							
Caps-floors-collars					16	71	87
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments	4			1 998			2 002
Dérivés sur actions et indices boursiers	4						4
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				1 998			1 998
Sous-total	4			2 065	434	8 715	11 218
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	4			2 065	434	8 715	11 218

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				10	520	5 737	6 267
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				10	508	5 720	6 238
Options de taux							
Caps-floors-collars					12	17	29
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments	12			802			814
Dérivés sur actions et indices boursiers	12						12
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				802			802
Sous-total	12			812	520	5 737	7 081
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	12			812	520	5 737	7 081

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Instruments de taux d'intérêt	15 254 455	15 141 315
Futures		
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	15 193 249	15 073 375
Options de taux		
Caps-floors-collars	61 206	67 940
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or		6 876
Opérations fermes de change		
Options de change		6 876
Autres instruments	20 484	15 473
Dérivés sur actions et indices boursiers	20 484	15 473
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	15 274 939	15 163 664
Opérations de change à terme	73 207	35 520
Total notionnels	15 348 146	15 199 184

Risque de change

(cf. Rapport de gestion chapitre 5.2.5 Le risque de change)

3.3 Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion chapitre 5.2.6 Le risque de liquidité et de financement)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 251 609	100 411	415 613	328 645		2 096 278
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 079 643	2 065 368	7 585 956	13 581 057	38 274	24 350 298
Total	2 331 252	2 165 779	8 001 569	13 909 702	38 274	26 446 576
Dépréciations						(376 857)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						26 069 719

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 855 602	165 747	359 434	550 465		2 931 248
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 095 645	1 911 461	7 213 297	13 072 147	33 378	23 325 928
Total	2 951 247	2 077 208	7 572 731	13 622 612	33 378	26 257 176
Dépréciations						(382 631)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						25 874 545

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 657 065	3 155 667	6 745 884	5 362 495		16 921 111
Dettes envers la clientèle	6 908 245	99 061	490 274	508 448		8 006 028
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	8 565 310	3 254 728	7 236 158	5 870 943		24 927 139
<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018					

	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 687 889	3 156 776	6 178 710	5 969 515		16 992 890
Dettes envers la clientèle	6 191 482	158 939	512 279	19 230		6 881 930
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	7 879 371	3 315 715	6 690 989	5 988 745		23 874 820

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2019					
<i>En milliers d'euros</i>	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	285 007	600 100	107 468			992 575
Emprunts obligataires	11			91 618		91 629
Autres dettes représentées par un titre						
Total dettes représentées par un titre	285 018	600 100	107 468	91 618		1 084 204
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552					552
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées	552					552

	31/12/2018					
<i>En milliers d'euros</i>	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	311 500	610 852	51 654			974 006
Emprunts obligataires	20			99 784		99 804
Autres dettes représentées par un titre						
Total dettes représentées par un titre	311 520	610 852	51 654	99 784		1 073 810
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552					552
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées	552					552

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

3.4 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 "Risque de marché" et Chapitre "Facteurs de risque – Gestion du bilan" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	74 264	486 408	14 460 635	23 748	166 644	14 520 434
Taux d'intérêt	74 264	486 408	14 460 635	23 748	166 644	14 520 434
Change						
Autres						
Couverture de flux de trésorerie	49	174	64 500		394	64 500
Taux d'intérêt	49	174	64 500		394	64 500
Change						
Autres						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total instruments dérivés de couverture	74 313	486 582	14 525 135	23 748	167 038	14 584 934

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

En milliers d'euros	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 375 627	5 727 148	7 422 360	14 525 135
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 375 627	5 712 648	7 422 360	14 510 635
Options de taux							
Caps-floors-collars					14 500		14 500
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 375 627	5 727 148	7 422 360	14 525 135
Opérations de change à terme							
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture				1 375 627	5 727 148	7 422 360	14 525 135

	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>En milliers d'euros</i>							
Instruments de taux d'intérêt				1 752 635	5 227 041	7 605 258	14 584 934
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 752 635	5 212 541	7 605 258	14 570 434
Options de taux							
Caps-floors-collars					14 500		14 500
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 752 635	5 227 041	7 605 258	14 584 934
Opérations de change à terme							
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture				1 752 635	5 227 041	7 605 258	14 584 934

La note 3.2 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2019				31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
En milliers d'euros								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés								
Taux d'intérêt								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Marchés de gré à gré	236	51 965	(8 464)	299 289	819	43 821	3 828	272 502
Taux d'intérêt	236	51 965	(8 464)	299 289	819	43 821	3 828	272 502
Instruments fermes	236	51 965	(8 464)	299 289	819	43 821	3 828	272 502
Instruments conditionnels								
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Total des micro-couvertures de juste valeur	236	51 965	(8 464)	299 289	819	43 821	3 828	272 502
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	74 028	434 443	(256 412)	14 161 346	22 929	122 823	(101 910)	14 247 932
Total couverture de juste valeur	74 264	486 408	(264 876)	14 460 635	23 748	166 644	(98 082)	14 520 434

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2019				31/12/2018			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
En milliers d'euros								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	9 412			(16)				
Taux d'intérêt	9 412			(16)				
Change								
Autres								
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	318 770	49 997	(175)	8 451	313 516	41 619	(199)	(3 820)
Taux d'intérêt	318 770	49 997	(175)	8 451	313 516	41 619	(199)	(3 820)
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	328 182	49 997	(175)	8 435	313 516	41 619	(199)	(3 820)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif								

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2019		31/12/2018	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>En milliers d'euros</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	12 511 134	31 110	12 312 598	42 830
Total - Actifs	12 511 134	31 110	12 312 598	42 830
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 169 125	49 126	2 242 864	58 639
Total - Passifs	2 169 125	49 126	2 242 864	58 639

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste

valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2019			31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>En milliers d'euros</i>						
Taux d'intérêt	(264 876)	264 847	(29)	(98 082)	98 090	8
Change						
Autres						
Total	(264 876)	264 847	(29)	(98 082)	98 090	8

➤ Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2019				31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>En milliers d'euros</i>								
Couverture de flux de trésorerie								
Marchés organisés								
Taux d'intérêt								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Marchés de gré à gré	49	174	259	64 500	394	458	64 500	
Taux d'intérêt	49	174	259	64 500	394	458	64 500	
Instruments fermes	49		203	50 000	164	410	50 000	
Instruments conditionnels		174	56	14 500	230	48	14 500	
Change								
Instruments fermes								
Instruments conditionnels								
Autres								
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	49	174	259	64 500	394	458	64 500	
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt								
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change								
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie								
Total de la couverture de flux de trésorerie	49	174	259	64 500	394	458	64 500	
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger								

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2019			31/12/2018		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisée sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
<i>En milliers d'euros</i>						
Couverture de flux de trésorerie						
Taux d'intérêt	259			458		
Change						
Autres						
Total de la couverture de flux de trésorerie	259			458		
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	259			458		

3.5 Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion chapitre 5.2.7 Le risque opérationnel)

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), la Caisse régionale Brie Picardie est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse régionale Brie Picardie est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1^{er} janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce nouveau dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à

partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;

- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles, et qu'ils ont été émis avant le 31/12/2011, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2019 comme en 2018 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse régionale Brie Picardie a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	550 282	531 113
Opérations avec les établissements de crédit	2 008	2 583
Opérations internes au Crédit Agricole	45 021	47 252
Opérations avec la clientèle	493 795	477 939
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	9 458	3 339
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 068	1 756
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	3 068	1 756
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	20 160	27 586
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêts (1) (2)	573 510	560 455
Sur les passifs financiers au coût amorti	(178 037)	(170 507)
Opérations avec les établissements de crédit	(5 269)	(4 361)
Opérations internes au Crédit Agricole	(119 129)	(130 593)
Opérations avec la clientèle	(55 974)	(37 925)
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	2 335	2 372
Dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(99 708)	(91 801)
Autres intérêts et charges assimilées	(61)	
Charges d'intérêts	(277 806)	(262 308)

(1) dont 5 956 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2019 contre 6 084 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

(2) dont 542 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2019 contre 812 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

4.2 Produits et charges de commissions

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	904	(4 550)	(3 646)	1 422	(5 000)	(3 578)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 282	(48 238)	(31 956)	15 354	(41 184)	(25 830)
Sur opérations avec la clientèle	79 560	(2 871)	76 689	76 159	(3 343)	72 816
Sur opération sur titres		(275)	(275)		(215)	(215)
Sur opérations de change	138		138	95		95
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	582		582	908		908
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	195 151	(12 819)	182 332	199 842	(12 367)	187 475
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 910	(570)	3 340	4 745	(541)	4 204
Total Produits et charges de commissions	296 527	(69 323)	227 204	298 525	(62 650)	235 875

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Dividendes reçus	941	1 013
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(4 079)	(64)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	1 447	(62)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	9 625	(6 215)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	716	796
Résultat de la comptabilité de couverture	(27)	7
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 623	(4 525)

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	93 367	(93 369)	(2)	90 440	(90 440)	
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	50 829	(42 391)	8 438	43 233	(47 053)	(3 820)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	42 538	(50 978)	(8 440)	47 207	(43 387)	3 820
Couverture de flux de trésorerie						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	608 937	(608 962)	(25)	272 332	(272 325)	7
Variations de juste valeur des éléments couverts	432 660	(176 248)	256 412	187 116	(85 206)	101 910
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	176 277	(432 714)	(256 437)	85 216	(187 119)	(101 903)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt						
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total Résultat de la comptabilité de couverture	702 304	(702 331)	(27)	362 772	(362 765)	7

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	(4)	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	61 952	56 348
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	61 948	56 348

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	846	(618)
Autres produits (charges) nets	103	5 626
Produits (charges) des autres activités	949	5 008

4.6 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Charges de personnel	(196 492)	(194 186)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(17 173)	(14 680)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(104 567)	(104 519)
Charges générales d'exploitation	(318 232)	(313 385)

(1) Dont 4 353 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 31 décembre 2019.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse régionale Brie Picardie.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2019 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse régionale Brie Picardie

	MAZARS		PwC		Total 2019
	2019	2018	2019	2018	
<i>En milliers d'euros</i>					
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	95	139	95	141	190
Emetteur	95	139	95	141	190
Filiales intégrées globalement					
Services autres que la certification des comptes	13	17	5	7	18
Emetteur	13	17	5	7	18
Filiales intégrées globalement					
Total	108	156	100	148	208

Le montant total des honoraires du cabinet Mazars, commissaire aux comptes de la Caisse régionale Brie Picardie, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 108 milliers d'euros, dont 95 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse régionale Brie Picardie et ses filiales, et 13 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires du cabinet PwC, commissaire aux comptes de la Caisse régionale Brie Picardie, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 100 milliers d'euros, dont 95 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse régionale Brie Picardie et ses filiales, et 5 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés de la Caisse régionale Brie Picardie, consolidées par intégration globale

	VDB		Total 2019
	2019	2018	
<i>En milliers d'euros</i>			
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	8	8	8
Services autres que la certification des comptes	1	1	1
Total	9	9	9

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dotations aux amortissements	(15 659)	(13 146)
Immobilisations corporelles (1)	(15 452)	(12 941)
Immobilisations incorporelles	(207)	(205)
Dotations (reprises) aux dépréciations		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(15 659)	(13 146)

(1) Dont 1 694 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 31 décembre 2019

4.8 Coût du risque

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	(15 715)	(23 527)
Bucket 1: Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(10 456)	(15 392)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(3)	(10)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(9 789)	(12 800)
Engagements par signature	(664)	(2 582)
Bucket 2: Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(5 259)	(8 135)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(4 234)	(7 843)
Engagements par signature	(1 025)	(292)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	(3 534)	2 965
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(1 866)	3 377
Engagements par signature	(1 668)	(412)
Autres actifs		
Risques et charges	9 400	9 117
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(9 849)	(11 445)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(914)	(687)
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	1 052	784
comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 052	784
Décotes sur crédits restructurés	(322)	(448)
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes	(541)	(378)
Autres produits		
Coût du risque	(10 574)	(12 174)

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	364	147
Plus-values de cession	402	190
Moins-values de cession	(38)	(43)
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	364	147

4.10 Impôts

Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Charge d'impôt courant	(79 375)	(58 276)
Charge d'impôt différé	8 476	(4 444)
Total Charge d'impôt	(70 899)	(62 720)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2019

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	250 327	34,43%	86 188
Effet des différences permanentes			(13 751)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			7 994
Effet de l'imposition à taux réduit			(1 670)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(7 862)
Taux et charge effectifs d'impôt		28,32%	70 899

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	252 295	34,43%	86 865
Effet des différences permanentes			(11 415)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(2 854)
Effet de l'imposition à taux réduit			(708)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(9 168)
Taux et charge effectifs d'impôt		24,86%	62 720

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(120)	9
Ecart de réévaluation de la période	(123)	(2)
Transferts en résultat		
Autres variations	3	11
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	259	458
Ecart de réévaluation de la période	259	458
Transferts en résultat		
Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(27)	(119)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	112	348
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(1 541)	432
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	116 516	(144 491)
Ecart de réévaluation de la période	116 516	(144 263)
Transferts en réserves		(228)
Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(3 289)	4 435
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	111 686	(139 624)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	111 798	(139 276)
Dont part du Groupe	111 798	(139 276)
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2018			Variation			31/12/2019		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables									
Gains et pertes sur écarts de conversion									
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	138	(41)	97	(120)	40	(80)	18	(1)	17
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(359)	93	(266)	259	(67)	192	(100)	26	(74)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(221)	52	(169)	139	(27)	112	(82)	25	(57)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence									
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées									
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(221)	52	(169)	139	(27)	112	(82)	25	(57)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables									
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(9 224)	2 382	(6 842)	(1 541)	398	(1 143)	(10 765)	2 780	(7 985)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre									
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	326 848	(10 529)	316 319	116 516	(3 687)	112 829	443 364	(14 216)	429 148
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	317 624	(8 147)	309 477	114 975	(3 289)	111 686	432 599	(11 436)	421 163
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence									
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées									
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	317 624	(8 147)	309 477	114 975	(3 289)	111 686	432 599	(11 436)	421 163
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	317 403	(8 095)	309 308	115 114	(3 316)	111 798	432 517	(11 411)	421 106

	31/12/2017				01/01/2018				Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
En milliers d'euros																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables																
Gains et pertes sur écarts de conversion	86 560	(4 812)	81 748	81 748												
Gains et pertes sur actifs disponible à la vente																
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables					129	(40)	89	89					138	(41)	97	97
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(817)	211	(606)	(606)	(817)	211	(606)	(606)	458	(118)	340	340	(359)	93	(266)	(266)
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers liés à l'approche par superposition																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	85 743	(4 601)	81 142	81 142	(688)	171	(517)	(517)	467	(119)	348	348	(221)	52	(169)	(169)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	85 743	(4 601)	81 142	81 142	(688)	171	(517)	(517)	467	(119)	348	348	(221)	52	(169)	(169)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables																
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	432	(112)	320	320	(9 224)	2 382	(6 842)	(6 842)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre																
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables					471 339	(15 076)	456 263	456 263	(144 491)	4 547	(139 944)	(139 944)	326 848	(10 529)	316 319	316 319
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	461 683	(12 582)	449 101	449 101	(144 059)	4 435	(139 624)	(139 624)	317 624	(8 147)	309 477	309 477
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	461 683	(12 582)	449 101	449 101	(144 059)	4 435	(139 624)	(139 624)	317 624	(8 147)	309 477	309 477
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	76 087	(2 107)	73 980	73 980	460 995	(12 411)	448 584	448 584	(143 592)	4 316	(139 276)	(139 276)	317 403	(8 095)	309 308	309 308

5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placements d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements.

Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

En milliers d'euros	31/12/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	84 661		78 919	
Banques centrales	10 202		11 632	
Valeur au bilan	94 863		90 551	

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 305	6 059
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	758 647	249 434
Instruments de capitaux propres	45 566	44 653
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	713 081	204 781
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	767 952	255 493
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	9 305	6 059
Valeur au bilan	9 305	6 059

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	1 410	1 249
Titres de participation non consolidés	44 156	43 404
Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	45 566	44 653

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres de dettes	713 081	204 781
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 292	28 202
OPCVM	688 789	176 579
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	713 081	204 781

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 218	7 081
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	11 218	7 081

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	11 218	7 081
Valeur au bilan	11 218	7 081

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	20 193	72	(54)	10 818	170	(32)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 220 211	458 635	(15 271)	2 096 731	339 686	(12 838)
Total	2 240 404	458 707	(15 325)	2 107 549	339 856	(12 870)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 193	72	(54)	10 818	170	(32)
Total des titres de dettes	20 193	72	(54)	10 818	170	(32)
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	20 193	72	(54)	10 818	170	(32)
Impôts		(17)	14		(49)	8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		55	(40)		121	(24)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	4 955			3 523		
Titres de participation non consolidés	2 215 256	458 635	(15 271)	2 093 208	339 686	(12 838)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 220 211	458 635	(15 271)	2 096 731	339 686	(12 838)
Impôts		(14 216)			(10 529)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		444 419	(15 271)		329 157	(12 838)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés				427	228	
Total Placements dans des instruments de capitaux propres				427	228	
Impôts						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)					228	

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 096 275	2 931 245
Prêts et créances sur la clientèle	23 973 444	22 943 300
Titres de dettes	507 418	379 309
Valeur au bilan	26 577 137	26 253 854

Prêts et créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	185 196	39 037
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	184 060	37 862
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		158 458
Prêts subordonnés	6 054	7 070
Autres prêts et créances		
Valeur brute	191 250	204 565
Dépréciations	(3)	(3)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	191 247	204 562
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	993 630	1 704 922
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	911 398	1 021 761
Prêts subordonnés		
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 905 028	2 726 683
Valeur au bilan	2 096 275	2 931 245

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

Prêts et créances sur la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 391	8 161
Autres concours à la clientèle	24 218 974	23 164 340
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Avances en comptes courants d'associés	42 322	66 458
Comptes ordinaires débiteurs	82 611	86 969
Valeur brute	24 350 298	23 325 928
Dépréciations	(376 854)	(382 628)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	23 973 444	22 943 300
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	23 973 444	22 943 300

Titres de dettes

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	247 503	152 034
Obligations et autres titres à revenu fixe	260 107	227 462
Total	507 610	379 496
Dépréciations	(192)	(187)
Valeur au bilan	507 418	379 309

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018

Actifs transférés restant comptabilisés en totalité														Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés		
	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)						
En milliers d'euros																
Actifs financiers détenus à des fins de transaction																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers au coût amorti	107 295	107 295			107 295	99 804	99 804	99 804		99 804	7 491					
Titres de dettes	107 295	107 295			107 295	99 804	99 804	99 804		99 804	7 491					
Prêts et créances	107 295	107 295			107 295	99 804	99 804	99 804		99 804	7 491					
Total Actifs financiers	107 295	107 295			107 295	99 804	99 804	99 804		99 804	7 491					
Opérations de location-financement																
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	107 295	107 295			107 295	99 804	99 804	99 804		99 804	7 491					

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse régionale Brie Picardie a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale Brie Picardie via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2019

Au titre de l'exercice, la Caisse régionale Brie Picardie n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse régionale Brie Picardie au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2019	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne				21 405	21 405		21 405
Etats-Unis				205 137	205 137		205 137
France							
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				20 864	20 864		20 864
Japon							
Lituanie							
Maroc							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total				247 406	247 406		247 406

31/12/2018	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Espagne				21 108	21 108		21 108
Etats-Unis				110 062	110 062		110 062
France							
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				20 794	20 794		20 794
Japon							
Lituanie							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays							
Total				151 964	151 964		151 964

6.8 Passifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	16 921 111	16 992 890
Dettes envers la clientèle	8 006 028	6 881 930
Dettes représentées par un titre	1 084 204	1 073 810
Valeur au bilan	26 011 343	24 948 630

Dettes envers les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	6 459	8 341
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	114	8
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		159 185
Total	6 459	167 526
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	63 952	
Comptes et avances à terme	16 850 700	16 825 364
Titres donnés en pension livrée		
Total	16 914 652	16 825 364
Valeur au bilan	16 921 111	16 992 890

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	6 542 043	5 817 912
Comptes d'épargne à régime spécial	128 425	93 382
Autres dettes envers la clientèle	1 335 560	970 636
Titres donnés en pension livrée		
Valeur au bilan	8 006 028	6 881 930

Dettes représentées par un titre

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	992 575	974 006
Emprunts obligataires	91 629	99 804
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	1 084 204	1 073 810

6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

	31/12/2019					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés (1)	83 618		83 618	76 575		7 043
Prises en pension de titres						
Prêts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	83 618		83 618	76 575		7 043

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés (1)	29 657		29 657	24 552		5 105
Prises en pension de titres (2)	158 458		158 458	158 458		
Prêts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	188 115		188 115	183 010		5 105

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

Le droit à compensation est un droit conditionnel à la réalisation d'un événement futur.

Compensation – Passifs financiers

	31/12/2019					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés (1)	497 796		497 796	76 575	409 329	11 892
Mises en pension de titres						
Total des passifs financiers soumis à compensation	497 796		497 796	76 575	409 329	11 892

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés (1)	174 107		174 107	24 552	142 868	6 687
Mises en pension de titres (2)	159 185		159 185	158 458		727
Total des passifs financiers soumis à compensation	333 292		333 292	183 010	142 868	7 414

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

Le droit à compensation est un droit conditionnel à la réalisation d'un événement futur.

6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Impôts courants	27 632	25 316
Impôts différés	72 853	68 271
Total actifs d'impôts courants et différés	100 485	93 587
Impôts courants	4 116	
Impôts différés	28	50
Total passifs d'impôts courants et différés	4 144	50

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalsages temporaires comptables-fiscaux	102 752		95 398	
Charges à payer non déductibles	361		406	
pour risques et charges non déductibles	61 850		56 861	
Autres différences temporaires	40 541		38 131	
Impôts différés sur réserves latentes	(12 568)		(9 135)	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(14 236)		(10 570)	
Couverture de flux de trésorerie	45		93	
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 623		1 342	
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition				
Impôts différés sur résultat	(17 331)	28	(17 992)	50
dont reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition				
Effet des compensations				
Total impôts différés	72 853	28	68 271	50

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres actifs	979 587	574 342
Comptes de stocks et emplois divers	2	4
Débiteurs divers (1)	979 026	573 829
Comptes de règlements	559	509
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de régularisation	168 016	107 446
Comptes d'encaissement et de transfert	75 278	578
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	69 768	82 842
Charges constatées d'avance	240	337
Autres comptes de régularisation	22 730	23 689
Valeur au bilan	1 147 603	681 788

(1) dont 2 276 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Comptes de régularisation et passifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres passifs (1)		360 587
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	476 615	328 881
Versements restant à effectuer sur titres	49 119	31 706
Dettes locatives	9 346	
Autres passifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	259 560	330 354
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	59 527	101 800
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	15	18
Produits constatés d'avance	132 048	131 095
Charges à payer	57 791	86 665
Autres comptes de régularisation	10 179	10 776
Valeur au bilan	794 640	690 941

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12 Immeubles de placement

	31/12/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>En milliers d'euros</i>							
Valeur brute	19 704		652	(1 381)			18 975
Amortissements et dépréciations	(9 321)		(632)	1 259			(8 694)
Valeur au bilan (1)	10 383		20	(122)			10 281

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>								
Valeur brute	19 399	19 399		385	(80)			19 704
Amortissements et dépréciations	(8 783)	(8 783)		(553)	15			(9 321)
Valeur au bilan (1)	10 616	10 616		(168)	(65)			10 383

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 16 980 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 16 700 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2019	31/12/2018
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2		
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	16 980	16 700
Valeur de marché des immeubles de placement		16 980	16 700

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur à compter du 1^{er} janvier 2019 (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité" – IFRS 16 Contrats de location).

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2018	01/01/2019 (1)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>En milliers d'euros</i>								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	366 975	12 489		26 430	(1 416)		(707)	403 771
Amortissements et dépréciations	(249 652)	(312)		(15 452)	1 381		266	(263 769)
Valeur au bilan	117 323	12 177		10 978	(35)		(441)	140 002
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 633	(3 286)		467			618	2 432
Amortissements et dépréciations	(1 418)	312		(207)			(247)	(1 560)
Valeur au bilan	3 215	(2 974)		260			371	872

(1) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité")

	31/12/2017	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Autres mouvements	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>						
Immobilisations corporelles d'exploitation						
Valeur brute	338 015	338 015	31 145	(2 185)		366 975
Amortissements et dépréciations	(237 865)	(237 865)	(12 941)	1 154		(249 652)
Valeur au bilan	100 150	100 150	18 204	(1 031)		117 323
Immobilisations incorporelles						
Valeur brute	4 333	4 333	300			4 633
Amortissements et dépréciations	(1 213)	(1 213)	(205)			(1 418)
Valeur au bilan	3 120	3 120	95			3 215

6.14 Provisions

	31/12/2018	01/01/2019 (2)	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2019
<i>En milliers d'euros</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	22 626	22 626		11 954		(35)		34 545
Risques d'exécution des engagements par signature	23 002	23 002		74 125		(70 769)		26 358
Risques opérationnels	1 573	1 573		25		(325)		1 273
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	7 100	7 100			(40)	(674)	1 087	7 473
Litiges divers	21 289	21 289	(4 000)	2 179	(177)	(6 106)		13 185
Participations	474	474						474
Restructurations								
Autres risques	18 177	18 177		3 180	(2 600)	(7 024)		11 733
TOTAL	94 241	94 241	(4 000)	91 463	(2 817)	(84 933)	1 087	95 041

(1) Dont 5 663 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 810 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Reclassement des provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat de la rubrique « Provisions » vers la rubrique « Passifs d'impôts courants et différés » au 1^{er} janvier 2019

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	22 015	22 015		611					22 626
Risques d'exécution des engagements par signature	7 922	7 922		18 810		(15 523)		11 793	23 002
Risques opérationnels	25 484	25 484		94	(1)	(24 004)			1 573
Engagements sociaux (retraites) et assimilés(1)	8 087	8 087			(30)	(30)		(927)	7 100
Litiges divers	15 090	15 090		8 251	(117)	(1 935)			21 289
Participations	474	474							474
Restructurations									
Autres risques	9 357	9 357		11 510	(2 653)	(37)			18 177
TOTAL	88 429	88 429		39 276	(2 801)	(41 529)		10 866	94 241

(1) Dont 5 250 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 850 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	318 665	488 825
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 831 518	1 498 258
Ancienneté de plus de 10 ans	1 728 536	1 751 192
Total plans d'épargne-logement	3 878 719	3 738 275
Total comptes épargne-logement	396 231	384 229
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	4 274 950	4 122 504

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2019 pour les données au 31 décembre 2019 et à fin novembre 2018 pour les données au 31 décembre 2018.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	5 927	8 644
Comptes épargne-logement	23 844	32 476
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	29 771	41 120

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	114	1 242
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	21 022	11 731
Ancienneté de plus de 10 ans	13 409	9 618
Total plans d'épargne-logement	34 545	22 591
Total comptes épargne-logement		35
Total provision au titre des contrats épargne-logement	34 545	22 626

112

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2019
Plans d'épargne-logement	22 591	11 954			34 545
Comptes épargne-logement	35		(35)		
Total provision au titre des contrats épargne-logement	22 626	11 954	(35)		34 545

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

6.15 Dettes subordonnées

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552	552
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	552	552

6.16 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2019

La Caisse régionale Brie Picardie est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

<i>Répartition du capital de la Caisse Régionale</i>	Nombre de titres au 01/01/2019	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2019
Certificats Coopératifs d'investissement (CCI)	16 908 614	282 539	424 540	16 766 613
Dont part du Public	15 145 566	181 378	101 161	15 225 783
Dont part Sacam Mutualisation	396 180			396 180
Dont part autodétenue	1 366 868	101 161	323 379	1 144 650
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	13 591 547			13 591 547
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 771 811			2 771 811
Dont part Sacam Mutualisation	10 819 736			10 819 736
Part sociales	24 956 540	1	1	24 956 540
Dont 85 Caisses Locales	24 956 518	1		24 956 519
Dont 19 administrateurs de la Caisse régionale	20		1	19
Dont Crédit Agricole S.A.	1			1
Dont Sacam Mutualisation	1			1
Dont Autres				
Total	55 456 701	282 540	424 541	55 314 700

La valeur nominale des titres est de 5 euros et le montant total du capital est de 276 573 milliers d'euros.

Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale Brie Picardie sont composés de parts sociales, de CCI et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Rémunérations

Au titre de l'exercice 2019, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale Brie Picardie a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 22 avril 2020 le paiement de la rémunération nette par CCI/CCA de 1,15 euros et un intérêt aux parts sociales de 0,090 euro sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Le plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives correspond à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base (loi « Sapin 2 » du 9 décembre 2016).

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2016	1,50	1,50	0,090
2017	1,15	1,15	0,090
2018	1,15	1,15	0,10
Prévu 2019	1,15	1,15	0,090

Rémunérations payées au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux rémunérations figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 36 050 milliers d'euros en 2019.

Affectations du résultat et fixation de la rémunération 2019

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2019 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale du 22 avril 2020.

Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

	2017	2018	2019
Résultat net comptable	171 750 088,15	180 949 685,69	173 056 631,67
Report à nouveau	2 065 617,00	- 37 238 079,39	1 425 536,55
Résultat à affecter	173 815 705,15	143 711 606,30	174 482 168,22
* Intérêts aux parts	2 246 088,60	2 495 654,00	2 246 088,60
* Rémunération des certificats coopératifs d'investissements	19 444 906,10	19 444 906,10	19 281 604,95
* Rémunération des certificats coopératifs d'associés	15 630 279,05	15 630 279,05	15 630 279,05
* Réserves légales	102 370 823,55	79 605 575,36	102 993 146,72
* Autres réserves	34 123 007,85	20 535 191,79	34 331 048,90
Total résultat affecté	173 815 705,15	143 711 606,30	174 482 168,22

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte du montant des revenus distribués au titre des 3 derniers exercices.

Revenus distribués au titre des 3 derniers exercices (1)	2016	2017	2018
Intérêts aux parts sociales	2 246 088,60 €	2 246 088,60 €	2 495 664,00 €
Dividendes certificats coopératifs d'investissement	25 362 921,00 €	19 444 906,10 €	19 444 906,10 €
Dividendes certificats coopératifs d'associés	20 387 320,50 €	15 630 279,05 €	15 630 279,05 €
Nombre de parts sociales	24 956 540	24 956 540	24 956 540
Nombre de certificats coopératifs d'investissement	16 908 614	16 908 614	16 908 614
Nombre de certificats coopératifs d'associés	13 591 547	13 591 547	13 591 547
Taux de l'intérêt aux parts sociales	1,80%	1,80%	2,00%
Montant du dividende certificats coopératifs d'investissement	1,50 €	1,15 €	1,15 €
Montant du dividende certificats coopératifs d'associés	1,50 €	1,15 €	1,15 €

(1) Eligibles à l'abattement de 40 % (2° du 3 de l'article 158 du CGI) sous réserve que les bénéficiaires remplissent les conditions nécessaires.

6.17 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

En milliers d'euros	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	94 863					94 863
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 397	95	434	27 200	734 826	767 952
Instruments dérivés de couverture	109	928	11 405	61 871		74 313
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	213		19 980		2 220 211	2 240 404
Actifs financiers au coût amorti	2 201 616	2 149 570	8 232 377	13 955 438	38 136	26 577 137
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	426 758					426 758
Total actifs financiers par échéance	2 728 956	2 150 593	8 264 196	14 044 509	2 993 173	30 181 427
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 002	67	434	8 715		11 218
Instruments dérivés de couverture	410	1 476	78 421	406 275		486 582
Passifs financiers au coût amorti	8 850 328	3 854 828	7 343 626	5 962 561		26 011 343
Dettes subordonnées	552					552
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	103 251					103 251
Total passifs financiers par échéance	8 956 543	3 856 371	7 422 481	6 377 551		26 612 946

En milliers d'euros	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	90 551					90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	488	57	20 217	13 499	221 232	255 493
Instruments dérivés de couverture	566	666	4 190	18 326		23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	158	5 113	5 547		2 096 731	2 107 549
Actifs financiers au coût amorti	2 800 006	2 050 632	7 805 526	13 564 467	33 223	26 253 854
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	130 805					130 805
Total actifs financiers par échéance	3 022 574	2 056 468	7 835 480	13 596 292	2 351 186	28 862 000
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	814	10	520	5 737		7 081
Instruments dérivés de couverture	456	677	26 962	138 943		167 038
Passifs financiers au coût amorti	8 190 891	3 926 567	6 742 643	6 088 529		24 948 630
Dettes subordonnées	552					552
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	61 503					61 503
Total passifs financiers par échéance	8 254 216	3 927 254	6 770 125	6 233 209		25 184 804

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Salaires et traitements	(102 724)	(102 408)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(12 105)	(11 053)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(3 405)	(3 269)
Autres charges sociales	(39 998)	(39 127)
Intéressement et participation	(20 438)	(20 805)
Impôts et taxes sur rémunération	(17 822)	(17 524)
Total charges de personnel	(196 492)	(194 186)

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2019	31/12/2018
France	2 441	2 399
Étranger		
Total	2 441	2 399

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	48 571		48 571	46 398
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	3 273		3 273	3 132
Coût financier	694		694	642
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime	(2 909)		(2 909)	
Variations de périmètre	(138)		(138)	(92)
Prestations versées (obligatoire)	(1 457)		(1 457)	(1 331)
Taxes, charges administratives et primes				
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1 310)		(1 310)	103
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 979		2 979	(281)
Dette actuarielle au 31/12/N	49 703		49 703	48 571

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	364		364	3 132
Charge/produit d'intérêt net	73		73	79
Impact en compte de résultat au 31/12/N	437		437	3 211

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>En milliers d'euros</i>				
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	9 223		9 223	9 655
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(128)		(128)	(254)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1 310)		(1 310)	103
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 979		2 979	(281)
Ajustement de la limitation d'actifs				
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	1 541		1 541	(432)

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>En milliers d'euros</i>				
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	43 322		43 322	40 191
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	621		621	563
Gains/(pertes) actuariels	128		128	254
Cotisations payées par l'employeur	1 565		1 565	3 737
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	(138)		(138)	(92)
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	(1 457)		(1 457)	(1 331)
Juste valeur des actifs au 31/12/N	44 041		44 041	43 322

Variation de juste valeur des droits à remboursement

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>En milliers d'euros</i>				
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1				
Ecart de change				
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)				
Gains/(pertes) actuariels				
Cotisations payées par l'employeur				
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre				
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds				
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N				

Position nette

	31/12/2019		31/12/2019	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	49 703		49 703	48 571
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	(44 041)		(44 041)	(43 322)
Position nette (passif) / actif fin de période	(5 662)		(5 662)	(5 249)

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

<i>En milliers d'euros</i>	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	en montant	dont coté	en %	en montant	dont coté	en %	en montant	dont coté
Actions	10,28%	4 528		0,00%			10,28%	4 528	
Obligations	82,81%	36 472		0,00%			82,81%	36 472	
Immobilier	6,90%	3 041		0,00%			6,90%	3 041	
Autres actifs	0,00%			0,00%			0,00%		

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Par ailleurs, au titre de l'année 2019, une cotisation exceptionnelle de capitaux constitutifs complémentaires de rentes a été versée pour un montant 2 909 milliers d'euros.

7.5 Autres avantages sociaux

La Caisse Régionale Brie Picardie a constitué une provision pour médailles du travail pour un montant de 1 810 milliers d'euros afin de couvrir les engagements de versement des primes réglées aux salariés à cette date.

Les provisions constituées par la Caisse Régionale Brie Picardie au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 5 663 milliers euros au 31 décembre 2019.

7.6 Rémunérations de dirigeants

Le montant des rémunérations brutes s'élève à 3 383 milliers pour l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction. Le montant des avances et crédits accordés à ces personnes durant l'exercice s'élève à 1 506 milliers d'euros.

8 Contrats de location**8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2019
Immobilisations corporelles détenues en propre	128 089
Droits d'utilisation des contrats de location	11 913
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	140 002

La Caisse régionale Brie Picardie est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale Brie Picardie a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse régionale Brie Picardie est preneur sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	01/01/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Immobilier							
Valeur brute	12 489		1 779			(616)	13 652
Amortissements et dépréciations	(312)		(1 693)	20		246	(1 739)
Total Immobilier	12 177		86	20		(370)	11 913
Mobilier							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
Total Mobilier							
Total Droits d'utilisation	12 177		86	20		(370)	11 913

Echéancier des dettes locatives

(en milliers d'euros)	31/12/2019			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	1 745	5 621	1 980	9 346

Détail des charges et produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2019
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(61)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	(61)
Charges relatives aux contrats de location court terme	(145)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(483)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	
Total Charges générales d'exploitation	(628)
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(1 694)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(1 694)
Total Charges et produits de contrats de location	(2 383)

Montants des flux de trésorerie de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2019
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	(3 691)

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2019
Location-financement	
Profits ou pertes réalisés sur la vente	
Produits financiers tirés des créances locatives	
Produits des paiements de loyers variables	
Location simple	1 404
Produits locatifs	1 404

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Engagements donnés	2 858 716	2 653 751
Engagements de financement	1 891 051	1 731 632
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 891 051	1 731 632
Ouverture de crédits confirmés	938 958	812 738
Ouverture de crédits documentaires	5 982	8 182
Autres ouvertures de crédits confirmés	932 976	804 556
Autres engagements en faveur de la clientèle	952 093	918 894
Engagements de garantie	967 665	922 119
Engagements d'ordre des établissements de crédit	422 870	421 671
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	780	94
Autres garanties (1)	422 090	421 577
Engagements d'ordre de la clientèle	544 795	500 448
Cautions immobilières	221 166	204 266
Autres garanties d'ordre de la clientèle	323 629	296 182
Engagements reçus	8 205 810	7 888 942
Engagements de financement	81 779	81 779
Engagements reçus des établissements de crédit	81 779	81 779
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	8 124 031	7 807 163
Engagements reçus des établissements de crédit	2 016 076	2 146 317
Engagements reçus de la clientèle	6 107 955	5 660 846
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	1 809 614	1 739 264
Autres garanties reçues	4 298 341	3 921 582

(1) Dont 410 822 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 1 067 244 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	7 323 316	6 732 202
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	80 695	71 421
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		159 185
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	7 404 011	6 962 808
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		158 458
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		158 458

Au 31 décembre 2019 la Caisse régionale Brie Picardie n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2019, la Caisse régionale Brie Picardie a apporté 7 323 316 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 732 202 milliers d'euros en 2018. La Caisse régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale Brie Picardie a apporté :

- 3 459 544 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France , contre 3 127 338 milliers d'euros en 2018 ;
- 895 442 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 978 694 milliers d'euros en 2018;
- 2 968 330 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 826 170 milliers d'euros en 2018.

10 Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par la Caisse régionale Brie Picardie

La Caisse régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2019 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

11 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	26 069 719	26 069 719		26 027 447	42 272
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 096 275	2 096 275		2 096 275	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 177 690	1 177 690		1 177 690	
Comptes et prêts à terme	912 534	912 531		912 531	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	6 054	6 054		6 054	
Autres prêts et créances	(3)				
Prêts et créances sur la clientèle	23 973 444	23 973 444		23 931 172	42 272
Créances commerciales	5 778	5 778		5 778	
Autres concours à la clientèle	23 867 756	23 867 756		23 867 756	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	42 272	42 272			42 272
Comptes ordinaires débiteurs	57 638	57 638		57 638	
Titres de dettes	507 418	522 029	522 029		
Effets publics et valeurs assimilées	247 406	251 319	251 319		
Obligations et autres titres à revenu fixe	260 012	270 710	270 710		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 577 137	26 591 748	522 029	26 027 447	42 272

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	25 874 545	25 874 545		25 808 087	66 458
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 931 245	2 931 245		2 931 245	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 742 784	1 742 784		1 742 784	
Comptes et prêts à terme	1 022 936	1 022 936		1 022 936	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	158 458	158 458		158 458	
Prêts subordonnés	7 070	7 067		7 067	
Autres prêts et créances (3)					
Prêts et créances sur la clientèle	22 943 300	22 943 300		22 876 842	66 458
Créances commerciales	7 446	7 446		7 446	
Autres concours à la clientèle	22 810 395	22 810 395		22 810 395	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	66 458	66 458			66 458
Comptes ordinaires débiteurs	59 001	59 001		59 001	
Titres de dettes	379 309	391 193	391 193		
Effets publics et valeurs assimilées	151 964	152 704	152 704		
Obligations et autres titres à revenu fixe	227 345	238 489	238 489		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 253 854	26 265 738	391 193	25 808 087	66 458

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	16 921 111	16 921 111		16 921 111	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	64 066	82 494		82 494	
Comptes et emprunts à terme	16 857 045	16 838 617		16 838 617	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	8 006 028	8 006 028		7 877 603	128 425
Comptes ordinaires créditeurs	6 542 043	6 542 043		6 542 043	
Comptes d'épargne à régime spécial	128 425	128 425			128 425
Autres dettes envers la clientèle	1 335 560	1 335 560		1 335 560	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes représentées par un titre	1 084 204	1 084 203	91 628	992 575	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 011 895	26 011 894	91 628	25 791 841	128 425

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	16 992 890	16 992 890		16 992 890	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	8	8		8	
Comptes et emprunts à terme	16 833 697	16 833 697		16 833 697	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	159 185	159 185		159 185	
Dettes envers la clientèle	6 881 930	6 881 930		6 788 548	93 382
Comptes ordinaires créditeurs	5 817 912	5 817 912		5 817 912	
Comptes d'épargne à régime spécial	93 382	93 382			93 382
Autres dettes envers la clientèle	970 636	970 636		970 636	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes représentées par un titre	1 073 810	1 073 810	99 804	974 006	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	24 949 182	24 949 182	99 804	24 755 996	93 382

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 305		9 305	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	9 305		9 305	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	758 647	615 881	137 302	5 464
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	45 566	1 219	44 347	
Actions et autres titres à revenu variable	1 410	1 219	191	
Titres de participation non consolidés	44 156		44 156	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	713 081	614 662	92 955	5 464
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	713 081	614 662	92 955	5 464
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 292	3 110	15 718	5 464
OPCVM	688 789	611 552	77 237	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	2 240 404	14 600	2 225 804	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 220 211		2 220 211	
Actions et autres titres à revenu variable	4 955		4 955	
Titres de participation non consolidés	2 215 256		2 215 256	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	20 193	14 600	5 593	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	20 193	14 600	5 593	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 193	14 600	5 593	
Instruments dérivés de couverture	74 313		74 313	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	3 082 669	630 481	2 446 724	5 464
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 059	150	5 909	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	6 059	150	5 909	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	249 434	140 337	103 710	5 387
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	44 653	1 059	43 594	
Actions et autres titres à revenu variable	1 249	1 059	190	
Titres de participation non consolidés	43 404		43 404	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	204 781	139 278	60 116	5 387
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	204 781	139 278	60 116	5 387
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 202	17 484	5 331	5 387
OPCVM	176 579	121 794	54 785	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	2 107 549		2 107 549	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 096 731		2 096 731	
Actions et autres titres à revenu variable	3 523		3 523	
Titres de participation non consolidés	2 093 208		2 093 208	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 818		10 818	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	10 818		10 818	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 818		10 818	
Instruments dérivés de couverture	23 748		23 748	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 386 790	140 487	2 240 916	5 387
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 218	4	11 214	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	11 218	4	11 214	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	486 582		486 582	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	497 800	4	497 796	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 081	12	7 069	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	7 081	12	7 069	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	167 038		167 038	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	174 119	12	174 107	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3**Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3****Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									Instruments dérivés
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
En milliers d'euros											
Solde d'ouverture (01/01/2019)	5 387										
Gains /pertes de la période (1)											
Comptabilisés en résultat											
Comptabilisés en capitaux propres											
Achats de la période											
Ventes de la période											
Emissions de la période											
Dénouements de la période											
Reclassements de la période	77										
Variations liées au périmètre de la période											
Transferts											
Transferts vers niveau 3											
Transferts hors niveau 3											
Solde de clôture (31/12/2019)	5 464										



12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Bilan Actif

Impacts IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

(en milliers d'euros)	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Caisse, banques centrales	90 551		90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	255 493		255 493
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	6 059		6 059
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	249 434		249 434
Instruments dérivés de couverture	23 748		23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 107 549		2 107 549
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	10 818		10 818
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	2 096 731		2 096 731
Actifs financiers au coût amorti	26 253 854		26 253 854
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	2 931 245		2 931 245
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	22 943 300		22 943 300
<i>Titres de dettes</i>	379 309		379 309
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	130 805		130 805
Actifs d'impôts courants et différés	93 587		93 587
Comptes de régularisation et actifs divers	681 788		681 788
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	10 383		10 383
Immobilisations corporelles	129 500	12 177	117 323
Immobilisations incorporelles (1)	241	(2 974)	3 215
Ecarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF	29 777 499	9 203	29 768 296

(1) L'impact IFRS 16 en immobilisations incorporelles correspond au reclassement des droits au bail de la rubrique « Immobilisations incorporelles » vers la rubrique « Immobilisations corporelles ».

Bilan Passif**Impacts IFRS 16 et reclassement des provisions sur risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat au 1^{er} janvier 2019**

	01/01/2019	Impact	Provisions pour risques fiscaux sur IS	01/01/2019
<i>(en milliers d'euros)</i>	Retraité	IFRS 16		Publié
Banques centrales				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7 081			7 081
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	7 081			7 081
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Instruments dérivés de couverture	167 038			167 038
Passifs financiers au coût amorti	24 948 630			24 948 630
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	16 992 890			16 992 890
<i>Dettes envers la clientèle</i>	6 881 930			6 881 930
<i>Dettes représentées par un titre</i>	1 073 810			1 073 810
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	61 503			61 503
Passifs d'impôts courants et différés	4 050		4 000	50
Comptes de régularisation et passifs divers	700 144	9 203		690 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions	90 241		(4 000)	94 241
Dettes subordonnées	552			552
Total dettes	25 979 240	9 203		25 970 037
Capitaux propres	3 798 260			3 798 260
Capitaux propres part du Groupe	3 798 259			3 798 259
Capital et réserves liées	1 674 387			1 674 387
Réserves consolidées	1 624 989			1 624 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	309 308			309 308
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	189 575			189 575
Participations ne donnant pas le contrôle	1			1
TOTAL DU PASSIF	29 777 499	9 203		29 768 296

13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019

13.1 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits (FCT Crédit Agricole Habitat 2015), soit placés dans le marché par le Groupe (FCT Crédit Agricole Habitat 2017 et FCT Crédit Agricole Habitat 2018).

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse régionale Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 1 387,8 millions d'euros aux FCT.

13.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole Brie Picardie	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
CRCAM Brie Picardie	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
85 Caisses Locales	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
SAS Brie Picardie Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Brie Picardie Croissance	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	99,999%	99,999%	99,999%	99,999%
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 compartiment CR887 BRIE	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 compartiment CR887 BRIE	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 compartiment CR887 BRIE	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2019 compartiment CR887 BRIE	Intégration globale	Entrée dans le périmètre	France		Entité structurée contrôlée	100%		100%	

Au 31 décembre 2019 la Caisse régionale Brie Picardie ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

14 Participations et entités structurées non consolidées

14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 2 259 412 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 2 136 612 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2019	31/12/2018	
ESPAR	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SAS LES 2M	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
IFEP	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
LOCPAR	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
IMMOBILIER NEUF - CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE L'OISE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SCI BRIE PICARDIE CHESSY LOGEMENTS	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
DU BOURDEAU	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
VAL BRIE PICARDIE GESTION	France	50,00%	50,00%	Entité non significative
VAL BRIE PICARDIE INVESTISSEMENT	France	90,00%	90,00%	Entité non significative
EUROFONCIER	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
LE DOMAINE DE MONTMARTRE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE	France	100,00%		Entité non significative
NEUF COMMERCIALISATION CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE	France	100,00%		Entité non significative

14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participation non consolidés	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice
		31/12/2019	31/12/2018		
GILL PROMOTION	France	34,00%	34,00%	14 329	272
PICARDIE INVESTISSEMENT	France	14,29%	14,29%	62 650	6 397

14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2019, la Caisse régionale Brie Picardie a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous.

Fonds de placement

La Caisse régionale Brie Picardie investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

La Caisse régionale Brie Picardie a sponsorisé des entités structurées non consolidées dans lesquelles elle ne détient pas d'intérêts au 31 décembre 2019.

Les revenus bruts d'entités sponsorisées dans lesquelles la Caisse régionale Brie Picardie ne détient pas d'intérêt à la clôture de l'exercice s'élèvent à -1 754 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les valeurs comptables d'actifs transférés aux entités structurées non consolidées sponsorisées au cours de l'exercice s'élèvent à 4 699 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

31/12/2019												
	Titrisation			Gestion d'actifs			Fonds de placement (1)			Financement structuré (1)		
	Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit
En milliers d'euros												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							501 051			501 051		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres												
Actifs financiers au coût amorti												
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées							501 051			501 051		
Instruments de capitaux propres												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat												
Dettes												
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Engagements donnés												
Engagements de financement												
Engagements de garantie												
Autres												
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature												
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Total Bilan des entités structurées non consolidées							3 407 632					
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note "Exposition au risque de crédit" et dans la note "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.												

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note "Exposition au risque de crédit" et dans la note "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe a uniquement accordé un prêt.

31/12/2018												
	Titrisation			Gestion d'actifs			Fonds de placement (1)			Financement structuré (1)		
	Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit
<i>En milliers d'euros</i>												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							15 083			15 083		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres												
Actifs financiers au coût amorti												
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées							15 083			15 083		
Instruments de capitaux propres												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat												
Dettes												
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Engagements donnés												
Engagements de financement												
Engagements de garantie												
Autres												
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature												
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées												
Total Bilan des entités structurées non consolidées							121 667					

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note "Exposition au risque de crédit" et dans la note "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15 Événements postérieurs au 31 décembre 2019**➤ Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Crédit Agricole S.A. démantèlera le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Pour la Caisse régionale Brie Picardie, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 144 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 49 millions d'euros.

COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2019

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de
Crédit Agricole Brie Picardie en date du 28 janvier 2020 et soumis
à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 22 avril 2020**

SOMMAIRE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019	238
HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2019	240
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019	241
NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	242
NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	248
NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	267
NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	268
NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	270
NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES	274
NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE	276
NOTE 8 ACTIONS PROPRES	277
NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	277
NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF	278
NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	278
NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	279
NOTE 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	281
NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	282
NOTE 15 PROVISIONS	283
NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT	284
NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES	285
NOTE 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	286
NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	287
NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)	288
NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES	289

NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS	289
NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES	290
NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES	290
NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	291
NOTE 26 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES	296
NOTE 27 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	297
NOTE 28 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE	298
NOTE 29 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES	298
NOTE 30 OPERATIONS DE DESENETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION	299
NOTE 31 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	299
NOTE 32 REVENUS DES TITRES	300
NOTE 33 PRODUIT NET DES COMMISSIONS	300
NOTE 34 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	300
NOTE 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	301
NOTE 36 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	301
NOTE 37 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	302
NOTE 38 COUT DU RISQUE	303
NOTE 39 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	304
NOTE 40 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	304
NOTE 41 IMPOT SUR LES BENEFICES	305
NOTE 42 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES	305
NOTE 43 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION	305
NOTE 44 AFFECTATION DES RESULTATS	305
NOTE 45 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS	306
NOTE 46 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES	306
NOTE 47 ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE	306

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019**ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		611 555	531 585
Caisse, banques centrales		94 863	90 551
Effets publics et valeurs assimilées	5	247 503	152 034
Créances sur les établissements de crédit	3	269 189	289 000
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	3	1 906 846	2 730 592
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4	22 695 184	22 382 798
OPERATIONS SUR TITRES		2 187 814	888 327
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	1 575 043	765 286
Actions et autres titres à revenu variable	5	612 771	123 041
VALEURS IMMOBILISEES		2 034 209	2 042 926
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 779 210	1 803 663
Parts dans les entreprises liées	6-7	94 765	89 882
Immobilisations incorporelles	7	3 453	3 192
Immobilisations corporelles	7	156 781	146 189
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
ACTIONS PROPRES	8	23 092	27 469
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		1 241 707	771 793
Autres actifs	9	1 043 228	630 200
Comptes de régularisation	9	198 479	141 593
TOTAL ACTIF		30 700 407	29 375 490

PASSIF

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		95 719	263 870
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	95 719	263 870
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	11	16 925 582	16 841 577
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	12	8 025 141	6 897 729
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	13	992 576	974 006
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		852 603	769 437
Autres passifs	14	499 780	336 696
Comptes de régularisation	14	352 823	432 741
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES		401 564	356 996
Provisions	15-16-17	259 301	237 308
Dettes subordonnées	19	142 263	119 688
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	18	128 839	126 864
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	20	3 278 383	3 145 011
Capital souscrit		276 574	277 284
Primes d'émission		1 394 550	1 394 550
Réserves		1 432 776	1 329 465
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		1 426	-37 238
Résultat de l'exercice		173 057	180 950
TOTAL PASSIF		30 700 407	29 375 490

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES		2 865 880	2 659 117
Engagements de financement	27	1 891 051	1 731 632
Engagements de garantie	27	967 665	922 118
Engagements sur titres	27	7 164	5 367
ENGAGEMENTS RECUS		7 830 121	7 670 012
Engagements de financement	27	81 779	81 779
Engagements de garantie	27	7 741 178	7 582 866
Engagements sur titres	27	7 164	5 367

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 24
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 25

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	30	504 885	501 336
Intérêts et charges assimilées	30	-217 576	-221 602
Revenus des titres à revenu variable	31	62 841	57 212
Commissions Produits	32	297 520	300 603
Commissions Charges	32	-71 916	-65 308
Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation	33	-988	-198
Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	34	4 101	-2 958
Autres produits d'exploitation bancaire	35	20 481	18 266
Autres charges d'exploitation bancaire	35	-3 566	-5 485
PRODUIT NET BANCAIRE		595 782	581 866
Charges générales d'exploitation	36	-319 634	-312 237
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		-14 670	-13 772
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		261 478	255 857
Coût du risque	37	-8 067	-10 071
RESULTAT D'EXPLOITATION		253 411	245 786
Résultat net sur actifs immobilisés	38	-2 078	2 537
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		251 333	248 323
Résultat exceptionnel	39		
Impôts sur les bénéfices	40	-76 301	-54 346
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-1 975	-13 027
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		173 057	180 950

Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, 85 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2019, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 55,90 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,10 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

L'appartenance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « single point of entry » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation - NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquelles Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques) ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février 2016 (avenant n°2) et le 21 juillet 2016 (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnisations préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2019

Opération de titrisation

Le 23 mai 2019, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses régionales. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales et LCL au « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 » pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 767 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations seniors pour 656 millions d'euros et pour 111 millions d'euros des titres subordonnés.

Note 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2019

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A. démantèlera le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 144 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 49 millions d'euros.

Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du
Règlement n°2018-02 modifiant le règlement ANC n°2014-03 concernant la comptabilisation du prélèvement à la source	6 juillet 2018	1er janvier 2019
Règlement n°2019-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général concernant les fusions et scissions sans échange de titres	8 novembre 2019	1er janvier 2019

Note 2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements de financement.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque. La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (encours douteux).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours pour apprécier sur base collective les variations du risque de crédit peut évoluer en présence de nouvelles informations.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous conditions, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

Note 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas opéré, en 2019, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Rachat d'actions propres

Les actions propres rachetées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, y compris les actions et options sur actions détenues en couverture des plans de stock-options, sont enregistrées à l'actif du bilan dans une rubrique spécifique.

Elles font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat, à l'exception des opérations relatives aux plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés selon le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

Note 2.3 Immobilisations

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 ans
Second œuvre	10 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel spécialisé	1 à 10 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels. Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 Provisions

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

Note 2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Note 2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Crédit valuation Adjustment).

Le CVA (Crédit Valuation Adjustment) permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

Note 2.9 Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Note 2.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 27 et 28.

Note 2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 5 juin 2019.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.13 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie.

Note 2.14 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2019						31/12/2018	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	173 140				173 140		173 140	26 654
à terme	1 066	70			89 889	106	89 995	96 819
Valeurs reçues en pension				88 753				158 457
Titres reçus en pension livrée				6 054	6 054		6 054	7 070
Prêts subordonnés		70		94 807	269 083	106	269 189	289 000
Total	174 206	70		94 807	269 083	106	269 189	289 000
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							269 189	289 000
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	995 264				995 264	8	995 272	1 708 631
Comptes et avances à terme	69 000	98 719	415 425	322 714	905 858	5 716	911 574	1 021 961
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés		98 719	415 425	322 714	1 901 122	5 724	1 906 846	2 730 592
Total	1 064 264	98 719	415 425	322 714	1 901 122	5 724	1 906 846	2 730 592
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							1 906 846	2 730 592
TOTAL							2 176 035	3 019 592

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 6 054 milliers d'euros.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

	31/12/2019					31/12/2018	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total
(En milliers d'euros)							
Créances commerciales	5 446	945			6 391		8 161
Autres concours à la clientèle	897 814	1 994 005	7 222 615	12 637 154	22 751 588	68 573	22 525 113
Valeurs reçues en pension livrée							
Comptes ordinaires débiteurs	80 335				80 335	633	83 261
Dépréciations							-233 737
VALEUR NETTE AU BILAN							22 695 184

Commentaires :

Parmi les créances sur la clientèle 3 457 351 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2019 contre 3 127 811 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 44 552 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 45 364 milliers d'euros au 31 décembre 2018. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est essentiellement effectuée en France.

Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est essentiellement effectuée en France.

Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

	31/12/2019				31/12/2018			
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux compromis
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Particuliers	14 437 840	149 487	91 852	-88 914	14 718 129	162 724	101 616	-98 373
Agriculteurs	1 929 683	27 270	10 272	-18 414	1 896 231	22 510	9 776	-18 725
Autres professionnels	1 884 903	48 106	34 278	-35 490	1 763 135	55 302	39 661	-40 818
Clientèle financière	443 694	6 428	4 683	-5 327	365 917	7 063	4 745	-6 356
Entreprises	2 778 852	76 420	57 623	-63 613	2 515 599	81 062	61 295	-68 392
Collectivités publiques	1 323 102				1 251 250	1 011		-54 095
Autres agents économiques	109 446	649	630	-578	106 274	642	633	-503
TOTAL	22 907 520	308 360	199 338	-212 336	22 616 535	330 314	217 726	-233 737
				-154 830				-171 266

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2019				31/12/2018	
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :				246 830	246 830	151 493
dont surcote restant à amortir				45 830	45 830	16 493
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				673	673	541
Dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN				247 503	247 503	152 034
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics				30 000	30 000	2 043
Autres émetteurs	37 835			1 503 714	1 541 549	760 672
dont surcote restant à amortir	415			5 975	6 390	8 495
dont décote restant à amortir	-27				-27	-28
Créances rattachées	452			3 144	3 596	3 251
Dépréciations	-102				-102	-680
VALEUR NETTE AU BILAN	38 185			1 536 858	1 575 043	765 286
Actions et autres titres à revenu variable		613 436			613 436	127 595
Créances rattachées						
Dépréciations		-665			-665	-4 554
VALEUR NETTE AU BILAN	612 771				612 771	123 041
TOTAL	650 956			1 784 361	2 435 317	1 040 361
Valeurs estimatives	652 045			1 801 753	2 453 798	1 048 887

(1) dont 201 815 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2019 et 90 615 milliers d'euros au 31 décembre 2018

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 1 541 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre 528 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 21 822 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre 13 754 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -614 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre -1 965 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Administration et banques centrales (y compris Etats)		2 043
Etablissements de crédit	240 131	242 650
Clientèle financière	1 890 381	635 558
Collectivités locales	30 000	
Entreprises, assurances et autres clientèles	24 473	10 059
Divers et non ventilés		
Total en principal	2 184 985	890 310
Créances rattachées	3 596	3 251
Dépréciations	-767	-5 234
VALEUR NETTE AU BILAN	2 187 814	888 327

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

	31/12/2019			31/12/2018			Total
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Titres à revenu fixe ou variable	1 571 549	246 830	613 436	2 431 815	762 715	151 493	127 595
dont titres cotés	274 402	246 830	1 664	522 896	227 468	151 493	1 664
dont titres non cotés (1)	1 297 147		611 772	1 908 919	535 247		125 931
Créances rattachées	3 596	673		4 269	3 251	541	
Dépréciations	-102		-665	-767	-680		-4 554
VALEUR NETTE AU BILAN	1 575 043	247 503	612 771	2 435 317	765 286	152 034	123 041

Commentaires :

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

OPCVM français 611 246 milliers d'euros

dont OPCVM français de capitalisation 611 246 milliers d'euros

OPCVM étrangers 300 milliers d'euros

dont OPCVM étrangers de capitalisation 300 milliers d'euros

Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 100 164 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2019 s'élève à 101 095 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2019 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires		
OPCVM obligataires	500 824	500 824
OPCVM actions	512	527
OPCVM autres	110 210	111 314
TOTAL	611 546	612 665

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2019					31/12/2018	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Valeur Brute	11 001	16 295	212 052	1 332 201	1 571 549	3 596	1 575 145
Dépréciations							-102
VALEUR NETTE AU BILAN	11 001	16 295	212 052	1 332 201	1 571 549	3 596	1 575 043
Effets publics et valeurs assimilées							
Valeur Brute			113 538	133 292	246 830	673	247 503
Dépréciations							
VALEUR NETTE AU BILAN			113 538	133 292	246 830	673	247 503
							152 034
							152 034

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est essentiellement effectuée en France.

Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2019.

INFORMATIONS FINANCIERES (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos au 31/12/2018)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole Brie Picardie										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :										
Participations dans des établissements de crédit :										
Autres parts dans les entreprises liées :										
SAS BRIE PICARDIE EXPANSION	70 000	10 932	100,00%	69 998	69 998				2 980	
Autres titres de participations :										
SAS RUE LA BOETIE	2 744 903	16 540 642	4,24%	800 776	800 776				1 009 744	47 175
SNC SACAM MUTUALISATION	18 556 677	5 803	4,65%	861 986	861 986				270 572	12 844
SAS SACAM DEVELOPEMENT	725 471	29 522	4,51%	32 942	32 942	15 406			22 986	980
SAS SACAM INTERNATIONAL	522 023	53 324	4,24%	38 192	24 876				-65 599	560
SAS SACAM FIRECA	55 594	-8 528	4,61%	3 968	2 561			197	-6 668	
SAS SACAM PARTICIPATIONS	62 558	16 748	3,47%	2 511	2 511				9 815	0
SAS SACAM AVENIR	217 698	-204	6,96%	15 157	15 157				-25	
SAS SACAM IMMOBILIER	139 588	6 074	1,43%	2 000	2 000				5 313	72
SAS DELTA	79 550	-1 672	4,01%	3 188	3 188				-33	
SA CA PROTECTION SECURITE	511	41 117	5,07%	3 177	3 177			8 229	2 431	74
SAS SACAM ASSURANCE CAUTION	13 713	23 089	2,97%	2 007	2 007				2 037	57
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Brie Picardie										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (ensemble)										
Participations dans des établissements de crédit (ensemble)				309	309					
Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)				3 088	2 561	22 206				
Autres titres de participation (ensemble)				6 959	6 412	607				
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS				1 846 258	1 830 461	38 219	0			

Note 6.1 Valeur estimative des titres de participation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	73 085	85 904	72 586	82 079
Titres cotés				
Avances consolidables	22 206	22 206	17 757	17 757
Créances rattachées				
Dépréciations	-526		-461	
VALEUR NETTE AU BILAN	94 765	108 110	89 882	99 836
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 773 173	2 425 199	1 768 141	2 278 733
Titres cotés				
Avances consolidables	16 014	16 014	44 516	44 516
Créances rattachées	339	339	321	321
Dépréciations	-15 271		-12 838	
Sous-total titres de participation	1 774 255	2 441 552	1 800 140	2 323 570
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	4 955	4 955	3 523	3 523
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	4 955	4 955	3 523	3 523
VALEUR NETTE AU BILAN	1 779 210	2 446 507	1 803 663	2 327 093
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	1 873 975	2 554 617	1 893 545	2 426 929

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 851 213		1 844 250	
Titres cotés				
TOTAL	1 851 213		1 844 250	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	01/01/2019	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2019
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	72 586	499			73 085
Avances consolidables	17 757	4 584	-135		22 206
Créances rattachées					
Dépréciations	-461	-65			-526
VALEUR NETTE AU BILAN	89 882	5 018	-135		94 765
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 768 141	4 942		90	1 773 173
Avances consolidables	44 516	6 323	-2	-34 823	16 014
Créances rattachées	321	552	-534		339
Dépréciations	-12 838	-2 433			-15 271
Sous-total titres de participation	1 800 140	9 384	-536	-34 733	1 774 255
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	3 523	1 432			4 955
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	3 523	1 432			4 955
VALEUR NETTE AU BILAN	1 803 663	10 816	-536	-34 733	1 779 210
TOTAL	1 893 545	15 834	-671	-34 733	1 873 975

Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	01/01/2019	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2019
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	406 472	25 313	-2 808	-90	428 887
Amortissements et dépréciations	-260 283	-14 463	2 640		-272 106
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	146 189	10 850	-168	-90	156 781
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	4 610	1 084	-616		5 078
Amortissements et dépréciations	-1 418	-207			-1 625
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	3 192	877	-616		3 453
TOTAL	149 381	11 727	-784	-90	160 234

Note 8 ACTIONS PROPRES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019				31/12/2018
	Titres de Transaction	Titres de Placement	Valeurs immobilisées	Total	Total
Nombre	10 803	1 052 322	81 525	1 144 650	1 366 868
Valeurs comptables	331	20 482	2 279	23 092	27 469
Valeurs de marché	331	32 201	2 495	35 027	34 842

Valeur nominale de l'action : 30,60 euros

Note 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	28	51
Comptes de stock et emplois divers	2	4
Débiteurs divers (2)	1 042 639	629 636
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	559	509
VALEUR NETTE AU BILAN	1 043 228	630 200
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	75 280	578
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	21 448	25 431
Charges constatées d'avance	241	338
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	4 872	6 882
Autres produits à recevoir	73 938	84 700
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	22 700	23 664
VALEUR NETTE AU BILAN	198 479	141 593
TOTAL	1 241 707	771 793

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 2 276 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2019	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2019
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	233 737	52 489	-71 737	-2 153		212 336
Sur opérations sur titres	5 234	98	-4 565			767
Sur valeurs immobilisées	13 299	2 498				15 797
Sur autres actifs	988	323				1 311
TOTAL	253 258	55 408	-76 302	-2 153		230 211

Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2019						31/12/2018
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
Établissements de crédit							
Comptes et emprunts :							
à vue	270				270		1 269
à terme		6		95 415	95 421	28	103 415
Valeurs données en pension							
Titres donnés en pension livrée							159 186
VALEUR AU BILAN	270	6		95 415	95 691	28	263 870
Opérations internes au Crédit Agricole							
Comptes ordinaires	72 272				72 272		10 696
Comptes et avances à terme	1 574 558	3 155 643	6 745 885	5 358 796	16 834 882	18 428	16 830 881
Titres donnés en pension livrée							
VALEUR AU BILAN	1 646 830	3 155 643	6 745 885	5 358 796	16 907 154	18 428	16 841 577
TOTAL	1 647 100	3 155 649	6 745 885	5 454 211	17 002 845	18 456	17 105 447

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. *Cadre Juridique et Financier*).

Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

	31/12/2019					31/12/2018	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Comptes ordinaires créditeurs	6 561 059				6 561 059	96	5 833 710
Comptes d'épargne à régime spécial :	128 425				128 425		93 382
à vue	128 425				128 425		93 382
à terme							
Autres dettes envers la clientèle :	227 143	99 301	490 034	508 448	1 324 926	10 635	970 637
à vue	7 993				7 993		14 342
à terme	219 150	99 301	490 034	508 448	1 316 933	10 635	956 295
Valeurs données en pension livrée							
VALEUR AU BILAN	6 916 627	99 301	490 034	508 448	8 014 410	10 731	6 897 729

Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique

L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est essentiellement effectuée en France.

Note 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Particuliers	3 791 387	3 433 120
Agriculteurs	574 770	518 643
Autres professionnels	426 375	410 906
Clientèle financière	365 425	193 754
Entreprises	2 608 561	2 141 121
Collectivités publiques	40 380	4 782
Autres agents économiques	207 512	177 524
Total en principal	8 014 410	6 879 850
Dettes rattachées	10 731	17 879
VALEUR AU BILAN	8 025 141	6 897 729

Note 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Note 13.1 Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

	31/12/2019					31/12/2018	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Bons de caisse							
Titres du marché interbancaire							
Titres de créances négociables	285 000	600 000	107 469		992 469	107	974 006
Emprunts obligataires							
Autres dettes représentées par un titre							
VALEUR NETTE AU BILAN	285 000	600 000	107 469		992 469	107	974 006

Note 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	28	51
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	498 184	336 645
Versements restant à effectuer sur titres	1 568	
VALEUR AU BILAN	499 780	336 696
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	59 527	101 800
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	15	18
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	63 439	75 027
Produits constatés d'avance	133 095	131 939
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	24 846	22 739
Autres charges à payer	61 815	90 536
Autres comptes de régularisation	10 086	10 682
VALEUR AU BILAN	352 823	432 741
TOTAL	852 603	769 437

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15 PROVISIONS

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2019
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	54			-30		24
Provisions pour autres engagements sociaux	1 850		-40			1 810
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	23 002	74 126		-70 769		26 359
Provisions pour litiges fiscaux (1)	4 000	116				4 116
Provisions pour autres litiges	16 719	2 180	-177	-5 536		13 186
Provision pour risques pays (2)						
Provisions pour risques de crédit (3)	147 058	476 738		-462 723		161 073
Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)						
Provisions sur participations (6)	474					474
Provisions pour risques opérationnels (7)	1 572	25		-325		1 272
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	22 627	11 954		-35		34 546
Autres provisions (9)	19 952	6 667	-2 600	-7 578		16 441
VALEUR AU BILAN	237 308	571 806	-2 817	-546 996		259 301

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) La provision pour risques pays couvre le risque de contrepartie sur des débiteurs privés ou publics, lié à la situation économique des pays dont ils dépendent (nationalité et /ou résidence).

(3) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4.

(4) Notamment provisions relatives aux fusions, regroupement de moyens ...

(5) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale

(6) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...

(7) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(8) Voir note 16 ci-après

(9) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement

Note 16 EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	318 665	488 825
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 831 518	1 498 258
Ancienneté de plus de 10 ans	1 728 536	1 751 192
Total plans d'épargne-logement	3 878 719	3 738 275
Total comptes épargne-logement	396 231	384 229
TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	4 274 950	4 122 504

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	5 927	8 644
Comptes épargne-logement	23 844	32 476
TOTAL ENCOURS DE CREDIT EN VIE OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	29 771	41 120

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	114	1 242
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	21 022	11 731
Ancienneté de plus de 10 ans	13 409	9 618
Total plans d'épargne-logement	34 545	22 591
Total comptes épargne-logement	0	35
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	34 545	22 626

<i>(En milliers d'euros)</i>	01/01/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
Plans d'épargne-logement	22 591	11 954		34 545
Comptes épargne-logement	35		35	0
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	22 626	11 954	35	34 545

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2019 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Variations de la dette actuarielle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dette actuarielle au 31/12/N-1	48 571	46 398
Coût des services rendus sur l'exercice	3 273	3 132
Coût financier	694	642
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime	-2 909	
Variation de périmètre	-138	-92
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-1 457	-1 331
(Gains) / pertes actuariels	1 669	-178
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	49 703	48 571

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Coût des services rendus	3 273	3 132
Coût financier	694	642
Rendement attendu des actifs	-621	-563
Coût des services passés	-2 909	
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	454	495
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	644	
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT	1 535	3 706

Variations de juste valeur des actifs des régimes

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	43 322	40 191
Rendement attendu des actifs	621	563
Gains / (pertes) actuariels	128	254
Cotisations payées par l'employeur	1 565	3 737
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-138	-92
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-1 457	-1 331
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N	44 041	43 322

Variations de la provision

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dette actuarielle au 31/12/N	-49 703	-48 571
Impact de la limitation d'actifs	-644	
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	6 284	5 197
Juste valeur des actifs fin de période	44 041	43 322
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N	-22	-52

Par ailleurs, au titre de l'année 2019, une cotisation exceptionnelle de capitaux constitutifs complémentaires de rentes a été versée pour un montant de 2 909 milliers d'euros.

Note 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Fonds pour risques bancaires généraux	128 839	126 864
VALEUR AU BILAN	128 839	126 864

Note 19

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 493 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 1 136 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 20 **VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)**

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (2)	Ecart de conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Solde au 31/12/2017	277 284	894 728	298 242	1 396 617			171 750	3 038 621
Dividendes versés au titre de N-2							-37 321	-37 321
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		102 371	34 124	-39 305			-136 495	-37 239
Report à nouveau							2 066	180 950
Résultat de l'exercice N-1								
Autres variations								
Solde au 31/12/2018	277 284	997 100	332 366	1 357 312			180 950	3 145 011
Dividendes versés au titre de N-1							-37 571	-37 571
Variation de capital	-710		-2 829					-3 539
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		79 605	26 535	38 663			-106 140	1 425
Report à nouveau							-37 239	173 057
Résultat de l'exercice N								
Autres variations								
Solde au 31/12/2019	276 574	1 076 705	356 072	1 395 975			173 057	3 278 382

(1) Le montant des Certificats Coopératifs d'Investissement achetés pendant l'exercice 2 911 milliers d'euros.

Le montant des Certificats Coopératifs d'Investissement vendus pendant l'exercice est de 8 524 milliers d'euros.

(2) Dont 1 394 550 milliers d'euros de primes de fusion.

Note 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres	3 278 383	3 145 011
Fonds pour risques bancaires généraux	128 839	126 864
Dettes subordonnées et titres participatifs	141 712	119 136
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552	552
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 549 486	3 391 563

Note 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Solde 31/12/2019	Solde 31/12/2018
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	35 611	31 163
Sur les établissements de crédit et institutions financières	35 611	31 163
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	0	0
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	0	0
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

Note 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES**Contributions par devise au bilan**

(En milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	30 643 368	30 308 671	29 386 229	28 894 351
Autres devises de l'Union Europ.	1 648	1 648	352	352
Franc Suisse	33	33	80	80
Dollar	7 188	7 188	6 825	6 825
Yen	181	181		
Autres devises	77	77	1 826	1 826
Valeur brute	30 652 495	30 317 798	29 395 312	28 903 434
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	278 122	382 609	233 434	472 056
Dépréciations	-230 210		-253 256	
TOTAL	30 700 407	30 700 407	29 375 490	29 375 490

Note 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

(En milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
- Devises				
- Euros				
Opérations de change à terme	36 617	36 588	17 767	17 753
- Devises	19 046	19 046	9 332	9 332
- Euros	17 571	17 542	8 435	8 421
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	36 617	36 588	17 767	17 753

Note 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(En milliers d'euros)	31/12/2019			31/12/2018
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	14 510 635	503 891	15 014 526	14 880 725
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	14 510 635	503 891	15 014 526	14 880 725
Swaps de taux d'intérêt	14 510 635	503 891	15 014 526	14 880 725
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles	14 500	46 706	61 206	74 818
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré	14 500	46 706	61 206	74 818
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés	14 500	23 353	37 853	41 220
Vendus		23 353	23 353	26 720
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				3 439
Vendus				3 439
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
TOTAL	14 525 135	550 597	15 075 732	14 955 543

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 25.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

	Total 31/12/2019			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
(En milliers d'euros)									
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 397 025	5 746 485	7 871 016	1 397 025	5 746 485	7 871 016			
Caps, Floors, Collars		32 590	28 616		32 590	28 616			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 397 025	5 779 075	7 899 632	1 397 025	5 779 075	7 899 632			
Swaps de devises	66 101	7 105		66 101	7 105				
Opérations de change à terme	66 101	7 105		66 101	7 105				
Sous total	1 463 126	5 786 180	7 899 632	1 463 126	5 786 180	7 899 632			
TOTAL	1 463 126	5 786 180	7 899 632	1 463 126	5 786 180	7 899 632			

	Total 31/12/2018			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
(En milliers d'euros)									
Futures	6 878			6 878					
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 756 634	5 271 663	7 852 428	1 756 634	5 271 663	7 852 428			
Caps, Floors, Collars	20 293	44 290	3 357	20 293	44 290	3 357			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 783 805	5 315 953	7 855 785	1 783 805	5 315 953	7 855 785			
Swaps de devises	25 457	10 063		25 457	10 063				
Opérations de change à terme	25 457	10 063		25 457	10 063				
Sous total	1 809 262	5 326 016	7 855 785	1 809 262	5 326 016	7 855 785			
TOTAL	1 809 262	5 326 016	7 855 785	1 809 262	5 326 016	7 855 785			

Note 25.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juste Valeur Positive au 31/12/2019	Juste Valeur Négative au 31/12/2019	Encours Notionnel au 31/12/2019	Juste Valeur Positive au 31/12/2018	Juste Valeur Négative au 31/12/2018	Encours Notionnel au 31/12/2018
Futures						6 878
Options de change						
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	83 420	495 152	15 014 526	27 193	172 772	14 880 725
Caps, Floors, Collars	87	261	61 206	29	257	67 940
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	83 507	495 413	15 075 732	27 222	173 029	14 955 543
Swaps de devises			73 206			35 520
Opérations de change à terme			73 206			35 520
Sous total						
TOTAL	83 507	495 413	15 148 938	27 222	173 029	14 991 063

Note 25.3 Information sur les Swaps**Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt**

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux	503 891	349 289	14 161 346	
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.

Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille

Il n'y a pas eu de transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille au cours de l'exercice 2019.

Note 26 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie
(En milliers d'euros)						
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	794 726	27 140	821 866	341 193	28 764	369 957
Risques sur les autres contreparties	37 676	12 287	49 962	37 644	4 344	41 988
Total avant effet des accords de compensation	832 402	39 426	871 828	378 837	33 109	411 945
Dont risques sur contrats de :						
- taux d'intérêt, change et matières premières	832 402	39 426	871 828	378 837	33 109	411 945
- dérivés actions et sur indices						
Total avant effet des accords de compensation	832 402	39 426	871 828	378 837	33 109	411 945
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation						
TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATÉRALISATION	832 402	39 426	871 828	378 837	33 109	411 945

* calculé selon les normes prudentielles CRR / CRD4

Note 27 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES
GARANTIES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 891 051	1 731 632
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 891 051	1 731 632
Ouverture de crédits confirmés	938 958	812 738
Ouverture de crédits documentaires	5 982	8 182
Autres ouvertures de crédits confirmés	932 976	804 556
Autres engagements en faveur de la clientèle	952 093	918 894
Engagements de garantie	967 665	922 118
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	422 870	421 670
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	780	94
Autres garanties (1)	422 090	421 576
Engagements d'ordre de la clientèle	544 795	500 448
Cautions immobilières	221 166	204 266
Autres garanties d'ordre de la clientèle	323 629	296 182
Engagements sur titres	7 164	5 367
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	7 164	5 367

Engagements reçus		
Engagements de financement	81 779	81 779
Engagements reçus d'établissements de crédit	81 779	81 779
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	7 741 178	7 582 866
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 812 305	2 047 066
Engagements reçus de la clientèle	5 928 873	5 535 800
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	1 809 614	1 739 264
Autres garanties reçues	4 119 259	3 796 536
Engagements sur titres	7 164	5 367
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	7 164	5 367

(1) dont 410 822 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 1 067 244milliers d'euros.

Note 28 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE**Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2019, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a apporté 7 323 316 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 732 202 milliers d'euros en 2018. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a apporté :

- 3 459 544 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 127 338 milliers d'euros en 2018;
- 895 442 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 978 694 milliers d'euros en 2018;
- 2 968 330 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 626 170 milliers d'euros en 2018.

Note 29 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie accorde une garantie à Crédit Agricole S.A qui s'élève à 3 108 864 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Note 30 OPERATIONS DE DESENETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION

En 2019, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2019, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Evénements significatifs de la période.

Note 31 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 006	3 418
Sur opérations internes au Crédit Agricole	44 997	47 228
Sur opérations avec la clientèle	438 096	439 802
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15 675	8 101
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre	2 797	2 787
Autres intérêts et produits assimilés	314	
Intérêts et produits assimilés	504 885	501 336
Sur opérations avec les établissements de crédit	-5 322	-4 435
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-116 713	-128 792
Sur opérations avec la clientèle	-33 581	-26 475
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-61 194	-61 452
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-246	
Sur dettes représentées par un titre	-520	-448
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-217 576	-221 602
TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)	287 309	279 734

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2019 est de 493 milliers d'euros, il était de 1 136 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 32 REVENUS DES TITRES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	62 779	57 155
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	62	57
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	62 841	57 212

Note 33 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	904	-4 550	-3 646	1 422	-5 000	-3 578
Sur opérations internes au crédit agricole	16 282	-51 027	-34 745	15 354	-44 004	-28 650
Sur opérations avec la clientèle	76 649	-656	75 993	74 561	-571	73 990
Sur opérations sur titres		-275	-275		-215	-215
Sur opérations de change	138		138	95		95
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	582		582	908		908
Sur prestations de services financiers (1)	200 054	-13 193	186 861	205 166	-12 746	192 420
Provision pour risques sur commissions	2 911	-2 215	696	3 097	-2 772	325
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	297 520	-71 916	225 604	300 603	-65 308	235 295

(1) dont prestations assurance-vie : 28 252 milliers d'euros.

Note 34 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Solde des opérations sur titres de transaction	79	-8
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	721	690
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-1 788	-880
GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS	-988	-198

Note 35 **GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-99	-4 517
Reprises de dépréciations	4 508	
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	4 409	-4 517
Plus-values de cession réalisées	1 388	2 294
Moins-values de cession réalisées	-1 696	-735
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-308	1 559
Solde des opérations sur titres de placement	4 101	-2 958
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	4 101	-2 958

Note 36 **AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Produits divers	19 681	17 266
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	545	
Reprises provisions	255	1 000
Autres produits d'exploitation bancaire	20 481	18 266
Charges diverses	-2 171	-1 725
Quote part des opérations faites en commun	-1 378	-1 243
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-17	-2 517
Autres charges d'exploitation bancaire	-3 566	-5 485
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	16 915	12 781

Note 37 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-108 116	-106 566
Charges sociales	-55 961	-53 943
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-12 105	-11 053
Intéressement et participation	-20 438	-20 805
Impôts et taxes sur rémunérations	-17 822	-17 524
Total des charges de personnel	-202 337	-198 838
Refacturation et transferts de charges de personnel	4 855	4 304
Frais de personnel nets	-197 482	-194 534
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-11 134	-8 930
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-112 863	-109 949
Total des charges administratives	-123 997	-118 879
Refacturation et transferts de charges administratives	1 845	1 176
Frais administratifs nets	-122 152	-117 703
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-319 634	-312 237

(1) dont 4 353 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique

Effectif moyenEffectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2019	31/12/2018
Cadres	780	748
Non cadres	1 661	1 651
Total de l'effectif moyen	2 441	2 399
Dont : - France	2 441	2 399
- Etranger		
Dont : personnel mis à disposition	50	48

Le montant des rémunérations brutes s'élève à 3 383 milliers d'euros pour l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction.

Le montant des avances et crédits accordés à ces personnes durant l'exercice s'élève à 1 506 milliers d'euros.

Note 38 COUT DU RISQUE

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dotations aux provisions et dépréciations	-605 390	-735 003
Dépréciations de créances douteuses	-50 775	-53 254
Autres provisions et dépréciations	-554 615	-681 749
Reprises de provisions et dépréciations	613 047	733 839
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	67 734	67 228
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	545 313	666 611
Variation des provisions et dépréciations	7 657	-1 164
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-1 320	-1 028
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-15 134	-8 215
Décote sur prêts restructurés	-322	-448
Récupérations sur créances amorties	1 052	784
Autres pertes		
Autres produits		
COUT DU RISQUE	-8 067	-10 071

(1) dont 1 671 milliers d'euros utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises
2 153 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) dont 177 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) dont 272 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) dont 13 465 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

Note 39 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-2 498	-190
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 498	-190
Reprises de dépréciations		2 454
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		2 454
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-2 498	2 264
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 498	2 264
Plus-values de cessions réalisées		228
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		228
Moins-values de cessions réalisées	-135	-38
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-135	-38
Solde des plus et moins-values de cessions	-135	190
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-135	190
Solde en perte ou en bénéfice	-2 633	2 454
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	593	190
Moins-values de cessions	-38	-107
Solde en perte ou en bénéfice	555	83
RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	-2 078	2 537

Note 40 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas comptabilisé de charges et de produits exceptionnels au cours de l'exercice.

Note 41 IMPOT SUR LES BENEFICES

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)	2019	2018
Impôt relatif au résultat ordinaire de la Caisse Régionale	81 646	62 823
Impôt relatif au résultat exceptionnel		
Ecart entre IS provisionné et IS liquidé sur exercice précédent	68	-149
Etalement charge IS PTZ + Crédit Impôt	70	-5 695
Incidence de l'intégration fiscale	-5 598	-2 633
Provision pour impôt et pour litiges fiscaux	115	0
Avis de Mise en Recouvrement	0	0
TOTAL	76 301	54 346

Intégration fiscale :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle serait redevable en l'absence d'intégration fiscale, déduction faite des économies d'impôt rétrocédées par Crédit Agricole S.A selon les modalités prévues dans la convention.

Ces rétrocessions d'économies d'impôt s'élèvent à 5 598 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Note 42 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie exerçant la quasi-totalité de son activité en France et dans la banque de proximité, l'analyse de son produit net bancaire par secteur d'activité ou par zone géographique au 31 décembre 2019 ne présente pas d'intérêt.

Note 43 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas connaissance d'événements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

Note 44 AFFECTATION DES RESULTATS

	2019	2018	2017
Résultat net comptable	173 056 631,67	180 949 685,69	171 750 088,15
Report à nouveau	1 425 536,55	-37 238 079,39	2 065 617,00
Résultat à affecter	174 482 168,22	143 711 606,30	173 815 705,15
* Intérêts aux parts	2 246 088,60	2 495 654,00	2 246 088,60
* Rémunération des certificats coopératifs d'investissements	19 281 604,95	19 444 906,10	19 444 906,10
* Rémunération des certificats coopératifs d'associés	15 630 279,05	15 630 279,05	15 630 279,05
* Réserves légales	102 993 146,72	79 605 575,36	102 370 823,55
* Autres réserves	34 331 048,90	26 535 191,79	34 123 607,85
Total résultat affecté	174 482 168,22	143 711 606,30	173 815 705,15

Note 45 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 46 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie

	MAZARS	%	PRICE WATERHOUSE COOPERS	%
<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	95	88%	95	95%
Services autres que la certification des comptes	13	12%	5	5%
TOTAL	108	100%	100	100%

(*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

Note 47 ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE

Le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise sont tenus à la disposition du public : au secrétariat de Direction de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie – 500 rue Saint Fuscien – 80095 Amiens Cedex 3.

DECLARATION DU RESPONSABLE

Déclaration du responsable du rapport financier annuel 2019 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Amiens, le 28 janvier 2020

Le Directeur Général

Guillaume ROUSSEAU

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1 • Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration de performance extra-financière dans le rapport de gestion	312
2 • Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementés	318
3 • Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	321
4 • Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	328
5 • Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital par annulation de certificats d'investissement achetés	334

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la Caisse Régionale De Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1058 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2019 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion, en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;

- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par la société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000¹ :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de la société et de l'exposé des principaux risques ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2ème alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'entité, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Nos travaux ont été réalisés en central ;

¹ ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- Pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés en central et couvrent 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de la société.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 4 personnes et se sont déroulés entre décembre 2019 et février 2020 sur une durée totale d'intervention de 3 semaines.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les Services Développement Durable, Ressources Humaines, Immobilier et Logistique, Engagements Crédits, Contrôles et Conformité, Communication et du GIE Achat Conseil.

Conclusion

Les indicateurs clés de performance « Tonnes de CO₂ par milliard d'euros financé » et « Bilan carbone » publiés portent sur l'exercice 2018, la donnée 2019 n'étant pas encore disponible

Sur la base de nos travaux, à l'exception des éléments décrits ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaire

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du code de commerce, nous formulons le commentaire suivant :

- La politique relative au risque lié à la transition énergétique et à la prise en compte de critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) dans les produits et services n'est pas encore structurée ni formalisée

Fait à Paris La Défense, le 6 mars 2020

L'organisme tiers indépendant

MAZARS SAS

Franck BOYER

Associé

Edwige REY

Associée RSE & Développement Durable

Annexe 1 : Informations considérées comme les plus importantes**Informations qualitatives (actions et résultats) relatives aux principaux risques**

Fragilisation de notre modèle mutualiste et absence de soutien aux projets locaux
Deficit de politique inclusive à l'égard des clientèles fragiles ou des populations défavorisées
Mauvaise connaissance client, conseil inadapté
Manque d'écoute et de prise en compte des remarques client
Manque de soutien à l'économie du département
Offre bancaire inadaptée aux enjeux environnementaux et sociaux
Perte d'attractivité à l'embauche et non respect de la parité H/F (nbre et traitement)
Insuffisance du processus de gestion des papiers et non prise en compte des contraintes environnementales dans les déplacements des salariés
Defaut de prise en compte de l'enjeu de transition énergétique dans le fonctionnement de l'entreprise
Non prise en compte des obligations légales BEGES
Non prise en compte des risques climatiques dans la transition environnementale

Indicateurs quantitatifs incluant les indicateurs clé de performance

Taux d'équipement de la clientèle en difficulté en CAC budget protégé
Taux de conformité des entrées en relation
Taux HECA
Taux de promotion
Pourcentage de collaborateurs formés
Taux IRC, Note de recommandation et Délais de traitement des réclamations

Nombre de jeunes agriculteurs soutenus
Pourcentage de création d'entreprises accompagnées
Nombre de projets immobiliers financés
Pourcentage de conventions de communication dématérialisées
Nombre de conventions de communication dématérialisées
Nombre de signatures électroniques en agence (millions)
Nombre de client sociétaires
Nombre de projets associatifs accompagnés dotés par le fonds Initiatives locales
Montants des prêts Eco PTZ (millions d'euros)
Montants des financements véhicules électriques et hybrides (millions d'euros)
Déplacements professionnels (km)
Consommation d'énergies en Mwh par ETP (Gaz, électricité, fioul, réseau de chaleur, eau)
Bilan Carbone
Tonnes de CO2 par milliards d'euros financés

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Nomination du Directeur général - Approbation de la convention de transfert et de suspension du contrat de travail concernant le Directeur général

Personne concernée

- Monsieur Guillaume Rousseau

Nature, objet et modalités

Le Conseil d'Administration du 29 août 2013 a nommé Monsieur Guillaume Rousseau en qualité de Directeur général, mandataire social à compter du 1er novembre 2013.

Dans le cadre de cette nomination, il a été proposé au Conseil d'Administration d'approuver la convention de transfert et de suspension de son contrat de travail en qualité de Directeur général adjoint. Il convient en effet que sa nomination en qualité de mandataire social ne le prive pas des avantages qu'il a pu acquérir en qualité de salarié, à raison de sa carrière passée au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans ce cadre, sa rémunération annuelle fixe en tant que Directeur général adjoint, serait suspendue au niveau prévu par son contrat de travail et, en cas de réactivation du contrat de travail, revalorisée sur la base de l'évolution de la rémunération annuelle fixe de la population des Directeurs généraux adjoints de Caisses Régionales depuis la date de suspension.

Il est également prévu qu'en cas de réactivation du contrat de travail, l'ancienneté acquise à la date de suspension du contrat de travail soit majorée du temps qu'il passera dans l'exercice de son mandat, pour le calcul de l'ensemble des avantages qui lui seraient accordés au titre du contrat de travail.

Le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance de leurs caractéristiques essentielles a approuvé cette convention au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

2. Autorisation des engagements en matière de retraite du Directeur général.

Personne concernée

- Monsieur Guillaume Rousseau

Nature, objet et modalités

Il est rappelé que, pour la détermination de tous les avantages sociaux accordés au Directeur général, ce dernier sera assimilé à un Directeur général adjoint salarié. Il bénéficiera ainsi du même régime de prévoyance et du même régime de retraite supplémentaire que celui applicable à cette catégorie de salariés, selon les mêmes principes, qui sont rappelés par le Président du Conseil d'administration.

Toutefois, la pension de retraite et l'indemnité de départ à la retraite ne seront versées au titre des fonctions de Directeur général que si la fin du mandat de Monsieur Guillaume Rousseau a pour cause son départ à la retraite au plus tard à l'âge prévu au sein du groupe, pour la fin des mandats des Directeurs généraux de Caisses Régionales de Crédit Agricole, soit actuellement 62 ans ou, selon le cas, 63 ans. Dans le cas contraire, les droits à la retraite et indemnités de départ à la retraite seront versés dans le cadre du contrat de travail, alors réactivé.

Le Conseil d'Administration du 29 août 2013, après avoir pris connaissance de leurs caractéristiques essentielles exposées par le Président, a approuvé l'engagement souscrit par la Caisse relatif à la pension de retraite et à l'indemnité de départ à la retraite au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 9 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

Jérôme-Eric Gras

Franck Boyer

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Assemblée générale

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

500, Rue Saint-Fuscien

80095 AMIENS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus

importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l'audit n°1 :

Provisions sur les encours de crédit sains et dégradés

Risque identifié :

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), la Caisse Régionale constate au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risques de crédit tenant compte de données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédits de votre Caisse Régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.

Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 159,3 M€ au 31 décembre 2019, comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de l'importance :

- Des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- De ces provisions dans le bilan de la Caisse Régionale, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation...), dont par exemple des informations prospectives (« forward looking » central et local).

Notre réponse face au risque identifié :

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance, avec un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs du groupe Crédit Agricole, avec l'appui de leurs experts, sur les modèles de dépréciation. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
 - Les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;

- La qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles ;
 - La gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de « Back-Testing » ;
 - La réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil national utilisé pour déterminer les corrections de valeur.
- Tester par sondage, sur la base d'un échantillon de dossiers, la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement ;
 - Vérifier le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
 - Apprécier les hypothèses et la documentation fournie par la Caisse Régionale sur l'identification de la dégradation significative de portefeuilles d'encours, et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du « Forward Looking » ;
 - Analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2019.

Nous avons, par ailleurs, apprécié le caractère approprié des informations données dans l'annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2019.

Point clé de l'audit n°2 :

Dépréciation des créances de la clientèle sur une base individuelle

Risque identifié :

Du fait de son activité, la Caisse Régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (notes 2.1 et 4.1), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés.

Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 212,3 M€ au 31 décembre 2019.

Notre réponse face au risque identifié :

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- Testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse Régionale, relatifs à ces procédures ;
- Analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;
- Mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, les informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code du commerce n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Brie Picardie par votre assemblée générale du 23 février 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 mars 2005 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 15ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de

l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly Sur Seine et Courbevoie, le 9 mars 2020,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jérôme-Eric Gras

MAZARS

Franck Boyer

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Assemblée générale

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500, Rue Saint-Fuscien

80095 AMIENS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant l'application à compter du 1^{er} janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » exposé dans les notes 1.1 « Normes applicables et comparabilité » et 1.2 « Principes et méthodes comptables » ainsi que dans les autres notes de l'annexe aux comptes consolidés présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Point clé de l'audit n°1 :

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur expositions non en défaut

Risque identifié :

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la Caisse Régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (« Bucket 1 »), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (« Bucket 2 »).

Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre Caisse Régionale au regard de ses propres portefeuilles de crédits.

Ces corrections de valeur représentent, en cumul sur les prêts et créances et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2019 respectivement un montant de 61,4 M€ (« Bucket 1 ») et 99,8 M€ (« Bucket 2 ») comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés, en raison de l'importance des :

- Zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- Crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation...), dont par exemple des informations prospectives (« Forward Looking » central et local), des critères de transfert parmi les catégories d'exposition homogènes de risques (« Bucket 1 » et « Bucket 2 »).

Notre réponse face au risque identifié :

Nous avons réalisé les travaux suivants :

- Prise de connaissance, avec un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs du groupe Crédit Agricole, avec l'appui de leurs experts, sur les modèles de dépréciation. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
 - Les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;

- La qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », et perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD ») ;
 - La gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de « back-testing » ;
 - La réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil national utilisé pour déterminer les corrections de valeur.
- Test par sondage de la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
 - Test de la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (« Bucket 1 » et « Bucket 2 ») ;
 - Contrôle du déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
 - Appréciation des hypothèses et de la documentation fournie par la Caisse Régionale sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du « Forward Looking » ;
 - Analyse de l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2019.

Nous nous sommes par ailleurs assurés du caractère approprié des informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019.

Point clé de l'audit n°2 :

Dépréciation des créances de la clientèle sur une base individuelle

Risque identifié :

Du fait de son activité, la Caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans les notes 1.2 et 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (« Bucket 3 ») sont dits dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers. Le montant de ces dépréciations, appelées pertes de crédit avérées à maturité, correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de l'importance relative de ces dépréciations dans le bilan, et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés.

Le montant total de ces dépréciations, présenté au sein de la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, s'élève à 215,7 M€ pour les prêts et créances sur la clientèle au 31 décembre 2019.

Notre réponse face au risque identifié :

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation;
- Testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- Analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit;
- Mis en œuvre des procédures analytiques de la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Brie Picardie par votre assemblée générale du 23 février 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 mars 2005 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 15^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly Sur Seine et Courbevoie, le 9 mars 2020,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Jérôme-Eric Gras

Franck Boyer

Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital par annulation de certificats coopératifs d'investissement achetés

(Assemblée générale du 22 avril 2020)

A l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Caisse Régionale et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation de certificats coopératifs d'investissement achetés, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre conseil d'administration vous propose de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de 24 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant le capital social, par période de vingt-quatre mois, les certificats coopératifs d'investissement achetés au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre Caisse Régionale de ses propres certificats coopératifs d'investissement dans le cadre des dispositions de l'article précité. Cette autorisation d'achat est proposée, par ailleurs, à l'approbation de votre assemblée générale. Elle se substituerait à celle conférée par l'assemblée générale du 28 mars 2019 et serait donnée au conseil d'administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine assemblée générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de 18 mois à compter de la date de votre assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des sociétaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée Générale approuve au préalable l'opération d'achat, par votre Caisse Régionale, de ses propres certificats coopératifs d'investissement.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 9 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Jérôme-Eric Gras

MAZARS

Franck Boyer

PROJET DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

1 • Résolutions à titre ordinaire	336
2 • Résolutions à titre extraordinaire	340

PROJET DES RESOLUTIONS**RESOLUTIONS A TITRE ORDINAIRE****1^{ère} RÉSOLUTION – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX**

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve, dans toutes leurs parties, les rapports et les comptes annuels sociaux de l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 tels qu'ils viennent de lui être présentés et donne quitus aux Administrateurs.

2^{ème} RÉSOLUTION – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve dans toutes leurs parties les rapports, le compte de résultat, le bilan et l'annexe consolidés tels qu'ils lui ont été présentés.

3^{ème} RÉSOLUTION – APPROBATION DES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les conventions qui y sont mentionnées.

4^{ème} RÉSOLUTION – VOTE SUR LES ÉLÉMENTS FIXES ET VARIABLES DE LA RÉMUNÉRATION DUS OU ATTRIBUÉS AU DIRECTEUR GÉNÉRAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'Assemblée Générale Ordinaire, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, décide d'approuver les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur Général au titre de l'exercice 2019 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil d'Administration et

conformément aux dispositions de l'article 26 du Code AFEP-MEDEF.

5^{ème} RÉSOLUTION – VOTE SUR LES ÉLÉMENTS DE L'INDEMNISATION DU PRÉSIDENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise, décide d'approuver les éléments d'indemnisation du Président au titre de l'exercice 2019 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 26 du Code AFEP-MEDEF.

6^{ème} RÉSOLUTION – VOTE CONSULTATIF SUR L'ENVELOPPE GLOBALE DES RÉMUNÉRATIONS DE TOUTES NATURES VERSÉES EN 2019 AUX PERSONNES IDENTIFIÉES, A SAVOIR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, LES MEMBRES PERMANENTS DU COMITÉ DE DIRECTION ET LES RESPONSABLES DES FONCTIONS DE CONTRÔLE DE LA CAISSE RÉGIONALE

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des indications du Conseil d'Administration à ce sujet, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations de toutes natures versées aux personnes identifiées, à savoir le Directeur Général, les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle à hauteur d'un montant égal à 3 439 milliers d'euros au titre de l'exercice 2019.

7^{ème} RÉSOLUTION – FIXATION DE LA SOMME GLOBALE À ALLOUER AU FINANCEMENT DES INDEMNITÉS COMPENSATRICES DE TEMPS

PASSÉ DES ADMINISTRATEURS AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 300 000 euros la somme globale maximum allouée, au titre de l'exercice 2020, au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

8^{ème} RÉSOLUTION – FIXATION DU TAUX DES INTÉRÊTS AUX PARTS SOCIALES

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide que l'intérêt à servir aux parts sociales pour l'exercice 2019 sera fixé à un taux égal à 1,80 % correspondant à un montant unitaire

11^{ème} RÉSOLUTION – AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'Assemblée Générale Ordinaire décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

	2017	2018	2019
Résultat net comptable	171 750 088,15	180 940 685,69	173 056 631,67
Report à nouveau	2 065 617,00	- 37 238 079,39	1 425 536,55
Résultat à affecter	173 815 705,15	143 711 606,30	174 482 168,22
* Intérêts aux parts	2 246 088,60	2 495 654,00	2 246 088,60
* Rémunération des certificats coopératifs d'investissements	19 444 906,10	19 444 906,10	19 281 604,95
* Rémunération des certificats coopératifs d'associés	15 630 279,05	15 630 279,05	15 630 279,05
* Réserves légales	102 370 823,55	79 605 575,36	102 993 146,72
* Autres réserves	34 123 007,85	20 535 191,79	34 331 048,90
Total résultat affecté	173 815 705,15	143 711 606,30	174 482 168,22

Compte tenu de la recommandation (BCE/2020/19) émise le 27 mars 2020 par la Banque Centrale Européenne (BCE) relative à l'absence de versement de dividende et d'intérêt sur les titres de capital émis par les établissements de crédit, l'Assemblée générale ordinaire délègue au Conseil d'administration, s'agissant de la rémunération des parts sociales, des CCA et des CCI, au titre de l'exercice 2019, la décision :

égal à 0,09 euro par part sociale et à un montant global égal à 2 246 088,60 euros.

9^{ème} RÉSOLUTION – FIXATION DE LA RÉMUNÉRATION DES CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'INVESTISSEMENT

Sur la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de verser pour les certificats coopératifs d'investissement, une rémunération de 1,15 € (un euro et quinze centimes) par certificat coopératif d'investissement au titre de l'exercice 2019.

10^{ème} RÉSOLUTION – FIXATION DE LA RÉMUNÉRATION DES CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'ASSOCIÉS

Sur la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de verser pour les certificats coopératifs d'associés, une rémunération de 1,15 € (un euro et quinze centimes) par certificat coopératif d'associés au titre de l'exercice 2019.

- De fixer, sous réserve de l'accord préalable de la BCE, la date de versement de la rémunération des parts sociales, des CCA et des CCI (exposée dans les résolutions précédentes) qui ne pourra pas intervenir avant le 1er octobre 2020, et,
- De réduire ou, le cas échéant, d'annuler, sur demande de la BCE, la distribution de l'intérêt aux parts sociales aux sociétaires et du dividende aux porteurs de CCA et de CCI.

L'Assemblée générale décide que, dans l'hypothèse où la distribution de l'intérêt aux parts sociales et du dividende sur les CCA et les CCI est annulée ou réduite, les sommes ainsi non distribuées seront affectées sur le compte Autres réserves.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte du montant des revenus distribués au titre des 3 derniers exercices.

Revenus distribués au titre des 3 derniers exercices (1)	2016	2017	2018
Intérêts aux parts sociales	2 246 088,60 €	2 246 088,60 €	2 495 654,00 €
Dividendes certificats coopératifs d'investissement	25 362 921,00 €	19 444 906,10 €	19 444 906,10 €
Dividendes certificats coopératifs d'associés	20 387 320,50 €	15 630 279,05 €	15 630 279,05 €
Nombre de parts sociales	24 956 540	24 956 540	24 956 540
Nombre de certificats coopératifs d'investissement	16 908 614	16 908 614	16 908 614
Nombre de certificats coopératifs d'associés	13 591 547	13 591 547	13 591 547
Taux de l'intérêt aux parts sociales	1,80%	1,80%	2,00%
Montant du dividende certificats coopératifs d'investissement	1,50 €	1,15 €	1,15 €
Montant du dividende certificats coopératifs d'associés	1,50 €	1,15 €	1,15 €

(1) Eligibles à l'abattement de 40 % (2° du 3 de l'article 158 du CGI) sous réserve que les bénéficiaires remplissent les conditions nécessaires.

12^{ème} RÉSOLUTION – CONSTATATION DE LA VARIATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale Ordinaire, en application de l'article 34 des statuts, constate la variation du capital social qui est passé de 277 283 505,00 euros au 31 décembre 2018 à 276 573 500,00 euros au 31 décembre 2019.

Il est composé de 55 314 700 titres d'une valeur nominale de 5 euros, soit :

- ✓ 24 956 540 parts sociales,
- ✓ 13 591 547 certificats coopératifs d'associés,
- ✓ 16 766 613 certificats coopératifs d'investissement.

13^{ème} RÉSOLUTION – FIN DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'assemblée Générale Ordinaire prend acte de la fin du mandat d'administrateur de **Madame Isabelle GARNOT**. Il n'est pas procédé à son remplacement.

14^{ème} RESOLUTION – FIN DU MANDAT D'UN ADMINSTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la fin du mandat d'administrateur de **Monsieur Didier BOUCHER**, visé par l'article 17 des statuts.

15^{ème} RESOLUTION – TERME DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte du terme du mandat d'administrateur de **Monsieur Georges DUFOUR**, visé par l'article 17 des statuts.

16^{ème} RÉSOLUTION – RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que le mandat de **Monsieur Philippe de WAAL**, administrateur, arrive à expiration lors de la présente assemblée, renouvelle son

mandat d'administrateur, pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

17^{ème} RÉSOLUTION – RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que le mandat de **Monsieur Patrice GREGOIRE**, administrateur, arrive à expiration lors de la présente assemblée, renouvelle son mandat d'administrateur, pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

18^{ème} RÉSOLUTION – RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que le mandat de **Monsieur Xavier GRYMONTREZ**, administrateur, arrive à expiration lors de la présente assemblée, renouvelle son mandat d'administrateur, pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

19^{ème} RÉSOLUTION – RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que le mandat de **Monsieur Samuel LEULLIER**, administrateur, arrive à expiration lors de la présente assemblée, renouvelle son mandat d'administrateur, pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

20^{ème} RÉSOLUTION – RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que le mandat de, **Monsieur Bruno LEVESQUE**, administrateur, arrive à expiration

lors de la présente assemblée, renouvelle son mandat d'administrateur, pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

21^{ème} RÉSOLUTION – NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

En conséquence de la 14^{ème} résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme en qualité d'administrateur, [...] en remplacement de **Monsieur Didier BOUCHER** pour la durée du mandat restant à courir soit, pour une durée d' une année expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

22^{ème} RÉSOLUTION – NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme en qualité d'administrateur, [...] pour une durée de trois années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

23^{ème} RÉSOLUTION – REMBOURSEMENT DE PARTS SOCIALES DES ADMINISTRATEURS SORTANTS ET SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 15 des statuts, approuve la proposition du Conseil d'Administration de rembourser les parts sociales aux administrateurs sortants. Le montant du remboursement sera compensé par la souscription de parts par des sociétaires existants.

L'Assemblée Générale Ordinaire délègue tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdéléguer, pour procéder à ce remboursement et accepter la souscription par les nouveaux sociétaires.

24^{ème} RÉSOLUTION – AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'OPERER SUR LES CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'INVESTISSEMENT (CCI) DE LA CAISSE RÉGIONALE

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement 2273/2003 de la Commission Européenne du 22 décembre 2003.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mars 2019 dans sa vingt-troisième résolution en la privant d'effet pour la partie non utilisée à ce jour, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximum de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente assemblée.

Les achats de certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Société à détenir plus de dix pour cent (10 %) des CCI composant son capital social.

Caractéristiques des titres concernés :

- Nature des titres rachetés : certificats coopératifs d'investissement cotés sur Euronext Paris (compartiment B)
- Libellé : CCI de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
- Code ISIN : FR0010483768

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments

financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats de certificats coopératifs d'investissement qui seront réalisés par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, soit à titre indicatif au 31/12/2019, un plafond de 1 676 661 certificats coopératifs d'investissement.

Toutefois, le nombre de CCI acquis par la Caisse Régionale en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5 % des CCI de la Caisse Régionale et (ii) lorsque les titres rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre de titres pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

L'acquisition des certificats coopératifs d'investissement ne pourra être effectuée à un prix supérieur à cinquante-six (56) euros par CCI.

En tout état de cause, le montant maximum des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI, dans le cadre de la présente résolution, ne pourra excéder quatre-vingt-treize millions huit cent quatre-

vingt-treize mille seize euros (93 893 016 euros).

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses certificats coopératifs d'investissement en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- 1) de la mise en œuvre de plan d'options d'achat de CCI de la Caisse Régionale au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse Régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225- 180 du Code de commerce ;
- 2) d'attribuer ou de céder des CCI de la Caisse Régionale aux mandataires sociaux éligibles et aux salariés visés à l'alinéa ci-avant, ou à certaines catégories d'entre eux, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou d'un plan d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues par la loi ;
- 3) d'attribuer gratuitement des CCI aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ;
- 4) d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Caisse Régionale ;
- 5) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés Financiers ;
- 6) de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve dans ce

dernier cas de l'adoption de la 26^{ème} résolution.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités dans les conditions légales et dans les conditions de la présente résolution et, notamment pour passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

25^{ème} RÉSOLUTION – POUVOIRS EN VUE D'EFFECTUER LES FORMALITÉS REQUISES

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs nécessaires au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour procéder à toutes les formalités requises en application des résolutions qui précèdent.

RESOLUTIONS A TITRE EXTRAORDINAIRE

26^{ème} RESOLUTION - AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE RÉDUIRE LE CAPITAL SOCIAL PAR VOIE D'ANNULATION DE CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'INVESTISSEMENT (CCI)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

1. à annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des certificats coopératifs d'investissement acquis par la Caisse Régionale, dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital, par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée ;
2. à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2019 dans sa vingt-cinquième résolution en la privant d'effet à ce jour, est donnée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les certificats coopératifs d'investissement, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation.

27^{ème} RÉOLUTION – POUVOIRS EN VUE D'EFFECTUER LES FORMALITÉS REQUISES

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs nécessaires au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour procéder à toutes les formalités requises en application des résolutions qui précèdent.

Pourront être communiqués sur place, au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, les projets de résolutions ainsi que le bilan et le compte de résultat, et ce à compter du quinzième jour précédant l'Assemblée Générale.

**AGIR CHAQUE
JOUR DANS VOTRE
INTÉRÊT ET CELUI
DE LA SOCIÉTÉ**



BRIE PICARDIE



Édité par MDC Conception cross canal - Mars 2020